

Mise à jour statistique:

10 février 2006

Note de Conjoncture n° 3-2005

La situation économique au Luxembourg Évolution récente et perspectives

Le texte intégral de la Note de Conjoncture est disponible sur Internet à l'adresse
<http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/conjoncture/noteConjoncture/index.html>

statec

SERVICE CENTRAL DE LA STATISTIQUE

ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Responsable de la publication: Serge ALLEGREZZA

Coordination, Rédaction: Bastien LARUE
Rédaction: Ferdy ADAM
Guy SCHULLER
Véronique SINNER

Prix de l'abonnement annuel: 16.00 EUR + frais de port
Prix de ce numéro: 5.00 EUR + frais de port
La reproduction totale ou partielle de la présente note est autorisée
à condition d'en citer la source.
ISSN 1019-6463

STATEC

Service central de la statistique et des études économiques
Centre Administratif Pierre Werner
13, rue Erasme L-1468 Luxembourg-Kirchberg
Tél.: 478-4219 Fax: 46 42 89
E-mail: info@statec.etat.lu
Internet: www.statec.public.lu

Sommaire

Préface	6
A. Conjoncture internationale	7
B. Conjoncture luxembourgeoise	11
1. Résumé et faits principaux.....	11
2. Activité par branches	15
2.1 Industrie	15
2.2 Construction.....	18
2.3 Commerce.....	22
2.4 Hôtels et restaurants.....	25
2.5 Transports et communications	26
2.6 Immobilier, location, informatique, recherche et développement et services aux entreprises.....	28
2.7 Secteur financier.....	29
2.8 Services collectifs et domestiques.....	33
3. Inflation et salaires	34
3.1 Prix à la consommation	34
3.2 Salaires.....	40
4. Relations économiques extérieures	43
5. Emploi et chômage.....	46
5.1 Emploi	48
5.2 Chômage	53
C. Prévisions économiques 2006-2008.....	59
1. Résumé.....	60
2. Principales Hypothèses	63
3. Résultats.....	67
4. Annexes.....	78
D. Annexe statistique.....	94
E. Index des tableaux et graphiques	128

Liste des encadrés

Forte remontée de l'indicateur de confiance des consommateurs en janvier	23
Nouvelle pondération de l'indice des prix à la consommation (IPC) en 2006	37
Les hausses de tarifs publics	39
Quelques précisions méthodologiques	47
La problématique des emplois "fictifs"	50
Le chômage dans la Grande Région	57
L'énigme des faibles taux d'intérêt de long terme	64

Préface

2006: 4%

Le STATEC avait annoncé à plusieurs reprises que la croissance économique pour l'année 2005 allait être aussi favorable qu'en 2004, ce qui représente une performance très honorable dans la comparaison européenne. Le moteur de la croissance est sans conteste le bipôle des services financiers et des services aux entreprises. L'année 2006 et les années subséquentes devraient se maintenir à plus de 4% de croissance annuelle.

A la recherche du bon *policy mix*

La politique budgétaire est condamnée à maintenir la pression fiscale et sociale à un niveau compétitif tout en veillant à ce que les dépenses publiques soutiennent la conjoncture, préparent l'avenir grâce à des investissements publics à long terme et préservent la cohésion sociale. Les marges de manœuvre de la politique budgétaire sont fixées par la trajectoire du déficit public structurel (ancrée dans le Programme de stabilité et de croissance) qui doit se réduire à 0.8% du PIB en 2008.

Le catalogue de mesures structurelles, adoptées par la Chambre des Députés dans le fameux "Plan National pour l'innovation et le plein emploi", pièce maîtresse de la stratégie de Lisbonne, vise à augmenter la résilience des marchés des produits et du travail. Une fois que l'application de mesures concertées avec les partenaires sociaux sera effective, la confiance en l'avenir – quelque peu ébranlée depuis l'éclatement de la crise financière et boursière – pourrait s'affermir et favoriser la consommation et l'investissement.

Les tribulations de la statistique de l'emploi et du chômage

Retracer les évolutions de la conjoncture nécessite des bonnes données, disponibles à temps et dont le contenu informationnel est suffisamment dense pour mesurer les phénomènes économiques et sociaux pertinents. Les

sources administratives sont particulièrement appréciées à cet égard, mais elles sont souvent soumises aux aléas des modifications de la législation ou des procédures administratives. C'est le cas des statistiques sur les demandeurs d'emploi, inscrits à l'ADEM, qui vont subir encore quelques aménagements certes justifiés mais perturbateurs.

Il en va de même pour les statistiques sur l'emploi issues des fichiers de l'IGSS et qui nourrissent une diatribe lancinante sur les emplois soi-disant "fictifs". Il est vrai que le niveau des cotisations de sécurité sociale très avantageux attire de l'activité délocalisée, provenant souvent de la Grande Région. Il est donc utile de vérifier les sources disponibles, de les purifier et de les compléter, le cas échéant, par des enquêtes.

La grande révision des comptes nationaux

Le système de comptabilité nationale évolue et se perfectionne de manière coordonnée grâce aux travaux des experts de l'ONU. En Europe, le système comptable se développe de manière harmonisée sur base de règlements communautaires obligatoires. Les perfectionnements des comptes nationaux permettent de donner une image de plus en plus fidèle et complète des phénomènes économiques. Ainsi par exemple, dans la révision que finalise le STATEC, de nouvelles sources statistiques sont prises en compte. De plus, un changement concernant le traitement de la marge d'intermédiation dans la production du secteur financier a été opéré. Dans la mesure où le secteur financier compte pour près d'un quart du PIB, les modifications méthodologiques relatives aux services financiers affectent substantiellement les résultats. En première approximation, il apparaît que le PIB en valeur est révisé à la hausse d'environ 1 Mia EUR. Cette révision correspond en moyenne à 6% du PIB de l'ancienne série. Le STATEC informera plus en détail sur les nouveaux comptes et leur interprétation dans une publication spécifique.

Dr Serge Allegrezza
Directeur

A. Conjoncture internationale

Tableau 1: Conjoncture internationale, observations récentes

	Etats-Unis	Japon	EU25	Zone euro	Allemagne	France
	Variations annuelles en %, sauf taux de chômage (en % de la population active) et indicateurs précurseurs (par rapport aux trois mois précédents)					
Croissance du PIB en volume	T3 05	T3 05	T3 05	T3 05	T3 05	T3 05
dernier trimestre publié	3.6	3.4	1.8	1.6	1.4	1.8
moyenne sur les 4 derniers trimestres	3.7	2.3	1.7	1.4	0.8	1.7
Indicateurs précurseurs OCDE ¹	déc-05	déc-05	déc-05	déc-05	déc-05	déc-05
derniers trois mois	2.5	0.9	2.1	2.3	3.6	2.1
Taux de chômage standardisé	déc-05	déc-05	déc-05	déc-05	déc-05	déc-05
dernier mois publié	4.9	4.4	8.5	8.4	9.5	9.2
un an avant	5.4	4.4	8.9	8.8	9.5	9.7
Taux d'inflation (prix à la consommation)	déc-05	déc-05	déc-05	déc-05	déc-05	déc-05
dernier mois publié	3.4	-0.3	2.1	2.2	2.1	1.8
un an avant	3.3	-0.1	2.4	2.4	2.2	2.3
Taux d'intérêt à court terme	janv-06	janv-06	déc-05	janv-06	janv-06	janv-06
dernier mois publié	4.6	0.1	2.9	2.5	:	:
un an avant	2.7	0.1	:	2.2	:	:
Taux d'intérêt à long terme (Maastricht)	janv-06	janv-06	déc-05	janv-06	janv-06	janv-06
dernier mois publié	4.4	1.5	3.6	3.4	3.3	3.3
un an avant	4.2	1.4	3.9	3.6	3.6	3.6
Cours de change (par EUR) ²	févr-06	févr-06				
dernier mois publié	1.20	142.0				
un an avant	1.30	136.6				

Sources: Eurostat, OCDE (Indicateurs précurseurs USA et Japon), FMI (inflation USA et Japon)

¹ EU15 au lieu de EU25

² Données au 10.02.2006

Zone euro

Dans la zone euro, les indicateurs conjoncturels ont évolué favorablement depuis le deuxième semestre 2005. La croissance a régulièrement accéléré (+0.6% au 3^{ème} trimestre, après +0.4% et +0.3% sur les trimestres précédents). La demande intérieure (hors stocks) s'est raffermie, en particulier au niveau des dépenses d'investissement des entreprises. La consommation des ménages ne montre cependant pas de dynamique d'ensemble: alors qu'elle s'est bien redressée en France, elle apparaît toujours déprimée en Allemagne. La croissance en Allemagne est plutôt portée par les exportations de marchandises (en particulier de biens d'équipement), qui enregistrent en 2005 un nouveau record à 787 Mia EUR (+6.9% en volume).

La production industrielle a rebondi de 1.3% en novembre 2005 (+2.4% sur un an), mais là encore la situation est contrastée selon les pays (+5.1% en Allemagne, contre +1.5% en France et +0.4% en Italie).

Mais c'est surtout du côté des indicateurs avancés que les nouvelles sont réjouissantes. Le PMI¹ composite est remonté au-dessus des 54 points (56.6 en décembre), soit

nettement dans ce que l'on appelle la "zone d'expansion", confirmé dans ce mouvement par d'autres indices de confiance (ESI, IFO, ZEW) sur l'activité (cf. tableau 2).

La confiance des ménages s'est également améliorée sur la fin d'année, en ligne avec un optimisme renforcé sur le marché du travail. Il est vrai que l'année 2005 a pu montrer un recul sur plusieurs mois du chômage en France, en Allemagne, en Espagne et en Italie. Le taux de chômage de la zone euro est ainsi passé de 8.8% en mars à 8.3% en octobre. Cependant, de nombreux observateurs émettent certains doutes sur la dynamique de cette baisse. En particulier sur le fait qu'elle ne s'accompagne pas d'une réelle reprise au niveau des créations d'emplois marchands, qui reste une condition nécessaire pour assurer une reprise pérenne, soutenue par la consommation des ménages.

Alors que les premières estimations pour le 4^{ème} trimestre 2005 se révèlent assez décevantes (en France et en Allemagne), les éléments cités plus haut plaident pour un début d'année 2006 dynamique en terme de croissance. Si peu de doutes sont formulés sur le début d'année, rien n'indique en revanche que cette reprise s'inscrive dans la durée.

¹ Purchasing Manager's Index.

Face à la menace inflationniste générée par les prix pétroliers, la BCE a décidé début décembre de remonter ses taux d'intérêts pour la première fois depuis plus de deux ans. Les composantes de la demande intérieure sont cependant encore trop faibles pour parier sur le début d'un véritable cycle de resserrement monétaire, à l'instar de celui entamé aux Etats-Unis à partir de la mi-2004.

Etats-Unis

Aux Etats-Unis, la première estimation de croissance pour le 4^{ème} trimestre 2005 est de 0.3%, ce qui constitue un net ralentissement par rapport au trimestre précédent (+1.0%). Cette décélération est principalement due à une inflexion des dépenses des ménages¹, mais elle résulte également d'une accélération des importations, d'un retournement des dépenses fédérales et d'un ralentissement des investissements résidentiels.

Pour le côté positif, on retiendra que les investissements des entreprises sont toujours bien orientés. De plus, la consommation devrait profiter de la hausse du revenu disponible des ménages sur la fin 2005. Alors que les salaires montrent une accélération assez nette, les pressions inflationnistes semblent rester contenues (l'inflation sous-jacente reste proche de 2%).

La Fed a relevé son objectif de taux de 25 points de base le 31 janvier, et les analystes anticipent en majorité un relèvement supplémentaire à la fin mars, suivi d'une pause de quelques mois qui mettra fin au mouvement de relèvement automatique.

Les déficits américains représentent toujours un risque important de déséquilibre au niveau mondial. La dégradation du déficit commercial a atteint le record de 725 Mia USD en 2005 (soit 5.8% du PIB), contre 617 Mia USD en 2004 (5.3% du PIB). Même si cette hausse s'explique à 60% par la facture énergétique, les problèmes structurels demeurent, en particulier le financement de ce déficit par les investisseurs étrangers si ceux-ci venaient à se laisser des titres américains au profit d'autres devises.

Quant à l'objectif annoncé par le gouvernement de diviser par deux le déficit fédéral à l'horizon 2009, il apparaît très ambitieux, car il prévoit des coupes substantielles dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la justice et de l'agriculture, des mesures qui ne seront pas forcément approuvées par le Congrès.

Asie

D'après les derniers chiffres diffusés par le Bureau national des statistiques chinois², la Chine aurait connu une croissance de 9.9% en 2005, ce qui veut dire qu'elle serait devenue la 4^{ème} puissance économique mondiale, devant le Royaume-Uni et la France.

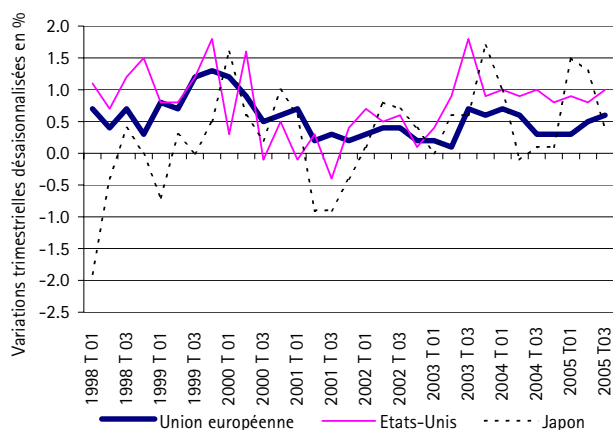
L'année 2005 est toujours marquée par une croissance forte et stable de l'industrie (dont la valeur ajoutée a progressé de 11.4%) et des investissements en capitaux fixes (en hausse de 25.7% sur l'année). Le revenu disponible réel par tête s'est accru de près de 10% pour les ménages urbains (+6.2% pour les ménages ruraux), ce qui s'est répercuté sur les dépenses de consommation, en hausse réelle d'environ 10%. Il est d'ailleurs étonnant de constater que les prix à la consommation restent aussi modérés, avec une inflation inférieure à 2% en 2005; cette faible inflation n'est cependant pas étrangère au fait que la plupart des prix sont encore sous la tutelle de l'Etat.

Bien que la croissance japonaise ait marqué le pas au 3^{ème} trimestre, les dépenses de consommation, les résultats des enquêtes d'opinion dans l'industrie et les perspectives d'investissement sont mieux orientés pour le 4^{ème} trimestre 2005 et le début 2006. La contribution du commerce extérieur à la croissance a été nulle sur le troisième trimestre, mais principalement du fait de la hausse des importations. Les exportations restent pour leur part sur un sentier de développement favorable, en particulier vers les autres pays de la zone asiatique. La croissance chinoise devrait encore constituer un levier de croissance important à ce niveau en 2006.

¹ Celles-ci avaient cependant été particulièrement dynamiques au troisième trimestre, et l'on peut dès lors attendre un effet de base positif sur le 1^{er} trimestre 2006.

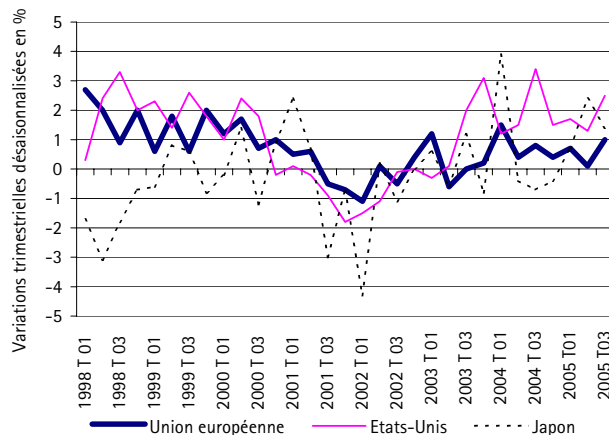
² <http://www.stats.gov.cn>

Graphique 1: PIB



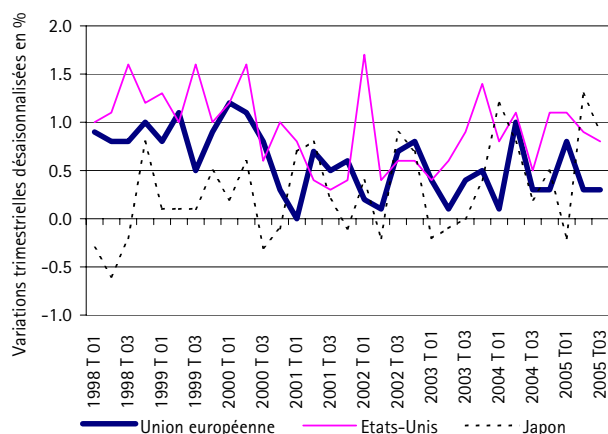
Source: EUROSTAT

Graphique 2: Formation brute de capital



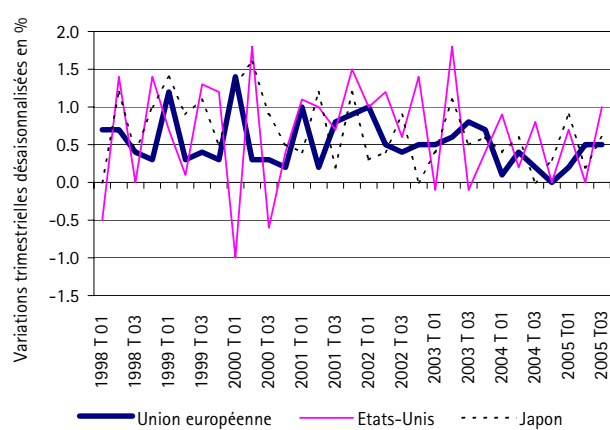
Source: EUROSTAT

Graphique 3: Consommation finale des ménages



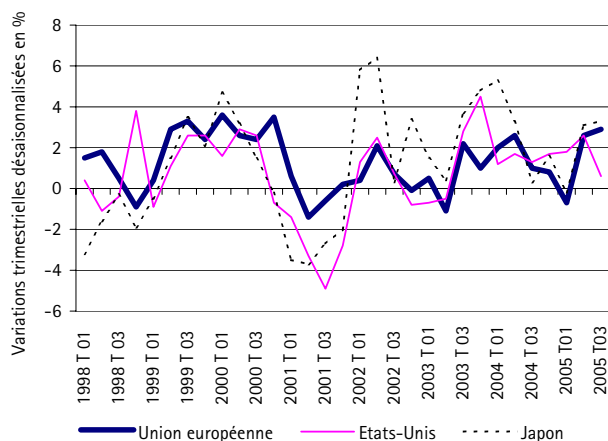
Source: EUROSTAT

Graphique 4: Consommation publique



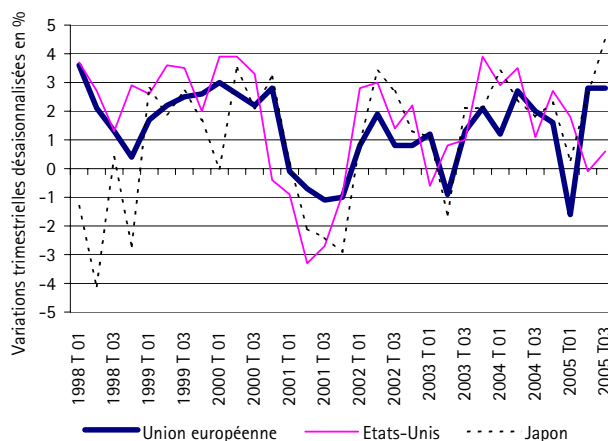
Source: EUROSTAT

Graphique 5: Exportations de biens et services



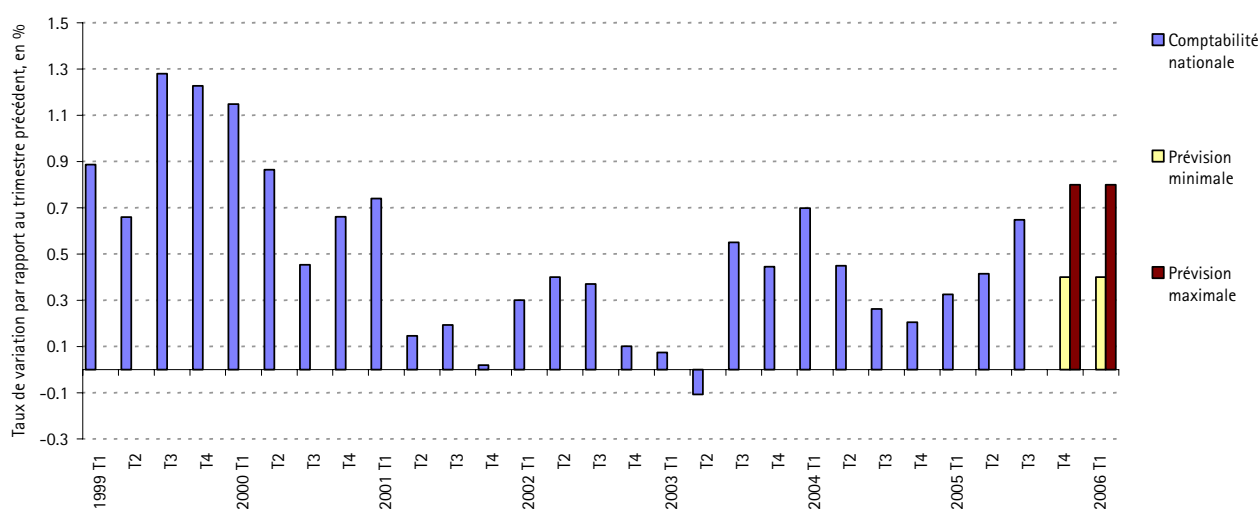
Source: EUROSTAT

Graphique 6: Importations de biens et services



Source: EUROSTAT

Graphique 7: Croissance du PIB dans la zone euro



Source: EUROSTAT, Commission européenne (13 Janvier 2006)

Tableau 2: Indicateurs conjoncturels

	Indicateur du climat économique	Indicateur du climat économique	Indicateur de climat conjoncturel	IFO Geschäfts-erwartungen	ZEW Konjunktur-erwartungen	Indicateur de la Banque nationale de Belgique	Indicateur composite avancé	Indicateur composite avancé	Purchasing Managers Index
Source	Commission européenne	Commission européenne	Commission européenne	IFO	ZEW	BNB	OCDE	OCDE	ISM / Reuters
Zone observée	Zone Euro	Luxembourg	Zone Euro	Allemagne	Allemagne	Belgique	Zone Euro	Luxembourg	USA
Indicateur visé	PIB	Industrie	Industrie	Industrie	PIB	Industrie	PIB	PIB	Industrie
Qualité de prévision	coïncident	coïncident	coïncident	avancé (court terme)	avancé (court terme)	avancé (court terme)	avancé (long terme)	avancé (long terme)	avancé (long terme)
Moyenne à long terme (janvier 1995 - décembre 2005)	101.5	-6	0.11	95.6	41.2	-7.7	1.9	2.9	52.4
Minimum lors du dernier creux	88.1	-34	-1.30	88.9	0.6	-26.5	-0.8	-8.5	41.1
2001	100.7	-15.5	-0.2	91.0	2.8	-12.8	-2.7	-10.3	43.9
2002	94.4	-22.5	-0.6	93.8	45.3	-9.5	3.4	7.4	52.4
2003	93.5	-17.0	-0.4	95.1	38.4	-15.3	2.6	2.6	53.3
2004	99.5	2.0	0.3	97.4	44.6	-2.8	3.7	9.9	60.5
2005	98.2	-10.9	0.0	95.8	34.8	-10.0	1.1	0.2	55.7
janvier-05	100.5	-1.4	0.39	97.4	26.9	-5.0	1.2	-1.6	56.4
février-05	98.5	-6.0	0.19	96.3	35.9	-11.4	0.7	-3.0	55.3
mars-05	97.1	1.5	-0.11	94.6	36.3	-9.4	0.4	-3.9	55.2
avril-05	96.1	-8.7	-0.30	93.6	20.1	-15.9	-0.1	-5.2	53.3
mai-05	96.1	-17.5	-0.38	92.4	13.9	-16.1	-0.4	-5.2	51.4
juin-05	96.1	-16.6	-0.29	93.0	19.5	-14.4	-0.2	-4.0	53.8
juillet-05	97.3	-20.1	-0.08	95.1	37.0	-13.8	0.6	-0.2	56.6
août-05	97.6	-20.8	-0.08	95.5	50.0	-14.1	1.5	2.8	53.6
septembre-05	98.4	-17.6	0.07	95.6	38.6	-7.0	2.0	4.3	59.4
octobre-05	100.2	-10.3	0.15	98.6	39.4	-6.0	2.8	7.2	59.1
novembre-05	99.9	-8.7	0.13	97.8	38.7	-5.6	3.5	10.7	58.1
décembre-05	100.5	-4.3	0.35	99.6	61.6	-0.8	...	...	55.6
janvier-06	101.8	-4.2	0.34	103.6	71.0	-4.4	...	...	54.8

Sources: comme indiquées

B. Conjoncture luxembourgeoise

Tableau 3: Aperçu synoptique de l'économie luxembourgeoise

	2004 (observé)		2005 (observé/estimé)		2006 (prévision)	
	Niveau	Evolution	Niveau	Evolution	Niveau	Evolution
Prix à la consommation (IPCN)	...	2.2	...	2.5	...	2.5
Echelle mobile (EMS, moyenne 1948=100)	624.63	2.1	640.24	2.5	656.24	2.5
PIB (vol., réf. 95, Mia. EUR)	20 803	4.5	21 735	4.5	22 612	4.0
PIB (valeur, Mia EUR)	25 664	7.1	27 610	7.6	29 396	6.5
Prix implicites PIB (1995=1)	1.23	2.5	1.27	3.0	1.30	2.3
RNB (Mia. EUR)	22 746	7.1	24 471	7.6	26 054	6.5
Emploi total intérieur (*1 000)	301.0	2.6	310.3	3.1	319.0	2.8
Coût salarial moyen (1 000 eur/an)	46.46	2.6	48.19	3.7	49.86	3.5
Idem, évolution hors EMS	...	0.5	...	1.2	...	0.9
Masse salariale (mia EUR)	13.0	5.3	14.0	7.0	14.9	6.5
Taux de chômage (ADEM, % pop. act.)	4.2	...	4.7	...	5.0	...

Source: STATEC (15 février 2006)

1. Résumé et faits principaux

L'année 2004 avait été marquée par une reprise assez nette de l'activité au Luxembourg. La plupart des indicateurs disponibles pour 2005 tablent sur une poursuite de cette reprise. Les données disponibles pour le second semestre 2005 en particulier, complètes ou partielles selon les secteurs et les indicateurs, montrent un renforcement général de l'activité.

Branches

La tendance majeure qui ressort est celle de la bonne marche du secteur financier luxembourgeois. D'une part, il profite de la hausse globale des marchés financiers qui renforce les activités d'intermédiation financière. D'autre part, il a su s'adapter aux modifications de l'environnement fiscal et juridique international, en développant de nouveaux produits et des synergies au sein du triptyque Banques/OPC/Assurances. Autre point très positif: l'emploi dans ce secteur s'est nettement redressé sur les derniers trimestres.

Les services aux entreprises partagent, dans l'ensemble, ce dynamisme, tant au niveau de l'activité que de l'emploi, en particulier ceux qui entretiennent des liens privilégiés avec le secteur financier (comme les services de comptabilité et de gestion).

Profitant de l'intensification des échanges internationaux, le secteur du fret aérien confirme le rôle croissant du site luxembourgeois dans l'acheminement des marchandises importées et exportées au niveau européen. Par contre, malgré la tendance générale à la hausse du tourisme en Europe, le transport de passagers (d'après les données relatives à la compagnie Luxair) n'arrive pas vraiment à décoller et remet en question la stratégie de développement suivie jusqu'à présent.

Des signes plus positifs proviennent de la branche du commerce. Le commerce de détail en particulier a nettement rebondi sur le 3^{ème} trimestre, après un début d'année caractérisé par des performances pour le moins médiocres. Le moral des consommateurs a pour sa part fait l'objet d'une franche dégradation tout au long de l'année 2005, mais, simple anomalie ou début d'un retournement de tendance, les résultats de janvier 2006 montrent un net regain d'optimisme.

Au niveau de la construction, les résultats disponibles sur le 2^{ème} semestre 2005 ne remettent pas en cause les tendances mentionnées dans la précédente Note de conjoncture, à savoir une importante baisse de l'activité dans le domaine du génie civil que n'arrive pas à compenser le secteur du bâtiment, malgré une bonne tenue de la construction résidentielle. L'activité dans le génie civil semble cependant ne plus se dégrader sur la fin de l'année et les perspectives semblent mieux orientées.

L'industrie luxembourgeoise a connu un début d'année 2005 difficile, essentiellement lié au recul de la production sidérurgique, recul toutefois plus structurel que conjoncturel. L'activité s'est ensuite progressivement renforcée, portée notamment par une belle poussée des commandes pour les industries de biens d'équipement.

L'actualité du début 2006 est marquée par l'OPA de Mittal Steel (1^{er} groupe sidérurgique mondial) sur Arcelor. La forte émotion que cette opération suscite au niveau national (et dans une moindre mesure au niveau européen) montre d'une certaine manière qu'il est difficile de lutter sur tous les tableaux au grand jeu de la mondialisation.

Inflation, salaires

L'inflation, que ce soit au Luxembourg ou dans les autres pays d'Europe, se caractérise par une dualité forte. D'un côté, les prix élevés du pétrole gonflent la facture énergétique et restent un facteur inflationniste de premier plan. A l'opposé, les biens manufacturés, de plus en plus fabriqués dans les pays à bas salaires ont une influence déflationniste au niveau des prix à la consommation.

Il y a donc confrontation entre les risques inflationniste et déflationniste, ce qui est particulièrement perturbant pour les autorités monétaires européennes (qui possèdent une aversion plus forte au risque inflationniste).

La progression des salaires luxembourgeois reste légèrement supérieure à celle de l'ensemble de la zone euro. Il faut cependant noter qu'ils ne progressent pas de manière incohérente et désordonnée: les branches qui montrent les progressions les plus fortes sont également celles qui montrent les meilleurs résultats aux niveaux de l'activité et de l'emploi (secteur financier et services aux entreprises).

Relations extérieures

Le commerce extérieur se caractérise par une forte poussée des exportations de services financiers. Du côté des biens, les statistiques montrent plutôt une stagnation des expéditions vers l'UE, tandis que celles à destination des Etats-Unis et de l'Asie progressent très nettement.

Les importations sont marquées par les prix élevés du pétrole. L'alourdissement de la facture pétrolière revêt cependant un aspect particulier au Luxembourg, étant donné qu'une grande partie des carburants importés sont destinés à être revendus à des non-résidents, avec des conséquences positives sur les rentrées fiscales et les résultats du secteur du commerce.

Emploi et chômage

L'emploi reste bien orienté. Le chômage montre toujours une tendance à la hausse, bien que plus modérée sur la deuxième moitié de 2005. Même si le taux de croissance de l'emploi salarié est supérieur à 3% en rythme annuel, il est inférieur à celui connu lors de la période 1998-2001 (+5.5% en moyenne chaque année), pendant laquelle le chômage a diminué.

Sur le chômage, il est difficile de bien distinguer les phénomènes conjoncturels des effets purement statistiques. Les années récentes ont en effet été marquées par quelques modifications législatives qui semblent avoir eu un impact non négligeable sur les chiffres du chômage. L'ADEM devrait diffuser sous peu de nouvelles séries statistiques (chômeurs, personnes en mesure pour l'emploi, etc.), plus en adéquation avec les critères internationaux définis par le BIT (Bureau International du Travail) ce qui permettra d'apporter une

meilleure analyse de l'évolution conjoncturelle du chômage.

Comptes nationaux

Le STATEC est en train de finaliser la grande révision quinquennale des comptes nationaux (cf. partie C, annexe 3) qui touche les séries historiques rétroactivement jusqu'en 1995. L'objet de cette révision est, de façon très simplifiée, l'intégration de nouvelles sources statistiques ainsi qu'un changement de la manière dont une partie de la production du secteur financier, à savoir la marge d'intermédiation (ou marge d'intérêts), est prise en compte. Dans la mesure où le secteur financier compte pour près d'un quart du PIB, les modifications méthodologiques relatives aux services financiers affectent substantiellement les résultats de la révision. En l'absence de chiffres définitifs – qui sont sur le point d'être diffusés – l'on peut dès à présent avancer les constats suivants:

- le PIB en valeur ou à prix courants est révisé à la hausse, d'environ 1 mia d'EUR; la révision est plus importante sur le début de la période qu'à la fin; cette révision correspond en moyenne à 6% du PIB de l'ancienne série SEC95;
- la croissance moyenne du PIB en volume, est révisée à la baisse avec la nouvelle série, de 5.1% en moyenne par an à 4.7%;
- le profil conjoncturel est généralement peu affecté (accélération graduelle de la croissance du PIB jusqu'en 2000, puis décélération et reprise progressive avec 2005 – provisoirement – comme point culminant de l'évolution récente);
- le creux du cycle conjoncturel n'aurait pas été l'année 2001, comme admis jusqu'ici, mais 2003; cette évolution est plus conforme à celle du cycle conjoncturel européen.

L'impact des nouvelles séries de comptes nationaux sur les prévisions, qui ont été établies avec les anciennes séries non révisées, n'a pas encore pu être établi avec précision (dans la mesure où les données ne sont pas encore définitives). Il apparaît toutefois, même si les changements sont substantiels, qu'a priori, le jugement issu des prévisions sur l'évolution du PIB et de ses principales composantes ne soit pas à rejeter. Qui plus est, les changements méthodologiques n'auront que très peu de répercussions sur les prévisions des autres variables (emploi, chômage, inflation, salaires, etc).

Prévisions

L'environnement mondial devrait être aussi porteur en 2006 qu'en 2005. La conjoncture européenne devrait accélérer tandis que les autres grandes zones devraient être marquées par une poursuite d'une croissance assez dynamique, voire légèrement moins dynamique (Etats-Unis). Les prix pétroliers sont admis se stabiliser à quelque 63 USD le baril tandis que l'euro resterait proche d'une valeur de 1.21, comme au cours des derniers mois.

Le secteur financier luxembourgeois continuerait de profiter d'un environnement financier international dynamique, quoique probablement légèrement plus terne qu'en 2005. Le fait dominant est qu'il a renoué avec la croissance, crée des emplois et constitue dès lors à nouveau un élément moteur de la conjoncture luxembourgeoise, après les années de stagnation 2001-2003.

Au cours des années 2002-2005, le secteur public a substantiellement animé la conjoncture et la croissance, pour autant que faire se peut dans une petite économie très ouverte. L'année 2006 devrait constituer un tournant dans la mesure où la politique budgétaire ne serait plus expansive comme le solde net à financer est prévu de baisser.

La croissance du PIB devrait ainsi avoir été de quelque 4.5% en 2005 (dans la version non révisée, SEC95) avant de passer à 4.0% en 2006. Les principaux facteurs à la base de ce ralentissement seraient un dynamisme moins prononcé dans le secteur financier et des dépenses publiques légèrement freinées (investissements surtout). La croissance devrait ré-accélérer à partir de 2007 pour passer à moyen terme à quelque 4.5%.

La conjoncture serait tirée en 2006 par les exportations de biens et de services. La consommation privée serait encore peu dynamique tandis que l'investissement pâtirait de la hausse (modérée) des taux d'intérêt, de la supposée retenue des dépenses d'investissements publiques ainsi que de l'absence de reprise conjoncturelle plus franche. En 2007 et surtout en 2008, la demande nationale pourrait œuvrer en faveur d'une dynamique plus également répartie...

Le profil de l'emploi serait très plat sur cette période de projection et tournerait autour de 3%. Ce dynamisme, prononcé dans un contexte européen, serait, selon les projections du STATEC et en l'absence de nouvelles mesures de politique économique, incapable de contribuer à faire baisser le chômage. Dans la projection du STATEC, le taux de chômage, n'augmenterait toutefois plus en 2008, culminant à 5.1%...

L'inflation resterait relativement élevée à 2.5% en 2006 (par rapport au niveau de référence de la BCE de 2%) mais ceci essentiellement en raison de prix pétroliers élevés dans la projection centrale. Toutefois, l'inflation sous-jacente dépasserait également cette marque (à 2.1%) et accélérerait encore jusqu'en 2008 (2.3%). Le coût salarial moyen, à quelque +3.5% l'an, serait rythmé par les échéances de l'indexation des salaires ainsi que par un espacement probable de celles-ci à partir de 2007, œuvrant en faveur d'une certaine modération. Graduellement, la hausse des salaires réels serait soutenue par l'accélération de la productivité, ce qui devrait soutenir la consommation privée.

Tableau 4: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: indicateurs d'activité par branches

Nace	Chiffre d'affaires en volume		Chiffre d'affaires en valeur		Résultat brut avant provisions ¹		Chiffre d'affaires en valeur		Emploi salarié	
	Production par jour ouvrable		Commerce	HORECA	Transports et Communications	Secteur bancaire	Immo., location, informatique et R&D	Services fournis principalement aux entreprises		
	Industrie	Construction								50-52	55	60-64	65	70-73	74	Services collectifs et domestiques	85-93
1998	8.1	0.6	4.6	4.5	12.4	28.3	14.4	9.5	...	
1999	1.5	3.8	2.2	6.4	17.7	-16.5	1.2	8.7	6.6	
2000	5.1	4.4	15.1	1.5	17.4	21.5	22.6	9.6	7.4	
2001	3.3	4.2	1.6	2.3	9.6	1.3	2.6	13.3	6.9	
2002	2.3	2.0	2.2	2.8	1.3	5.7	-5.7	3.4	5.8	
2003	5.4	1.2	12.7	-4.8	-3.5	-8.4	-1.1	3.6	4.7	
2004	5.9	-1.3	-0.5	0.9	4.5	-7.6	2.3	8.7	6.5	
2005 ²	4.7	-1.8	0.7	4.2	8.8	20.0	5.3	10.8	17.4	
	Taux de variation trimestriels désaisonnalisés en %								Taux de variation annuels en %	
T1 03	0.6	1.0	7.6	-8.1	2.8	-4.8	-3.0	8.4	6.0	
T2 03	1.3	1.5	0.4	-5.6	-0.8	-9.9	-6.2	16.2	6.4	
T3 03	-0.5	0.0	1.1	-2.6	-7.8	-9.3	-0.2	-2.0	4.0	
T4 03	3.1	1.9	3.1	-3.0	-7.9	-8.4	5.1	-5.3	2.5	
T1 04	2.7	-0.8	-4.0	3.1	3.2	-12.8	-0.1	4.8	1.6	
T2 04	0.3	-2.5	0.2	1.2	-1.7	-0.4	0.9	6.7	2.3	
T3 04	-0.2	0.2	0.5	-1.1	7.6	-6.3	7.5	5.3	5.4	
T4 04	2.0	-1.8	0.1	0.9	9.2	-7.6	1.5	16.8	16.6	
T1 05	1.2	-1.0	0.0	3.4	-1.9	6.3	1.5	6.6	18.3	
T2 05	0.7	1.8	-0.9	5.3	8.7	7.1	5.8	11.1	17.3	
T3 05	3.3	0.0	2.7	3.7	19.8	20.0	8.6	15.0	16.6	

Sources: STATEC, Administration de l'Enregistrement et des Domaines, BCL, IGSS

¹ Données trimestrielles: en cumul depuis janvier

² Industrie, Construction=10 mois, autres 9 mois

Tableau 5: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: autres indicateurs

Activité	mai-05	juin-05	juil-05	août-05	sept-05	oct-05	nov-05	déc-05	janv-06	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
	Variations annuelles en %, sauf mention contraire										
Production industrielle par jour ouvrable, en volume	8.1	0.5	11.9	9.4	4.9	3.3	6.0	...	...	4.7	5.2
Production dans la construction par jour ouvrable, en volume	2.7	-1.6	-0.4	-1.2	0.2	1.1	2.8	...	...	1.4	-2.7
Chiffre d'affaires en volume du commerce au total	0.8	0.0	-1.0	0.3	4.9	4.1	...	...	...	3.2	-2.3
Chiffre d'affaires en volume du commerce de détail	1.2	2.0	3.2	2.9	6.2	5.9	...	...	...	5.1	1.3
Prix, salaires											
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2.4	2.2	2.6	2.7	2.9	3.1	2.5	2.5	2.9	2.6	2.2
Inflation sous-jacente	1.7	1.7	1.7	1.9	1.8	1.9	1.8	1.9	1.9	1.9	1.5
Prix pétroliers	18.2	13.4	21.8	20.5	26.4	26.1	13.8	13.4	21.9	16.3	20.4
Indice des prix à la production industrielle	7.9	6.4	5.5	5.4	3.3	3.0	1.9	3.5	...	2.8	15.7
Indice des prix à la construction ¹	3.3	3.3	3.1	3.1	3.1	2.9	2.9	2.9	...	2.9	3.6
Coût salarial moyen, par mois et par personne	3.4	4.6	3.2	4.3	3.9	...	...	...	...	3.8	1.7
Commerce extérieur											
Exportations de biens en valeur	6.7	0.4	0.9	8.2	-2.0	-0.7	-2.4	...	...	-1.7	16.8
Importations de biens en valeur	2.6	2.5	-0.8	3.2	5.8	1.3	12.7	...	...	15.8	14.8
Emploi, chômage											
Emploi salarié intérieur	3.4	2.9	3.0	3.3	3.5	3.4	3.6	3.7	...	3.6	2.9
Emploi national	1.7	1.5	1.4	1.5	1.6	1.7	1.7	1.7	...	1.7	1.8
Taux de chômage (en % de la population active)	4.5	4.4	4.5	4.5	4.7	4.8	4.9	5.0	...	4.9	4.4

Source: STATEC

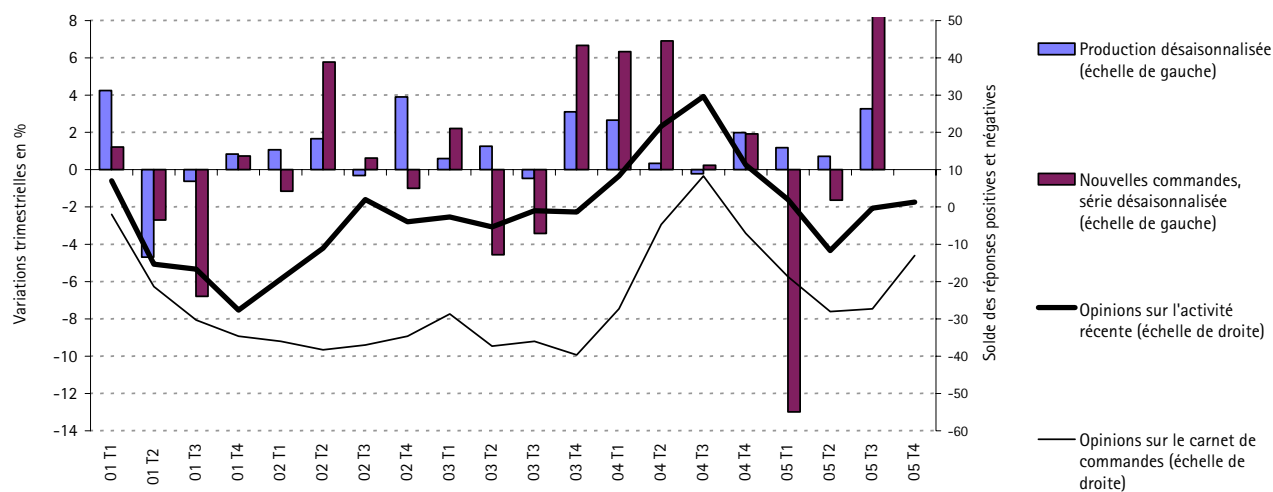
Les données en italique sont des estimations

¹Estimations sur base de données semestrielles

2. Activité par branches

2.1 Industrie

Graphique 8: Activité récente dans l'industrie



Source: STATEC

Production

L'industrie luxembourgeoise reste en 2005 sur un sentier de croissance comparable à celui des deux années précédentes. La production par jour ouvrable progresse de 4.7% sur les dix premiers mois de l'année, un résultat légèrement inférieur aux 5.9% de 2004 et 5.4% de 2003.

Cependant, la dynamique des branches qui sous-tendent cette croissance a considérablement évolué. La sidérurgie, qui avait connu une hausse de l'activité de 1.7% en 2004 (après deux années consécutives de repli), voit sa production reculer considérablement en 2005, d'environ 15%. Cette baisse n'est cependant pas liée au contexte conjoncturel, mais correspond à une restructuration au sein du groupe sidérurgique.

A l'inverse, les industries liées au secteur de l'énergie (production, transport, distribution et commerce¹ d'énergie) connaissent un véritable boom. Pour celles-ci, la production par jour ouvrable progresse de 24% sur les 10 premiers mois de 2005, un résultat qui fait suite à deux années déjà remarquables (de plus de 14% de croissance).

Les évolutions opposées de ces deux domaines d'activité, sidérurgie et énergie (dont les pondérations respectives

sont de 14% et 11%), se compensent, si bien que le résultat global n'est que peu affecté par leur exclusion.

Qu'en est-il des autres industries (qui représentent donc les trois quarts de la production)? Plusieurs branches ont tiré les résultats vers le haut sur l'ensemble des trois premiers trimestres. Les plus fortes contributions proviennent dans l'ordre décroissant de la fabrication de machines et d'équipements, de l'industrie alimentaire, de l'industrie du caoutchouc, de la fabrication d'équipements électriques et électroniques et des industries liées au bois.

A l'inverse, les branches qui ont le plus freiné la croissance de la production sont celles de la première transformation de l'acier, production de métaux non-ferreux, fonderie ainsi que la fabrication de verre, articles en verre et produits céramiques.

Si l'on observe la dynamique au cours des 3 premiers trimestres de 2005 (sur base des données corrigées des variations saisonnières) il s'avère que c'est surtout sur le premier trimestre que le recul dans la sidérurgie s'est effectué, la situation s'étant quelque peu redressée sur les trimestres suivants. Pour l'énergie, c'est exactement l'inverse, les progrès enregistrés s'étant matérialisés principalement sur les premiers mois de l'année. Pour les autres industries, la production a régulièrement gagné en intensité au fil des trimestres.

¹ Selon la classification NACE, le commerce d'électricité est inclus dans la branche Industrie.

Commandes et Opinions

L'amélioration constatée sur la deuxième partie de 2005 est amenée à se prolonger. En effet, on observe une progression très soutenue des commandes à partir du 3^{ème} trimestre, en particulier dans la sidérurgie et dans les biens d'équipements, ce qui devrait soutenir la production sur le dernier trimestre 2005.

Il reste que sur l'ensemble de l'année 2005, les statistiques disponibles tendent vers une baisse des commandes de l'ordre de 5% par rapport à 2004.

D'autre part, les données plus récentes issues des enquêtes d'opinion dans l'industrie montrent, à partir de juillet, une amélioration du jugement sur la production récente ainsi que sur les carnets de commandes. Cette amélioration conjointe, qui se poursuit jusqu'en décembre, permet d'envisager le début d'année 2006 avec une certaine sérénité.

L'évolution de la production industrielle au niveau de la zone euro montre également des signes encourageants.

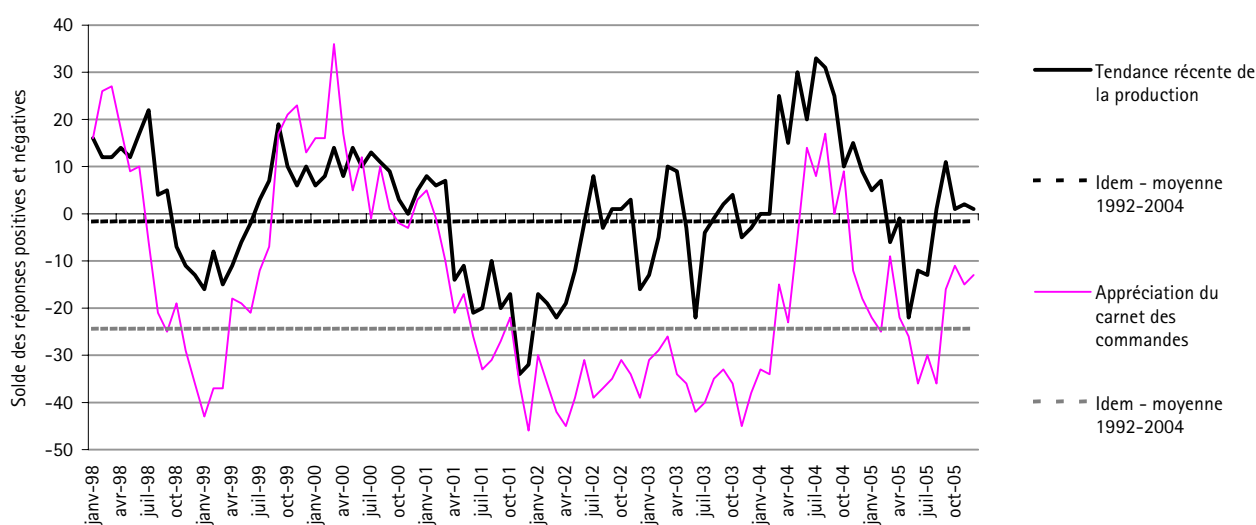
Les données les plus récentes ont fait état d'un rebond marqué de la confiance dans le secteur industriel. En décembre 2005, la confiance industrielle (enquête Commission européenne) a grimpé à -5 (contre -8 en moyenne pendant les 10 mois précédents), et le PMI (Purchasing Managers Index) manufacturier a bondi à 53.6. Ce dernier indice est en zone d'expansion depuis juillet. Ce sont en particulier les composantes prospectives qui se sont redressées (anticipations de production et carnets de commande). Les indices de confiance pour le secteur ont retrouvé les niveaux atteints à la mi-2004 (ils s'étaient tassés par la suite sous le coup de l'appréciation de l'euro). Les conditions pour un rebond plus durable semblent cette fois-ci réunies. Des gains de productivité considérables ont été réalisés (au détriment de l'emploi), ce qui s'est traduit par une meilleure rentabilité. Enfin, alors qu'en 2004 la demande interne faisait du sur-place, elle a montré des signes nets de raffermissement depuis le début 2005.

Tableau 6: Enquêtes qualitatives de conjoncture auprès des chefs d'entreprise

	1992-2005				2004				2005
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
	Moyenne				Solde des réponses positives et négatives, sauf mention contraire				
Industrie									
Activité récente	-1.7	8.3	21.7	29.7	11.3	2.0	-11.7	-0.3	1.3
Carnet des commandes	-17.0	-27.3	-4.7	8.3	-7.0	-18.7	-28.0	-27.3	-13.0
Activité des prochains mois	-2.3	7.7	20.7	26.7	-5.0	16.3	-2.7	-8.0	-6.0
Durée de production assurée (mois)	2.7	2.7	3.3	3.4	3.2	3.3	3.5	3.1	3.0
Construction									
Activité récente	-25.2	-47.3	-24.0	-16.7	-8.3	-43.3	-23.7	-20.0	-19.0
Insuffisance de la demande (en % des réponses)	18.2	45.0	46.0	31.3	23.7	33.3	25.3	26.7	25.7
Carnet des commandes	-32.1	-52.7	-43.7	-26.3	-17.3	-39.7	-25.7	-26.7	-18.0
Durée de production assurée (mois)	4.3	3.8	4.1	4.4	4.6	4.6	4.4	4.5	4.3

Source: STATEC

Graphique 9: Enquête de conjoncture, production et carnets de commandes, industrie



Source: STATEC

¹ La croissance enregistrée au 4^{ème} trimestre a été particulièrement faible (+1.1% en rythme annualisé).

Investissements

En terme d'investissements industriels, l'année 2005 se caractérise par une forte baisse, de l'ordre de 25%. Ce résultat, issu de l'enquête d'octobre 2005, montre en particulier une nette révision à la baisse des dépenses d'investissements en 2005 par rapport à l'enquête précédente (avril 2005): certains investissements, essentiellement dans le domaine de la production de biens intermédiaires ont été soit abandonnés, soit différés. Les montants d'investissements annoncés pour 2006 montrent en revanche une croissance de 13% environ.

Le repli des investissements en 2005 n'est pas un mouvement généralisé à l'ensemble des entreprises du secteur industriel. On voit notamment que c'est surtout au niveau des grands acteurs (ceux dont les effectifs sont supérieurs à 500 salariés) que la baisse est la plus notable.

Pour les entreprises de moins de 250 salariés (resp. pour celles de 250 à 500 salariés), les résultats se montrent beaucoup plus encourageants: +14% en 2005 et +5% en 2006 (resp. +45% en 2005 et +24% en 2006).

Ces données doivent cependant être relativisées, car elles ne tiennent notamment pas compte des nouvelles entreprises qui commencent leur activité et investissent pour ce faire.

L'année 2005 n'a malgré tout pas vu beaucoup de nouvelles sociétés venir gonfler les effectifs du secteur industriel luxembourgeois, la plupart des nouveaux projets concernant la consolidation d'activités déjà

existantes. On peut seulement mentionner l'accord signé en novembre avec la société italienne Tontarelli (spécialisée dans les produits plastiques), qui devrait déboucher sur l'implantation d'une usine à Bascharage et la création à terme de 40 emplois¹.

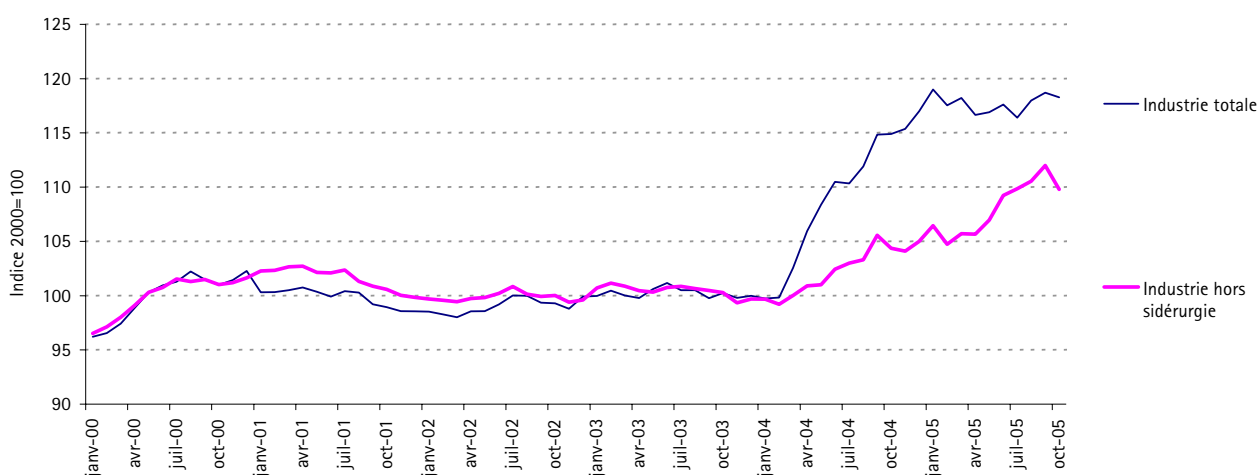
Prix

Les prix des produits industriels n'ont que peu évolué de janvier à novembre 2005. Cependant, ils restent sur des niveaux élevés, supérieurs d'environ 10% à la moyenne de 2004, année où l'on a assisté à une croissance ininterrompue de ceux liés à la sidérurgie en particulier. Par conséquent, on se trouve face à un effet de base totalement défavorable: sur les 11 premiers mois de l'année, les prix des produits industriels enregistrent en 2005 une hausse annuelle de près de 9%.

La stabilisation de l'indice global depuis janvier masque cependant des évolutions très contrastées au niveau des différentes composantes:

- Les prix des produits sidérurgiques ont fortement baissé de mars à juillet 2005 (-12%) pour remonter jusqu'en novembre (+5% par rapport au creux de juillet).
- Les ouvrages en métaux, dont les prix avaient déjà nettement augmenté en 2004 (+8%), ont encore accéléré en 2005 (+10% entre janvier et novembre).
- Le poste "électricité, gaz et eau" a vu ses prix bondir également, de plus de 11% entre janvier et novembre 2005, une hausse pénalisante à la fois pour les consommateurs et les industries à forte intensité énergétique.

Graphique 10: Prix des produits industriels



Source: STATEC

¹ Source: Board of Economic Development (<http://www.bed.public.lu>)

2.2 Construction

Tableau 7: Activité récente dans la construction: production par jour ouvrable

	Année					2004				2005		
	2001	2002	2003	2004	2005 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
	Variations annuelles en %					Variations trimestrielles désaisonnalisées en %						
Construction	4.2	2.0	1.2	-1.3	-1.8	-0.8	-2.5	0.2	-1.8	-1.0	1.8	0.0
Bâtiment	6.4	1.2	0.6	2.9	0.5	0.7	-0.7	0.2	-0.2	-0.5	1.7	0.3
Génie civil	-2.7	4.9	2.7	-14.2	-10.7	-5.5	-9.9	-0.4	-8.5	-1.4	2.4	-1.4

¹ 2005= 10 mois
Source: STATEC

Production

Le secteur de la construction subit en 2005 à nouveau un recul de son activité. La production par jour ouvrable, indicateur phare pour juger du dynamisme de cette branche, s'était déjà repliée en 2004, après 7 années de croissance ininterrompue (de 1997 à 2003).

La contraction connue en 2005¹ est du même ordre de grandeur qu'en 2004, légèrement inférieure à 2%. De même, les acteurs du secteur sont toujours face à la même évolution dichotomique: une forte baisse d'activité dans le génie civil, que n'arrive pas à compenser la faible croissance du bâtiment.

Cette faible croissance du bâtiment est elle-même partagée entre deux mouvements: d'un côté une perte de vitesse dans le domaine non-résidentiel (affecté notamment par le ralentissement conjoncturel de 2001-2002, qui a pesé sur les investissements immobiliers des entreprises), de l'autre côté un dynamisme certain du côté de l'immobilier résidentiel et de la construction de logements.

Génie civil

La situation dans le génie civil s'était dégradée de manière quasi-continue depuis la mi-2003. L'année 2004 avait marqué le plus fort recul de la production par jour ouvrable depuis la création de cet indicateur (-14.2%). Si 2005 doit encore se caractériser par un résultat négatif (de -10.7% pour l'instant sur la base des 10 premiers mois de l'année), des signes d'amélioration semblent enfin se matérialiser.

Si l'on ne peut encore parler d'une réelle embellie, on constate au moins que la situation ne se dégrade plus depuis le début du deuxième trimestre (cf. graphique 11), laissant croire à l'arrivée d'un tournant.

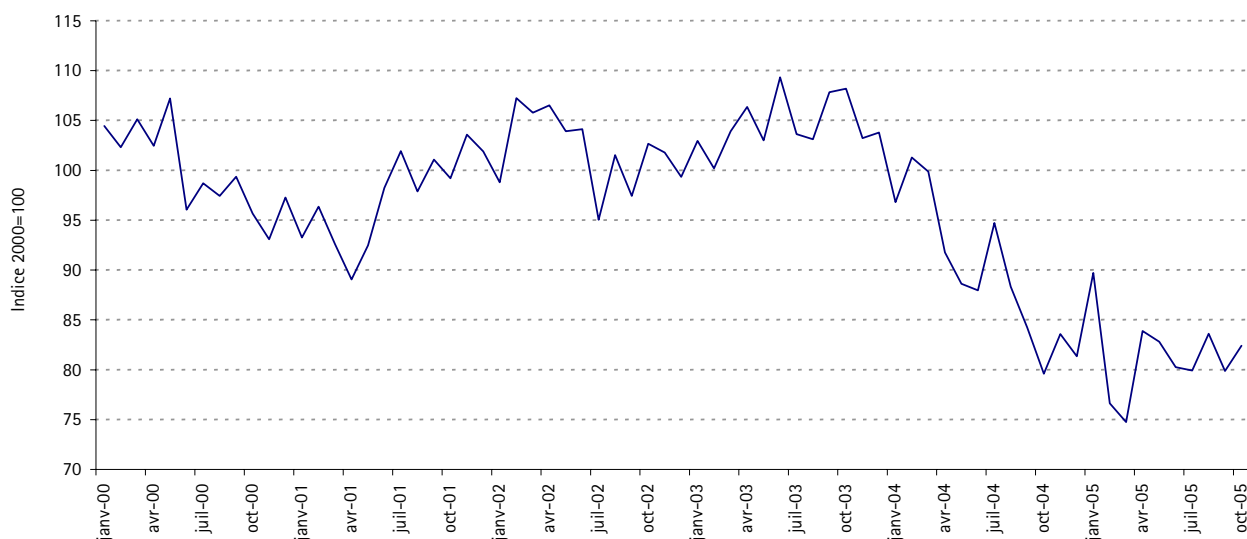
De plus, les enquêtes d'opinions montrent une remontée très nette du jugement sur les carnets de commandes du génie civil sur le 2^{ème} semestre 2005, même si les opinions sur l'activité récente ne suivent pas encore.

Enfin, le programme d'investissements prévu par l'Etat pour 2006 dans les travaux de génie civil², déterminant pour ce domaine d'activité, est encourageant: il affiche une progression des dépenses annoncées de presque 20%, à comparer avec la baisse de 5.5% mentionnée dans le programme 2005. Il faut toutefois émettre les réserves qui s'imposent dans le cadre de toute prévision budgétaire, les dépenses effectivement exécutées pouvant parfois diverger des dépenses prévues.

¹ Sur base des 10 premiers mois de l'année.

² Disponible sur www.chambre-des-metiers.lu

Graphique 11: Production par jour ouvrable dans le génie civil (données corrigées des variations saisonnières)



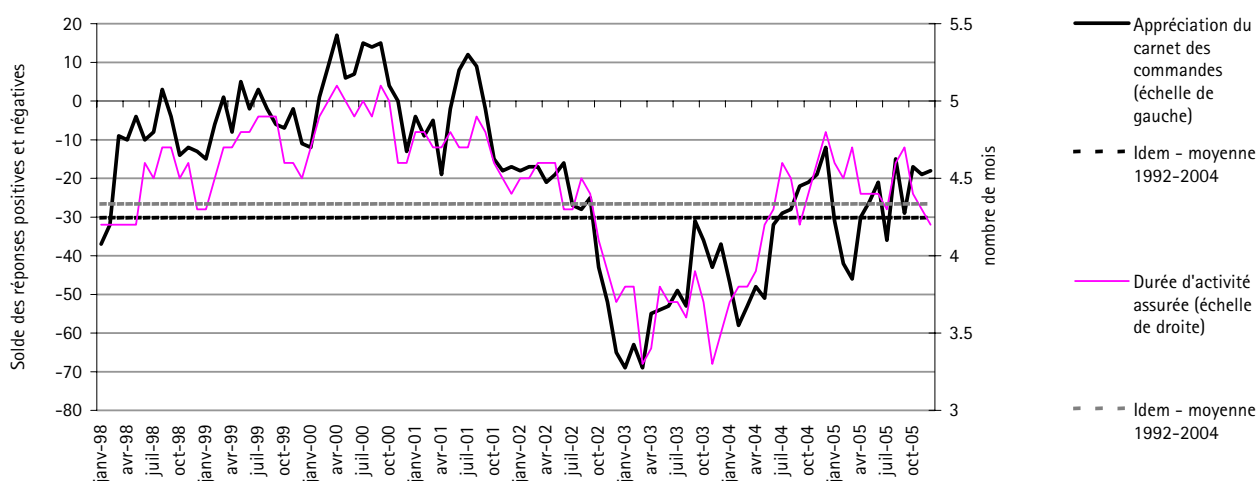
Source: STATEC

Bâtiment

Les résultats pour le secteur du bâtiment (qui représente environ les trois quarts de la construction) sont également mieux orientés à partir du deuxième trimestre. La tendance pour 2005 (sur la base des 10 premiers mois de l'année) ne montre cependant qu'une faible progression de la production par jour ouvrable (+0.5%), à cause notamment de la performance médiocre du 1^{er} trimestre (-2.4% sur un an).

D'après les résultats des enquêtes d'opinion, le dernier trimestre 2005 devrait connaître une stagnation de l'activité dans le bâtiment; l'accélération notée au niveau des carnets de commandes à partir d'octobre devrait se répercuter positivement sur les résultats seulement à partir du début 2006.

Graphique 12: Résultats des enquêtes de conjoncture, construction



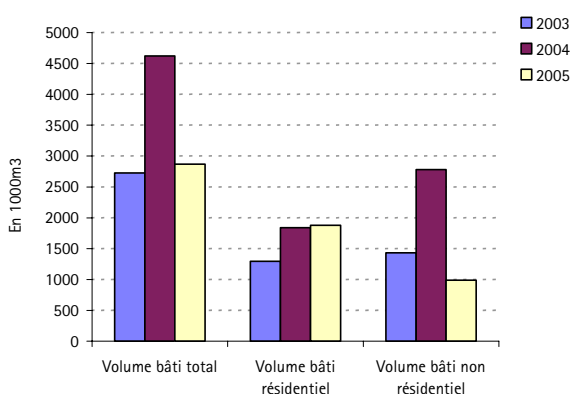
Source: STATEC

Autorisations de bâtir

A l'issue du 3^{ème} trimestre 2005, les autorisations de bâtir délivrées montrent toujours un recul (d'environ 40% en terme de volume bâti) par rapport à 2004. Il faut dire que cette année 2004 avait été exceptionnelle, avec plusieurs projets concernant de grands chantiers.

Si le 3^{ème} trimestre reste en retrait au niveau de la construction non-résidentielle, il montre également une inflexion de la construction résidentielle (-30% par rapport au 3^{ème} trimestre 2004). Cette baisse est majoritairement le fait d'un recul des autorisations concernant la construction d'appartements, qui avaient atteint un niveau particulièrement élevé lors du 3^{ème} trimestre 2004. Pour les maisons individuelles cependant, le cumul des autorisations depuis janvier montre une croissance de plus de 15% des volumes à bâtir, ce qui permet encore à l'ensemble du secteur résidentiel d'afficher une légère progression (+2%) aux trois quarts de l'année 2005.

Graphique 13: Autorisations de bâtir à la fin du 3^{ème} trimestre (cumul)



Source: STATEC

L'immobilier de bureaux

Avec une surface proche de 101 400 m², la prise en occupation en 2005 aurait marqué pour la deuxième année consécutive une baisse¹. Cependant, il est à noter que pour la sixième année consécutive, cette prise en occupation dépasse le niveau des 100 000 m², ce qui reste très élevé par rapport à la moyenne historique.

L'année 2005 se caractérise notamment par le fait qu'elle n'a pas donné lieu à des transactions exceptionnelles.

Pour rappel, l'année 2003 avait été marquée par la forte prise en occupations des institutionnels (Etat luxembourgeois, Commission européenne). Si 2004 traduisait déjà un rebond du secteur privé, celui-ci s'est poursuivi en 2005. Le secteur financier (environ 40% du total en 2004 et 2005) et les services aux entreprises (25% en 2004, 30% en 2005) restent les principaux acteurs dans ce domaine: cette évolution suit très largement l'évolution de la conjoncture économique de ces deux domaines d'activité, qui s'est nettement améliorée depuis 2004.

Le taux de vacance a très légèrement remonté en 2005, mais reste ancré à près de 6%, l'essentiel des disponibilités se situant toujours dans la périphérie de Luxembourg (la prise en occupation concerne à plus de 50% la périphérie, les opportunités étant moins nombreuses dans le centre).

Concernant l'offre à venir de surfaces neuves, 2006 est pressentie comme un millésime exceptionnel, avec le projet de Drosbach (Cloche d'Or, 60 000 m², vraisemblablement destiné à l'Union européenne) et le projet K2 (Kirchberg, 20 000 m² livrés à partir du 3^{ème} trimestre 2006).

De nombreux bâtiments des institutions européennes feront l'objet de travaux importants d'extension et de rénovation en 2006 (Cour de Justice, bâtiment BAK du Parlement européen, Cour des comptes, bâtiment Jean Monnet au Kirchberg, deuxième école européenne à Mamer).

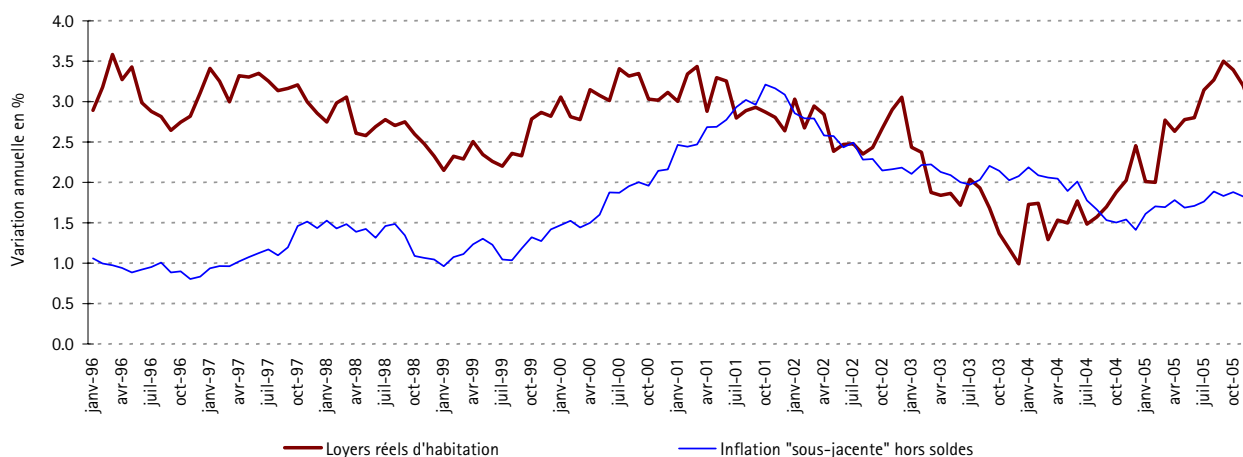
Loyers, prix à la construction

Les loyers d'habitations, tels qu'ils sont relevés dans l'indice des prix à la consommation (IPCN), avaient assez nettement accéléré à partir de la mi-2004. Les données les plus récentes (jusqu'en décembre 2005) suggèrent qu'ils sont l'objet d'un ralentissement depuis le dernier trimestre 2005. Leur progression annuelle est de 2.9% en décembre 2005, à comparer avec le maximum de 3.5% atteint en septembre 2005.

On constate également une inflexion au niveau des prix à la construction (même s'il n'y a pas lieu d'établir une relation de cause à effet avec les loyers d'habitation), qui reviennent sur un rythme annuel de hausse de 3%, perceptible à la fois pour ce qui concerne les travaux de gros-œuvre et les travaux d'installation techniques et de parachèvement.

¹ Source des données: RealCorp Luxembourg.

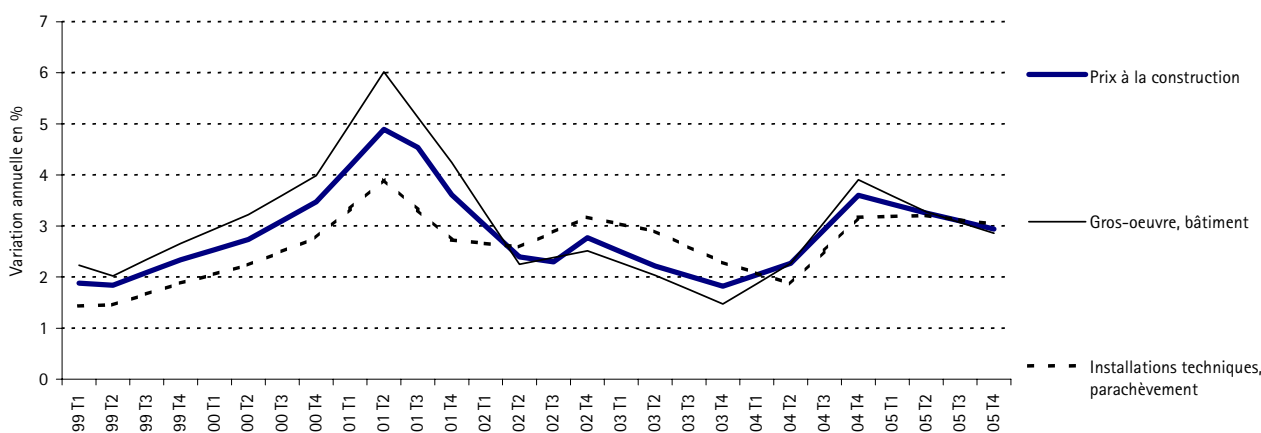
Graphique 14: Loyers d'habitation réels¹



Source: STATEC

¹ Le terme "réels" ne s'apparente pas à une évolution en volume; il signifie qu'il s'agit des loyers, hors charges, effectivement payés par les locataires (les loyers imputés par les propriétaires sont donc exclus).

Graphique 15: Prix à la construction



Source: STATEC

2.3 Commerce

Tableau 8: Évolution récente dans le commerce; chiffre d'affaires en volume

	Nace	Poids						Année
		2002	2000	2001	2002	2003	2004	2005 ¹
		En %						Variation annuelle en %
Commerce	50-52	100.0	15.1	1.6	2.2	12.7	-0.5	0.7
Automobile	50	16.2	4.7	5.6	6.9	17.1	1.9	1.0
De gros	51	67.2	20.1	0.7	0.8	13.3	-1.6	0.4
Détail	52	16.6	2.8	2.0	3.9	3.6	2.4	1.7

Source: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, STATEC
 '9 mois

Le commerce luxembourgeois semble enfin sortir de l'ornière. L'amélioration constatée sur le deuxième trimestre 2005 s'est poursuivie et même renforcée sur les mois d'été et en octobre.

Le commerce de détail en particulier, déprimé sur les premiers mois de l'année, a vu son chiffre d'affaires rebondir nettement, un signe très positif peut-être lié à un regain d'appétit de consommation de la part des ménages.

De meilleures perspectives, en particulier pour le commerce de détail

Le chiffre d'affaires¹ du commerce de détail a en effet effectué un sursaut remarquable sur le troisième trimestre: +3.4% (en données corrigées des variations saisonnières), après +0.0% en T2 et -1.0% en T1.

Cette évolution favorable est partagée par la grande majorité des composants du commerce de détail: commerces spécialisés ou non, alimentaire, hors magasin, articles personnels et domestiques. Seuls les domaines de la pharmacie et parfumerie ainsi que des articles d'occasion sont déconnectés de cette tendance.

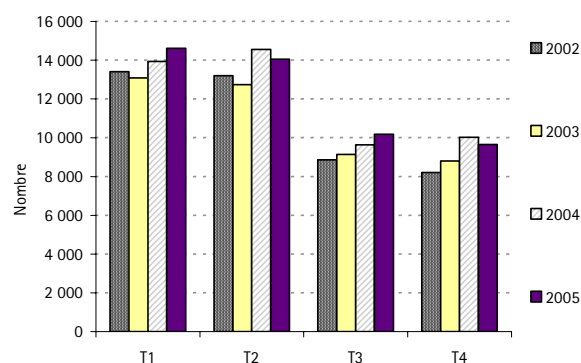
Le commerce de gros (qui représente les 2/3 du secteur du commerce) reste ancré sur les niveaux de l'année 2004, la hausse enregistrée à l'issue des 10 premiers mois de 2005 n'atteignant même pas 1%.

La performance du commerce "automobile" (vente et réparation de véhicules, ventes de carburants au détail) est un peu meilleure (1.1% sur la même période), mais reste largement inférieure aux résultats des années précédentes (surtout celles antérieures à 2004). Ces performances apparaissent toutefois quelque peu faibles par rapport à d'autres sources de données, en particulier concernant les ventes de carburants au détail (+2.3% sur

les 9 premiers mois de 2005). D'après les données diffusées par le Groupement pétrolier luxembourgeois² les ventes de carburants (diesel et essence, en volume) ont en effet progressé d'environ 7% sur l'ensemble des trois premiers trimestres de 2005. Il est possible que la différence entre les deux résultats soit à attribuer à la baisse des ventes de cigarettes constatée en 2005³, et notamment de la partie vendue par les stations services du Grand-Duché (qui est comptabilisée dans leur chiffre d'affaires).

Pour ce qui concerne les immatriculations de voitures neuves (particulières et commerciales), on constate une faible hausse (+0.8%) sur l'ensemble de 2005, un résultat en ligne avec la tendance relevée au niveau des données de chiffre d'affaires en volume. Si la progression annuelle peut paraître faible, elle correspond néanmoins à un maintien du volume élevé des années récentes.

Graphique 16: Nouvelles immatriculations de voitures particulières et commerciales



Source: STATEC

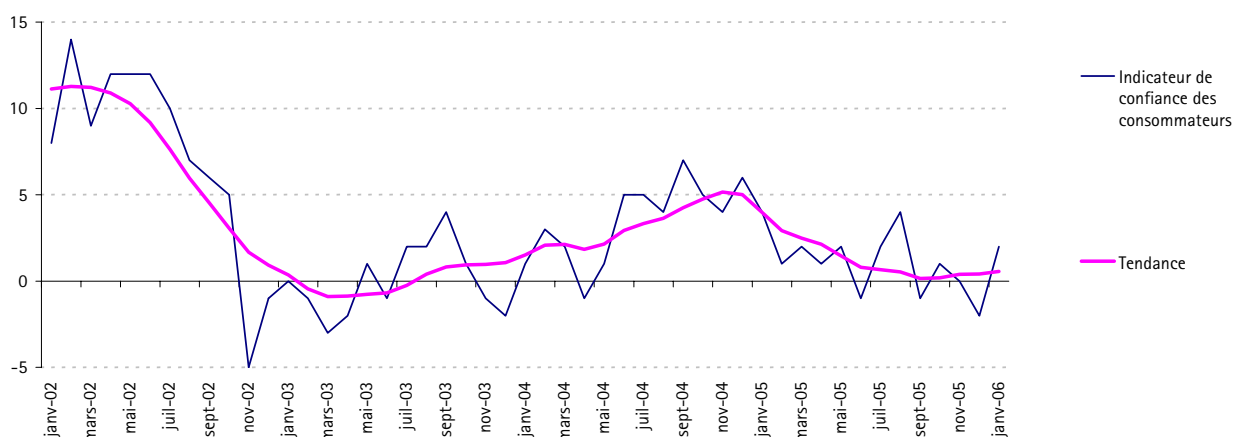
¹ En volume, c'est-à-dire déflaté des hausses de prix.

² www.petrol.lu

³ Nous ne disposons pas encore à ce jour d'éléments précis pour justifier cette baisse.

Forte remontée de l'indicateur de confiance des consommateurs en janvier

Graphique A: Confiance des consommateurs, indicateur synthétique



Source: BCL, calculs STATEC

L'année commence bien pour le moral des consommateurs. Alors que les chiffres disponibles jusqu'en décembre 2005 ne laissaient entrevoir qu'une dégradation quasi-continue de l'indicateur de confiance depuis la mi-2004, les résultats de janvier viennent rompre avec cette tendance négative.

Ces résultats encourageants ne doivent cependant pas laisser place à un optimisme forcené, ce type d'indicateur présentant souvent des évolutions assez déroutantes pour les utilisateurs. Il est ainsi encore trop tôt pour parler d'un véritable retournement de tendance et ce bon résultat demande à être confirmé par ceux des prochaines enquêtes.

Il est pourtant intéressant d'analyser dans le détail les phénomènes qui contribuent à la remontée de l'indicateur de confiance en janvier. Pour ce faire, il faut revenir sur la façon dont il est construit. Celui-ci est un indicateur dit "synthétique", il est calculé par une moyenne arithmétique simple des soldes d'opinions (opinions positives moins opinions négatives) sur quatre questions posées dans le cadre de cette enquête menée par la BCL.

Ces questions sont relatives à:

- la situation financière des ménages au cours des 12 prochains mois;

- la situation économique générale au cours des 12 prochains mois;
- l'évolution du chômage au cours des 12 prochains mois;
- la capacité à épargner au cours des 12 prochains mois.

Concernant la question relative au chômage, les soldes d'opinions sont affectés d'un signe négatif pour le calcul (une augmentation correspondant dans la réalité à détérioration de la situation sur le marché du travail). Les résultats obtenus pour ces quatre questions sont repris dans les graphiques suivants. A côté des séries brutes sont indiquées les tendances¹.

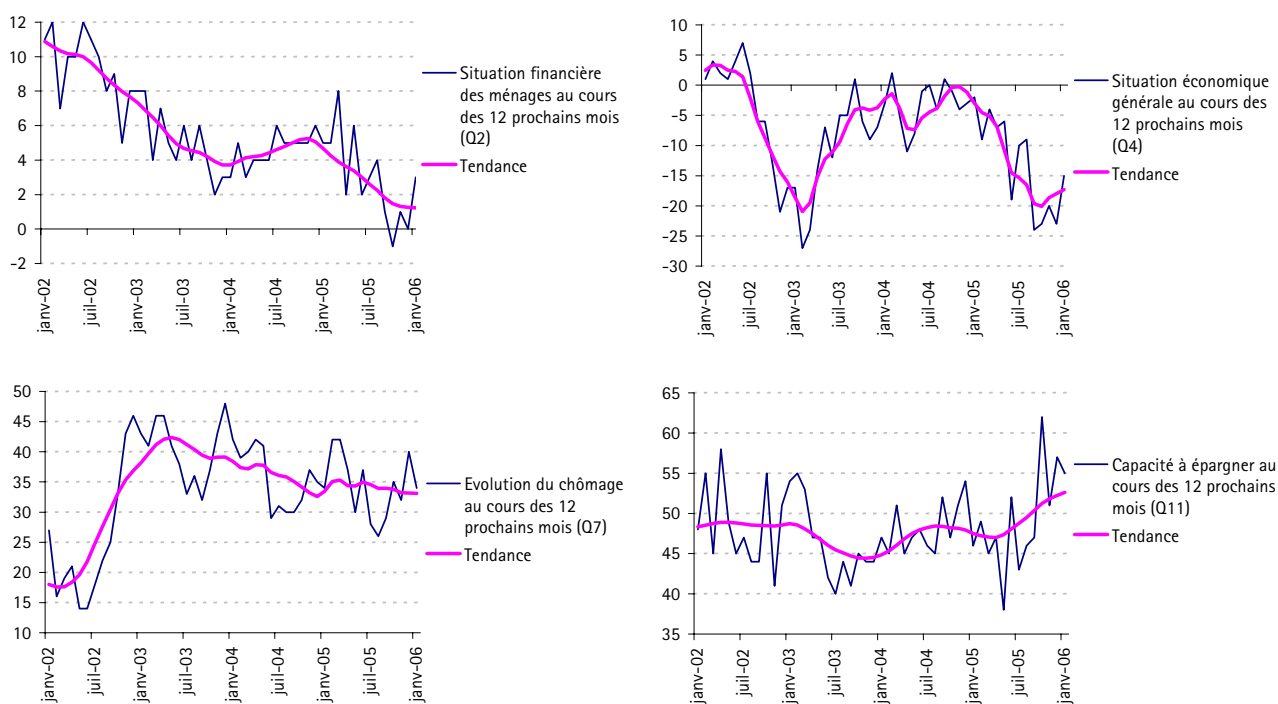
Pour le mois de janvier, 3 des 4 composantes montrent une évolution très favorable. Seul le jugement sur la capacité à épargner, qui avait globalement accusé une très forte remontée sur les mois précédents ne partage pas le mouvement.

Le jugement sur l'évolution future du chômage reste globalement en ligne avec la tendance à la baisse enregistrée depuis la mi-2003².

¹ Plus exactement, il s'agit de ce que l'on appelle la "tendance-cycle". Une série temporelle se décompose en quatre composantes: la tendance (ou tendance de long-terme), le cycle (qui évolue autour de la tendance de long-terme), la composante saisonnière et la composante irrégulière. Dans la pratique, on regroupe souvent la tendance et le cycle (d'où le terme "tendance-cycle") pour obtenir un lissage qui se prête à l'interprétation graphique.

² A ce propos, lire également l'encadré "Perception du chômage et confiance des consommateurs", Note de conjoncture n°2-2005, STATEC, pp. 22-25.

Graphique B: Les différentes composantes de l'indicateur de confiance



Source: BCL, calculs STATEC

Parmi ces indicateurs, celui concernant la capacité future à épargner¹ reste le plus difficile à interpréter économiquement. Le fait d'épargner peut signifier d'un côté que la situation financière des ménages va s'améliorer et qu'ils pourront dégager des capacités pour épargner. L'épargne peut aussi se concevoir comme une épargne de précaution: si la personne interrogée prévoit une dégradation de sa situation, elle peut être amenée à constituer des réserves monétaires (plutôt que de consommer). Il peut encore s'agir d'épargne-retraite

(équivalente à un produit d'assurance-vie dit "classique"). Le fait d'épargner peut aussi se faire si l'on estime que les conditions financières de rémunération de cette épargne sont plus favorables. Il est difficile de savoir comment les personnes interrogées interprètent cette question. Toujours est-il qu'on observe une très forte volatilité en 2005 pour cette série qui a plutôt contribué à soutenir l'indicateur synthétique de confiance des consommateurs.

¹ La formulation peut d'ailleurs différer entre les pays. Dans la méthodologie élaborée par la Commission européenne, la question est posée ainsi: "Over the next 12 months, how likely is it that you save any money?"

2.4 Hôtels et restaurants

L'année 2005 est un peu particulière pour le secteur de l'Horeca luxembourgeois. Comme cela a déjà été évoqué au travers de plusieurs Statnews sur les statistiques de fréquentation touristique, la Présidence luxembourgeoise n'a pas été étrangère à la bonne marche du secteur hôtelier.

Avec 24 000 nuitées directement imputables à l'épisode de la Présidence, on peut considérer que celui-ci a contribué à environ pour moitié à la progression des nuitées dans la ville de Luxembourg sur les huit premiers mois de l'année 2005.

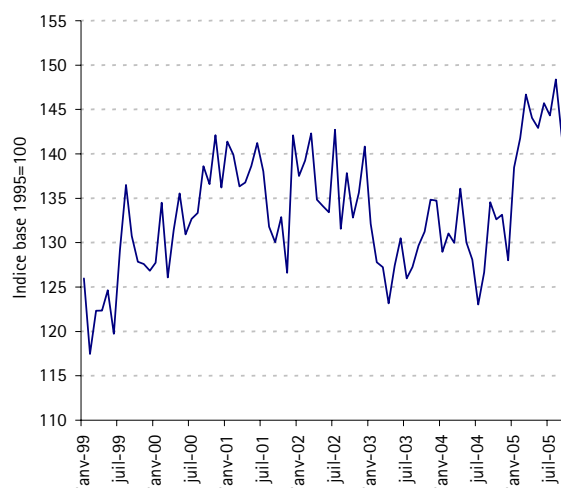
Il faut cependant signaler que hormis ce phénomène (qui ne se reproduira pas avant un laps de temps assez long), la dynamique touristique est restée bien orientée et a en ce sens poursuivi la tendance favorable déjà notée en 2004.

Les régions qui ont le plus profité de la hausse de fréquentation sont celles du Centre, de la Moselle et du Sud; à l'inverse, le Müllerthal et les Ardennes marquent le pas. Autre déception, les terrains de campings, pour lesquels on a enregistré une baisse de la fréquentation.

Les résultats de chiffres d'affaires montrent en tous cas que la forte progression dégagée sur le premier semestre s'estompe à partir des mois d'été pour les hôtels (cf. graphique 17).

Notons enfin que les efforts en matière de promotion pour le site luxembourgeois se poursuivent: l'Office national du Tourisme¹ a lancé son nouveau portail Internet (avec possibilités de réservation en ligne).

Graphique 17: Chiffre d'affaires en valeur des hôtels



Source: STATEC

(données corrigées des variations saisonnières et jours ouvrables)

Tableau 9: Évolution récente dans l'Horeca: chiffre d'affaires en valeur

Branche	Nace	Poids							Année		
		2002	2000	2001	2002	2003	2004	2005 ¹	T1	T2	T3
Hôtels et restaurants	55	100.0	1.5	2.3	2.8	-4.8	0.9	4.4	3.5	5.4	4.2
Hôtels	55.1	27.2	5.9	1.6	0.5	-5.6	0.8	10.5	7.3	12.7	12.5
Autres hébergements	55.2	2.5	-19.7	3.7	16.6	-0.1	9.6	2.6	28.2	0.7	-5.4
Restaurants	55.3	45.7	3.1	0.1	2.9	-7.7	-0.1	2.5	2.2	2.9	2.1
Cafés	55.4	17.9	-0.1	2.2	0.8	-4.2	-2.1	-3.9	-4.7	-0.8	-5.6
Cantines et traiteurs	55.5	6.7	9.0	17.3	9.7	9.8	8.7	11.8	11.8	9.2	13.7
		Variations annuelles en %									

Source: Administration de l'Enregistrement et de Domaines, STATEC

¹10 mois

¹ <http://www.ont.lu/>

2.5 Transports et communications

Tableau 10: Transports et communications: chiffre d'affaires en valeur

Branche	Nace	Poids				Année			2005		
		2002	2002	2003	2004	2005 ¹	T1	T2	T3		
		En %					Variation annuelle en %				
							Chiffre d'affaires en valeur				
Transports et communications	60-64	100.0	1.3	-3.5	4.5	5.8	-1.9	8.7	19.8		
Transports	60-63	72.0	3.9	-3.8	4.9	20.4	16.9	19.1	32.3		
Transports terrestres	60	22.2	2.8	1.7	5.7	7.4	11.7	3.6	7.8		
Transports par eau	61	22.0	14.5	-27.5	-20.1	65.1	17.3	55.1	138.5		
Transports aériens	62	20.0	1.7	0.4	10.2	18.1	18.9	20.2	24.6		
Auxiliaires du transport	63	7.9	-0.6	9.3	8.9	9.8	15.1	6.0	10.5		
Communications	64	28.0	-6.1	-2.6	3.2	-33.6	-37.3	-28.6	-28.2		

¹ 2005= 9 mois

Sources: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, STATEC

Le chiffre d'affaires de la branche transports et communications enregistre un gain de l'ordre de 9% sur l'ensemble des trois premiers trimestres de 2005.

Ce résultat reste cependant difficile à interpréter en terme d'activité réelle tant il résulte de phénomènes pour le moins atypiques. Une analyse détaillée permet cependant de dégager quelques tendances intéressantes.

Les transports toujours stimulés par le fret aérien

Le chiffre d'affaires du secteur des transports montre une formidable progression, supérieure à 23%. Une grande partie de cette hausse est due à la sous-composante "transports par eau". Celle-ci est très influencée par les résultats d'entreprises rattachées à ce que l'on appelle le "pavillon maritime luxembourgeois", mais qui n'exercent en fait aucune activité sur le territoire national.

Hors transports par eau, la croissance du chiffre d'affaires n'est plus que de 13% environ, ce qui reste tout de même une bonne performance (après les 8% de hausse en 2004).

On constate sur l'ensemble de l'année 2005 un recul prononcé du transport de fret par train. Ce phénomène est probablement imputable à la baisse, structurelle, de la production sidérurgique à partir de janvier 2005.

Les meilleurs résultats proviennent du transport aérien. Bien que le nombre de passagers transportés par la compagnie Luxair soit en léger recul en 2005 (-0.4% sur

les vols réguliers selon l'AEA¹), la dynamique de croissance reste identique, à savoir qu'elle s'axe essentiellement sur les activités de fret aérien.

Cargolux voit en effet son volume de fret s'accroître de 17.4% en 2005, après une année 2004 déjà très positive (+14.2%). Mais d'une manière générale, le site luxembourgeois s'affirme de plus en plus comme une plate forme pour le fret international (et pour d'autres compagnies que Cargolux). Ce fret aérien se caractérise presque exclusivement par des mouvements de transit (c'est-à-dire sans importations, resp. exportations, à destination, resp. au départ, du Luxembourg).

La hausse des prix des carburants ne semble pas vraiment encore se répercuter sur l'activité des transports aériens. Tout d'abord, l'ensemble des compagnies est confronté au même problème et il est difficile de faire jouer la concurrence. Ensuite, les compagnies ont recours à des instruments financiers de couverture pour différer les effets d'une hausse des prix. Cependant, si celle-ci est durable (ce qui semble correspondre à la configuration actuelle), les compagnies devront répercuter la hausse de leurs coûts sur leurs tarifs.

Luxair, qui profite amplement de la gestion au sol du fret de Cargolux, devrait réorienter ses activités² vers une meilleure rentabilité. Les mesures qui seront prises ne sont pas encore divulguées, mais il semble qu'elles passeront de toute façon par un désengagement au niveau des vols réguliers.

¹ Association of European Airlines (www.aea.be)

² Communiqué de presse du 7 février 2005

Tableau 11: Transports et communications: emploi salarié

Branche	Nace	Poids					Année			2005
		2004	2002	2003	2004	2005 ¹	T1	T2	T3	
		En %					Variation annuelle en %			Emploi salarié
Transports et communications	60-64	100.0	4.4	3.6	3.6	2.5	2.2	1.9	3.4	
Transports	60-63	83.1	5.5	4.6	4.3	3.6	3.4	2.7	4.9	
Transports terrestres	60	49.0	6.3	3.1	2.3	-0.4	-1.2	-1.0	0.9	
Transports par eau	61	10.4	16.9	22.5	29.2	20.8	24.3	16.0	22.6	
Transports aériens	62	13.3	1.6	2.5	-0.1	3.0	2.8	2.5	3.6	
Auxiliaires du transport	63	10.4	0.6	2.6	-0.2	6.8	8.4	6.6	5.4	
Communications	64	16.9	-0.1	-1.1	0.5	-3.2	-3.4	-2.2	-3.9	

¹ 2005= 9 mois

Source: IGSS

Tableau 12: Transports: variables annexes

Statistique						Année			2005	
	2001	2002	2003	2004	2005 ¹	T1	T2	T3	T4	
							Taux de variation annuel en %			Tonnes
Chemin de fer: transport	-8.3	-4.0	6.3	-1.5	-31.9	-37.7	-35.2	-27.7	-26.5	
Port de Mertert: transbordement	-0.5	2.8	-15.2	2.9	-9.3	-10.1	1.4	-6.8	-22.4	
Exportations	-8.3	5.6	-34.3	-7.3	-9.1	6.4	14.2	-21.2	-28.5	
Importations	2.9	1.7	-7.4	5.9	-9.3	-13.3	-1.4	-2.3	-20.5	
Aéroport de Luxembourg: total fret	2.1	13.5	13.4	8.5	4.2	8.2	6.4	-1.3	3.9	
										Nombre
Aéroport de Luxembourg: total passagers	-2.4	-6.3	-4.0	4.2	3.5	-0.1	5.3	4.2	...	

¹Chemin de fer, Aéroport fret et Port de Mertert: = 12 mois, Aéroport: passagers= 9 mois

Sources: SNCI, Société du port fluvial de Mertert, Administration de l'aéroport

Postes et Télécommunications

Précisons d'abord que ce domaine d'activité se partage entre les activités de poste et courrier (pour un tiers) et les activités de télécommunications (pour deux tiers). Les données mensuelles concernant le chiffre d'affaires déclaré à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ne sont pas forcément pertinentes pour juger de la situation conjoncturelle de ces entreprises. En effet, en particulier dans le domaine des télécommunications, les relations commerciales sont souvent basées sur des contrats de plus long terme, ayant peu d'impact sur les déclarations mensuelles des chiffres d'affaires. Ces dernières peuvent en revanche être ajustées via les déclarations annuelles.

La libéralisation européenne au niveau des activités de postes et télécommunications et le développement concurrentiel qu'elle engendre continuent à façonner les stratégies des acteurs nationaux.

Les sociétés CMD et Mobilux (détenues en majorité ou en totalité par l'EPT) ainsi que les activités mobiles des P&T ont fusionné pour donner lieu à la création de LUXGSM S.A., qui devient ainsi l'acteur principal de la téléphonie mobile au Luxembourg.

SES Global, premier opérateur mondial privé de satellites dont le siège est au Luxembourg, a annoncé le 14 décembre 2005 l'accord signé avec New Skies Satellites concernant le rachat de ce dernier. Le ministère américain de la justice a autorisé cette transaction (acquisition de 100% des actions par voie de fusion) début janvier 2006. New Skies Satellites, basé à La Haye, est le cinquième opérateur mondial du secteur, avec une flotte de cinq (bientôt 6) satellites et sera racheté pour un montant de 1.16 Mia EUR.

2.6 Immobilier, location, informatique, recherche et développement et services aux entreprises

Tableau 13: Services marchands divers: tableau de synthèse

Branche	Nace	2004	2001	2002	2003	2004	2005 ¹	2005		
								T1	T2	T3
								Variations annuelles en %		
Chiffre d'affaires nominal										
Immobilier, location, informatique, recherche et développement	70-73	100.0	2.6	-5.7	-1.1	2.3	5.3	1.5	5.8	8.6
Activités Immobilières	70	28.9	4.0	-10.9	1.0	12.1	2.2	-8.7	5.1	9.2
Location sans opérateur	71	13.9	7.4	6.7	4.0	3.0	15.2	12.8	23.0	10.3
Activités informatiques	72	22.4	5.3	-9.0	-6.4	-6.3	2.2	3.7	-6.5	10.2
R & D	73	34.8	-15.7	-2.2	0.1	0.4	2.4	1.4	6.9	-0.9
Services fournis principalement aux entreprises	74	100.0	13.3	3.4	3.6	8.7	10.8	6.6	11.1	15.0
Emploi salarié										
Immobilier, location, informatique, recherche et développement*	70-73	100.0	8.5	3.9	-0.2	3.1	5.6	5.9	6.2	4.6
Activités Immobilières	70	17.1	7.0	5.7	-1.2	6.4	7.4	7.7	8.4	6.2
Location sans opérateur	71	8.4	5.9	21.0	8.7	-0.6	6.0	-0.6	6.2	12.8
Activités informatiques	72	44.6	18.2	3.7	-2.7	5.4	6.6	9.0	7.8	3.1
R & D*	73	29.9	-1.9	-0.3	1.9	-1.0	2.9	2.4	2.7	3.6
Services fournis principalement aux entreprises*	74	100.0	13.4	6.0	4.2	2.4	7.8	7.7	7.8	7.9
Activités juridiques, comptables et conseil de gestion*	74.1	28.7	13.9	8.4	2.5	-1.8	8.8	4.5	10.0	12.1
Activités d'architecture et d'ingénierie	74.2	12.8	36.0	6.2	4.5	1.6	3.2	2.1	2.7	4.7
Activités de contrôle et analyses techniques	74.3	1.5	12.4	10.9	4.6	3.8	5.8	6.3	4.8	6.5
Publicité	74.4	3.3	20.1	6.1	13.4	1.6	0.9	-2.1	0.6	4.4
Sélection et fourniture de personnel	74.5	20.3	6.6	-0.4	7.5	8.6	12.7	19.3	11.7	8.1
Enquêtes et Sécurité	74.6	6.7	14.1	6.6	2.8	4.7	8.5	8.5	8.3	8.9
Activités de nettoyage	74.7	21.6	8.4	6.3	3.8	1.7	4.1	5.3	3.6	3.6
Services divers fournis principalement aux entreprises	74.8	5.1	9.1	13.3	0.7	7.1	13.9	15.9	15.3	10.5

¹2005 = 9 mois

* Données corrigées

Source: Administration de l'Enregistrement et des Domaines, IGSS, STATEC

Pour l'ensemble des entreprises classées dans la branche "immobilier, location et services aux entreprises", qui représente 17% de la valeur ajoutée de l'économie luxembourgeoise et 16% de l'emploi salarié intérieur, le chiffre d'affaires en valeur marque une forte croissance, proche de 9% sur l'ensemble des trois premiers trimestres de 2005. La dynamique de croissance est régulière et profite globalement à l'ensemble des composantes de cette branche.

Les deux tiers de cette belle performance sont dus aux "Services fournis principalement aux entreprises".

Plus précisément, c'est du côté des entreprises regroupées dans les "Activités juridiques, comptables et conseil de gestion" (+15.6% sur cette période) que l'activité s'est le plus intensifiée. On peut vraisemblablement relier cette évolution aux retombées de l'activité dynamique du secteur financier

luxembourgeois, qui demeure un débouché important pour ces entreprises.

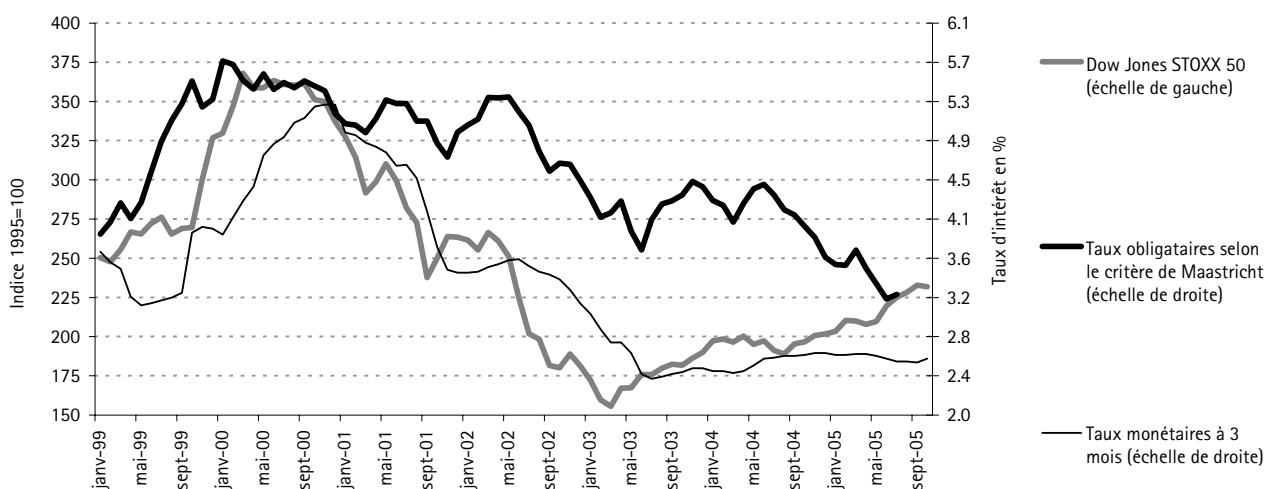
Si les activités immobilières ont connu comme un passage à vide de la mi-2004 jusqu'au début 2005, elles se sont vigoureusement redressées à partir du 2^{ème} trimestre.

L'évolution la moins favorable concerne les services de publicité, dont le chiffre d'affaires est orienté à la baisse depuis la fin 2004 (et pour lesquels l'emploi tourne au ralenti).

On constate enfin que l'emploi salarié progresse à un rythme soutenu pour la majorité des activités comprises dans cette branche.

2.7 Secteur financier

Graphique 18: Indicateurs financiers pour l'Europe



Source: EUROSTAT

Environnement financier international

L'environnement financier international est toujours marqué par les très bonnes performances des bourses européennes. On constate d'ailleurs un certain contraste au niveau de la zone euro, entre les performances boursières, très dynamiques, et la conjoncture économique, beaucoup plus plate. Il ne faut pas oublier que bon nombre d'entreprises cotées en bourse sont des multinationales, avec une activité qui déborde largement les marchés nationaux ou européens. Si ces entreprises enregistrent aujourd'hui de bons résultats, c'est principalement parce qu'elles rencontrent des opportunités de développement en dehors de la zone euro, comme en témoigne la progression soutenue de la demande mondiale sur les dernières années. De la même manière, il ne faut pas s'étonner que certaines entreprises, qui réalisent des bénéfices, licencient (ou du moins n'embauchent pas) dans le même temps. Là encore, cela découle du fait que leurs bénéfices (et les créations d'emplois) se réalisent en dehors de la zone euro.

Des pays comme le Luxembourg tirent cependant parti de cette évolution, car la bonne tenue des marchés boursiers se répercute directement sur l'activité, prépondérante, de son secteur financier (et indirectement sur les branches qui fournissent des services au secteur financier).

La conjoncture de la zone euro s'est cependant nettement renforcée au cours des derniers mois de 2005. La demande intérieure, loin d'être exubérante, devient

plus dynamique et les perspectives des entreprises nettement plus optimistes (notamment en Allemagne¹ qui apparaissait comme un des pays les plus déprimés). L'amélioration escomptée de la situation économique dans la zone euro, couplée à des prix de produits pétroliers toujours élevés², renforce les craintes inflationnistes des autorités monétaires. La BCE a ainsi relevé modérément (de 25 points de base) son taux d'intérêt directeur, inchangé à son niveau le plus bas depuis deux ans et demi.

Cette hausse correspond-elle au début d'un cycle régulier de relèvement des taux d'intérêt tel que celui qui s'est produit aux Etats-Unis depuis le début 2004? Pas vraiment, car les avis restent encore très partagés sur la durabilité de la reprise dans la zone euro et les statistiques brutes manquent encore. Cependant, dans l'optique "mieux vaut prévenir que guérir", l'orientation favorable des indicateurs conjoncturels de la zone euro sur le début 2006 devrait appeler une nouvelle hausse de la BCE des taux à court terme, tandis qu'aux Etats-Unis le cycle de resserrement semble toucher à sa fin.

Le taux de change euro-dollar US reste ancré autour de 1.20 USD sur le début 2006. Celui-ci ne témoigne pas d'une orientation franche, ni à la hausse, ni à la baisse. Le marché des changes reste indécis face à un ralentissement éventuel de l'économie américaine (la croissance a été décevante sur le 4^{ème} trimestre), toujours affectée par des déficits importants, et la bonne tenue de l'emploi intérieur américain qui continue à progresser.

¹ L'indice ZEW des anticipations a bondi en janvier 2006 à son plus haut niveau depuis deux ans.

² Eux-mêmes inscrits dans le mouvement général de hausse des prix mondiaux des matières premières que l'on peut relier à l'industrialisation rapide et massive des pays émergents.

Tableau 14: Principaux chiffres relatifs aux différents postes de l'actif du bilan des banques

	2004	2005	Variation septembre 2004- septembre 2005	
		Septembre	en Mio EUR	en %
Créances interbancaires	364 364	397 636	33 272	9.1
Créances sur la clientèle	116 204	134 909	18 705	16.1
Portefeuille titres	177 571	202 706	25 135	14.2
Autres actifs	20 892	23 063	2 171	10.4
Total de l'actif	679 031	758 314	79 283	11.7

Source: Banque centrale du Luxembourg

Le secteur bancaire luxembourgeois

Bien que les données de bilans présentées dans le tableau 14 se rapportent à la situation de la fin du troisième trimestre 2005, la BCL a déjà fourni une estimation des résultats jusqu'en décembre. La **somme des bilans** provisoires des banques s'élève ainsi à 792 400 Mio EUR au 31 décembre 2005, soit une hausse de 0.6% sur un mois et de 14.0% sur un an.

D'après les calculs effectués par la BCL¹, cette hausse remarquable en l'espace d'un an résulte pour un quart d'un effet de change favorable, essentiellement dû à l'appréciation (d'environ 10%) du dollar US par rapport à l'euro sur cette période.

Du côté des créances sur la clientèle non-bancaire résidente, les résultats sont toujours marqués par une forte progression en valeur des crédits immobiliers. Les encours pour ces crédits enregistrent un gain de près de 14% en 2005 (après 12.3% en 2004 et 17.8% en 2003).

Sous un autre angle, la hausse des prix de l'immobilier, qui se répercute au niveau de ces montants, constitue-t-elle un frein à la consommation des ménages résidents? Il est difficile de répondre à cette question au vu de données trop parcellaires sur l'année 2005. On constate cependant que les crédits à la consommation sont loin de partager un tel dynamisme: après une hausse de 5.9% en

2004, ils progressent seulement de 1.8% en 2005 (soit moins que l'inflation).

Les **résultats bruts avant provisions** du secteur bancaire² montrent eux-aussi une progression annuelle de quelque 14% à la fin de l'année 2005. Ce sont deux postes en particulier qui soutiennent cette croissance: d'une part les revenus sur commissions (+14%), qui bénéficient de la bonne conjoncture boursière et du développement de l'activité des OPC (pour lesquels les établissements bancaires assurent une fonction de dépositaire), et d'autre part les autres revenus nets qui progressent très fortement (de plus de 50%). Cette dernière hausse est très certainement à mettre sur le compte de ce que l'on appelle les "revenus sur divers", qui montraient déjà une croissance extraordinaire à la fin du 3^{ème} trimestre, du fait de cessions de participations. Si l'on ne tient pas compte de ces revenus exceptionnels (ou non-récurrents), on se situe vraisemblablement plus sur une hausse des résultats d'environ 5% à 6%.

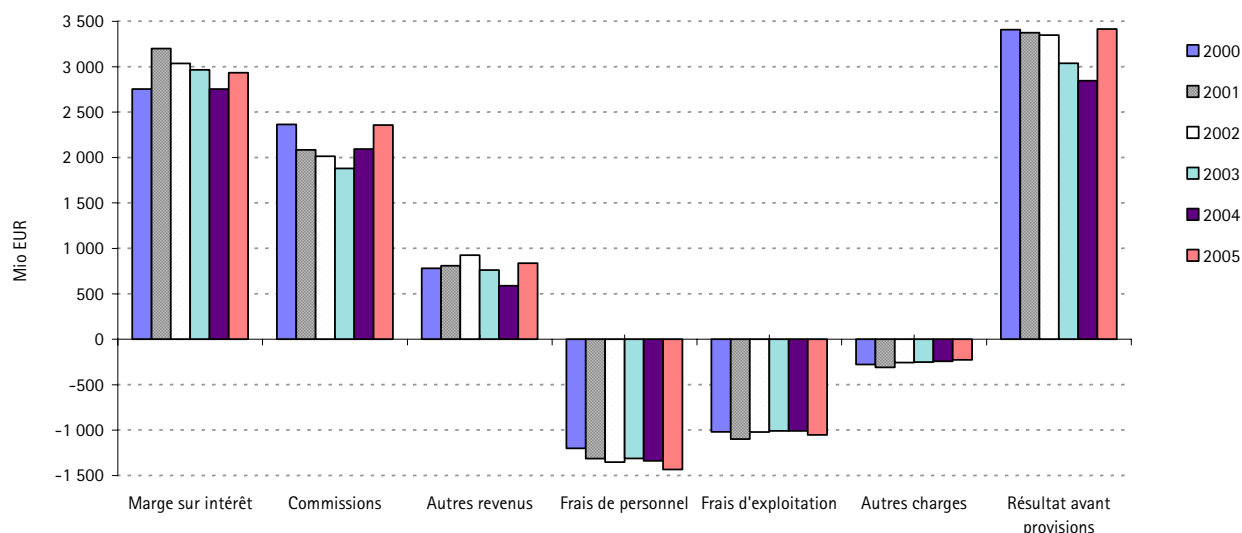
Les frais de personnel ont crû de 6.6% entre décembre 2004 et décembre 2005. L'effet de l'indexation étant de 2.5% sur cette période, et celui lié à l'emploi d'environ 2.2%³ (cf. graphique 20), les autres facteurs montrent une influence non négligeable (proche de 2%) qu'on peut relier à une conjoncture favorable dans le secteur bancaire.

¹ Bulletin de la BCL 2005/3, p.48.

² Chiffres provisoires communiqués par la CSSF.

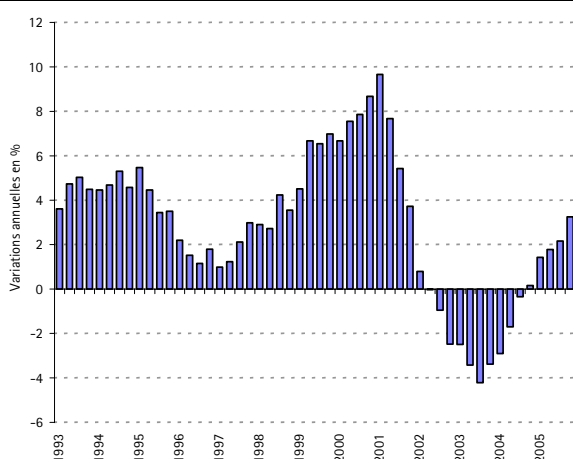
³ En supposant que le temps de travail moyen par emploi est resté constant.

Graphique 19: Somme des comptes de profits et pertes à la fin du troisième trimestre



Source: Banque centrale du Luxembourg

Graphique 20: Emploi dans les banques (données trimestrielles)



Source: BCL

OPC et Assurances

Le patrimoine global net des organismes de placement collectif a dépassé pour la première fois la barre des 1 500 milliards d'euros en décembre 2005, représentant une croissance annuelle proche de 38%. Cette très forte hausse est attribuable pour environ 56% aux émissions nettes (émissions-rachats) et à 44% à la hausse des marchés boursiers.

Le nombre d'OPC a quant à lui aussi augmenté de 92 entités en 2005 pour s'établir à un total de 2 060.

D'après les données diffusées par le Commissariat aux Assurances¹, les primes encaissées au cours des trois premiers trimestres 2005 montrent une progression proche de 30% par rapport à 2004.

Ces très bons résultats se retrouvent essentiellement au niveau de l'assurance-vie (qui voit sa part dans le total passer de 85% à 87%). Dans ce domaine, les produits en unités de compte restent largement majoritaires (à hauteur de 70%) mais cèdent néanmoins un peu de terrain à l'assurance-vie classique, qui enregistre une performance remarquable (en l'occurrence une hausse des primes supérieure à 30%) pour la deuxième année consécutive.

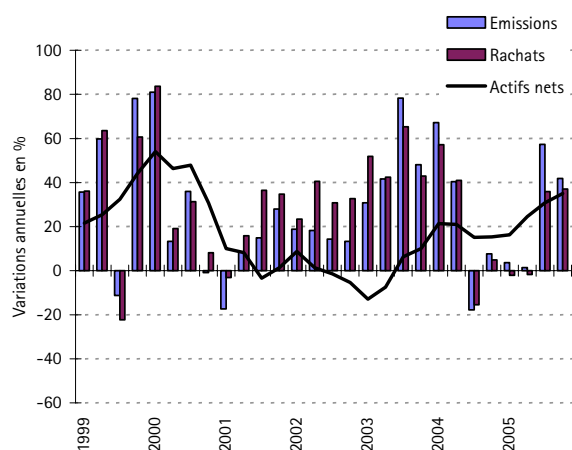
Pour rappel, une police en unités de compte peut être décrite comme un contrat d'assurance dans lequel l'épargne acquise par le titulaire est directement liée non pas à une devise, comme l'euro par exemple, mais à la valeur de parts de fonds communs de placement ou d'un fonds interne à la société elle-même dans lequel le risque d'investissement est supporté par le titulaire. Ces produits en unités de compte sont commercialisés essentiellement à l'étranger alors que les produits vie dits "classiques" sont vendus essentiellement sur le marché domestique.

Le développement favorable du secteur des assurances est à relier à celui des marchés financiers, étant donné que beaucoup de ses produits correspondent à des opportunités de placements financiers et non à une assurance de biens ou de personnes.

¹ <http://www.commassu.lu>

Il est également possible que les bons résultats enregistrés en 2004 et 2005 découlent des changements législatifs liés à l'entrée en vigueur de la nouvelle directive européenne sur la fiscalité de l'épargne. Celle-ci ne concernant pas les fonds d'assurances (même investis dans des instruments monétaires ou obligataires), il est probable que nombre d'épargnants auront déplacé leurs actifs vers des produits d'assurance.

Graphique 21 : Organismes de placement collectif



Source: BCL

2.8 Services collectifs et domestiques

Tableau 15: Emploi salarié dans les services collectifs et domestiques

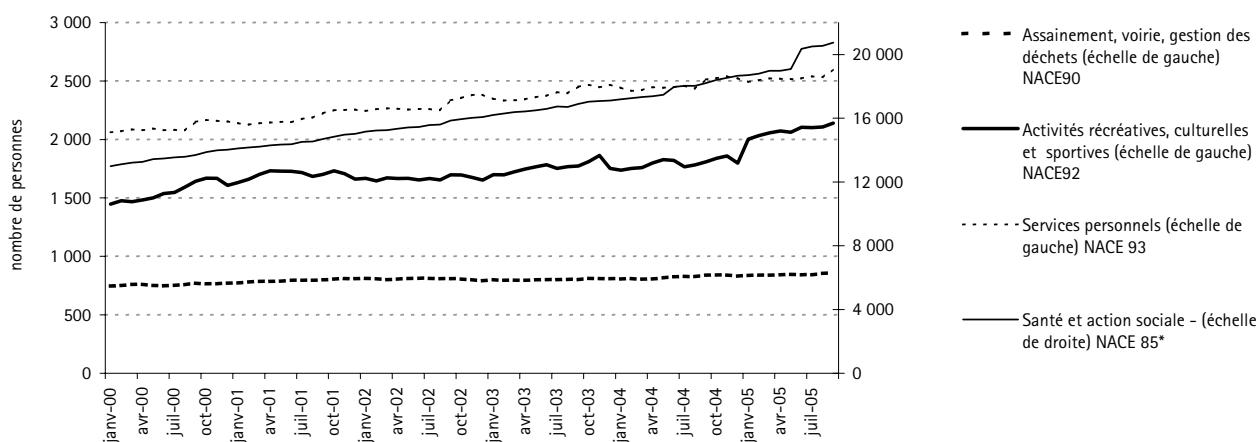
Branche	Nace	Part dans la Valeur ajoutée brute				Année	2004				2005			
		2003	2002	2003	2004		2005 ¹	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
		En %					Variations annuelles en %							
Santé et action sociale ²	85	4.7	7.4	7.0	7.3	11.2	5.9	6.7	7.8	8.6	9.1	10.6	13.9	
Assainement, voirie et gestion des déchets	90	0.4	1.7	-0.6	2.7	3.2	1.2	2.2	3.8	3.4	3.8	3.4	2.5	
Activités récréatives, culturelles et sportives	92	1.0	-1.8	5.6	1.9	16.3	2.5	2.8	1.2	1.3	16.0	14.5	18.5	
Services personnels	93	0.4	5.0	4.4	3.1	3.3	3.8	3.6	2.2	2.8	3.3	3.0	3.6	

Source: IGSS, STATEC

¹ 9 mois

² En juin 2006, plusieurs entreprises ont été reclassées de la NACE 91330 organisations associatives n.c.a vers la NACE 85322 Ateliers protégés

Graphique 22: Services collectifs et domestiques – évolution de l'emploi salarié depuis 2000



Source: IGSS, STATEC

* En juin 2006, plusieurs entreprises ont été reclassées de la NACE 91330 organisations associatives n.c.a vers la NACE 85322 Ateliers protégés

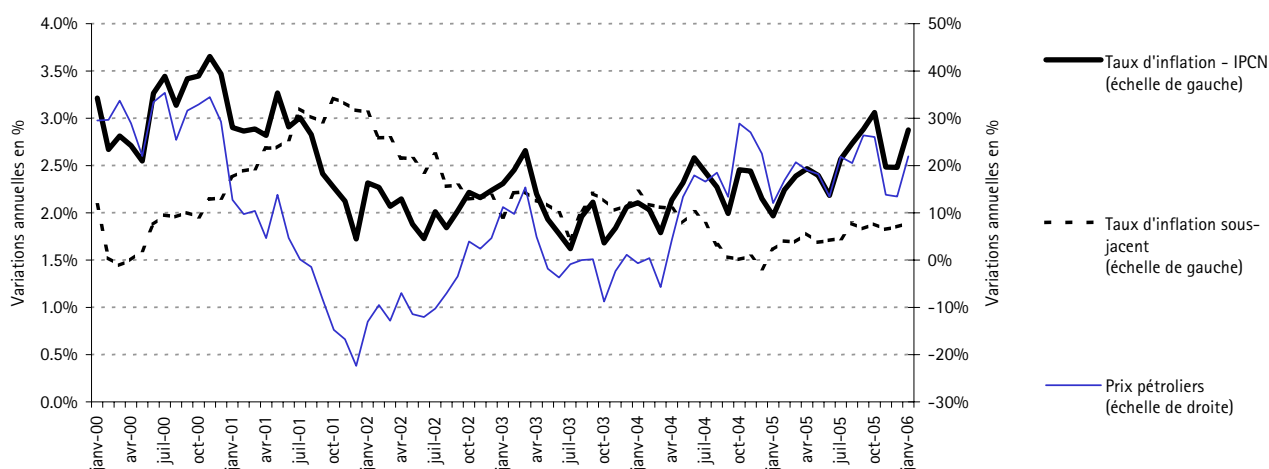
Les activités regroupées dans cette partie ont apporté près de 7% de la valeur ajoutée de l'économie en 2004 et occupé environ 9% de l'emploi salarié total. L'activité de cette branche évoluant essentiellement en fonction

d'éléments non conjoncturels, les données concernant les chiffres d'affaires ne sont pas diffusés ou commentés dans cette note. Les données concernant l'emploi sont fournies ici à simple titre d'information.

3. Inflation et salaires

3.1 Prix à la consommation

Graphique 23: Inflation et prix pétroliers

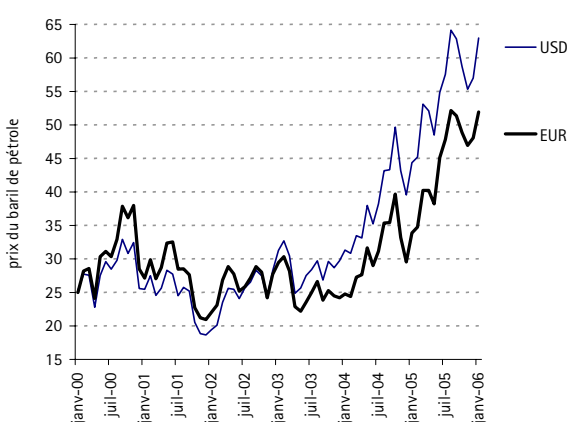


Source: STATEC

Évolution générale: l'inflation toujours poussée par le prix du pétrole

En 2005, l'indice des prix à la consommation national (IPCN) a progressé de 2.5% après 2.2% en 2004 et 2.0% en 2003. Cette accélération est à nouveau à attribuer à la hausse des prix des produits pétroliers. Après une baisse de l'indice des produits pétroliers sur les années 2001 et 2002, le prix de l'or noir s'est accru de 12.7% en 2004 et même de 18.6% en 2005. La progression des prix des autres biens et services reste inchangée par rapport à l'année passée (1.8%).

Graphique 24: Prix du baril de pétrole (brent) en euros et en dollars US



Source: STATEC

En ce qui concerne les principales composantes de l'IPCN, ce sont les prix du "Logement, chauffage, éclairage" qui ont augmenté le plus en 2005 (6.9%). Viennent alors les "Boissons alcoolisées, tabacs" (+4.0%), les "Hôtels, cafés, restaurants" (+3.3%) et les Transports (+3.2%). Les "Communications" par contre notent toujours une baisse (-4.4%).

La majorité des douze divisions de l'indice des prix à la consommation nationale note une décélération en 2005 par rapport à 2004. Les prix des divisions "Logement, chauffage, éclairage", "Enseignement", "Loisirs, spectacles, culture", "Hôtels, cafés, restaurants", et "Habillage et chaussures" par contre notent une croissance plus forte en 2005 qu'en 2004.

Évolution récente: nouvelle hausse des prix pétroliers en janvier 2006

En janvier 2006¹, l'indice des prix à la consommation national (IPCN) note une progression annuelle de 2.9%, contre 2.5% en décembre 2005. Cette accélération est surtout due à une nouvelle hausse des prix pétroliers (+21.93% sur un an), l'inflation sous-jacente conservant le même rythme que le mois précédent (+1.9%).

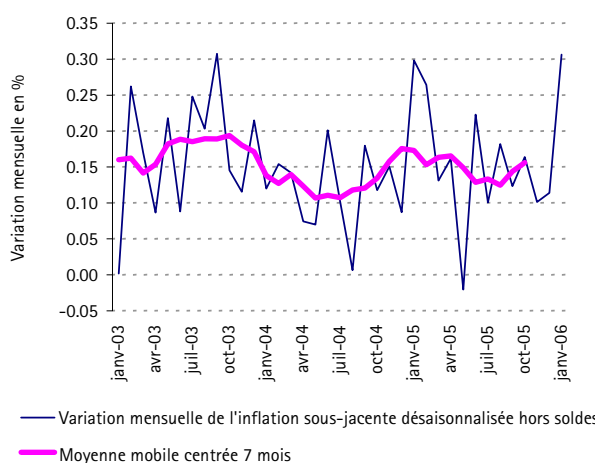
La progression mensuelle de l'IPCN en janvier est de -0.51% (+0.61% hors soldes) et de -0.64% pour la sous-jacente (+0.55% hors soldes). L'inflation sous-jacente désaisonnalisée hors soldes (cf. graphique ci-joint) note, après une légère décélération depuis la mi-2005, à nouveau une légère accélération sur les derniers mois.

¹ A partir de janvier 2006, une nouvelle pondération de l'indice des prix à la consommation est d'application (cf. encadré pp. 37-38). L'année 2005 sera introduite comme nouvelle année de base de l'indice des prix à la consommation (jusqu'ici l'année de base était 1996). Cette deuxième modification méthodologique est purement technique et n'aura aucun effet sur l'évolution passée ou future de l'indice.

Tableau 16: Inflation selon les douze divisions de l'indice du prix à la consommation national (IPCN)

Divisions	Taux d'inflation annuels (en % par rapport à la même période de l'année précédente)		
	Pondération (%) en 2005	Novembre 2004 à Janvier 2005	Novembre 2005 à Janvier 2006
Indice général	100.0	2.2	2.6
Indice des produits pétroliers	4.7	20.4	16.3
Inflation sous-jacente	94.2	1.5	1.9
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	13.7	0.8	2.2
Boissons alcoolisées, tabacs	4.0	4.8	2.6
Habillement et chaussures	5.9	0.4	-0.2
Logement, eau, électricité, et combustibles	11.9	5.8	6.4
Ameublement, équipement ménager, entretien	11.8	1.3	1.6
Santé	1.9	1.2	1.8
Transports	20.2	3.4	3.2
Communications	2.3	-3.7	-3.6
Loisirs, spectacles, culture	10.7	-0.1	1.6
Enseignement	0.6	0.3	5.1
Hôtels, cafés, restaurants	6.7	3.5	3.5
Autres biens et services	10.3	2.1	2.2

Source: STATEC

Graphique 25: Évolution de l'inflation sous-jacente (désaisonnalisée, hors soldes)

Source: STATEC

En janvier, la hausse de prix la plus en vue a été celle des services médicaux (+71.3%). Elle résulte du fait qu'au 1^{er} janvier 2006 la participation des assurés aux honoraires médicaux est passée de 5% à 10% en ce qui concerne les services ambulatoires autres que les visites. Des renchérissements substantiels ont encore été constatés pour le gaz naturel (+10.4%), le contrôle technique des

automobiles (+7.8%, cf. également l'encadré sur l'évolution des tarifs publics p. 39), les services de télévision et de radiodiffusion (+6.8%), l'électricité (+6.3%) et les crèches et foyers de jour pour enfants (+4.7%).

Prévisions d'inflation

Comme exposé dans la dernière note de conjoncture, le STATEC applique une nouvelle méthode pour élaborer ses prévisions d'inflation. En effet, il opte pour un positionnement neutre vis-à-vis du prix du pétrole (cf. encadré "Prévisions d'inflation: quelles hypothèses retenir?", NDC 2-05, pp. 37-38). L'hypothèse de travail retenue est que le prix du baril sur l'horizon de prévision sera le dernier prix mensuel connu. Le taux de change qui sera appliqué à ce prix (pour avoir un prix en euros) repose sur la même logique: c'est le dernier cours de change mensuel connu au moment de la prévision qui sera retenu. Il s'agit donc d'un scénario central purement technique, qui prolonge les observations récentes dans le futur.

Comme il paraît utile d'estimer l'impact d'un niveau de prix du pétrole plus fort ou plus faible, le STATEC publie conjointement un scénario "favorable" (baisse des prix pétroliers) et un scénario "défavorable" (hausse des prix pétroliers).

Tableau 17: Prévisions sur l'inflation au Luxembourg

	2001	2002	2003	2004	2005	Prévision 2006			
						Scénario central	Scénario favorable	Scénario défavorable	
	Variations annuelles en %, sauf mention contraire								
Inflation (IPCN)	2.7	2.1	2.0	2.2	2.5	2.5	1.8	3.1	
Inflation sous-jacente	2.8	2.5	2.1	1.8	1.8	2.1	2.1	2.2	
Produits pétroliers	-1.6	-6.6	1.9	12.7	18.6	7.2	-2.5	16.5	
Cote d'application	3.1	2.1	2.1	2.1	2.5	2.5	1.9	2.9	
Cote d'application (Indice 100 au 1.1.1948)	587.24	599.46	611.92	624.63	640.25	656.24	652.16	658.95	
Prix du Brent (USD/baril)	24.4	24.9	28.8	38.3	54.5	63.0	55.8	70.0	
Taux de change USD/EUR	0.90	0.95	1.13	1.24	1.24	1.21	1.21	1.21	

Source: STATEC

Hypothèses

- Pour le **scénario central**, le prix du baril de pétrole et le taux de change retenus sont ceux observés en janvier 2006 (63.0 USD par baril et 1.21 USD/EUR).
- Pour le **scénario favorable**, l'hypothèse de prévision est que le prix du baril de pétrole baisse de 10 USD jusqu'en juillet 2006 (donc à 53.0 USD le baril), puis se maintient à ce niveau sur le reste de l'horizon de prévision. Le taux de change resterait au niveau observé en janvier 2006 (1.21 USD/EUR).
- Le **scénario défavorable** mise sur une hausse de 10 USD (donc à 73.0 USD le baril) sur la même période. Tout comme pour les deux autres scénarii, le taux de change resterait à 1.21 USD/EUR.

Pour rappel, les hypothèses retenues pour les dernières prévisions d'inflation publiées par le STATEC (NDC 2-05, pp. 36-37) étaient très proches de celles-ci: pour le scénario central, 62.9 USD le baril et 1.20 USD/EUR.

Résultats

D'après le scénario central, l'inflation aurait le même niveau en 2006 qu'en 2005 (2.5%). L'inflation sous-jacente se situerait à 2.1% en 2006, après 1.8% en 2005. Pour les deux scénarii alternatifs, le taux d'inflation se situerait en 2006 dans une fourchette de 1.8% (scénario favorable) à 3.1% (scénario défavorable). L'inflation sous-jacente serait comprise entre 2.1% et 2.2%. Selon le scénario central, la prochaine indexation des salaires interviendrait au quatrième trimestre 2006. Elle pourrait arriver aussi tôt que le troisième trimestre, et, dans le cas le plus favorable, interviendrait seulement au 2^e trimestre 2007.

Comparaison internationale

L'inflation (IPCH) dans la zone euro pour le mois de décembre est de 2.2%, contre 2.3% en novembre. L'estimation rapide d'Eurostat prévoit un taux de 2.4% pour janvier 2006. Parmi les pays de la zone euro, le

Luxembourg affiche en décembre avec 3.4% un des taux d'inflation harmonisés les plus élevés, après l'Espagne (3.7%) et la Grèce (3.5%). La Finlande note toujours le taux le plus faible (+1.1%).

Le taux d'inflation relativement élevé du Luxembourg au niveau européen s'explique par la pondération importante des produits pétroliers et du tabac dans l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH). Pour rappel, l'IPCH inclut les dépenses de consommation privée effectuées sur le territoire par les non-résidents. L'indice des prix à la consommation national (IPCN) par contre repose sur les dépenses de consommation des seuls ménages résidents. Avec un taux "IPCN" de 2.5% en décembre, qui est plus significatif et plus comparable pour le Luxembourg, le Grand-Duché se situerait pourtant également au-dessus de la moyenne de la zone euro, en huitième position, ensemble avec la Portugal.

En jetant un regard au-delà des frontières, on note que la France, l'Allemagne et les Pays-Bas enregistrent en décembre 2005 des taux d'inflation plus faibles (1.8% respectivement 2.1% pour les deux suivants) et que la Belgique (2.8%) se situe au-delà de la moyenne européenne et du Luxembourg. La moyenne pondérée du taux d'inflation de ces quatre pays voisins reste en 2005 au même niveau que l'année passée (1.9%). L'écart d'inflation est donc de 0.6 point de % en défaveur du Luxembourg (IPCN) contre 0.3 point de pourcent en 2004.

Tableau 18: Inflation en Europe

Indices harmonisés	nov-04	déc-04	nov-05	déc-05	2004	2005
	Variations annuelles en %					
Luxembourg-IPCN	2.4	2.2	2.5	2.5	2.2	2.5
Luxembourg-IPCH	3.8	3.5	3.6	3.4	3.2	3.8
Union européenne (25 pays)	2.4	2.4	2.3	2.1	2.2	2.2
Zone euro	2.3	2.4	2.3	2.2	2.1	2.2
Allemagne	2.0	2.2	2.3	2.1	1.8	1.9
Belgique	2.1	1.9	2.4	2.8	1.9	2.5
France	2.6	2.3	1.8	1.8	2.3	1.9

Source: EUROSTAT, STATEC (Luxembourg-IPCN)

Tableau 19: Comparaison européenne des douze divisions de l'IPCH (décembre 2005)

Indicateur	Luxembourg-IPCN	UE25	Zone euro	Belgique	Allemagne	France	Pays-Bas
						Variations annuelles en %	
IPCH	2.5	2.1	2.2	2.8	2.1	1.8	2.1
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	1.9	1.3	1.4	1.6	0.8	0.8	0.4
Boissons alcoolisées et tabac	2.6	2.5	2.7	2.7	3.7	0.2	1.4
Articles d'habillement et chaussures	0.5	-0.7	0.3	0.0	-1.9	0.1	-0.8
Logement, eau, électricité et combustibles	5.6	5.3	5.1	5.8	4.9	4.5	5.7
Ameublement, équipement de ménage et entretien	1.4	0.6	0.8	1.0	-0.1	0.8	0.0
Santé	1.0	1.8	1.5	3.3	0.9	2.1	0.9
Transports	3.1	4.2	4.5	5.9	4.9	3.6	5.5
Communications	-2.2	-2.3	-2.8	-1.0	-2.4	-2.6	-1.8
Loisirs, spectacles et culture	1.7	-0.3	0.1	0.6	0.3	-0.9	-0.4
Enseignement	5.1	3.1	2.4	1.6	1.7	3.1	-15.6
Hôtels, cafés, restaurants	3.8	2.6	2.4	2.6	1.0	2.1	1.5
Biens et services divers	1.9	2.5	2.0	2.3	1.2	1.8	2.7
IPCH hors énergie, alimentation, alcool et tabac	1.9	1.3	1.4	1.6	0.6	1.3	0.9

Source: EUROSTAT, STATEC

En ce qui concerne les principales composantes de l'IPCH de la zone euro, ce sont les prix liés aux produits pétroliers, au logement et les prix des transports qui ont augmenté le plus sur un an (+4.5% resp. +5.1%), suivis des prix des boissons alcoolisées et tabac (+2.7%). Au niveau européen, tout comme au Luxembourg, les prix des "Communications" sont en baisse (-2.8% en zone euro). Le taux d'inflation hors énergie, alimentation, alcool et tabac est de 1.4% en décembre 2005 pour la zone euro, contre 1.8% pour le Luxembourg.

Dans l'UE25, l'inflation atteint 2.1% en décembre contre 2.3% en novembre. Les taux les plus élevés ont été observés en décembre 2005 en Lettonie (7.1%), en Slovaquie (3.9), en Espagne (3.7%), en Estonie (3.6%) et en Grèce (3.5%). Le Luxembourg se situe avec un taux IPCN de 2.5% en 15ème position. Les taux les plus faibles ont été observés en Pologne (0.8%), en Finlande (1.1%), en Suède (1.3%), à Chypre (1.4%) et en Autriche (1.6%).

Nouvelle pondération de l'indice des prix à la consommation (IPC) en 2006¹

Conformément à l'article 2 du règlement Grand-ducal du 20 décembre 1999, la liste des positions de référence et leurs pondérations dans l'indice des prix à la consommation est révisée annuellement pour tenir compte des modifications des habitudes de consommation. Aucun changement n'a été apporté à la liste des positions de l'indice.

La pondération pour 2006 est issue des comptes nationaux de l'année 2003; elle repose plus précisément sur les dépenses de consommation finale effectuées en 2003 par les ménages. Ces dépenses ont été recalculées aux prix de décembre 2005: pour chaque agrégat élémentaire de l'indice, la dépense de consommation en volume a été divisée par l'indice de prix moyen de l'année 2003 de cet agrégat et multipliée par l'indice correspondant du mois de décembre 2005 (volume 2003 / indice 2003 * indice décembre 2005).

Pour rappel, l'IPCH – indice des prix à la consommation harmonisé – et l'IPCN – indice des prix à la consommation national – diffèrent par leur pondération. Le premier se base sur la consommation sur le territoire, le deuxième sur la

consommation des résidents. Ainsi, les prix des produits favorisés de la consommation transfrontalière (tabac, essence, alcool) ont un poids nettement plus important dans l'IPCH que dans l'IPCN.

La pondération de l'IPCH est par défaut de 1 000‰, celle de l'IPCN passe de 726.2‰ en 2005 à 761.0‰ en 2006. Ceci s'explique du fait que la part de la consommation des résidents dans le total de la consommation sur le territoire a légèrement augmenté en 2006.

L'analyse de l'évolution de la pondération de 2005 à 2006 par grandes catégories de biens et services (cf. tableau ci-joint) permet de constater qu'au niveau de la consommation totale des résidents (IPCN), deux catégories sur douze connaissent une diminution de leur pondération, en l'occurrence les divisions "loisirs, spectacles et culture" et "hôtels, cafés, restaurants". Les hausses de pondération les plus importantes sont constatées pour les divisions "santé" (+11.1%), "biens et services divers" (+9.6%) et "boissons alcoolisées et tabac" (+8.6%).

¹Extrait de l'avis du CES, "Actualisation annuelle du schéma de pondération de l'indice des prix à la consommation", Luxembourg, le 20 janvier 2006. (<http://www.ces.etat.lu/INDICE2005.pdf>).

L'analyse détaillée de l'évolution de la pondération de 2005 à 2006 soulève les commentaires suivants:

- Le recul de la pondération au niveau de l'IPCH concernant la division "boissons alcoolisées et tabac" résulte principalement d'une baisse relative de la consommation de tabac par les non-résidents, qui pourrait s'expliquer par les grands chantiers autoroutiers.
- Le recul de la pondération IPCH afférente à la division "articles d'habillement et chaussures" tient au recul de la part de la consommation par les non-résidents de vêtements et pourrait s'expliquer par une concurrence accrue au niveau de la Grande Région pour ce type de biens.
- La hausse de la pondération concernant la division "logement, eau, électricité et combustibles" (IPCH et IPCN) résulte principalement de la sous-rubrique "électricité, gaz et autres combustibles" et encore plus précisément des combustibles liquides.
- La division "transports" est marquée par la quasi-stagnation de la pondération entre 2005 et 2006 pour l'IPCH et la forte hausse de celle-ci pour l'IPCN. Les deux indices enregistrent une hausse importante de la

pondération au niveau des achats d'automobiles diesel, alors que les catégories de voitures neuves à essence sont en recul. La grande différence d'évolution entre les pondérations des deux indices résulte ainsi principalement des évolutions divergentes dans la consommation de gas-oil et d'essence. Au niveau de la part de la consommation de gas-oil par les résidents dans leur consommation totale, la pondération de 2006 est de 161% supérieure à celle de 2005. Cette hausse importante résulte principalement de la prise en compte d'une évolution insuffisamment reflétée dans le passé au niveau du poids de la consommation du gas-oil. Cette correction a comme conséquence une sensibilité accrue de l'indice aux variations des prix du gas-oil routier.

- La hausse des pondérations au niveau de la sous-rubrique "protection sociale", résulte d'une hausse relative de la part des dépenses pour maisons de retraite et de soins et pour les crèches, foyers de jour pour enfants.
- La hausse de la pondération de la sous-rubrique "services financiers" s'explique principalement par l'augmentation des commissions payées par les ménages pour les services bancaires.

Tableau: Positions de référence et pondération des années 2005 et 2006

	IPCH			IPCN		
	Pondération 2005	Pondération 2006	Evolution en %	Pondération 2005	Pondération 2006	Evolution en %
Ensemble des biens et services						
IPCH: Consommation totale sur le territoire	1 000.0	1 000.0				
dont: IPCN: Consommation des résidents sur le territoire				726.2	761.0	4.8
01. Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	106.1	111.7	5.3	99.5	105.3	5.8
02. Boissons alcoolisées, tabacs	148.8	137.6	-7.5	29	31.5	8.6
03. Habillement et chaussures	53.9	47.8	-11.3	43.1	43.3	0.5
04. Logement, eau, électricité et combustibles	86.7	90.9	4.8	86.5	90.9	5.1
05. Ameublement, équipement de ménage, entretien	95.6	97.5	2.0	85.5	89.9	5.1
06. Santé	14.1	15.5	9.9	13.5	15.0	11.1
07. Transports	220.1	218.5	-0.7	146.8	156.9	6.9
08. Communications	17.5	17.2	-1.7	16.5	16.5	0.0
09. Loisirs, spectacles, culture	85.1	83.3	-2.1	77.8	77.1	-0.9
10. Enseignement	4.1	4.2	2.4	4.1	4.2	2.4
11. Hôtels, cafés, restaurants	87.3	87.9	0.7	49	48.2	-1.6
12. Biens et services divers	80.7	87.9	8.9	75	82.2	9.6

Source: STATEC

L'évolution des tarifs publics

Les tarifs publics, hors électricité, ont connu une progression moins soutenue en 2005. Leur impact sur l'inflation générale est relativement faible, cette dernière ayant en premier lieu été stimulée par la hausse des prix pétroliers.

Tarifs publics: une notion floue

Il n'existe pas de définition précise ou harmonisée des tarifs publics, également appelés "prix administrés" ou "prix publics". Intuitivement, ces prix sont censés ne pas être déterminés par des mécanismes de marché mais par les pouvoirs publics. Dans la réalité cependant, il n'est pas toujours facile de faire cette distinction.

Pour le STATEC, la série des tarifs publics se compose des éléments suivants:

- les tarifs communaux: alimentation en eau, collecte des ordures ménagères, reprise des eaux usées, frais de stationnement, théâtres, concerts, musées, bibliothèques, etc.;
- l'électricité;
- les autres tarifs: contrôle technique automobile, transport de personnes par chemin de fer, et par autobus, transport combiné de personnes par rail et route, services postaux.

Cette définition est cependant partielle. On peut notamment se demander si l'électricité ou le courrier postal font aujourd'hui réellement partie des tarifs publics. A l'inverse, le prix de certains biens et services qui ne sont pas repris dans cette liste dépend également des pouvoirs publics par l'intermédiaires des taxes, contributions sociales (carburants), droits d'accises, remboursements de soins de santé, etc.

Évolution modérée en 2005, hormis pour l'électricité

Les tarifs publics ont progressé de 4.2% en 2005, contre 4.1% en 2004. L'inflation générale ayant été de 2.5% en 2005, ils contribuent à hauteur de 0.18 points de % à ce résultat. L'impact le plus fort se retrouve au niveau des tarifs de l'électricité (qui ont augmenté de 8.7% entre décembre 2004 et janvier 2005). En terme de pondération, l'électricité compte pour environ 1/3 de l'ensemble des tarifs publics.

Hors électricité, l'évolution des tarifs publics a été relativement sage en 2005 (+2.1%), évoluant moins rapidement que l'inflation générale (mais plus rapidement que l'inflation sous-jacente). Rappelons que les tarifs communaux avaient nettement accéléré sur les deux années précédentes (+9.4% en 2003 et +6.4% en 2004), sous l'impulsion des frais de stationnement (resp. +19% et +26%) et de la reprise des eaux usées (+18% en 2003). L'année 2003 avait par ailleurs été marquée par la progression des prix des transports publics (+7.5%).

Les annonces de hausses se confirment à partir de janvier 2006

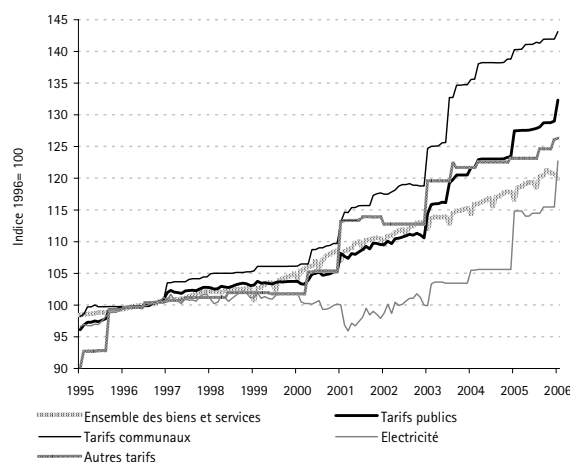
En janvier 2006, les tarifs publics ont à nouveau connu une forte progression (+2.6% par rapport à décembre 2005). Cette hausse est principalement due à la hausse des prix de l'électricité (6.3% par rapport à décembre 2005). Les tarifs communaux se sont accrus de 0.8% sur ce mois, principalement à cause des prix de l'alimentation en eau (+2% sur un mois) et de la collecte des ordures ménagères (+1.4%), mais aussi des positions "reprise des eaux usées" et "frais de stationnement" (+0.6% chacune). En ce qui concerne les autres tarifs, on note une hausse de 0.2%, qui est à mettre sur le compte du contrôle technique automobile (+7.8% sur ce mois).

Comparé à la hausse des tarifs publics de janvier 2005 (+3.3% sur un mois), celle de janvier 2006 reste pourtant encore modérée. Il y a un an, les positions "électricité" (+8.7%), "théâtres, concerts, musées, bibliothèques" (+2.7%) et "frais de stationnement" (+1.1%) avaient connu des hausses de prix plus significatives.

L'effet de la hausse des tarifs publics en janvier 2006 (+3.8% en rythme annuel) sur l'indice général hors solde (+2.9% en rythme annuel) est de 0.33 points de %. Les tarifs public représentent 8.6% du total des prix à la consommation nationale.

Notons encore que d'autres hausses des tarifs publics sont annoncées pour l'année 2006. Les tarifs des transports publics vont augmenter en date du 1^{er} mars 2006 (le prix d'un billet de courte distance va par exemple passer de 1.2 à 1.5 EUR, ce qui représente une hausse de 25%) et certaines communes ont déjà annoncé un relèvement des prix de leurs services au cours de l'année 2006.

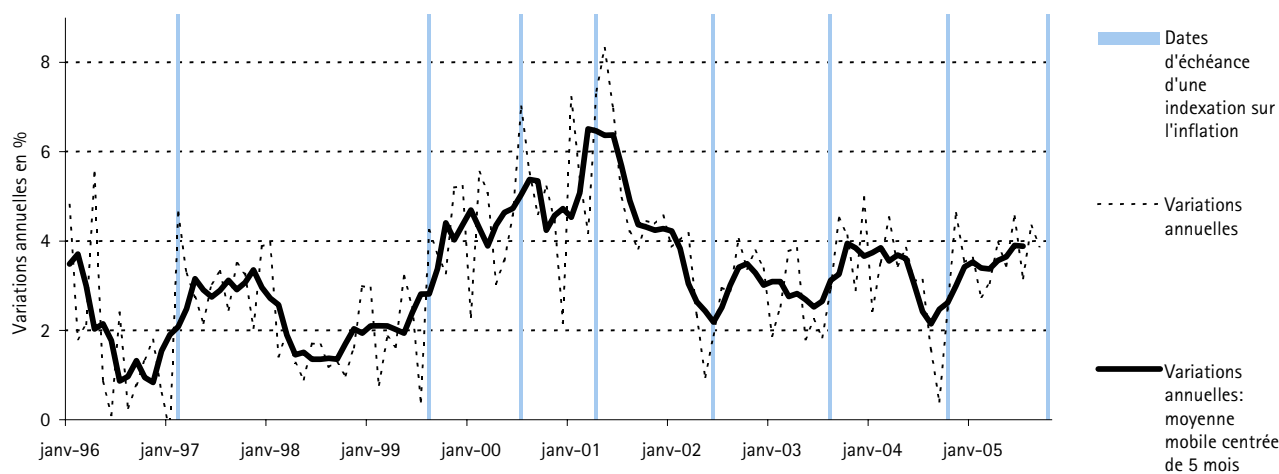
Graphique: Inflation générale et tarifs publics



Source: STATEC

3.2 Salaires

Graphique 26: Évolution du coût salarial nominal moyen (par mois et par salarié) au Luxembourg



Source: IGSS, STATEC

Accélération du coût salarial

Depuis la mi-2002, le coût salarial moyen par mois et par personne, sur base des données de l'IGSS (Inspection générale de la Sécurité sociale), progresse en rythme annuel dans une fourchette allant de 2% à 4%. Sur les neuf premiers mois de 2005, le coût salarial moyen progresse de 3.6% en moyenne, contre 3.1% en 2004. Si l'on tient compte du coût salarial moyen par mois et par heure prestée (déclarée à la Sécurité sociale), on constate une plus forte accélération: de +2.9% en 2004, la progression du coût salarial moyen horaire étant passé à +4.1% sur les neuf premiers mois de 2005 et se situant en septembre 2005 à quelque 21.7 EUR l'heure.

En 2005, la contribution de l'indexation à la progression des salaires est de 2.5 points de % (les deux dernières tranches indiciaires sont intervenues en octobre, donc sur un rythme de douze mois). L'influence des facteurs non liés directement à l'indexation (comme par exemple les augmentations prévues par les conventions collectives ou encore les primes et gratifications) est donc de 1.1 point de % sur les neuf premiers mois de 2005, soit au même niveau que sur les années antérieures. Hors indexation, la progression du coût salarial s'est maintenue à quelque +1% sur les quatre dernières années.

En 2005, l'évolution des salaires dans les différentes branches va de pair avec l'évolution de l'activité. Les branches qui se distinguent par une bonne évolution de l'activité (industrie, horeca, transports et communications, secteur financier, immobilier, location

et services aux entreprises) affichent également une accélération du coût salarial moyen sur cette période.

La construction, dont l'activité tourne au ralenti en 2005, note une décélération du coût salarial moyen par personne (+1.9% sur les neuf premiers mois de 2005 contre +3.5% en 2004). Ce ralentissement s'explique essentiellement par une baisse des heures de travail. En effet, les heures de travail par travailleur déclarées à la Sécurité sociale ont diminué de 1.4% sur les neuf premiers mois de 2005 dans la construction alors qu'elles notaient encore une hausse importante en 2004 (+0.9%). Ainsi, la progression du coût salarial horaire moyen dans la construction passe de 2.6% en 2004 à 3.4% en 2005 (9 mois).

Les deux secteurs ayant contribué le plus à l'accélération du coût salarial moyen en 2005 sont le secteur financier et l'immobilier, location et services aux entreprises. La croissance passe de 3.1% en 2004 à 5.1% (9 mois) dans le secteur financier et de 1.6% à 4.7% sur la même période dans l'immobilier, location et services aux entreprises (l'accélération est similaire si on prend le coût horaire). Hors secteur financier et immobilier, location et services aux entreprises (ces deux secteurs représentent environ 1/3 de la masse salariale), le coût salarial moyen par mois et par personne aurait décéléré en 2005: +3.1% en 2005 (9 mois) contre +3.6% en 2004. Dans ces deux branches, la croissance des différentes composantes du salaire brut révèle une contribution de 1.3 points de % des primes et gratifications.

Tableau 20: Emploi salarié et décomposition du coût salarial

	Emploi salarié		Coût salarial nominal moyen, par mois et par salarié		
	Total	Indexation	Autres		Total
	Variation annuelle en %	Contribution à la croissance annuelle en points de pourcentage		Variation annuelle en %	
1996	2.7	0.8	1.0		1.8
1997	3.3	2.3	0.6		2.9
1998	4.8	0.2	1.6		1.8
1999	5.3	1.0	1.9		3.0
2000	6.0	2.7	1.6		4.3
2001	6.0	3.1	2.3		5.5
2002	3.3	2.1	1.1		3.1
2003	2.0	2.1	1.1		3.2
2004	2.6	2.1	1.0		3.1
2005 (9 mois)	3.2	2.5	1.1		3.6
2004 T1	2.0	2.5	1.0		3.5
2004 T2	2.6	2.5	1.0		3.5
2004 T3	2.8	0.8	0.9		1.7
2004 T4	2.9	2.5	1.1		3.6
2005 T1	3.2	2.5	0.6		3.1
2005 T2	3.0	2.5	1.5		4.0
2005 T3	3.2	2.5	1.3		3.8

Source: IGSS, STATEC

D'après une étude de KPMG sur les salaires dans le secteur financier (KPMG Remuneration survey 2005¹), la structure des salaires aurait changé légèrement sur les dernières années. La part variable prendrait de plus en plus d'importance dans les salaires élevés (20% du salaire selon les résultats de la dernière enquête). L'évolution favorable des bourses et de l'activité bancaire en 2005 a donc certainement eu une influence à la hausse sur les salaires dans cette branche.

Une autre étude, relative à l'emploi des cadres en Europe², révèle que l'emploi dans les carrières supérieures a augmenté au Luxembourg de 1.8% entre juillet 2004 et juin 2005. Cette hausse provient surtout des recrutements externes (+8%), les promotions internes ayant baissé de 17% sur la même période. Ce sont surtout les personnes expérimentées qui ont été recrutées: 53% avaient plus de 5 ans d'expérience, 25% entre 1 et 5 ans et 24% moins d'un an. Par rapport à l'année précédente, il y a eu un renforcement des recrutements de cadres débutants et de cadres expérimentés. La hausse des salaires dans les services (63% des cadres ont été recrutés dans les services) pourrait ainsi partiellement s'expliquer par une hausse des recrutements de personnes expérimentées, exigeant des salaires plus élevés. Une autre explication pourrait

être la baisse des départs (-10%). Si, pendant les années de conjoncture morose, les préretraites et licenciements visaient souvent des personnes à salaire élevé, une baisse de ces départs aurait un effet à la hausse des salaires.

Comparaison internationale

Au niveau communautaire, c'est l'indice du coût horaire du travail (ICT) qui sert d'indicateur harmonisé dans une optique de court terme, infra-annuelle. Celui-ci est élaboré trimestriellement pour l'économie entière hors agriculture, administration publique, éducation, santé, services collectives et personnels, services domestiques et activités extra-territoriales et indique le coût salarial par heure payée.

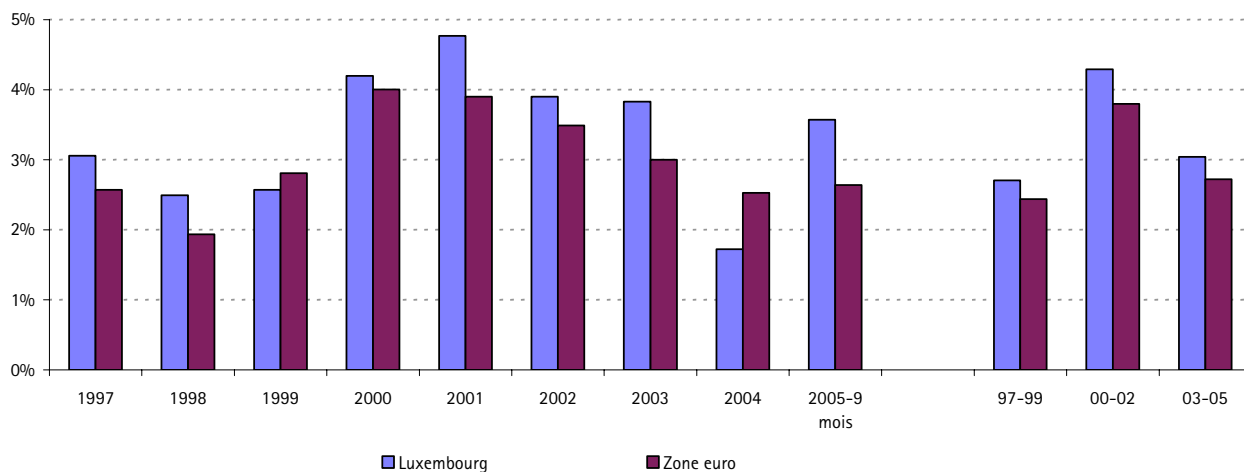
Au troisième trimestre 2005, le coût horaire total de la main-d'œuvre a augmenté de 3.1% sur un an au Luxembourg contre +3.8% au deuxième trimestre. Dans la zone euro, la hausse annuelle passe de 2.5% à 2.2% sur la même période et celle de l'UE25 reste inchangé à 2.7%. Les hausses les plus fortes ont été enregistrées en Lettonie (15.7%), Lituanie (10.7%), en Estonie (8.8%) et en Slovaquie (8.1%). L'Allemagne (+1.1%), le Portugal (+1.2%), Malte (+1.5%) et le Danemark (+2.3%) ont connu les hausses les plus faibles³.

¹ <http://www.kpmg.lu/Download/Surveys/Remunerationsurvey2005english.pdf>

² "L'Europe des cadres, Enquête sur les perspectives de l'emploi cadre en Europe", de l'APEC, Association Pour l'Emploi des Cadres, Novembre 2005, <http://www.apec.fr/resource/mediatec/domain1/media19/7622-xlrly3r4kup.pdf>

³ http://epp.eurostat.ec.eu.int/pls/portal/docs/PAGE/PGP_PRD_CAT_PREREL/PGE_CAT_PREREL_YEAR_2005/PGE_CAT_PREREL_YEAR_2005_MONTH_12/3-15122005-FR-AP.PDF

Graphique 27: Indice du coût horaire du travail, comparaison européenne



Source: EUROSTAT

4. Relations économiques extérieures

Léger recul de l'excédent courant et forte croissance des exportations de services

Tableau 21: Balance courante du Luxembourg

Libellé	Année									Neuf mois					
	2002			2003			2004			2004			2005		
	Crédit	Débit	Net	Crédit	Débit	Net	Crédit	Débit	Net	Crédit	Débit	Net	Crédit	Débit	Net
	Unité: Mio EUR														
Compte courant	87 802	85 152	2 651	80 731	79 093	1 638	90 803	87 952	2 851	68 042	65 960	2 082	76 610	74 599	2 011
Biens et services	31 735	25 263	6 473	32 203	25 954	6 248	37 681	30 451	7 230	27 818	22 381	5 437	31 645	24 921	6 724
Biens	10 129	12 266	-2 137	9 779	12 367	-2 589	10 990	13 763	-2 772	8 047	10 072	-2 025	8 634	10 611	-1 977
Services	21 606	12 996	8 610	22 424	13 587	8 837	26 691	16 689	10 002	19 771	12 309	7 462	23 011	14 310	8 701
Services financiers	12 968	6 724	6 244	12 791	6 647	6 144	15 454	8 207	7 247	11 359	5 993	5 366	14 158	7 622	6 536
Services autres que financiers	8 638	6 273	2 365	9 633	6 940	2 693	11 236	8 481	2 755	8 412	6 316	2 096	8 852	6 687	2 165
Revenus	52 275	55 765	-3 490	45 243	49 305	-4 061	49 555	52 884	-3 329	37 612	40 105	-2 493	42 109	45 928	-3 819
Rémunération des salariés	848	4 176	-3 328	889	4 412	-3 523	929	4 771	-3 842	694	3 427	-2 733	715	3 765	-3 050
Revenu des investissements	51 427	51 589	-162	44 354	44 893	-539	48 626	48 112	514	36 918	36 678	240	41 394	42 163	-769
Transferts courants	3 792	4 124	-332	3 285	3 834	-549	3 567	4 618	-1 051	2 612	3 474	-862	2 857	3 751	-894
Administrations publiques	1 224	1 289	-65	1 454	1 237	218	1 430	1 379	51	1 038	1 054	-16	1 205	1 176	30
Autres secteurs	2 568	2 835	-267	1 831	2 597	-766	2 137	3 239	-1 102	1 574	2 420	-846	1 651	2 575	-924

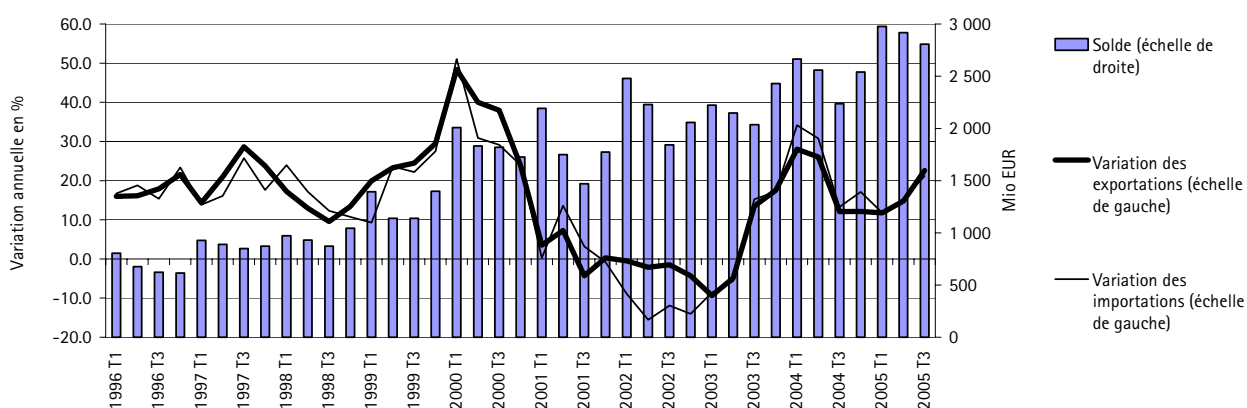
Sources: STATEC, BCL

La balance courante des neuf premiers mois de 2005 se solde par un excédent de 2.01 Mia EUR, contre 2.08 milliards à la même période de l'année précédente. Ce léger recul est essentiellement dû à une nette dégradation du solde des revenus qui n'est que partiellement compensée par l'excédent croissant des échanges internationaux de services.

L'amélioration du solde positif de la balance des services s'explique quasi exclusivement par le nouveau record de l'excédent des services financiers (de 2.31 Mia EUR) au 3^{ème} trimestre 2005, contre 1.78 milliards un an auparavant). L'embellie des marchés financiers et le positionnement favorable des gestionnaires résidents d'organismes de placement collectif (OPC) ont entraîné

une croissance de quelque 25% des exportations de services financiers au cours des trois premiers trimestres. Il ressort d'un examen plus détaillé que l'envolée de l'actif net des OPC s'explique en 2005 à raison de 55% par un effet de volume (émissions nettes) et pour l'autre partie (45%) par un effet prix (marchés financiers). Comme l'évolution des exportations de services financiers a été relativement plane en 2004 (de quelque 3.7 Mio EUR) par trimestre au cours des 9 premiers mois), l'on a assisté à une progression fulgurante en 2005, avec un taux de progression passant de 19% au premier trimestre à 22%, puis à 33% au troisième trimestre.

Graphique 28: Évolution des échanges internationaux de services



Source: STATEC

L'accroissement de l'excédent des services de transport de 643 Mio EUR à 774 millions s'explique surtout par la bonne tenue des activités de fret aérien et de la hausse des prix de ces services à la suite du renchérissement du pétrole. En revanche, le solde de la rubrique "voyages" s'est tassé du fait d'une quasi stagnation des recettes à la suite de la chute des ventes de cigarettes.

Le léger recul du déficit commercial s'explique par une bonne tenue des exportations industrielles et par une poussée (en volume et en valeur) des ventes de gasoil routier aux transporteurs professionnels non résidents. Au cours des trois premiers trimestres de 2005 les exportations de marchandises ont continué à progresser en valeur, même si le rythme de croissance a sensiblement baissé, passant de 7.4% au premier trimestre, à 3.8% au second et à seulement 1.8% au troisième. Cette décélération s'explique essentiellement par le recul des exportations sidérurgiques vers la France dans le cadre d'une restructuration au sein du groupe sidérurgique. Au cours des deux derniers trimestres sous revue, les expéditions de produits métalliques ont ainsi au total chuté de quelque 10%; pour les neuf premiers mois le recul est de 4.6%. En revanche, les autres exportations de marchandises ont progressé de plus de 8%. Notons en particulier la poussée des exportations de machines et équipements de quelque 16% en valeur au cours des deuxième et troisième trimestres.

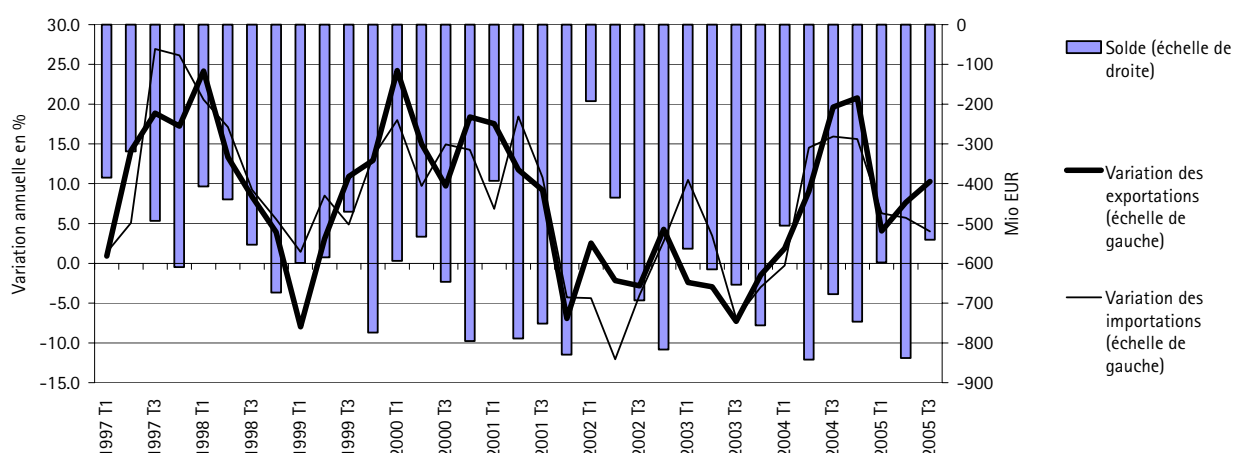
Sous l'effet du recul des livraisons en France, les expéditions vers les pays de l'UE ont plutôt stagné au cours des derniers trimestres. Par contre, les ventes en Asie et aux Etats-Unis ont continué à progresser fortement. Au début de la décennie, les ventes aux Etats-Unis étaient marquées par une chute des livraisons sidérurgiques, dont la part relative passait de plus de 50% encore en 2000 à 34% seulement en 2003 (les exportations totales aux Etats-Unis ayant baissé de 33% durant cette même période).

Depuis, les exportations sidérurgiques ont de nouveau repris (pour représenter en 2005 près de 45% des ventes totales. Par ailleurs, les exportations en Asie sont marquées par une expansion très forte vers les NEIA¹ qui absorbent aujourd'hui plus de 60% des ventes en Asie. Au cours des derniers trimestres, le rythme de croissance a été supérieur à 30%, voire 40%. En revanche, les exportations vers le Japon, qui se chiffrent à moins de 8 millions d'euros par trimestre, sont encore en recul (après leur chute de quelque 18% en 2004).

Les importations de marchandises sont marquées par la flambée des prix pétroliers. Aussi, les importations de produits énergétiques ont-elles augmenté en valeur de 35% au cours des deux premiers trimestres et même de 41% au troisième trimestre 2005, après une hausse de même ampleur au cours des trois derniers trimestres de 2004. Outre le renchérissement du pétrole – plus particulièrement au cours des deux dernières années – il convient également de noter que le volume importé a quasiment doublé au cours des dix dernières années, sous l'effet de l'extension du parc automobile ainsi que des importations de produits pétroliers destinées aux non-résidents de passage au Luxembourg.

Désormais, les importations énergétiques représentent à nouveau plus de 10% des importations totales, contre seulement 6% à la fin de la décennie précédente. Cette importante hausse des approvisionnements en énergie a été en partie amortie par le recul des importations de produits métalliques à la suite de la restructuration mentionnée plus haut. L'ensemble des autres achats à l'étranger a plutôt stagné au troisième trimestre 2005, après un recul de 4% au second trimestre (dû à des acquisitions exceptionnels d'aéronefs en avril 2004). Cette tendance au tassement des importations sera interrompue au quatrième trimestre par une livraison (en novembre 2006) d'un aéronef.

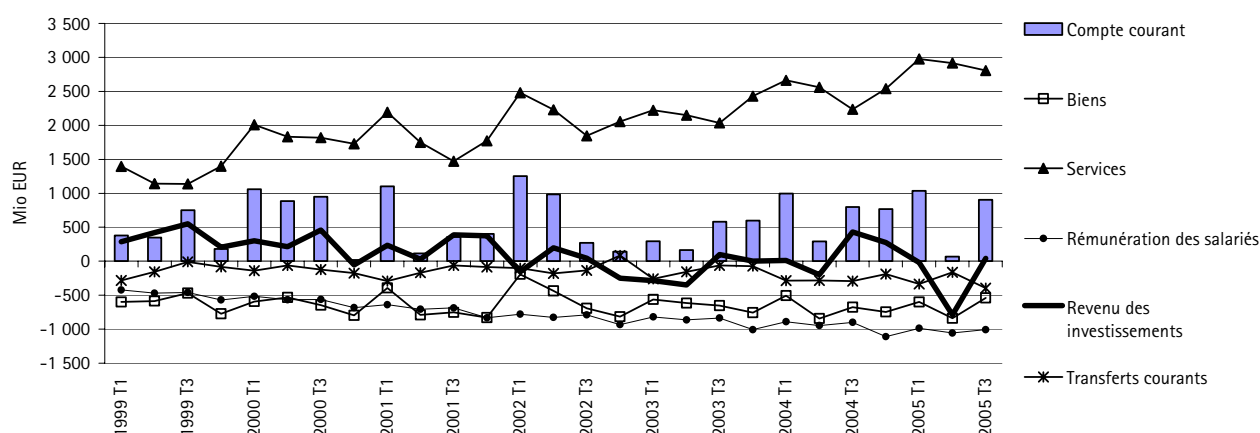
Graphique 29: Évolution des échanges de biens



Source: STATEC

¹ Nouvelles économies industrialisées d'Asie: Chine, Hong Kong, Taiwan, Corée du Sud, Singapour, Indonésie, Malaisie

Graphique 30: Soldes partiels de la balance courante du Luxembourg 1999-2005



Sources: STATEC, BCL

Le solde des revenus a atteint un déficit de près d'un milliard d'euros au troisième trimestre 2005 qui s'explique par le versement net à l'étranger au titre de la rémunération des salariés. En effet, la somme des salaires revenant ce trimestre aux salariés frontaliers (1.2 Mia EUR) est partiellement compensé (240 Mio EUR) par les salaires touchés par des fonctionnaires internationaux résidant au Luxembourg.

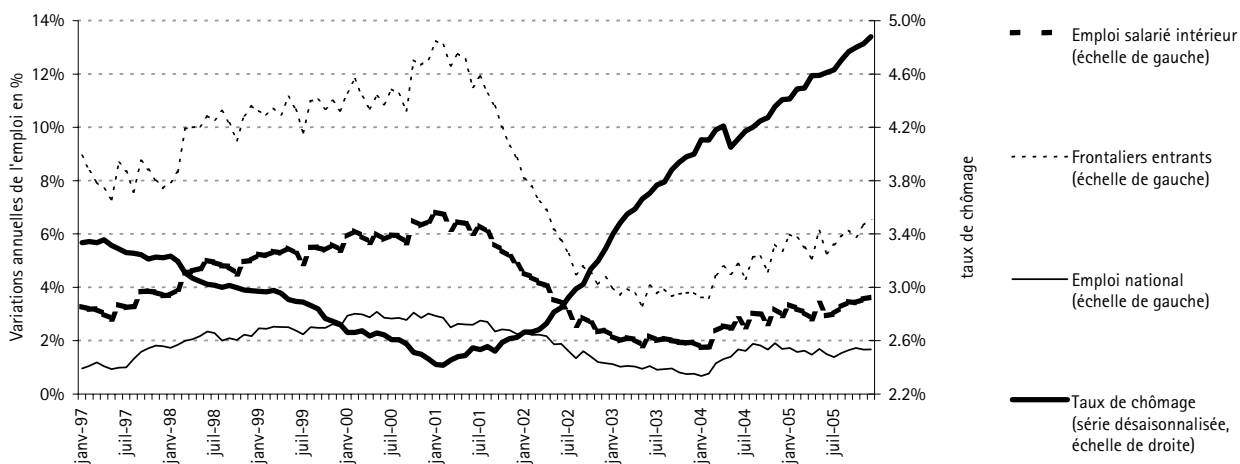
Par ailleurs, la balance du revenu des investissements a évolué proche de l'équilibre; le revenu net attribué aux

investisseurs directs étrangers (au Luxembourg) est compensé par les excédents réalisés sur les autres formes d'investissements - grâce notamment au développement favorable de la place financière.

La nouvelle détérioration du solde négatif des transferts courants est notamment à mettre en relation avec la réallocation du revenu monétaire (seigneuriage) dans le cadre de l'Eurosystème.

5. Emploi et chômage

Graphique 31: Emploi et chômage



Sources: STATEC, ADEM, IGSS

Résumé de la situation du marché du travail

Depuis le deuxième trimestre 2004, la croissance de l'emploi salarié intérieur se renforce: de 1.7% en janvier 2004, elle passe à 3.5% en septembre 2005. Sur les neuf premiers mois de 2005, la hausse s'élève ainsi à 3.2% contre 2.5% il y a un an. Parallèlement, le chômage continue d'augmenter, même si le rythme de croissance s'est affaibli depuis la mi-2003.

Pour tenter d'expliquer cette évolution du marché du travail, souvent qualifiée d'atypique ou de paradoxale, il convient de nuancer la hausse de l'emploi. Quelques éléments extra-conjoncturels laissent penser que le dynamisme sous-jacent est moins prononcé que ne le traduisent les chiffres bruts.

- L'accélération de l'emploi sur le début de 2005 pourrait en partie s'expliquer par une réduction de la durée de travail. En effet, sur cette période, les heures travaillées n'ont pas accéléré et la hausse du travail à temps partiel est plus prononcée que sur les années antérieures.
- En enlevant le travail intérimaire et certaines branches concernées par des emplois dits "fictifs" (cf. encadré pp. 50-52), la croissance de l'emploi est nettement moins dynamique (+2.9% sur les neuf premiers mois de l'année contre +3.2%).
- La majorité des créations d'emplois provient de la branche santé et action sociale, qui regroupe, entre autres, les emplois "aidés" par l'État luxembourgeois. Ainsi, l'application de la loi du 12 septembre 2003, relative au revenu des personnes handicapées, a entraîné une hausse de quelque 400 personnes occupées dans des ateliers protégés (4% du total des créations nettes d'emplois salariés). De plus, une grande partie des personnes engagées dans une mesure pour l'emploi à l'ADEM se retrouve dans les statistiques d'emploi.
- En réalité, deux branches contribuent à l'accélération de l'emploi: le secteur financier et l'immobilier, location et services aux entreprises. Toutes les autres branches restent à la traîne; l'emploi y recule ou augmente moins vite qu'en 2004.

Quelques précisions méthodologiques

Emploi

Il convient de distinguer l'"emploi national" de l'"emploi intérieur". L'emploi national représente l'ensemble des travailleurs résidant au Luxembourg. Ainsi, il exclut les frontaliers entrants et inclut les salariés résidents travaillant à l'étranger (environ 700 personnes) ou auprès des institutions internationales (environ 8 000 personnes). L'emploi intérieur regroupe toutes les personnes travaillant auprès des entreprises actives sur le territoire du Luxembourg, indépendamment de leur pays de résidence. De ce fait, il comprend les frontaliers entrants et exclut les salariés des institutions internationales ainsi que les résidents travaillant à l'étranger. L'emploi intérieur se compose des travailleurs salariés pour 93% et des travailleurs indépendants pour 7%.

Chômage

Au Luxembourg, on distingue deux sources pour déterminer le nombre de chômeurs: les fichiers administratifs de l'Administration de l'emploi (ADEM) et les enquêtes sur les forces de travail (EFT). Ainsi, le nombre de chômeurs (et donc également le taux de chômage) peut varier selon la source d'information utilisée.

Les enquêtes sur les forces de travail représentent une actualisation continue du nombre de chômeurs basée sur le dernier recensement de la population. Elles adoptent les critères tels que préconisés par le Bureau International du Travail (BIT) pour la définition du chômage: être sans emploi durant la période de référence, c.-à-d. n'avoir aucune activité rémunérée aussi limitée soit elle; être activement à la recherche d'un emploi; être disponible pour occuper un nouvel emploi éventuel dans un délai de quinze jours.

Pour l'ADEM, les critères sont similaires à ceux préconisés par le BIT. Pourtant, près de 40% des chômeurs BIT ne sont pas inscrits auprès de l'ADEM, dont 50% chez les 16-24 ans, ce qui explique la grande différence entre le chômage des jeunes de source EFT et de source ADEM. Il en est de même pour les personnes qui arrivent en fin de droit d'indemnité de chômage. Un autre inconvénient des données de l'ADEM est que les fichiers administratifs font souvent l'objet de ruptures: en cas de changement de

législation¹, de procédures internes ou de reclassements (cf. Révision des statistiques du chômage pp. 53-54), etc. De plus, on peut observer un biais d'inscription en raison du rôle d'intermédiaire que joue l'ADEM au niveau des politiques de l'emploi.

Les deux sources ont pourtant leurs avantages et leurs inconvénients. Le grand avantage des données de l'ADEM est la disponibilité rapide. En effet, les données issues des EFT ne sont disponibles que sur une base annuelle, alors que celles de l'ADEM le sont sur base mensuelle, dans des délais très brefs de surcroît.

L'EFT étant une enquête qui se base sur un échantillon de quelque 8 500 ménages privés résidents, les résultats comportent une certaine marge d'erreur, qui peut devenir très importante dès que l'on procède à une ventilation plus fine des résultats. Aussi y a-t-il le problème de la non-réponse sélective (les chômeurs ont plus tendance à ne pas répondre au questionnaire que les personnes ayant un emploi), qui fait que le chômage peut être sous-estimé à partir des EFT. Finalement, il peut également y avoir des ruptures de série dans une enquête. Ainsi, à partir de 2003, l'enquête EFT ne se fait plus sur une semaine de référence au printemps mais en continu sur toute l'année.

Pour ce qui est des relations entre le "chômage BIT" et le "chômage inscrit ADEM", un certain rapprochement peut être constaté depuis que la statistique officielle du chômage exclut les demandeurs d'emplois bénéficiant d'une mesure de mise au travail. A partir du moment où une mesure pour l'emploi donne droit à une rémunération, les personnes concernées ne sont plus considérées comme chômeurs selon les critères du BIT.

A partir de ces deux sources sont calculés différents concepts de taux de chômage. Le taux de chômage officiel, encore appelé chômage au sens strict ou enregistré, se base sur les demandes d'emploi non satisfaites (DENS) recensées par l'ADEM. Le taux de chômage "au sens large" se base lui aussi sur les demandes d'emplois non-satisfaites auprès de l'ADEM, en rajoutant les personnes occupées dans le cadre de mesures pour l'emploi. Le taux de chômage publié par Eurostat se base sur les EFT mais se sert également, pour l'évolution intra-annuelle, des données ADEM.

¹ Les lois du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle et du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, expliquent à raison de 50% la hausse du chômage ADEM en 2005!

5.1 Emploi

Depuis le deuxième trimestre 2004, l'emploi salarié intérieur accélère: il passe d'une croissance de 1.7% en janvier 2004 à +3.5% en septembre 2005. Deux branches contribuent effectivement à l'accélération de l'emploi: le secteur financier et l'immobilier, location et services aux entreprises.

Progression plus forte des travailleurs frontaliers

Alors que la progression de l'emploi salarié résident passe de 1.2% sur les neuf premiers mois de 2004 à 1.5% sur la même période de 2005, celle de l'emploi frontalier passe de 4.5% à 5.7%. Les frontaliers occupent, sur les neuf premiers mois de l'année 71.6% des 8 879 emplois salariés créés. La part des frontaliers dans les nouveaux emplois salariés créés reste donc inchangée par rapport à l'année passée.

Stagnation de la progression des heures déclarées

Sur les neuf premiers mois de l'année 2005, l'emploi salarié intérieur connaît en moyenne une progression de 3.2%, contre 2.5% sur la même période en 2004. Si l'on considère toutefois les heures effectivement travaillées, telles que déclarées par les employeurs à la Sécurité sociale, il n'y a plus d'accélération (+2.7% sur les 9 premiers mois de 2005). La progression de l'emploi en 2005 s'explique ainsi en partie par une augmentation des personnes travaillant à temps partiel (+7% sur les neuf premiers mois contre +4.3% en 2004).

Évolution de l'emploi dans les différentes branches

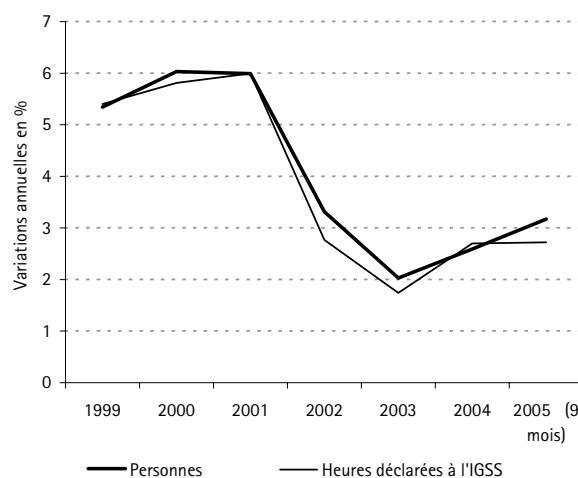
Si l'on analyse l'emploi dans les différentes branches, on note une accélération en 2005 auprès des services aux entreprises, du secteur financier et de la branche santé et action sociale (cf. tableau 22). Sur la fin de l'année, la construction et les transports et communications, qui marquaient un ralentissement depuis 2001, retrouvent un rythme plus prononcé. La croissance de l'emploi dans le commerce et l'Horeca se voit divisée par deux par rapport à l'année passée. L'industrie reste la seule branche dont l'emploi continue à diminuer, cette baisse est cependant

plus faible en 2005 (-0.4% contre -0.7% sur les années d'avant).

Notons encore que les créations d'emploi dans la branche santé et de l'action sociale sont principalement dues aux emplois dits "aidés".

- Depuis le 1er juin 2004, en application de la loi du 12 septembre 2003 relative au revenu des personnes handicapées, bon nombre de personnes handicapées, occupées dans des ateliers protégés, sont reprises dans l'emploi salarié. Il s'agit d'une hausse de l'emploi à raison de quelque 400 personnes, soit 4% du total des créations nettes d'emplois salariés.
- En 2005, 3 421 personnes ont été occupées en moyenne par mois dans une mesure pour l'emploi¹, ce qui représente plus d'un quart des demandeurs d'emploi au sens large enregistrés à l'ADEM et environ 1.2% de l'emploi salarié intérieur. Il s'agit d'une création de 291 emplois, soit 3.3% du total des créations nettes d'emplois.

Graphique 32: Évolution de l'emploi salarié et des heures de travail déclarées à l'IGSS



Source: IGSS

¹ Il s'agit des personnes inscrites à l'ADEM et engagées dans une mesure pour l'emploi. La majorité de ces personnes est inscrite à la Sécurité sociale luxembourgeoise et figure donc également dans les statistiques de l'emploi.

Tableau 22: Emploi salarié par branches

Branche	Nace	2002				2003				2004				2005*	
		Nombre de personnes				Variation annuelle en %				Contribution à la croissance, en points de %					
Industries extractives	10-14	318	323	325	324	1.8	1.5	0.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Industries manufacturières	15-37	34 535	34 291	34 045	33 926	-0.8	-0.7	-0.7	-0.4	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	
Electricité, gaz et eau	40-41	986	1 012	1 019	1 011	2.4	2.6	0.7	-1.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Construction	45	29 100	29 813	30 819	31 608	4.5	2.5	3.4	3.1	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	
Commerce, réparation	50-52	35 983	36 502	37 428	37 780	3.2	1.4	2.5	1.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	
Hôtels et restaurants	55	11 181	11 554	12 034	12 254	3.5	3.3	4.2	2.0	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	
Transports et communications	60-64	23 719	24 568	25 462	26 038	4.4	3.6	3.6	2.5	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	
Intermédiation financière et assurances	65-67	33 888	33 207	33 432	34 464	2.6	-2.0	0.7	3.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	
Immobilier, location et services aux entreprises	70-74	36 304	37 405	38 372	40 922	5.4	3.0	2.6	7.2	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	
Administration publique	75	32 915	33 455	34 557	35 141	4.4	1.6	3.3	2.1	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	
Education	80	1 295	1 448	1 506	1 619	6.3	11.8	4.0	8.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Santé et action sociale	85	15 578	16 666	17 876	19 633	7.4	7.0	7.3	11.2	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	
Autres	01-10, 90-99	12 927	13 944	14 419	14 371	-1.4	7.9	3.4	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Economie entière	01-99	268 729	274 188	281 294	289 090	3.3	2.0	2.6	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	3.2	

Source: IGSS, données corrigées

* 9 mois

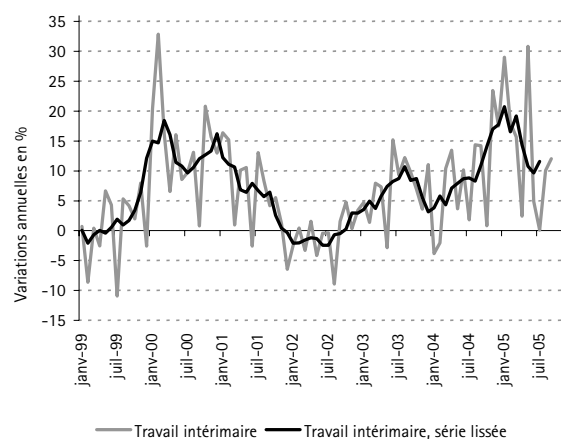
Le travail intérimaire

En septembre 2005, le nombre de travailleurs intérimaires a atteint 7 286 personnes, ce qui représente 2.5% de l'emploi salarié intérieur. Depuis 2002, année où il était en baisse, le travail intérimaire connaît une forte accélération. Même si sa progression est au ralenti sur les derniers mois, la croissance reste, avec quelque +10% au troisième trimestre, toujours élevée.

Cette forme de travail flexible est souvent considéré comme un indicateur précurseur pour la tendance générale d'une économie, voire de son marché du travail. Si l'on observe son évolution, on note en effet que le creux a déjà été atteint en 2002 alors que celui de l'activité, en Europe et au Luxembourg, n'a été atteint qu'en 2003.

L'influence du travail intérimaire sur l'évolution de l'emploi salarié total est importante. Sur les neuf premiers mois de l'année, la croissance de l'emploi salarié serait de 0.2 points de % plus basse hors travailleurs intérimaires (+3.0% au lieu de +3.2%).

Graphique 33: Évolution du travail intérimaire



Source: IGSS

Tableau 23: Travail intérimaire

	Année							2005		
	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005 ¹	T1	T2	T3
	Moyennes mensuelles									
Nombre d'intérimaires	2 483	4 473	4 758	4 720	5 055	5 489	5 545	5 851	6 424	6 497
Heures travaillées (milliers)	1 367	2 471	2 640	2 601	2 771	3 017	6 757	790	928	907
Nombre de contrats	3 065	11 202	12 203	12 749	14 480	16 605	...	...	...	...
Entreprises utilisatrices	560	1 131	1 144	1 172	1 214	1 356	...	...	...	...
	1995-1999							2000-2004		
	Variations annuelles en %									
Nombre d'intérimaires	11.7	4.5	6.4	-0.8	7.1	8.6	8.6	13.0	20.5	11.7
Heures travaillées	11.3	4.4	6.8	-1.5	6.6	8.9	8.9	14.3	21.0	18.7
Nombre de contrats	40.1	9.6	8.9	4.5	13.6	14.7	...	...	...	...
Entreprises utilisatrices	19.5	4.0	1.2	2.4	3.6	11.7	...	...	...	...

Source: IGSS, Ministère du Travail

¹ 9 mois

La problématique des emplois "fictifs"

Les données sur l'emploi salarié, issues des fichiers administratifs de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale (IGSS), sont la source principale pour analyser le marché du travail à court terme. En effet, les données sont disponibles mensuellement et permettent entre autres d'analyser l'évolution de l'emploi et des salaires par résidence, sexe et secteur d'activité. Pourtant, d'un point de vue économique, une augmentation des personnes enregistrées à la Sécurité sociale luxembourgeoise, ne correspond pas toujours à une création d'emploi "effective" sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. De ce fait, certaines créations d'emplois enregistrées à la Sécurité sociale peuvent être considérées comme "fictives", car l'emploi peut augmenter, sans qu'il n'y ait création d'emploi sur le territoire qui puisse potentiellement être occupé par un travailleur résident.

En l'absence de définition précise d'emploi "fictif", on pourrait distinguer trois cas:

1. Les affiliations fictives voire frauduleuses à la Sécurité sociale qui peuvent exister malgré les précautions et contrôles réguliers.
2. Les "délocalisations" d'entreprises vers le Luxembourg.

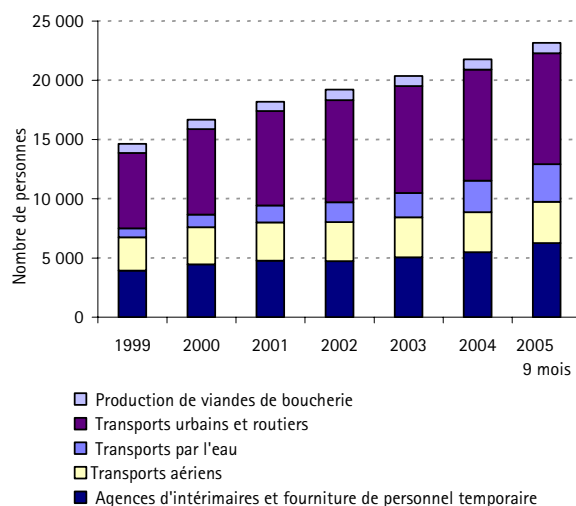
Cette catégorie regroupe toutes les entreprises qui, en raison de la situation avantageuse du Luxembourg en matière de taux de cotisations sociales, viennent s'y installer. Celles-ci sont souvent originaires de la Grande-Région et délocalisent leur activité ainsi que l'ensemble de leur personnel au Grand-Duché. Ces emplois créés sont au départ destinés à être pourvus par des travailleurs frontaliers, et ne sont donc pas "offerts" aux résidents. Ces activités ont toutefois une incidence positive sur l'économie (sur le PIB, les recettes fiscales, etc.).

3. Les affiliations en vertu de dérogations au principe de la "Lex loci laboris": la personne qui exerce une activité professionnelle sur le territoire d'un État membre est soumise à la législation de cet État, ce qui constitue la règle générale en matière d'affiliation à la Sécurité sociale¹. Les dérogations concernent le détachement et les règles particulières aux transports internationaux.

Il en découle qu'il existe un certain nombre de cas de figure pour lesquels l'affiliation d'un travailleur à la Sécurité sociale d'un État membre peut s'opérer en l'absence d'une activité exercée sur le territoire de cet État membre. Des situations peuvent dès lors se présenter où des personnes qui n'exercent

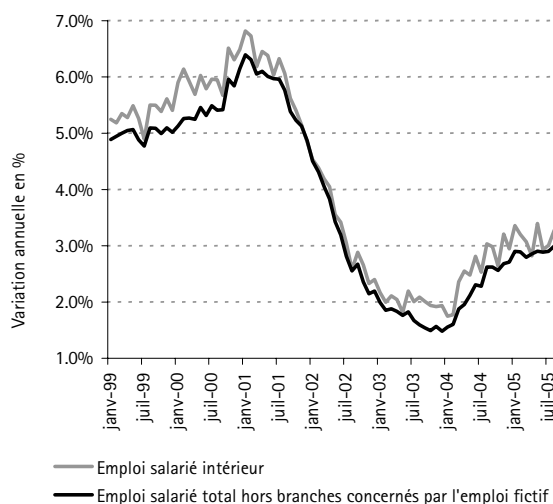
aucune occupation sur le territoire grand-ducal sont néanmoins à admettre à la Sécurité sociale luxembourgeoise en vertu du critère du siège de la société qui les emploie. La vérification de ce dernier critère de rattachement revêt par conséquent une importance primordiale.

Graphique A: Évolution de l'emploi dans des branches concernées par l'emploi "fictif"



Source: IGSS

Graphique B: Évolution de l'emploi hors branches concernées par l'emploi "fictif"



Source: IGSS

¹ Le Règlement (CEE) 1408/71 du Conseil, du 14 juin 1971, relatif à l'application des régimes de Sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté.

Les branches particulièrement concernées par les dérogations relatives à la "Lex loci laboris" sont les transports routiers, le pavillon maritime, la navigation fluviale, les transports aériens, l'industrie de la viande et le travail intérimaire. La totalité de l'emploi enregistré dans ces branches représente 8% de l'emploi salarié total, soit plus de 20 000 personnes. Sur la période allant de 1999 à 2005, la croissance de l'emploi a été plus que deux fois plus importante dans ces branches que pour le reste de l'économie: +58% contre +23%. Plus de 8 500 emplois y ont été créés sur cette période, soit presque 15% de l'ensemble des créations d'emplois. En retirant ces emplois de l'emploi salarié intérieur, celui-ci progresse de 2.9% en moyenne sur les neuf premiers mois de 2005 au lieu de 3.2%.

Il semble évident que l'entièreté des emplois de ces branches ne peut être qualifiée de fictive. Il est difficile en effet de détecter dans les fichiers de l'IGSS les emplois que l'on pourrait qualifier de fictifs. Ainsi, à titre d'exemple, il faudrait, à l'intérieur de l'industrie de la viande, détecter les entreprises occupant des abatteurs et désosseurs recrutant essentiellement des non-résidents qui sont immédiatement détachés dans un autre pays ou encore au niveau de l'intérim, identifier le personnel recruté dans les pays limitrophes immédiatement "prêté" à des entreprises dans ces mêmes pays.

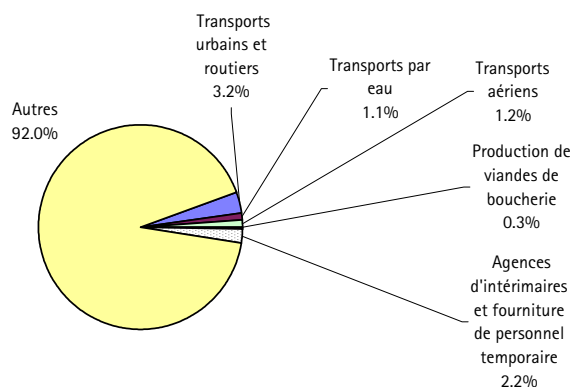
Le STATEC ne peut pas filtrer l'emploi salarié jusqu'à ce niveau de détail avec les données à sa disposition, à l'exception de la branche "transports par eau". Vu la situation géographique du pays, on peut raisonnablement considérer que quasi la totalité des travailleurs de cette branche travaille à l'étranger. Il s'agit des entreprises enregistrées sous le code NACE 61.1 "Transports maritimes et côtiers" occupant 637 personnes en moyenne sur les neuf premiers mois de 2005 et de celles enregistrées sous le code NACE 61.2 "Transports fluviaux" occupant 2 546 salariés en moyenne sur la même période, soit 1.1% de l'emploi salarié total.

En analysant cette branche par lieu de résidence des travailleurs, on constate que seulement 2% d'entre eux résident au Luxembourg et 43% dans un des pays voisins, les autres 55% résidant au-delà, notamment dans les pays de l'Est. Cette branche contribue pourtant à l'évolution favorable de l'emploi. En moyenne, sur les neuf premiers mois de 2005, on relève une création nette d'emplois de 547 postes dans cette branche (6.2% du total des créations d'emplois salariés). Sans ces emplois, l'emploi salarié progresse de 3.0% en moyenne sur les neuf premiers mois de 2005 au lieu de 3.2%.

Notons encore que les Comptes Nationaux constituent une statistique de synthèse qui utilise des sources

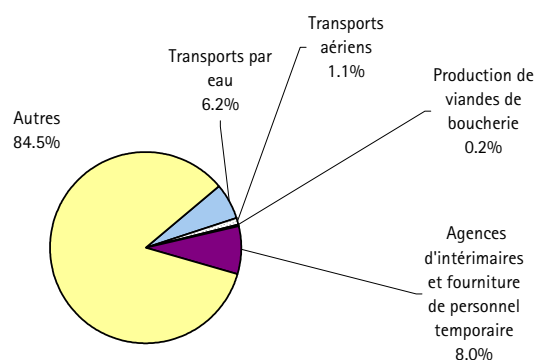
multiples (dont les fichiers de l'IGSS) et vérifie systématiquement les statistiques de base. Ainsi, avec la grande révision méthodologique qui est sur le point d'être finalisée (cf. annexe 3, pp. 83-85), les entreprises maritimes et de navigation fluviale établies au Luxembourg ont été éliminées des comptes nationaux.

Graphique C: Part des branches concernées par l'emploi "fictif" dans l'emploi salarié total (2005, 9 mois)



Source: IGSS

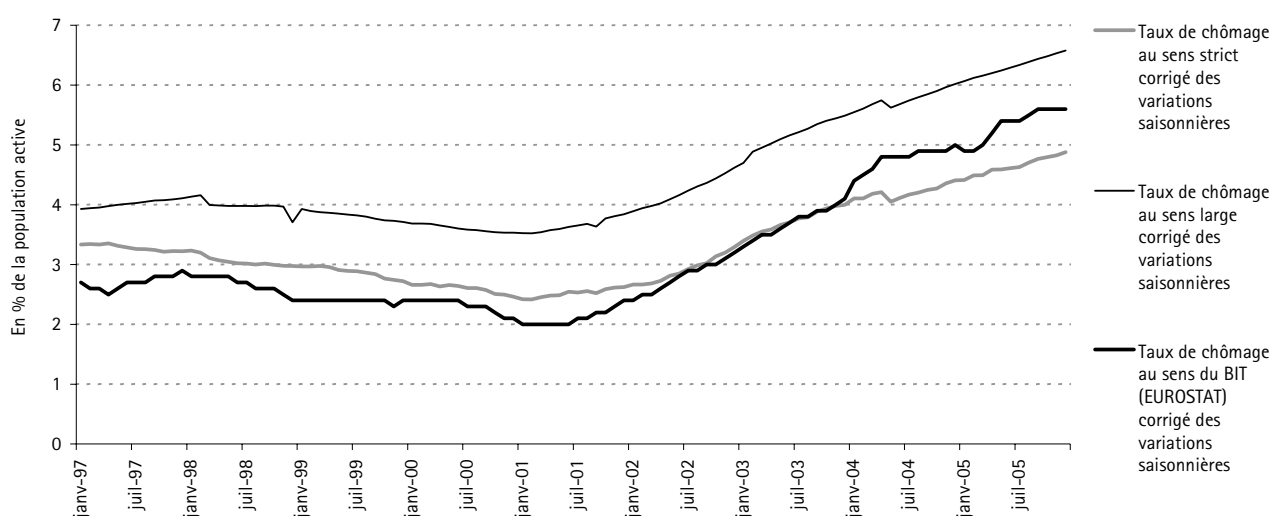
Graphique D: Part des branches concernées par l'emploi "fictif" dans les créations d'emplois salariés (2005, 9 mois)



Source: IGSS

5.2 Chômage

Graphique 34: Taux de chômage au Luxembourg*



Sources: ADEM, IGSS, EUROSTAT, STATEC

* Le taux de chômage au sens strict se base sur les demandes d'emploi non-satisfaites (DENS) inscrites à l'ADEM.

Le taux de chômage au sens large, tient à côté des DENS également compte des personnes engagées dans une mesure pour l'emploi.

Le taux de chômage BIT se base sur les résultats des enquêtes sur les forces de travail, et, pour l'évolution intra-annuelle, sur les données de l'ADEM.

Évolution récente

Le taux de chômage luxembourgeois est orienté à la hausse depuis le ralentissement économique de 2001 (cf. graphique 34). L'évolution du chômage est étroitement liée à celle de l'emploi, qui avait accéléré au cours de l'année 2004. Ainsi, l'amélioration de la situation conjoncturelle s'est répercutée sur l'évolution du chômage, qui s'est mis à ralentir.

Dans une étude empirique récente¹, la croissance de l'emploi nécessaire pour que le chômage cesse d'augmenter a été évaluée à quelque 3,5%. Cette croissance de l'emploi a été atteinte au mois de septembre 2005 (selon les données de l'IGSS). Il faudrait pourtant que ce rythme de croissance se maintienne voire se renforce encore sur les prochains trimestres pour que le chômage cesse d'augmenter.

Révision des statistiques du chômage

A partir de janvier 2006, les séries statistiques du chômage ADEM vont être révisées (rétroactivement jusqu'en 2000): les deux principales modifications

concernent les ATI (affectation temporaire indemnisée) et les travailleurs frontaliers à capacité de travail réduite.

Les personnes en affectation temporaire indemnisée

Parmi les personnes inscrites à l'ADEM (demandes d'emploi non-satisfaites – DENS), environ 500 sont affectées à une mise au travail (ATI), organisée par le SNAS (Service national d'action sociale)². Pour être plus conforme aux critères du BIT (Bureau International du Travail), l'ADEM va transférer ces personnes, jusqu'ici comptabilisées parmi les chômeurs au sens strict, vers les chômeurs au sens large, c'est-à-dire vers les mesures pour l'emploi.

Les travailleurs frontaliers à capacité de travail réduite

Le service des travailleurs à capacité de travail réduite a été créé par la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle³. Depuis sa création, le nombre de personnes inscrites à l'ADEM comme "travailleurs à capacité de travail réduite" est passé à plus de 1 300 personnes. En 2005, leur part dans le total des chômeurs s'élève à 13%.

¹ "Seuils de création d'emplois et taux de chômage", NDC 3-03, pp.56-58.

² Notons qu'environ 1/3 des personnes en Affectation temporaire indemnisée (ATI), gérées par le SNAS, sont inscrites à l'ADEM (cf. plan d'action national pour l'emploi, rapport national 2004, du Ministère du travail et de l'emploi, Luxembourg, octobre 2004, <http://www.mt.etat.lu/Nouveausurserveur/pan2004.doc>)

³ Cf. rapport d'activité de l'ADEM 2004, pp.139-145, http://www.adem.public.lu/publications/brochures/divers/rapport_annuel_2004.pdf

Comme la loi vise tous les travailleurs salariés affiliés à la Sécurité sociale qui remplissent certaines conditions¹, l'on retrouve également des frontaliers parmi cette catégorie de chômeurs (environ un tiers des travailleurs à capacité de travail réduite ne réside pas au Grand-Duché). Fin 2005, l'ADEM compte donc quelque 500 frontaliers parmi les DENS. Pour le calcul du taux de chômage, qui est un concept national se rapportant à un territoire (taux de chômage = chômeurs résidents / population active résidente), il faut donc retrancher les chômeurs frontaliers des statistiques.

Effets de la révision

Le nouveau taux de chômage officiel (au sens strict) sera plus bas, d'environ 0.4 point de %. Comme le reclassement des ATI n'affecte pas le taux de chômage au sens large, celui-ci ne sera corrigé que de 0.2 point de % à la baisse, du fait de l'élimination des travailleurs frontaliers à capacité de travail réduite des statistiques. Même si ces "reclassements" présentent un changement en *niveau* du chômage, ils n'influent que peu sur *l'évolution* des deux dernières années. Précisons toutefois que les tableaux dans cette note reprennent, pour des raisons techniques, les anciennes séries.

Le chômage partiel

Le Comité de conjoncture se réunit mensuellement pour décider, entre autres, du versement de l'allocation de chômage partiel². Les entreprises en difficulté, qui bénéficient de cette mesure, reçoivent des subventions en contrepartie du maintien du contrat de travail de leur personnel. Plutôt que de procéder à des licenciements, une indemnité est versée pour compenser les pertes de rémunération subies du fait que la durée normale du travail est réduite.

En 2005, le Comité de conjoncture a avisé favorablement 60 des 75 demandes de chômage partiel introduites contre 44 sur 50 en 2004. Parmi les 60 entreprises, dont la demande a été avisée favorablement, 32 ont introduit leur demande pour des raisons conjoncturelles, 16 pour des motifs structurels et 12 à cause d'un lien de dépendance économique.

Le nombre de travailleurs concernés s'est accru en 2005: de 94 personnes en moyenne par mois en 2004, il est passé à 145 personnes en 2005 (soit +55%). Si l'on considère l'horaire de travail réduit (la perte d'heures de travail est en moyenne de 44.6% en 2004 et de 48.9% en 2005), on retrouve, en moyenne mensuelle, 45 personnes "équivalent chômage complet" en 2004 et 71 en 2005.

Les années 2003 et 2004 avaient été marquées par une forte diminution du chômage partiel dans l'industrie manufacturière, traditionnellement la branche la plus concernée. De 231 personnes en moyenne par mois en 2002, le nombre des personnes concernées dans cette branche était passé à 74 en 2004. En 2005, on note à nouveau une hausse des personnes concernées dans ces branches (+36%, soit 101 personnes en moyenne).

C'est surtout dans la métallurgie, le travail des métaux et la fabrication d'autres produits minéraux non métalliques, c'est-à-dire là où le nombre de concernés avait fortement reculé en 2004, voire en 2003, qu'on note une hausse des personnes concernées par un horaire de travail réduit en 2005. Sont également touchées: la fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie, l'industrie automobile et la récupération.

Le commerce se distingue également en 2005 par un nombre élevé de personnes touchées par un horaire de travail réduit, par rapport aux années précédentes (17 en moyenne par mois, soit autant que sur l'ensemble des cinq dernières années). Les transports et communications, l'immobilier, la location et les services aux entreprises ainsi que l'éducation, qui avaient noté une hausse en 2003, ne font presque plus appel au chômage partiel en 2005.

Sur le début de l'année 2006, les demandes introduites et avisées favorablement sont peu nombreuses (deux en moyenne par mois) ce qui devrait refléter la situation conjoncturelle nettement améliorée du deuxième semestre 2005 et du début de 2006. Le nombre de travailleurs concernés est de 30 personnes en moyenne. En effet, les industries traditionnellement concernées par le chômage partiel n'ont pas introduit de demande sur le début de l'année.

¹<http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2002/0763007/0763007.pdf#page=2>

² En vertu de la loi du 26 mars 1998 modifiant la loi du 26 juillet 1975 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à prévenir des licenciements et à assurer le maintien de l'emploi pour des causes conjoncturelles et structurelles, en cas de force majeure ainsi qu'en cas de lien de dépendance économique.

Tableau 24: Chômage partiel

Branche	Nace	Année						2005				2006		
		2000	2001	2002	2003	2004	2005 ³	T1	T2	T3	T4	janv-06	févr-06	
Moyenne mensuelle du nombre d'entreprises en chômage partiel														
Entreprises concernées														
Ayant introduit une demande		1	7	5	5	4	6	7	6	6	6	2	2	
Demande avisées favorablement		1	5	4	4	4	5	6	4	5	5	1	2	
Ayant effectivement tiré ¹		1	4	2	2	4	...	6	4	4	...	...	...
Moyenne mensuelle du nombre de travailleurs en chômage partiel														
Travailleurs concernés														
Sur base des demandes introduites et avisées favorablement		124	231	254	169	94	145	179	74	131	196	6	52	
Sur base des demandes tirées ¹		76	116	81	88	82	107	153	71	125	...	...	...
Hommes-mois en chômage complet ²		17	51	38	42	48	52	75	35	62	...	...	...
Travailleurs concernés sur base des demandes introduites et avisées favorablement, répartition par secteur d'activité														
Industries manufacturières	15-37	121	189	240	130	74	114	147	42	106	161	6	52	
Industries alimentaires	15	1	-	-	-	-	1	-	-	-	2	6	-	
Industrie textile	17	-	-	-	4	-	1	-	3	-	-	-	-	
Travail du bois	20	-	-	7	7	2	-	-	-	-	-	-	-	
Edition, imprimerie, reproduction	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	44	
Industrie chimique	24	2	5	-	-	21	14	56	-	-	-	-	-	
Industrie du caoutchouc et des plastiques	25	-	-	-	-	8	-	-	-	-	-	-	-	
Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	26	107	3	4	20	2	21	13	-	18	53	-	-	
Métallurgie	27	-	105	108	8	-	17	40	-	27	-	-	-	
Travail des métaux	28	-	12	79	26	5	26	8	3	28	65	-	-	
Fabrication de machines et équipements	29	12	59	25	24	21	7	-	5	16	5	-	8	
Fabrication de machines et appareils électriques	31	-	5	13	19	12	16	-	11	17	36	-	-	
Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et horlogerie	33	-	-	-	-	-	5	-	20	-	-	-	-	
Industrie automobile	34	-	-	5	20	3	8	31	-	-	-	-	-	
Récupération	37	-	-	-	-	-	8	9	25	-	-	-	-	
Construction	45	3	3	1	8	1	3	-	7	3	-	-	-	
Commerce, réparation	50-52	-	1	-	13	3	17	19	-	20	27	-	-	
Transports et communications	60-64	-	33	10	5	9	-	-	-	-	-	-	-	
Immobilier, location et services aux entreprises	70-74	-	1	3	13	4	3	4	-	1	8	-	-	
Education	80	-	-	-	3	2	-	-	-	-	-	-	-	
Services collectifs, sociaux et personnels	90-93	-	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Services domestiques	95	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Economie entière	01-99	124	231	254	169	94	145	179	74	131	196	6	52	

¹ Le fait d'introduire une demande ne signifie pas que l'entreprise utilise effectivement le chômage partiel. Les entreprises disposent d'un certain délai pour remettre leur décompte, de sorte que les chiffres sur les demandes tirées en 2005 et 2006 ne sont pas définitifs.

² Calcul sur base des heures de travail perdues pour les demandes effectivement tirées.

³ Ayant introduit une demande = 12 mois, ayant effectivement tiré = 11 mois

Sources: Comité de Conjoncture, Ministère du Travail, STATEC

Les pertes d'emplois dues aux faillites d'entreprises

Sur les six premiers mois de 2005, 892 personnes ont perdu leur emploi suite à une faillite (+1.7% par rapport à la même période de l'année passée contre +13.3% en 2004 et +8.2% en 2003). Cette décélération provient surtout d'une baisse des personnes concernées dans la construction, les transports et communications et le secteur financier. L'industrie, l'immobilier, la location et les services aux entreprises, le commerce et l'Horeca par contre notent une hausse des emplois perdus dues aux faillites.

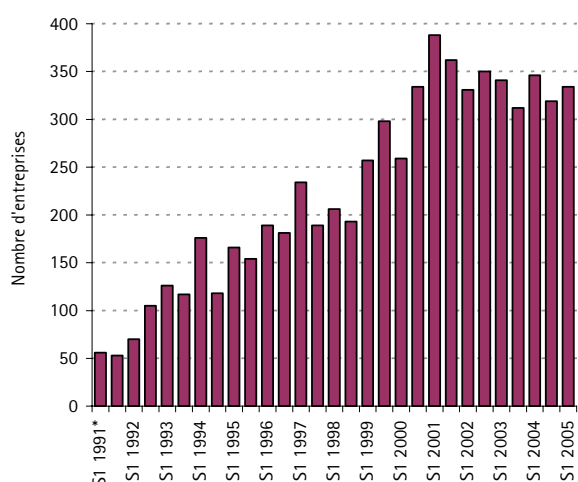
Sur le premier semestre 2005, 334 faillites d'entreprises ont été prononcées par les tribunaux de commerce luxembourgeois, soit -3.5% par rapport au premier semestre 2004¹. Cette baisse provient principalement des

activités financières (-32% ou -10 unités), mais aussi de l'immobilier, location et services aux entreprises et du commerce. L'industrie, la construction et l'Horeca par contre notent une hausse des faillites sur le début de 2005.

Notons encore que les entreprises concernées par les faillites dans la construction occupent moins de personnel que sur l'année précédente. En effet, sur le début de 2005, la construction note une hausse des entreprises en faillite mais une baisse des emplois perdus. Avec 237 personnes au premier semestre 2005, la construction reste toujours la branche dont le nombre de licenciés suite à une faillite est le plus élevé (32.4% du total).

¹ Cette baisse est d'autant plus importante si l'on considère que le nombre d'entreprises au Luxembourg est en constante augmentation (cf. Bulletin du STATEC n° 9/2004 "Démographie des entreprises 1997-2001", http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/conjoncture/bulletinStatec/2004/09_04_demograph_entreprises/PDF_Bulletin_9_2004.pdf).

Graphique 35: Les faillites d'entreprises



* S1 = premier semestre, S2 = deuxième semestre

Source: STATEC

Demandes d'indemnisation de frontaliers ayant perdu leur emploi au Luxembourg (E301)

Afin de cerner le nombre de frontaliers perdant leur emploi, on peut utiliser le nombre de demandes du formulaire E301, qui sert aux travailleurs frontaliers à prouver leurs périodes d'emploi au Luxembourg, afin de pouvoir bénéficier des indemnités de chômage dans leur pays de résidence. Cette source d'information comporte un biais puisqu'elle ne tient ni compte des frontaliers perdant leur emploi mais ne sollicitant pas ce formulaire, ni des personnes demandant ce formulaire mais ayant retrouvé rapidement un emploi.

Précisons encore que ces chiffres sont "gonflés" par les travailleurs intérimaires, qui représentent environ la moitié des demandes (cf. graphique 36). En effet, étant donné les durées de mission souvent très courtes, il est possible qu'un travailleur intérimaire introduise plusieurs demandes par trimestre, voire par mois. A côté de la branche du travail intérimaire, les personnes sollicitant ce formulaire proviennent surtout de la construction, des transports et des autres services.

Tableau 25: Demandes d'indemnisation de frontaliers ayant perdu leur emploi au Luxembourg

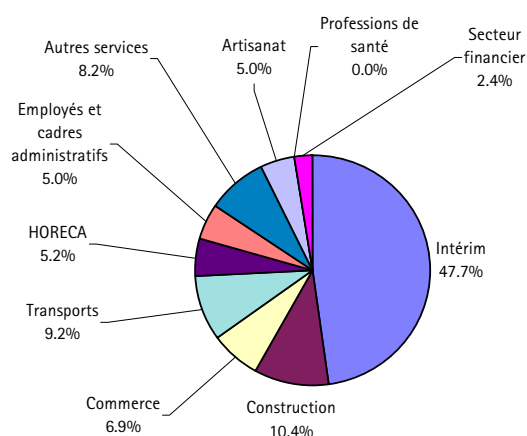
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2005			
							T1	T2	T3	T4
Attestations E 301 ¹	559	847	846	1 005	907	937	953	933	Moyenne mensuelle	
Frontaliers	87 363	97 342	102 952	106 856	111 920	118 406	115 273	117 545	119 713	121 092
Ratio: E 301/frontaliers	0.64	0.87	0.82	0.94	0.81	0.79	0.83	0.79	0.78	0.76
Attestations E 301	-24.6	51.6	-0.2	18.8	-9.8	3.3	-5.6	5.3	Variation annuelle (%)	
Frontaliers	11.5	11.4	5.8	3.8	4.7	5.8	5.8	5.6	5.7	6.1
Ratio: E 301/frontaliers ²	-0.31	0.23	-0.05	0.12	-0.13	-0.02	-0.10	0.00	0.04	-0.02

Source: IGSS, Ministère du Travail

¹ Le formulaire E301 sert aux travailleurs frontaliers à prouver leurs périodes d'emploi au Luxembourg afin de pouvoir bénéficier des indemnités de chômage dans leur pays de résidence.

² Variation en points de %

Graphique 36: Attestations E301 selon les branches d'activité

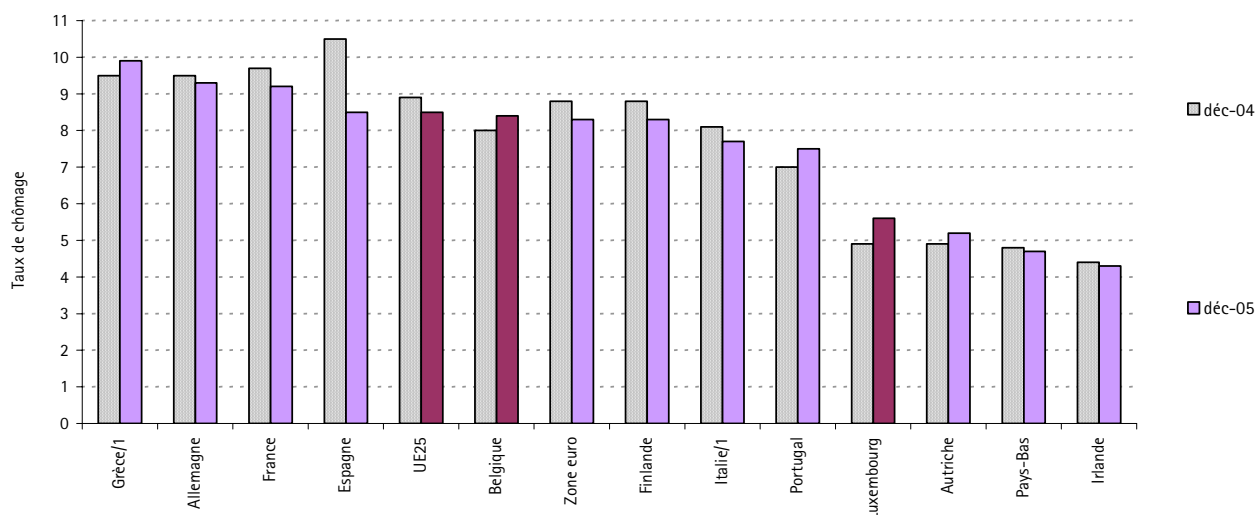


Source: ADEM

Le rapport entre les demandes de formulaires E301 et le nombre de frontaliers ayant un emploi au Luxembourg peut être assimilé à un taux de perte d'emplois des frontaliers. Il ne s'agit donc pas d'un "taux de chômage" dans la mesure où seules les nouvelles demandes de formulaires sont prises en compte et non le stock de frontaliers réellement en situation de chômage.

Sur l'ensemble de 2005, les demandes de formulaires E301 sont en augmentation alors qu'elles avaient baissé en 2004. Le ratio "demandes de formulaires E301 par rapport au nombre de frontaliers" est toutefois en baisse, passant à 0.79% en 2005 après 0.81% en 2004. Au dernier trimestre de 2005 le nombre de demandes de formulaires E301 n'augmente plus que de 3.3% contre +12% encore au troisième trimestre. Avec l'accélération de l'emploi frontalier, le ratio sus-mentionné n'atteint plus que 0.76% sur la fin de 2005, ce qui est un niveau comparativement bas.

Graphique 37: Taux de chômage harmonisés en Europe, décembre 2004 / décembre 2005



Source: Eurostat

¹Taux de chômage de juin pour 2005

Le chômage dans la Grande Région

Le taux de chômage étant un concept national, se rapportant à un territoire (taux de chômage = chômeurs résidents / population active résidente), il ne tient pas compte des chômeurs frontaliers, qui perdent leur emploi dans un pays, mais résident dans un autre. Se basant sur les données régionalisées des Enquêtes sur les forces de travail (EFT), il est possible d'établir un taux de chômage "Grande Région", englobant les provinces belges de Liège et du Luxembourg, le "Regierungsbezirk" Trèves, la Sarre et les départements français Moselle et Meurthe-et-Moselle.

En 2004, cette Grande Région comptait 204 200 chômeurs ce qui représente une augmentation de 11.5% par rapport à 2003. Le taux de chômage Grande-Région (hors Grand-Duché de Luxembourg) se situe à 10.1% en 2004, contre 9.0% en 2003, ce qui est au-dessus du taux de la zone euro (8.9% en 2004) et de l'UE25 (9.0%). C'est

surtout la province de Liège (13.3% en 2004) et les départements français Moselle (11.1%) et Meurthe-et-Moselle (10.7%) qui connaissent des taux de chômage élevés. Le "Regierungsbezirk" Trèves et le Grand-Duché de Luxembourg connaissent les taux les plus faibles (5.7% resp. 4.8%).

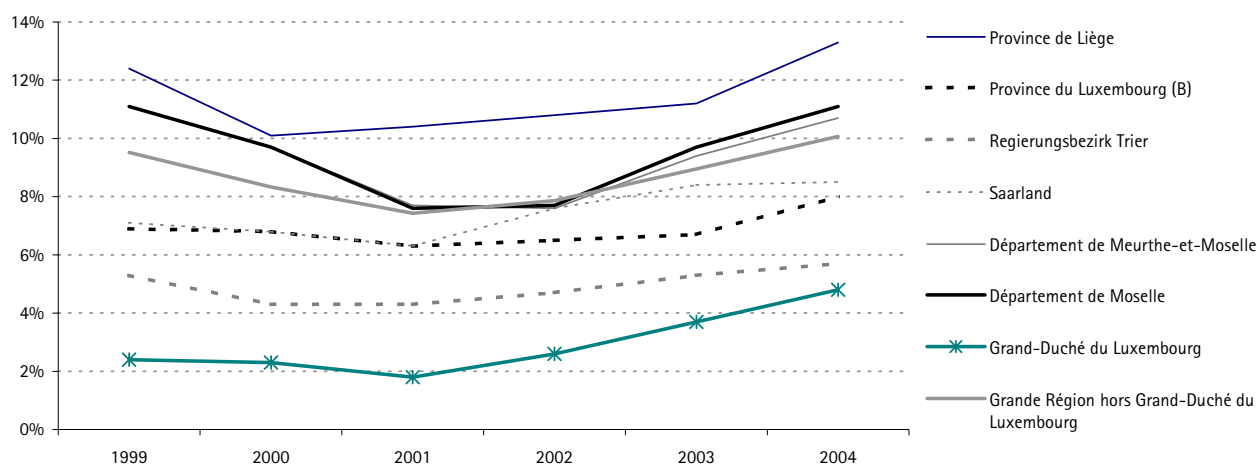
A partir de 2002, le chômage s'est mis à augmenter partout dans la Grande Région. Alors que le Grand-Duché de Luxembourg et la Sarre notent les progressions du nombre de chômeurs les plus importantes en 2002, le "Regierungsbezirk" Trèves et le département de Moselle connaissent les plus fortes augmentations de chômeurs seulement en 2003 et les deux provinces belges même seulement en 2004. Sur toute la période allant de 2001 à 2004, c'est le Grand-Duché qui a vu son taux de chômage augmenter le plus (de 1.8% en 2001 à 4.8% en 2004).

Tableau: Le chômage dans la Grande Région

	Province de Liège	Province du Luxembourg (B)	Regierungsbezirk Trier	Saarland	Département de Meurthe-et-Moselle	Département de Moselle	Grand-Duché du Luxembourg	Grande Région hors Grand-Duché du Luxembourg
	Nombre de chômeurs							
1999	52 200	6 900	12 400	33 700	33 200	48 000	4 300	186 400
2000	41 200	7 200	10 300	32 500	30 600	44 700	4 300	166 500
2001	42 400	6 600	10 100	29 500	25 700	37 000	3 400	151 300
2002	44 100	6 800	11 200	35 900	26 000	38 200	5 100	162 200
2003	47 000	6 900	12 700	38 700	28 300	42 400	7 200	176 000
2004	56 700	8 600	13 700	39 600	30 300	45 900	9 400	194 800
	Variation annuelle du nombre de chômeurs, en %							
2000	-21.1	4.3	-16.9	-3.6	-7.8	-6.9	0.0	-10.7
2001	2.9	-8.3	-1.9	-9.2	-16.0	-17.2	-20.9	-9.1
2002	4.0	3.0	10.9	21.7	1.2	3.2	50.0	7.2
2003	6.6	1.5	13.4	7.8	8.8	11.0	41.2	8.5
2004	20.6	24.6	7.9	2.3	7.1	8.3	30.6	10.7
	Taux de chômage, en % de la population active							
1999	12.4	6.9	5.3	7.1	11.1	11.1	2.4	9.5
2000	10.1	6.8	4.3	6.8	9.7	9.7	2.3	8.3
2001	10.4	6.3	4.3	6.3	7.7	7.6	1.8	7.4
2002	10.8	6.5	4.7	7.6	7.6	7.7	2.6	7.9
2003	11.2	6.7	5.3	8.4	9.4	9.7	3.7	9.0
2004	13.3	8.0	5.7	8.5	10.7	11.1	4.8	10.1

Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail - EFT

Graphique: Évolution du taux de chômage dans la Grande Région



Source: Eurostat, Enquête sur les forces de travail - EFT

C. Prévisions économiques 2006-2008

Sommaire

1. Résumé	60
2. Principales Hypothèses.....	63
a. Hypothèses en matière d'évolution du secteur financier	64
b. Hypothèses en matière d'environnement mondial.....	65
c. Services non-marchands.....	65
3. Résultats.....	67
a. PIB et principaux agrégats	67
b. Marché du travail.....	69
c. Prix, salaires et productivité.....	73
d. Risques et incertitudes.....	75
4. Annexes	78
Annexe 1: Quel impact macro-économique d'un investissement public plus élevé?	78
Annexe 2: Une croissance durablement plus élevée en Europe	81
Annexe 3: La grande révision des Comptes nationaux et l'impact sur les prévisions.....	84
Annexe 4: Principales mesures de politique économique et sociale	87
Annexe 5: Références Bibliographiques.....	91
Annexe 6: Sources de données.....	92

1. Résumé

Tableau 26: Principaux résultats

	1985-2004	2004	2005	2006	2007	2008
	Évolution en % (sauf si spécifié différemment)					
PIB (en vol.)	5.4	4.5	4.5	4.0	4.2	4.5
Emploi total intérieur	3.3	2.6	3.1	2.8	2.9	2.9
Taux de chômage ¹	...	4.2	4.7	5.0	5.1	5.1
Indice des prix à la consommation ²	2.3	2.1	2.5	2.5	2.2	2.1
Coût salarial nominal moyen ²	4.0	2.6	3.7	3.5	3.0	3.6

Source: STATEC (1985-2004: comptes nationaux observés; 2005-2008: prévisions février 2006)

¹ Sur base du chômage inscrit (ADEM), en % de la population active

² Concepts comptes nationaux

Ce texte présente les dernières prévisions du STATEC. Outre ce résumé, il comporte une partie sur les principales hypothèses, une partie sur les résultats et plusieurs annexes. Les annexes comportent deux simulations alternatives (dépenses d'investissements publiques plus élevées et croissance du PIB plus élevée en Europe) ainsi qu'un commentaire sur les comptes nationaux révisés. Il faut savoir en effet que ces prévisions ont été établies avec l'ancien système de comptes nationaux SEC 95. Les principales différences avec le nouveau système (pas encore publié officiellement) sont rapportées à l'annexe 3. D'autres annexes couvrent les principales mesures de politique économique ainsi que les sources documentaires et statistiques.

Hypothèses

Les principales hypothèses qu'il convient d'établir afin d'effectuer une prévision pour l'économie luxembourgeoise ont trait:

- à l'environnement mondial;
- au secteur bancaire;
- aux finances publiques;

Environnement mondial

Après une année 2005 plus mitigée, les pays européens devraient connaître une accélération de la croissance à quelque 2% en 2006. Les Etats-Unis, au contraire, devraient continuer de converger vers un rythme plus soutenable à long terme, autour d'une croissance du PIB en volume de 3%. La relance en Europe serait en partie due à des taux d'intérêt (réels) toujours faibles et un léger avantage en matière de recyclage de pétro-dollars. Aussi l'Allemagne semble-t-elle en train de sortir de trois années de stagnation, en partie grâce à la modération salariale, menant à une politique de désinflation compétitive.

La demande étrangère adressée à l'économie luxembourgeoise devrait ainsi s'accélérer à 4.7% en 2006 et trouver un rythme de croisière en 2007/08, à légèrement plus de 5%. Notons à ce sujet que le Luxembourg a la part d'exportations dirigées vers l'UE25 la plus élevée parmi les 25 pays (près de 90%) et pourrait donc particulièrement profiter d'une évolution favorable en Europe.

Le prix du baril de pétrole est fixé par hypothèse à 63.0 USD à partir de février 2006, sur tout l'horizon de projection. Il en découle une moyenne annuelle de 63.0 USD en 2006, 2007 et 2008 contre 54.5 USD en 2005. Pour le taux de change USD/EUR, les valeurs sont les suivantes (2005, 2006-2008): 1.24 et 1.21.

Secteur financier

La valeur ajoutée du secteur financier (banques, OPC, assurances) devrait avoir progressé de quelque 6.5% en volume en 2005 et la projection à moyen terme est de 4%. Les résultats de l'année 2005 sont particulièrement réconfortants et témoignent de l'absorption complète du choc négatif subi en 2001-2003. Cette prévision incorpore tout de même une certaine prudence alors que la directive européenne en matière d'épargne est entrée en vigueur au 1^{er} juillet¹ 2005.

Services non-marchands (finances publiques)

Les principales hypothèses à établir en matière de finances publiques concernent les éléments suivants:

- emploi;
- investissements ou formation brute de capital fixe;
- dépenses de Sécurité sociale.

L'emploi y est censé ralentir encore. D'une croissance de près de 4% en 2004, le rythme d'expansion passerait à 2.8% en fin d'horizon de projection. En l'absence d'accord salarial au-delà de 2006, les salaires moyens devraient ralentir également.

¹ Entre 1970 et 2004, la hausse de la valeur ajoutée en volume du secteur financier fut de 10%; de 1985 à 2004 elle se montait à 6.5%.

La formation brute de capital fixe du secteur public est en principe prise en compte en suivant le Budget de l'Etat 2006, le Plan d'investissement pluriannuel et le Programme de stabilité des finances publiques (PSC). Or, cette catégorie de dépenses est souvent surestimée, dans la mesure où les dépenses finales sont la plupart du temps inférieures aux dépenses inscrites initialement au Budget. Voilà pourquoi le STATEC admet, pour 2005 et 2006, une croissance cumulée pour ce poste de 10%, bien inférieure aux quelque 30% proposés par les documents officiels. Une simulation alternative, prévoyant des dépenses d'investissement publiques plus élevées, est proposée en annexe 1.

Les dépenses de Sécurité sociale devraient augmenter de 6.0% sur l'horizon de projection, en moyenne par an, contre une hausse de 8.7% de 1990 à 2004. Ces chiffres, qui notent donc une décélération, reprennent en gros les propositions comprises dans les documents officiels.

Principaux résultats

La croissance du PIB en volume de l'économie luxembourgeoise ne devrait pas montrer de profil très prononcé sur l'horizon de projection. Elle devrait décélérer légèrement en 2006, à partir d'un taux d'expansion de quelque 4.5%, prévu pour 2005, pour retrouver le rythme de quelque 4.5% d'ici 2008. L'output-gap (ou écart de production, soit la différence entre le PIB réalisé et le PIB potentiel ou tendanciel) devrait se refermer progressivement. La croissance potentielle est supposée être de quelque 4¹/₄%, ce qui constitue une légère révision à la baisse par rapport aux dernières prévisions.

Les impulsions de croissance viendraient en début de période surtout de la demande extérieure, tandis que la demande intérieure prendrait la relève par la suite. Or, sur la période 2005-2008, la demande mondiale, dont pourrait profiter l'économie luxembourgeoise, irait elle-même en s'accroissant. Le fléchissement de la contribution extérieure nette tiendrait à la montée en puissance progressive de la demande nationale, qui accroît les besoins en importations et pèse ainsi mécaniquement sur la contribution extérieure nette.

Pour ce qui est des exportations, ce sont les services (financiers et autres), constituant environ 60% du total des exportations, qui connaîtraient les taux de croissance les plus élevés: +12% en moyenne par an (sur 2005-2008) pour les services financiers; +4.9% pour les autres services et +4.4% pour les biens.

Au niveau de la demande nationale, la consommation privée devrait progressivement gagner en dynamisme, alors que le chômage continuerait de ralentir. Le revenu disponible en volume des ménages ne connaîtrait une expansion plus solide qu'à partir de 2007, alors qu'il n'aurait augmenté que de 1.5% en moyenne par an sur la période 2003-2006.

Tout comme le PIB, l'emploi intérieur évoluerait moins vite sur l'horizon de projection qu'en moyenne, au cours des années 1985-2004. Ceci s'expliquerait en premier lieu par une évolution inférieure à la tendance de l'emploi dans le secteur financier. L'emploi devrait y croître d'environ 2³/₄% par an, contre 6% entre 1985 et 2004. L'expansion de l'emploi intérieur total serait alors de légèrement moins de 3% sur toute la période, avec une hausse des frontaliers toujours supérieure à celle des résidents: environ 5.0% en moyenne par an pour les premiers contre 1.5% pour les deuxièmes.

Avec une population active d'environ 210 000 personnes (situation en 2005), la hausse moyenne du taux d'activité de 0.7 points de % amène, par an, quelque 1500 personnes résidentes supplémentaires sur le marché du travail. La part des frontaliers dans les nouveaux emplois créés resterait stable à quelque 70%, soit sensiblement la même valeur qu'observée entre 1985 et 2004. Dans le stock de travailleurs salariés, la part des frontaliers passerait ainsi de 39.9% en 2004 à 43.2% en 2008.

Depuis 1985, la durée moyenne de travail affiche une légère tendance à la baisse, d'environ 0.2% par an. A partir de 2000, cette baisse de la durée de travail s'accélère, elle est passée à 0.4% par an. Cette accélération de la baisse de la durée de travail s'explique en partie par le ralentissement du secteur financier (et la baisse concomitante de la durée de travail) ainsi que, de façon plus générale, par une accélération du travail à temps partiel.

La baisse de la durée de travail fait apparaître l'évolution de l'emploi sous un autre angle: la croissance de l'emploi effectif est moindre que les statistiques de l'IGSS, généralement basées sur le nombre de personnes, ne le laissent paraître. Ainsi, la hausse moyenne de l'emploi-personnes sur 2000-2004 est de 3.7% par an, tandis que la hausse de l'emploi-heures est de 3.0%.

Sur l'horizon de prévision, le STATEC admet que la durée de travail va continuer de baisser à un rythme plus soutenu, en concordance avec ce que l'on observe depuis 2000, soit quelque -0.4% par an. L'emploi-personnes augmenterait donc de quelque 3% par an, mais l'emploi-heures ne s'accroîtrait qu'à un rythme de quelque 2.5%.

En dépit de la poursuite de la reprise de l'activité, et d'une création d'emplois vive (+3% par an ou 9 000 postes), le chômage résident continuerait à augmenter en 2006. La hausse résulterait pour partie de l'inertie relative de cette grandeur statistique et de l'acquis de croissance observé en fin d'année 2005. En effet, en décembre 2005, le taux de chômage mensuel est encore de 0.4 points de pour-cent supérieur à celui de novembre 2004.

On observe en même temps un ralentissement du chômage mensuel désaisonnalisé au cours des derniers mois de 2005. La hausse du taux de chômage serait minimale en 2007 (seulement plus 0.1 point de % de la population active) et pourrait disparaître en 2008. D'ici deux ans, le chômage, au sens du BIT, atteindrait ainsi 5.1% de la population active, en moyenne annuelle (4.7% en 2005).

L'inflation des prix à la consommation a été rythmée au cours des dernières années par les prix pétroliers. Rappelons que ceux-ci étaient descendus jusqu'à 10 USD/baril en 1999 et ont donc été multipliés par plus de 6 pour se trouver, au moment de la finalisation des prévisions, à quelque 63 USD.

En raison de la forte croissance des prix pétroliers sur les douze mois révolus, l'inflation des prix à la consommation atteindrait un maximum en 2005 et 2006, à 2.5% en moyenne annuelle, et baisserait à 2% par la suite. L'inflation sous-jacente, à 1.8% en moyenne annuelle en 2005, accélérerait en 2006 et 2007 pour culminer à 2.3%.

En 2005, la hausse des salaires, à 3.7%, serait comparativement forte, du fait de deux éléments, surtout: l'échéance plus rapprochée de la dernière tranche indiciaire (en octobre 2005) et la situation favorable dans le secteur financier, qui y pousse les salaires vers le haut. Les prochaines échéances de la tranche indiciaire seraient le 4^e trimestre 2006 et le 4^e trimestre 2007.

Sur l'horizon de projection, la hausse des coûts salariaux réels resterait en deçà des hausses moyennes observées au cours des dernières années, principalement en raison de la suite de la hausse du chômage et de l'absence de tensions généralisées sur les prix.

Risques et incertitudes

L'évaluation des risques et incertitudes concerne en premier lieu une série d'hypothèses qui divergent de celles du scénario central. Les risques se greffent dès lors sur les trois grands volets d'hypothèses: environnement international, secteurs financier et public.

En ce qui concerne les risques relatifs aux variables domestiques (secteurs financier et public), il semble plutôt qu'ils soient neutres, voire orientés à la hausse (les résultats risquent plutôt d'être meilleurs que pires).

En effet, les prévisions pour le secteur financier sont prudentes, avec une croissance tendancielle sur l'horizon de prévision inférieure aux moyennes observées entre 1985 et 2004. Même si les résultats pour 2005 sont très encourageants, il semble que le secteur financier entre dans une nouvelle phase de son développement et qu'il faudrait plusieurs années afin de pouvoir juger du nouveau rythme d'expansion tendanciel.

Pour ce qui est du secteur public, la prévision des principales catégories de dépenses est, soit inférieure (formation de capital), soit supérieure (masse salariale, consommation intermédiaire) aux prévisions officielles retenues par le Budget et le PSC. Pour 2006 toutefois, la correction à la baisse (par le STATEC) de la FBCF domine, et une évolution plus favorable de cet agrégat aurait un impact positif sur le PIB. Sur 2007-2008, l'évolution prévue des dépenses par le STATEC est en revanche plus forte que celle figurant dans le Programme de stabilité et de croissance. De nouvelles mesures annoncées par le Gouvernement visant à maîtriser les dépenses publiques auraient donc à court terme un effet freinage sur l'économie et le scénario central du STATEC pourrait se révéler trop optimiste.

Les risques au niveau mondial sont peut-être légèrement biaisés à la baisse (la croissance du PIB luxembourgeois pourrait être inférieure au scénario central si ces risques se matérialisaient). En effet, selon les prévisions des organisations internationales, l'Europe serait la seule des grandes régions qui connaîtrait une *accélération* de la croissance en 2006. En l'absence de stimuli extérieurs, cette reprise serait tributaire d'une demande intérieure plus favorable. Or, même si le chômage baisse dans quelques-uns des grands pays, il faudra attendre les comptes nationaux du début de 2006, afin de confirmer la bonne orientation de la conjoncture intérieure européenne et de la consommation privée.

2. Principales Hypothèses

Tableau 27: Hypothèses exogènes

	1985-2004	2004	2005	2006	2007	2008
	Évolution en % (ou spécifié différemment)					
<i>Environnement international</i>						
Demande mondiale, volume ¹	5.2	6.1	4.1	4.7	5.1	5.3
<i>dont biens</i>	5.9	8.1	4.6	5.2	5.7	6.0
<i>dont services</i>	4.4	4.2	3.6	4.2	4.5	4.6
Prix PIB UE15	3.1	1.8	1.8	1.9	1.9	1.9
Prix pétroliers (USD/baril)	...	38.3	54.5	63.0	63.0	63.0
Taux de change (EUR/USD)	...	1.24	1.25	1.21	1.21	1.21
Taux de change effectif nominal (augm. = dépréc.)	-0.2	-0.6	-0.1	0.2	-0.1	0.0
Taux de chômage Grande Région (% de la pop. active)	...	9.0	8.6	8.3	8.1	7.9
Revenus des ménages Grande Région	3.4	4.6	2.0	2.3	2.5	2.5
<i>Secteur public (services non-marchands)</i>						
Masse salariale	7.1	8.9	8.2	7.5	5.8	6.4
Emploi total	2.6	3.9	3.5	3.2	2.8	2.8
Coût salarial moyen	4.4	4.8	4.6	4.2	2.9	3.6
FBCF (nominale)	7.9	0.1	7.0	3.0	3.0	7.5
<i>Secteur financier</i>						
Valeur ajoutée brute (vol.)	6.5	3.9	6.6	4.4	4.2	4.0
Exportations de commissions (en vol.)	15.0	13.3	15.3	11.4	11.6	11.6
SIFIM (marge d'intérêts)	5.8	1.6	1.7	2.2	2.4	2.4
Emploi total	6.0	1.5	2.9	2.8	2.7	2.5

Source: STATEC (1985-2004: comptes nationaux observés; 2005-2008: prévisions janvier 2006)

¹ Moyenne simple des taux de croissance des biens et services

² Source: Comptes nationaux

³ VAB en vol. sur l'emploi total

⁴ Rapport entre prix à l'exportation et prix à l'importation

Les principales hypothèses qu'il convient d'établir afin d'effectuer une prévision de moyen terme pour l'économie luxembourgeoise ont trait:

- au secteur financier et bancaire;
- à l'environnement mondial (demande, prix, taux de change et d'intérêt, etc...);
- aux finances publiques.

Le secteur financier luxembourgeois dépend surtout de la demande mondiale (pour des produits financiers) tandis qu'il génère de la croissance et de l'emploi dans les autres branches domestiques. La causalité est surtout dirigée dans un sens – il n'y a pas ou peu d'effets de retour des autres secteurs sur l'activité financière. Voilà

pourquoi il convient d'établir en premier lieu des hypothèses pour le secteur financier qui est, du point de vue des variables relatives à l'activité, traité de façon exogène dans modux, le modèle économétrique utilisé pour effectuer les prévisions.

L'environnement mondial est par nature exogène. Le recours à des prévisions établies par d'autres organisations, bien outillées en matière de modèles économétriques, a comme corollaire que les hypothèses internationales, qui en découlent pour l'économie luxembourgeoise, sont cohérentes: l'évolution du chômage est compatible avec celle de l'inflation et des salaires, par exemple. Il en va de même pour ce qui est des importations et des exportations de biens et services des pays respectifs: la demande (à l'importation) d'un pays correspond aux offres (à l'exportation) des autres¹.

¹ Ce qui est (généralement) une réalité statistique ex post est beaucoup plus difficile à établir ex ante, en prévision.

Les finances publiques constituent un volet important de l'économie luxembourgeoise¹. Elles correspondent au comportement de ce qu'on appelle communément le "secteur non-marchand". Il s'agit de l'administration publique dans le sens le plus large, de l'éducation, des administrations communales et de tous les services exécutés suivant des fonctionnements non-marchands, c.-à-d. où les prix ne sont pas fixés suivant des règles de marché (santé, hygiène publique, ...).

Puisque les dépenses et les recettes du secteur non-marchand ne dépendent (généralement) pas de mécanismes de marché mais de décisions politiques, ces évolutions sont considérées comme exogènes. Dans la pratique toutefois, nombre de variables concernées présentent un certain "automatisme" dont il est tenu compte, dans le modèle économétrique modux, dans la mesure du possible².

a. Hypothèses en matière d'évolution du secteur financier

Les indices boursiers constituent un déterminant important de l'activité dans le secteur financier. En 2005, on observe une hausse moyenne de 15% par rapport à 2004. Pour les années 2006-2008, le STATEC admet une évolution plus conforme avec les tendances de moyen terme, soit des hausses de 7% à 8% par an.

Le différentiel de taux d'intérêts, encore appelé "spread" (taux longs moins taux courts), agit sur la marge d'intermédiation des banques. Les taux d'intérêts de court terme dans la zone euro ne devraient que légèrement augmenter en 2006. Les taux de court terme aux Etats-Unis devraient bientôt cesser d'augmenter, le resserrement de la politique monétaire y étant intervenu plus tôt qu'en Europe. A moyen terme, les taux de court terme devraient se stabiliser autour de leur niveau

d'équilibre, que l'OCDE admet être de 4% environ. Ces taux d'équilibre ne seraient toutefois pas atteints avant 2009.

Ainsi, la valeur ajoutée de l'ensemble du secteur financier (banques, OPC, assurances) devrait avoir progressé de 6.5% en 2005 et évoluer à un taux proche de 4% à moyen terme. Entre 1970 et 2004, cette hausse fut de 10%; de 1985 à 2004 elle se montait à 6.5%. Cette prévision véhicule donc une certaine prudence alors que la directive européenne en matière d'épargne est entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2005 (cf. annexe 4). L'emploi devrait continuer à croître de 2.5% à 3% par an, soit des taux nettement inférieurs à ceux enregistrés sur le passé (+6% par an de 1970 à 2004).

L'énigme des faibles taux d'intérêt de long terme

La faiblesse actuelle des taux d'intérêt à long terme est une "énigme" amplement commentée dans la littérature économique en 2005 (cf. références bibliographiques à l'annexe 5 et Revue de l'OFCE no. 95, octobre 2005). La théorie économique suggère que les taux nominaux de long terme devraient refléter les perspectives d'inflation d'un côté et le taux d'intérêt réel de long terme ou d'équilibre de l'autre.

De ce fait, plusieurs arguments sont avancés couramment pour expliquer le faible niveau actuel des taux nominaux de long terme, à quelque 3.5% (zone euro) et 4.5% (USA):

- la crédibilité accrue des banques centrales s'engageant à maintenir la stabilité des prix, à respecter les objectifs d'inflation; de ce fait, les anticipations d'inflation n'auraient guère changé en dépit du choc sur les prix pétroliers;
- une préférence des investisseurs privés pour les obligations (en défaveur des actions), poussant

les taux de long terme (mécaniquement) à la baisse;

- une offre sur-abondante d'épargne, émanant principalement d'Asie, poussant les taux d'intérêt réels (d'équilibre) vers le bas;
- un certain pessimisme quant aux perspectives de croissance en Europe, poussant les anticipations d'inflation vers le bas.

Les principales organisations internationales prévoient une remontée très légère des taux longs dans le monde (EUR et USD), entre 2005 et 2007: en moyenne annuelle, les taux nominaux de long terme devraient augmenter de tout au plus un demi point (0.5%). Les raisons invoquées pour cette légère remontée sont la perspective d'une situation économique améliorée, surtout en Europe, et la poursuite du cycle de hausse des taux de court terme.

¹ Sous l'optique dépenses, la consommation publique et les investissements de l'Etat constituent en moyenne, depuis 1970, 22% du PIB. En 2004, ce ratio s'inscrit à 23%.

² A titre d'exemple: les dépenses salariales dépendent (entre autres) de l'inflation; les dépenses de Sécurité sociale dépendent (entre autres) de l'évolution de l'emploi, etc...

b. Hypothèses en matière d'environnement mondial

En 2005 l'activité économique mondiale a connu un ralentissement qui a été plus marqué aux USA et en Europe qu'en Asie. L'Europe a été particulièrement affectée car la croissance tendancielle est à un niveau comparativement faible et tout choc extérieur défavorable est susceptible d'interrompre une quelconque dynamique vertueuse intérieure, en train de s'installer: (croissance par la demande extérieure --> emplois et investissements --> demande intérieure --> croissance).

En 2006, les pays européens devraient connaître une ré-accélération de la croissance à quelque 2%, au contraire des USA, qui devraient continuer de converger vers un rythme plus soutenable à long terme (autour d'une croissance du PIB en volume de 3%). L'Europe devrait mieux s'en sortir en raison de taux d'intérêt toujours faibles et d'un léger avantage en matière de recyclage de pétro-dollars. Aussi l'Allemagne semble-t-elle en train de sortir de la stagnation, en partie grâce à une politique de modération salariale, se traduisant par une désinflation compétitive, ce qui pourrait créer des effets d'entraînement positifs sur les autres pays européens (dans un deuxième temps)¹.

La demande étrangère adressée à l'économie luxembourgeoise aurait augmenté de 4.1% en 2005 mais devrait accélérer à 4.7% en 2006 et se trouver sur son rythme de croisière en 2007/08, à légèrement plus de 5%. Notons à ce sujet que le Luxembourg a la part d'exportations dirigées vers l'UE25 la plus élevée parmi les 25 pays (environ 90%) et devrait donc particulièrement profiter d'une évolution plus favorable en Europe.

Les hypothèses en matière de prix pétroliers et de taux de change sont essentiellement des hypothèses techniques. Généralement, le niveau sur l'horizon de prévision est fixé, eu égard à une valeur observée dans le passé récent, une moyenne mensuelle. Par des simulations portant sur des hypothèses alternatives, on essaie alors de mesurer les trajectoires possibles dans un avenir proche et d'établir ainsi des fourchettes d'évolution probables.

Ainsi, le prix du baril de pétrole est fixé à 63.0 USD à partir de février 2006. Il était à 54.4 USD en 2005 et resterait inchangé, par hypothèse, à 63 USD en 2006, 2007 et 2008. Pour le taux de change USD/EUR, les valeurs sont les suivantes (2005, 2006-2008): 1.24 et 1.21.

c. Services non-marchands

Les principales hypothèses à établir pour les services non marchands concernent les catégories (de dépenses) suivantes:

- consommation intermédiaire (frais de fonctionnement);
- masse salariale;
- investissements ou formation brute de capital fixe;
- dépenses sociales.

L'objectif du STATEC n'est pas de prévoir le compte des recettes et dépenses complet des services non-marchands. Le volet recettes n'est, en principe, pas traité en détail, sauf si des variables ont une incidence sur le comportement économique (TVA, taux de cotisation).

Pour ce qui est des quatre principales catégories de dépenses, le Budget propose une trajectoire qui devrait en principe être intégrée telle quelle dans la prévision. Or, l'observation de certaines de ces variables sur le passé montre que:

- la masse salariale est généralement sous-estimée, tandis que
- la FBCF est d'habitude sur-estimée.

Il en découle que les prévisions figurant dans le Budget de l'Etat 2006 peuvent être améliorées; il est donc

souhaitable d'établir des hypothèses sur base de critères objectifs supplémentaires.

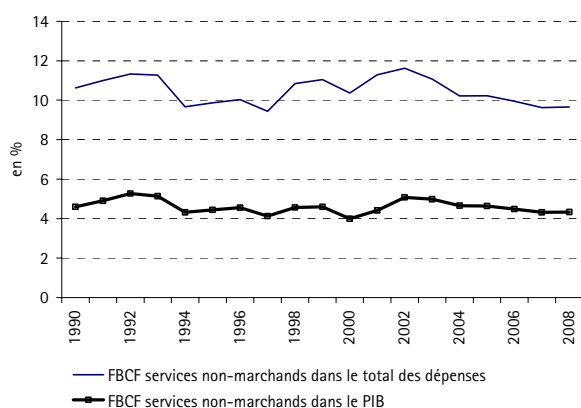
Pour ce qui est de la masse salariale, la notification du déficit public de septembre 2005 par le STATEC fait état d'une croissance de la rémunération totale des salariés des services non-marchands de 4.5% en 2005 et de 6.1% en 2006. Les analyses du STATEC montrent que pour 2005 surtout, cette évolution sous-estime les dépenses basées sur les données disponibles au moment de l'établissement de la prévision.

La sous-estimation de l'évolution de la masse salariale comprise dans le Budget de l'Etat entraîne également une sous-estimation du revenu disponible des ménages et donc potentiellement une mauvaise appréciation de la consommation finale et du PIB en fin de compte.

Le STATEC table sur une hausse de la masse salariale du secteur public de 8.2% en 2005 (coût salarial moyen: +4.6%) et de 7.5% en 2006 (coût salarial moyen: +4.2%).

Les comptes provisoires relatifs à 2005 et le Budget 2006 prévoient une hausse totale de la FBCF de l'Etat de près de 30% après une quasi-stagnation en 2004. Ces amplitudes de variation ne sont pas inhabituelles mais elles interviennent à un moment où la situation en matière de finances publiques est plutôt tendue. Qui plus est, la part des dépenses d'investissement public dans le total des dépenses, voire dans le PIB, était à un niveau élevé en 2003/04 (cf. graphique 38).

¹ Dans un premier temps, la politique de modération salariale menée par l'Allemagne se serait surtout faite *au détriment* des partenaires européens (cf. Revue de l'OFCE no 95, octobre 2005, fiche pays "Allemagne").

Graphique 38: Part des investissements publics

Source: STATEC

Afin de ré-équilibrer la part de la FBCF publique dans le PIB – qu'on suppose converger vers la moyenne de long terme – et comme les dépenses de FBCF sont les plus aisées à comprimer, le STATEC prévoit une hausse cumulée de la FBCF de l'Etat (y. c. des communes) de 10% en 2005 et 2006, de 3% en 2007 et de 7.5% (rythme d'expansion tendanciel) en 2008.

Dans le modèle économétrique modux utilisé pour établir les prévisions, la consommation intermédiaire des services non-marchands est censée suivre les dépenses d'investissement, elle est donc endogène. Cela tient à une logique de dépenses induites: la consommation intermédiaire découle en grande partie des dépenses d'investissement qui nécessitent entretiens et réparations.

Pour 2006, le Budget prévoit une hausse de 4.6% des dépenses de consommation intermédiaire tandis que le STATEC table, dans ses prévisions, sur une expansion de 8.5%. Le chiffre plus élevé du STATEC se justifie par l'inertie qui caractérise ces dépenses et par l'absence de mesures législatives précises, visant à les comprimer. Par ailleurs, la prévision de ces dépenses par le STATEC reflète un certain freinage à moyen terme dans la mesure où l'expansion se stabiliserait autour de 8% par an sur la fin de l'horizon de projection (9.3% en moyenne par an entre 1990 et 2004).

Les prestations de Sécurité sociale sont supposées suivre d'assez près ce qui est proposé par le Budget: +6.2% en 2005 et +4.3% en 2006. En 2007/2008, elles convergeraient vers un rythme moyen de 7% environ (+8.7% de 1990-2004).

Tableau 28: Évolution de la masse salariale dans le secteur public en 2005 et 2006

	Echelle mobile	Valeur du point indiciaire	Nombre de salariés	Glissement naturel [*]	Total de la masse salariale dans les services non-marchands
					Évolution en %
2005	2.5	1.0	3.5	1.0	8.2
2006	2.5	0.8	3.2	0.8	7.5

* Par glissement naturel, on entend les hausses salariales dues aux avancements dans les grilles des barèmes.

Source: STATEC

Tableau 29: Autres hypothèses exogènes

	1985-2004	2004	2005	2006	2007	2008
	Évolution en % (ou spécifié différemment)					
<i>Marchés financiers</i>						
Taux d'intérêt court terme EUR ¹	6.6	2.1	2.2	2.4	3.1	3.6
Taux d'intérêt long terme EUR ¹	7.4	4.1	3.4	3.7	4.1	4.5
Taux d'intérêt court terme USD ¹	5.1	1.6	3.5	4.8	4.9	4.8
Taux d'intérêt long terme USD ¹	6.8	4.3	4.3	4.7	4.8	5.1
Taux d'intérêt hypothécaires (Luxembourg)	6.2	3.6	3.4	3.6	4.3	4.8
Indice boursier européen EuroStoxx ²	7.4	15.9	15.0	7.0	7.4	7.4
<i>Prix étrangers</i>						
Prix étrangers (valeur ajoutée, biens)	1.0	1.4	0.8	0.1	0.4	0.7
Prix étrangers (valeur ajoutée, services)	2.5	1.6	1.4	1.4	1.4	1.4
Prix étrangers (export. biens)	0.8	1.4	2.5	1.2	0.8	0.8
Prix étrangers (export. services)	1.5	1.3	2.5	1.2	1.1	1.1
<i>Population, marché du travail</i>						
Solde naturel (1000 pers.)	1.27	1.87	1.75	1.58	1.42	1.29
Part pop. âge de travailler (15-64 ans) dans la pop. tot. (%)	68.2	67.1	67.0	67.1	67.2	67.3
Fonctionnaires internationaux (1000 pers.)	7.56	7.93	7.94	7.95	7.97	7.98

Source: STATEC

¹ Niveaux² Moyenne 1987-2004 au lieu de 1985-2004

3. Résultats

Tableau 30: Résultats détaillés

	1985-2004	2004	2005	2006	2007	2008
	Évolution en % (ou spécifié différemment)					
<i>Décomposition du PIB en vol. (opt. dépenses)</i>						
Consommation finale nationale	3.6	1.5	1.6	1.7	2.0	2.4
Consommation publique	5.0	6.0	3.3	3.4	3.2	4.2
Formation brute de capital fixe (hors var. stocks)	6.9	3.5	4.6	3.9	4.6	5.9
Variation stocks (% du PIB)	...	0.3	0.3	0.3	0.2	0.2
Demande nationale	4.5	1.6	2.8	2.6	2.9	3.7
Exportations de biens et services	7.4	8.2	8.2	7.3	7.7	8.0
<i>dont biens</i>	4.9	3.3	3.5	4.1	4.8	5.4
<i>dont services</i>	9.8	10.2	12.0	9.5	9.9	10.0
<i>dont consommation des non-résidents</i>	4.0	11.4	1.6	3.7	2.1	1.8
Importations de biens et services	6.8	6.8	7.6	6.9	7.4	8.1
<i>dont biens</i>	5.0	2.8	4.1	3.9	4.6	5.4
<i>dont services</i>	9.4	10.1	11.3	9.8	10.0	10.4
<i>dont résidents à l'étranger</i>	3.0	7.0	3.4	1.6	3.4	3.2
Produit intérieur brut	5.4	4.5	4.5	4.0	4.2	4.5
<i>Prix et salaires</i>						
Prix à la consommation ¹	2.3	1.9	2.5	2.5	2.2	2.1
Coût salarial moyen nominal ¹	4.0	2.6	3.7	3.5	3.0	3.6
Déflateur implicite du PIB ¹	2.5	2.1	3.0	2.3	2.7	2.6
Productivité apparente du travail ²	2.1	1.9	0.9	0.9	1.0	1.3
Coût salarial unitaire	2.2	1.8	2.9	2.7	2.0	2.4
Termes de l'échange ³ (biens et services)	0.1	1.4	-0.2	-0.1	0.2	0.1
<i>dont biens</i>	-0.7	-2.9	-1.8	-1.1	-0.4	-1.0
<i>Divers</i>						
Taux de croissance du PIB potentiel	5.0	3.9	4.3	4.3	4.3	4.3
Ecart de production (% du PIB potentiel)	-0.2	-0.3	-0.1	-0.3	-0.4	-0.1
PIB nominal (niveau en milliards d'EUR)	...	25.66	27.61	29.40	31.45	33.74
PIB nominal (évolution)	8.1	7.1	7.6	6.5	7.0	7.3
RNB (nominal, niveau en milliards d'EUR)	...	22.75	24.47	26.05	27.88	29.90
Echelle mobile des salaires (EMS)	2.2	2.1	2.5	2.5	2.1	2.3
Coût salarial moyen hors EMS	1.8	0.5	1.2	0.9	0.9	1.3

Source: STATEC (1985-2004: comptes nationaux observés; 2005-2008: prévisions janvier 2006)

¹ Source: Comptes nationaux

² VAB en vol. sur l'emploi total

³ Rapport entre prix à l'exportation et prix à l'importation

a. PIB et principaux agrégats

Sur l'horizon de projection (2005-2008¹), le PIB en volume devrait s'accroître de 4.3% en moyenne par an. Il s'agit d'une performance supérieure à celle réalisée sur les années 2001-2004. Sur ces années-là, l'éclatement de la bulle spéculative sur les marchés d'actions avait fait trembler l'économie mondiale et le PIB en volume du Luxembourg n'avait augmenté "que" de quelque 3% en moyenne annuelle².

La raison de l'amélioration des performances de croissance tient au fait qu'il a fallu du temps aux acteurs économiques mondiaux pour digérer ce choc négatif. Aussi l'environnement mondial n'a-t-il vraiment connu une croissance élevée qu'en 2004, 2001-2003 ayant été des années où la demande mondiale a quasiment stagné. L'année 2004 était donc l'année de reprise mondiale et l'économie luxembourgeoise en a profité, avec une croissance du PIB en vol. de quelque 4.5% (SEC 95).

¹ L'horizon de projection comprend l'année 2005, en dépit du fait qu'elle soit révolue à la diffusion des prévisions, dans la mesure où des comptes nationaux complets faisaient défaut au moment de la finalisation.

² Les chiffres varient quelque peu, en fonction du concept utilisé, c.à-d. comptes nationaux révisés ou SEC 95; cf. annexe 3.

En 2005, les marchés financiers continuent de bien se porter, surtout en Europe, alors que la demande mondiale de biens et de services a montré un visage plus terne. Voilà qui explique que le PIB a continué de s'accroître au Luxembourg, en 2005, sensiblement au même rythme qu'en 2004, alors que la croissance au niveau européen a faibli, par rapport à 2004.

Les impulsions de croissance viendraient en début de période surtout de la demande extérieure, tandis que la demande intérieure prendrait la relève par la suite. Cette analyse de nature technique ou statistique, qui se base mécaniquement sur les contributions à la croissance, doit être nuancée dans la mesure où, dans une très petite économie très ouverte, parler d'impulsions de croissance qui viendraient de l'intérieur, paraît abusif. Ceci tient au contenu en importations très élevé et au fait que la consommation privée, au Luxembourg, ne constitue qu'environ 50% du PIB alors qu'elle en constitue les 2/3 dans les grandes économies plus fermées.

En effet, comme l'illustre le graphique 39, la contribution à la croissance de la demande extérieure devrait fléchir progressivement alors que celle de la demande nationale devrait s'accroître progressivement. Or, sur la période 2006-2008, la demande mondiale, dont pourrait profiter l'économie luxembourgeoise, irait elle-même en s'accroissant. Le fléchissement de la contribution extérieure nette tiendrait alors à la montée en puissance progressive de la demande nationale, qui accroît les besoins en importations et pèse ainsi mécaniquement sur la contribution extérieure nette.

Pour ce qui est des exportations, ce sont les services (financiers et autres), constituant environ 60% du total des exportations, qui connaissent les taux de croissance les plus élevés: +12% en moyenne par an (sur 2005-2008) pour les services financiers; +4.9% pour les autres services et +4.4% pour les biens (en volume chaque fois).

Au niveau de la demande nationale, la consommation privée devrait progressivement gagner en dynamisme, alors que le chômage serait freiné. Le revenu disponible en volume des ménages¹ ne connaîtrait une expansion

plus solide qu'à partir de 2007, alors qu'il n'aurait augmenté que de 1.5% en moyenne par an sur la période 2003-2006. Rappelons que ce dernier avait encore profité de la baisse de la fiscalité des ménages jusqu'en 2002...

Au niveau des branches, le secteur financier terminerait sa (re-)montée en 2006, avec une expansion de la valeur ajoutée brute en volume de quelque 6.5%, après avoir stagné quasiment entre 2001 et 2003. Par la suite, la trajectoire épouserait un rythme plus modeste, autour de 4% en volume par an, rythme qui se compare défavorablement avec l'expansion observée jusqu'à l'éclatement de la bulle spéculative (environ 6% en volume en moyenne par an entre 1985 et 2000).

L'expansion de l'activité dans les autres branches privées serait (en moyenne, sur tout l'horizon de projection) légèrement inférieure à celle des services financiers tandis que celle des services non-marchands serait plus faible encore. La bonne tenue des autres branches privées trouverait son origine à la fois dans une demande internationale (pour des services non financiers) toujours vigoureuse et dans la demande nationale gagnant en puissance progressivement.

Graphique 39: Contributions à la croissance



Source: STATEC

¹ Cette notion de revenu disponible, en l'absence de comptes sectoriels des ménages, ne comprend pas les revenus du capital tandis qu'elle intègre toutes les autres composantes: revenus salariaux, impôts, cotisations sociales, transferts sociaux...

b. Marché du travail

Tableau 31: Marché du travail

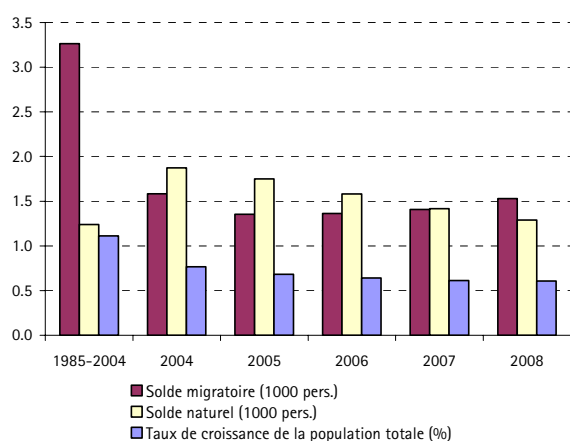
	2004	1985-2004	2004	2005	2006	2007	2008
	1000 pers.		Évolution en % (ou spécifié différemment)				
Population totale	455.1	1.1	0.8	0.7	0.6	0.6	0.6
Population en âge de travailler	305.5	1.0	0.7	0.5	0.8	0.8	0.7
Population active	206.4	1.5	1.9	2.0	1.8	1.6	1.5
Taux d'activité (% de la pop. en âge de trav.) ¹	...	0.3	67.6	68.6	69.2	69.8	70.3
dont femmes ¹	...	0.7	54.3	55.3	56.2	57.2	58.2
Emploi total intérieur	301.0	3.3	2.6	3.1	2.8	2.9	2.9
dont frontaliers entrants	111.9	10.7	4.7	5.7	4.9	5.0	4.9
marchand hors banques	233.5	3.2	2.5	3.1	2.8	2.9	3.0
Durée de travail moyenne	...	-0.2	-1.4	-0.8	-0.4	-0.4	-0.4
Emploi national ²	197.7	1.4	1.3	1.5	1.5	1.5	1.5
Nombre de chômeurs (BIT)	8.7	3.5	15.6	13.9	8.5	2.9	2.0
Taux de chômage (BIT, % de la pop. act.)	...	1.3	4.2	4.7	5.0	5.1	5.1

Source: STATEC (1985-2004: comptes nationaux observés; 2005-2008: prévisions janvier 2006)

¹ Évolution 1985-2004 en points de %

² Source: Comptes nationaux

Graphique 40: Population, migrations et mouvement naturel



Source: STATEC

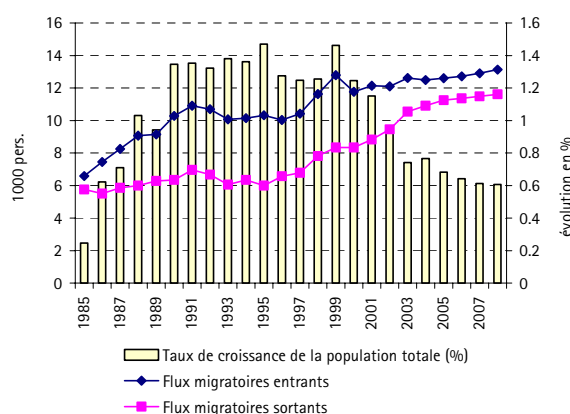
b.1 Population et migrations

Depuis le ralentissement conjoncturel, la croissance de la population s'est tassée également (cf. graphiques 40 et 41). Ce tassement provient surtout d'une plus forte hausse des flux migratoires sortants alors que les flux entrants continuent d'augmenter, plus lentement il est vrai.

Sur l'horizon de projection, le STATEC prévoit une évolution constante du solde migratoire qui tournerait autour de 1500 personnes. Le solde naturel baisserait légèrement, passant de quelque 1 700 personnes sur 2000-2004 à environ 1 200 personnes en 2008.

En conséquence, la croissance de la population totale se stabiliserait à 0.6% par an, soit à peu près le taux moyen observé au cours des trois dernières années (2003-2005) mais sensiblement moins que sur la période débutant en 1985 (+1.1% en moyenne par an). La population en âge de travailler resterait légèrement plus dynamique dans la

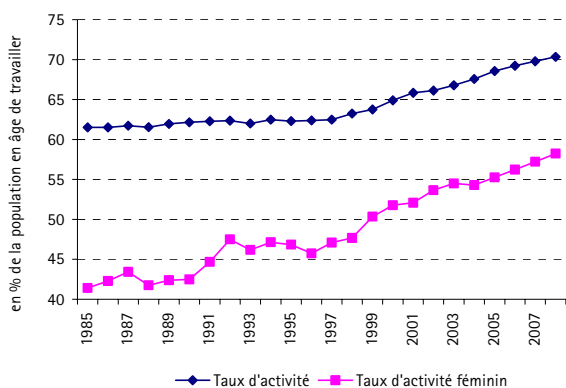
Graphique 41: Population totale et flux migratoires



Source: STATEC

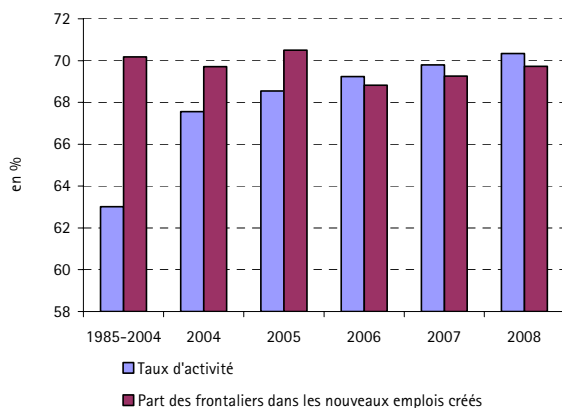
mesure où le solde migratoire reste un solde de personnes actives, à la recherche d'un emploi ou (le plus souvent) disposant d'un emploi alors qu'elles arrivent au Luxembourg.

Graphique 42: Taux d'activité



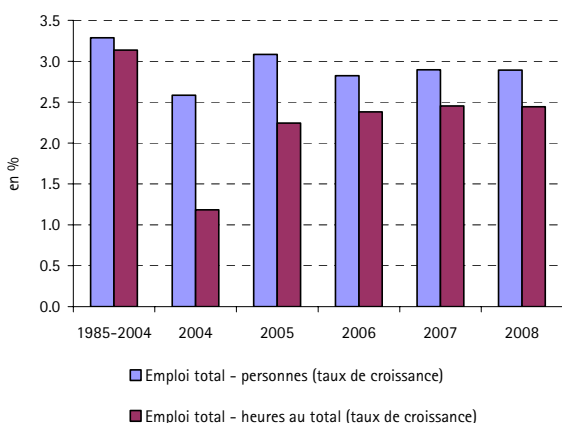
Source: STATEC

Graphique 43: Taux d'activité et pénétration des frontaliers



Source: STATEC

Graphique 44: Évolution de l'emploi, heures et nombre de personnes



Source: STATEC

b.2 Population active et taux d'activité

Du point de vue *arithmétique*, la population active est un concept "résident" ou "national" qui est la somme de l'emploi national et des demandeurs d'emplois. Pour rappel, l'emploi intérieur regroupe tous les salariés et indépendants

occupés sur le *territoire* luxembourgeois et comprend donc également les frontaliers.

Du point de vue *conceptuel*, la population active regroupe toutes les personnes actives sur le marché du travail, qu'elles aient ou qu'elles soient à la recherche d'un emploi: ceci est la définition du BIT, internationalement reconnue. Sous cette optique, deux facteurs sont déterminants pour l'évolution de la population active: le taux d'activité et le taux de chômage. Le taux d'activité est censé dépendre de la situation sur le marché du travail: si celle-ci s'améliore, plus de personnes voudront travailler ce qui tend à

augmenter le taux d'activité¹. D'autres facteurs, plutôt de nature structurelle, jouent sur le taux d'activité, comme la participation accrue des femmes au marché du travail (cf. graphique 42).

Sur l'horizon de projection, le taux d'activité devrait s'accroître, sous l'effet surtout d'une remontée continue du taux d'activité féminin. Le taux d'activité global devrait dépasser 70% en 2008 tandis que le taux d'activité féminin s'approcherait des 60%. La population active (résidente) augmenterait de 1.8% par an, soit légèrement plus vite que l'emploi national (+1.4%) en raison d'un chômage qui progresserait toujours.

b.3 Emploi intérieur et durée de travail

Tout comme le PIB, l'emploi (intérieur, c.-à-d. y. c. les frontaliers) évolue moins vite sur l'horizon de projection qu'en moyenne, au cours des années 1985-2004. Ceci s'explique en premier lieu par une évolution inférieure à la tendance de l'emploi dans le secteur financier. L'emploi devrait y croître d'environ 2³/₄% par an, contre 6% entre 1985 et 2004.

La hausse des frontaliers est toujours supérieure à celle des résidents: environ +5% en moyenne par an pour les premiers contre +1.5% pour les deuxièmes. L'emploi national s'accroîtrait d'environ 3 000 personnes par an, chiffre à mettre en relation avec le solde migratoire (+1 500 personnes par an) et la hausse du taux d'activité.

¹ Ce phénomène est appelé "effet de flexion". Il fait en sorte que si la conjoncture reprend, une partie des nouveaux emplois créés est occupée par des personnes auparavant retirées du marché du travail, ce qui tempère l'effet de la reprise sur le chômage.

² A nombre de travailleurs constants, le volume de travail augmente si la durée de travail augmente.

³ Sur une durée de travail de quarante heures par semaine, -0.2% est l'équivalent de 5 minutes; il faut à ce rythme douze ans pour réduire la durée de travail d'une heure par semaine.

Les deux sources établissent deux concepts différents de durée de travail:

- les données de source IGSS comprennent la durée contractuelle, inscrite sur le contrat de travail, ainsi que les heures supplémentaires prestées et déclarées; elles englobent les frontaliers ayant un contrat de travail au Luxembourg;
- les données EFT sont basées sur des enquêtes auprès des ménages et communiquent le temps de travail effectivement presté, qu'il soit rémunéré ou non; les données EFT n'englobent que les travailleurs résidents.

Il est donc compréhensible que les deux sources donnent des trajectoires différentes pour la durée de travail, sachant qu'il s'agit de deux concepts différents (cf. graphique 45).

Les raisons pour la baisse tendancielle ou structurelle de la durée de travail sont multiples:

- les progrès de productivité rendent possibles les baisses du volume de travail dans le processus de production; la réduction de la durée de travail devient ainsi une variable de négociation à côté du salaire (et d'autres variables);

Avec une population active d'environ 210 000 personnes (situation en 2005), la hausse moyenne du taux d'activité de 0.7 points de % amène, par an, quelque 1500 personnes résidentes *supplémentaires* sur le marché du travail.

La part des frontaliers dans les nouveaux emplois créés resterait stable à quelque 70%, soit sensiblement la même valeur qu'observée entre 1985 et 2004. Dans le stock de travailleurs salariés, la part des frontaliers passerait ainsi de 39.9% en 2004 à 43.2% en 2008.

Du point de vue économique, ce qui compte pour l'employeur, c'est l'input total de main-d'œuvre dans le processus de production. Il faut donc prendre en compte la durée de travail²: les commentaires jusqu'ici se basaient sur l'évolution de l'emploi en nombre de personnes.

Depuis 1985, la durée moyenne de travail affiche une légère tendance à la baisse, d'environ 0.2% par an³. La durée de travail peut être obtenue à travers deux sources statistiques différentes:

- les fichiers d'emploi de la Sécurité sociale (source IGSS);
- les enquêtes sur les Forces de Travail du STATEC (EFT).

- le travail à temps partiel volontaire est rendu possible par la hausse des revenus et s'explique par des mutations sociologiques.

Depuis l'année 2000, la baisse de la durée de travail s'accélère au Luxembourg, elle est passée à -0.7% par an (soit, sur base de 40 heures par semaine, l'équivalent de 16 minutes par semaine). Il faut à ce rythme quatre années pour baisser la durée de travail d'une heure par semaine. La baisse est générale: toutes les années (sauf 2000) sont marquées par une baisse de la durée de travail inférieure à 0.2%. Les années 2001 et 2004 se distinguent par une baisse inférieure à -1%.

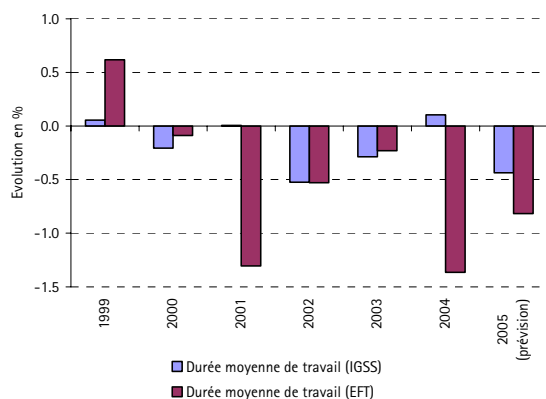
Cette baisse de la durée de travail s'explique à raison de 40% environ par le ralentissement du secteur financier¹ et la baisse concomitante de la durée de travail. Mais comme le ralentissement conjoncturel ne s'est pas limité au secteur financier, d'autres activités ont tenté de limiter l'input de main-d'œuvre en réduisant la durée de travail.

La baisse de la durée de travail laisse apparaître la hausse de l'emploi, en terme de nombre de personnes, sous un nouvel angle: la hausse de l'emploi *effectif* est bien moindre que les statistiques de l'IGSS (souvent basées sur le nombre de personnes) ne le laissent paraître. Ainsi, la

hausse moyenne de l'emploi-personnes sur 2000-2004 est de 3.7% par an, tandis que la hausse de l'emploi-heures est de 3.0%.

Sur l'horizon de prévision, le STATEC admet que la durée de travail va continuer de baisser à un rythme soutenu, en concordance avec ce que l'on observe depuis 2000, soit quelque -0.5% par an. L'emploi-personnes augmenterait donc de légèrement plus de 3% par an, mais l'emploi-heures ne s'accroîtrait qu'à un rythme de 2.5%

Graphique 45: Évolution de la durée de travail



Source: STATEC

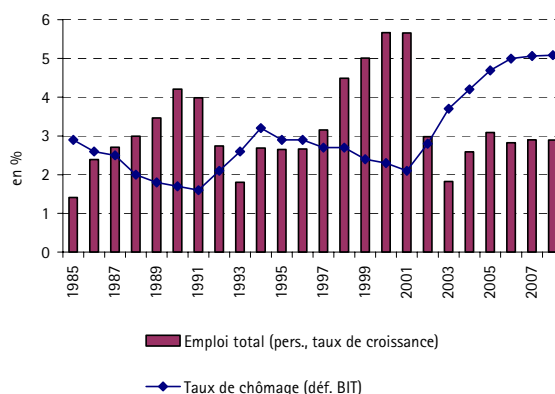
¹ D'après les données EFT, la durée de travail dans le secteur financier est passée de 40.3 heures en 2000 à 37.8 heures en 2004 (dernière année disponible), soit une baisse de 6.2%. Au niveau agrégé, la baisse de la durée de travail cumulée de 2000 à 2004 est de 3.4%.

b.4 Chômage

Le chômage augmente depuis 2001 au Luxembourg, après avoir baissé pendant sept ans (concept BIT) ou quatre ans (concept ADEM). La hausse du chômage est à mettre en relation avec le ralentissement conjoncturel. De plus de 6% en 1999/2000, la croissance de l'emploi intérieur est tombée à quelque 2% en 2003, avant de reprendre en 2004 et 2005. Empiriquement, on peut avancer un seuil de création d'emplois de quelque 3.5% pour que l'évolution du chômage change de signe. Il semble que ce seuil soit plus élevé encore à la hausse (pour que le chômage baisse) qu'à la baisse.

Dans le modèle économétrique, deux facteurs jouent *directement* sur l'évolution du chômage: la part des frontaliers dans les nouveaux emplois créés ainsi que le taux d'activité¹. Plus la part des nouveaux emplois créés, pris par les frontaliers, est élevée, plus le chômage augmente. Il en va de même du taux d'activité qui présente une relation positive avec le taux de chômage.

Graphique 46: Taux de chômage au sens du BIT



Source: STATEC

Ces deux variables pourraient éventuellement représenter des mesures politiques en faveur de l'emploi, qui se traduiraient par une employabilité plus élevée des résidents. Simuler l'effet de telles politiques présuppose que les frontaliers et les résidents soient "substituables", c.-à-d. puissent être interchangeables un pour un, sans perte de productivité et de rentabilité pour l'employeur.

En tout état de cause, en l'absence de mesures politiques concrètes², favorisant une baisse du chômage résident³, les deux variables, agissant directement sur le chômage dans le modèle économétrique, évoluent comme sur le passé récent:

- la part des frontaliers dans les nouveaux emplois créés reste stable à 70%, et,
- le taux d'activité continue d'augmenter.

Ainsi, en dépit de la poursuite de la reprise de l'activité, et d'une création d'emplois vive (+3% par an ou 9 000 postes), le chômage résident continuerait à augmenter à brève échéance. La hausse serait tout de même ralentie: plus que 0.3 points de % de la population active en 2006

et 0.1 point de % en 2007. En 2008, le taux de chômage

au sens du BIT⁴ se stabiliserait à 5.1%.

c. Prix, salaires et productivité

c.1 Prix, salaires

L'inflation des prix à la consommation a été rythmée au cours des dernières années par les prix pétroliers. Rappelons que ceux-ci étaient descendus jusqu'à 10 USD/baril en 1999 et ont donc été multipliés par plus de 6 pour se trouver, au moment de la finalisation des prévisions, à quelque 60 USD le baril. Sur l'horizon de projection, le STATEC admet que les prix vont augmenter en 2006, en moyenne annuelle, par rapport à 2005 (63.0 USD contre 54.4) pour se stabiliser à ce niveau en 2007 et 2008.

En fait, il s'agit d'une prévision "technique", fixant le prix sur le futur à un prix observé au cours des semaines précédant la clôture des prévisions⁵. De façon analogue, le taux de change USD/EUR est ancré à 1.21 USD pour un EUR sur tout l'horizon de projection, ce qui se traduit par une légère dépréciation de l'EUR par rapport au USD en 2006, en considérant les moyennes annuelles de 2005 et 2006 (1.24 contre 1.21).

L'inflation des prix à la consommation atteindrait un maximum en 2005 et 2006, à 2.5% en moyenne annuelle, et baisserait par la suite. L'inflation sous-jacente, à 1.8% en moyenne annuelle en 2005, accélérerait en conséquence en 2006 (2.1%), et 2007 (2.3%).

Le déflateur du PIB est très volatile. Il a augmenté en moyenne de 2.7% entre 1985 et 2004, avec un écart-type de 1.4. Cette volatilité tient pour partie à l'impact des prix des actions, qui entrent dans la détermination des prix des services financiers (optique production, au niveau de la valeur ajoutée, et optique dépenses, au niveau des exportations et des importations). Elle est d'autre part due au degré d'ouverture très élevé de l'économie luxembourgeoise, qui entraîne une pondération plus faible des prix à la consommation, généralement moins volatiles dans les grandes économies fermées, et agissant de fait comme stabilisateurs.

¹ Dans modux, on ne peut évidemment pas simuler les politiques de stimulation du marché du travail, sauf si elles s'expriment au travers de variables figurant dans le modèle.

² Dans le jargon, la prévision s'établit "à mesures politiques inchangées".

³ A la clôture de rédaction de cette Note de conjoncture, soit début février 2006.

⁴ En 2004, dernière année d'observation complète, les niveaux du chômage BIT et ADEM furent identiques, à 4.2% de la population active. En projection, il est admis, par défaut, que les deux concepts évoluent de manière identique, l'utilisation de l'un ou l'autre est donc indifférente.

⁵ cf. NDC 2-05 pp. 37-38.

Sur l'horizon de projection, le déflateur du PIB devrait toujours augmenter de quelque 2.7% en moyenne. En 2005 – et partiellement encore en 2006 – deux forces joueraient en sens contraire: d'une part, on enregistre des évolutions favorables au niveau des prix des exportations, que ce soient ceux des services financiers ou ceux des biens sidérurgiques. De l'autre, à l'importation, la hausse des prix de l'énergie pèse sur les termes de l'échange. Ainsi, en 2005 et 2006, les termes de l'échange, mesurés par les déflateurs agrégés des biens et services, se dégraderaient légèrement (-0.2% en moyenne par an), pour se redresser par la suite.

Quatre ou cinq facteurs déterminent la trajectoire des salaires sur l'horizon de projection:

- en 2005, la bonne tenue du secteur financier y propulse la croissance des salaires à quelque 5% en moyenne annuelle;

- au-delà de 2007, il n'existe plus d'accord salarial dans la fonction publique, ce qui fait que les salaires nominaux par tête y perdront environ 1% de croissance par an;
- En 2007 et 2008, la répercussion de l'échelle mobile serait légèrement inférieure aux années 2005 et 2006;
- la hausse de la productivité (par personne) sera plus forte en fin de période de projection (à quelque +1.25% par an) qu'au début (+0.9% par an);
- la hausse du chômage ralentirait progressivement et ce dernier pèserait donc de moins en moins sur l'expansion salariale;

En tout et pour tout, ces éléments aboutiraient à une hausse des coûts salariaux nominaux par tête de quelque 3.5% en moyenne par an de 2006 à 2008, avec un creux en 2007 à +3.0%.

Tableau 32: Résultats des prévisions mensuelles d'inflation

	Observations		Prévisions		
	2004	2005	2006	2007	2008
					Variation annuelle, en %
Inflation (IPCN)	2.2	2.5	2.5	2.2	2.1
Inflation sous-jacente	1.8	1.8	2.1	2.3	2.3
Produits pétroliers	12.7	18.6	7.2	0.2	0.0
Cote d'application	2.1	2.5	2.5	2.1	2.3
Cote d'application (Indice 100 au 1.1.1948)	624.63	640.24	656.24	669.86	685.18
Prix du Brent (USD/baril)	38.2	54.5	63.0	63.0	63.0
Taux de change USD/EUR	1.24	1.25	1.21	1.21	1.21

Source: STATEC

c.2 Productivité apparente du travail

La productivité apparente du travail est le rapport entre un volume d'activité ("output") et un volume de travail ("input"). L'activité, dans ce contexte, est mesurée par la valeur ajoutée à prix constants. Le volume de travail peut être évalué à travers le nombre de personnes ou les heures travaillées: l'analyse des deux approches est proposée ci-après.

$$\text{Productivité apparente travail} = \frac{\text{Volume d'activité}}{\text{Volume d'emploi}}$$

Dans un contexte de réduction de la durée de travail, la productivité apparente, établie à l'aide des heures (au lieu du nombre de personnes) augmente tendanciellement plus vite: l'écart correspond à la réduction de la durée de travail par personne.

Après les baisses observées en 2001 et 2002 (cf. graphique 47), la productivité apparente du travail a épousé un taux d'expansion plus conforme avec les observations du passé, à compter de 2004. Sur l'horizon de projection, la productivité-heures devrait ainsi augmenter de 1.6% par an, à comparer avec un taux d'accroissement annuel moyen de 1.7% sur 1990-2004.

La baisse de la productivité du travail en 2001 et 2002 est surtout due au recul de l'activité dans le secteur financier. En se concentrant sur les autres branches privées (cf. graphique 48), et en considérant en plus la productivité-heures, il n'y a plus de baisse, mais une évolution au-dessous de la tendance. A noter encore que ces évolutions se basent sur les comptes non révisés.

c.3 Coût salarial unitaire

Le coût salarial unitaire (CSU) met en rapport le coût de la main d'œuvre par unité "physique" produite. Les unités "physiques" sont mesurées par la valeur ajoutée en volume et le coût par la masse totale des salaires:

$$\text{CSU} = \frac{\text{Masse salariale}}{\text{Volume d'activité}}$$

Le coût salarial unitaire a augmenté de quelque 2.3% en moyenne, de 1990 à 2004, dans les branches privées, hors secteur financier. Entre 1999 et 2002, l'évolution du CSU a quasiment doublé, passant à une croissance annuelle moyenne de près de 4%. Depuis 2003, l'évolution est redevenue plus conforme à la normalité, avec des hausses proches de 2%. En 2005, l'évolution du coût salarial unitaire connaîtrait un nouveau pic à quelque +3%.

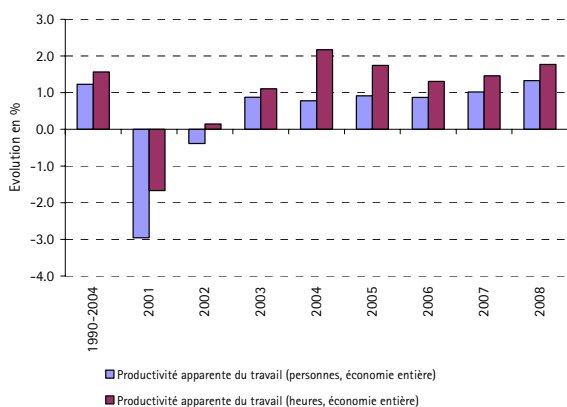
Par la suite, la hausse serait proche des moyennes de long terme, avec un ralentissement progressif à compter de 2006. Le ralentissement serait favorisé, dans le scénario central, par la poursuite de la hausse du chômage (en 2006) qui limiterait la hausse "réelle" (c.-à-d. hors indexation) des salaires et par la décreue de l'inflation à partir de 2007.

c.4 Part salariale

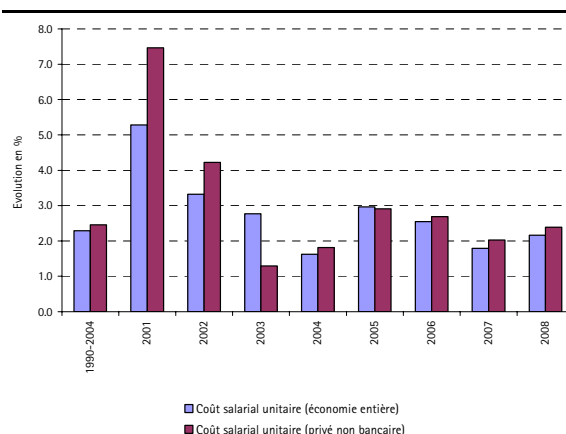
La part salariale est la part de la valeur ajoutée qui est attribuée aux salariés, elle est exprimée en % du PIB en valeur. Le complément à l'unité est la rémunération du capital ou l'excédent d'exploitation.

La part salariale de l'économie dans son ensemble est inférieure à la moyenne de long terme (1990-2004) sur les années récentes ainsi qu'en projection. Ceci tient à une certaine retenue salariale dans le secteur financier, suite aux années de ralentissement de l'activité 2001-2003.

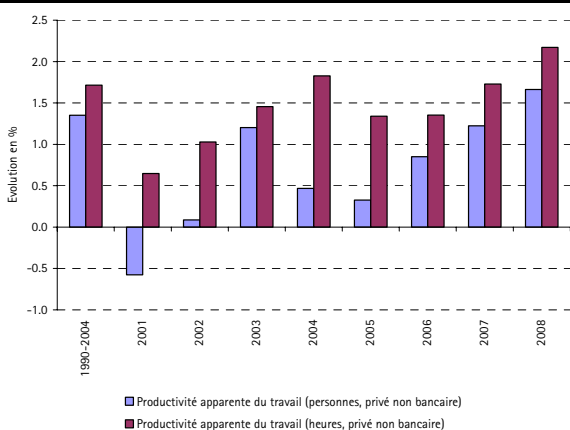
Pour les autres branches marchandes, la part salariale est clairement au-dessus de la moyenne 1990-2004, et la hausse devrait perdurer jusqu'en 2007.

Graphique 47: Productivité apparente du travail, économie entière

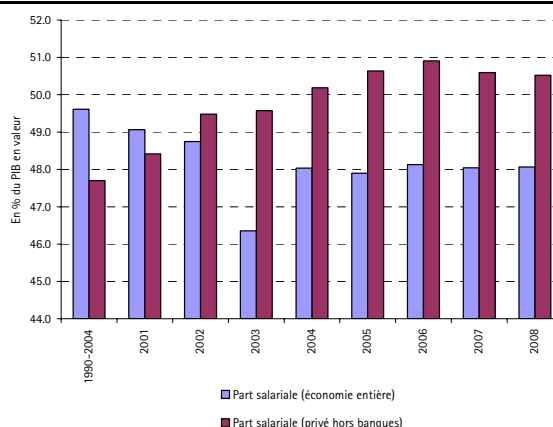
Source: STATEC

Graphique 49: Coût salarial unitaire

Source: STATEC

Graphique 48: Productivité apparente du travail, secteur privé hors banques et assurances

Source: STATEC

Graphique 50: Part salariale

Source: STATEC

d. Risques et incertitudes

Considérations préliminaires

L'évaluation des risques et incertitudes concerne en premier lieu une série d'hypothèses qui évolueraient de façon différente de celle retenue pour le scénario central. Les risques se greffent dès lors sur les trois grands volets d'hypothèses, retenues pour l'établissement des prévisions: environnement international, secteurs financier et public.

Différentes simulations alternatives permettent de quantifier l'impact de certains de ces risques (cf. annexes 1 et 2, simulations sur des sentiers alternatifs concernant l'investissement public ou l'environnement mondial).

Risques associés aux hypothèses concernant le secteur public

Les principales catégories de dépenses du secteur public ont un effet souvent mécanique ou direct, dans la mesure

où elles constituent une fraction du PIB, sous l'une des optiques dépenses, production ou revenus. Tout changement de cap en matière de politique budgétaire, affectant les principales catégories de dépenses, aura donc un impact sur l'équilibre macro-économique.

La formation brute de capital fixe publique est l'agrégat le plus volatile des quatre principales catégories de dépenses¹ ainsi que celui qui est le moins soumis aux automatismes². Il est dès lors celui qui peut être ajusté le plus facilement. Voilà pourquoi le STATEC a simulé un scénario alternatif qui prévoit un investissement public *plus élevé*³. D'autres simulations pourront être proposées s'il y a des mesures législatives concrètes annoncées qui viseraient à contenir les dépenses de l'Etat.

Du côté des recettes, l'impact sur le PIB et ses différentes composantes est beaucoup moins direct. La première condition pour mener à bien ce genre de simulation est la modélisation économétrique précise des comportements des agents économiques. Les résultats quantifiés d'un changement de politique fiscale sont donc généralement plus difficiles à obtenir et présupposent en réalité un modèle économétrique plus sophistiqué que modux. Vue la complexité du système de recouvrement des recettes fiscales au Luxembourg et la diversité des bases fiscales, les équations de modux dans ce contexte restent embryonnaires, par rapport à d'autres modèles macro-économétriques.

Néanmoins, certains types de prélèvements, comme la TVA ou les cotisations sociales, modélisés explicitement dans modux, se prêtent à des simulations et les résultats afférents semblent assez cohérents, du point de vue de la théorie et de l'intuition économiques.

Risques associés aux hypothèses concernant le secteur financier

Comme il a été indiqué dans le corps du texte, les hypothèses en matière d'activité et d'emploi du secteur financier supposent une évolution inférieure à celle observée au cours de la période 1985-2004. Les taux de croissance retenus font état d'une décote de 30% (VAB vol.) resp. 50% (emploi) par rapport aux valeurs *moyennes* observées de 1985 à 2004. Ces décotes font donc preuve de prudence, en attendant de nouvelles données conjoncturelles (sur 2006 et au-delà) pouvant dévoiler la nouvelle trajectoire prise par le secteur. Rappelons également que les banques et autres acteurs du secteur financier semblent, à la vue des chiffres excellents relatifs à 2005, bien avoir digéré l'impact de l'introduction de l'imposition à la source sur les revenus de l'épargne au Luxembourg.

Risques associés aux hypothèses concernant l'environnement international

Les risques relatifs à l'environnement international sont multiples. Une simulation "favorable", se basant sur une croissance plus élevée du PIB de l'UE15 (0.5 points de % par an) est présentée en annexe 2. Les résultats de cette simulation sont symétriques et peuvent dès lors être appliqués, lorsque, au cours des trimestres à venir, la situation conjoncturelle européenne se présenterait de façon plus défavorable.

Il s'agit ensuite de déterminer l'impact de cette trajectoire alternative du PIB sur la demande de biens et de services s'adressant au Luxembourg, sur les indices boursiers, sur les divers prix à l'exportation et à l'importation, sur le taux de chômage et les revenus disponibles dans la Grande Région, etc... Une incertitude importante découle des approximations qui peuvent être commises à ce niveau. Des simulations alternatives devront déceler les variables sensibles, pouvant influencer la prévision.

Tous les risques importants au niveau international se traduisent par un impact sur le PIB de l'UE15 et sont donc, d'une certaine manière, compris dans la simulation alternative décrite à l'annexe 2. Mais quels sont ces risques? En se basant sur les publications mentionnées à l'annexe 5 (bibliographie), voici les plus importants.

¹ Les autres catégories étant la consommation intermédiaire, les dépenses pour salaires et les prestations sociales.

² Par automatisme, on entend le plus souvent le mécanisme d'indexation automatique, qui s'applique aux traitements et pensions ainsi qu'à la plupart des prestations sociales.

³ Paradoxalement, le cas d'un investissement public plus élevé a été simulé car le scénario central prévoit un investissement public plus faible que celui retenu par le Budget 2006 (cf. pp. 77 à 79). Les résultats sont symétriques et s'appliquent donc également à un investissement public plus faible.

Les prix pétroliers, exprimés en USD, ont été multipliés par 6 depuis 1999. Sur les deux dernières années, la hausse cumulée équivaut à celle observée au cours des grands chocs pétroliers du passé. A la différence du passé cependant, le choc subi émane d'une hausse (plutôt inattendue) de la *demande* et moins d'une limitation (volontaire) de l'offre.

La plupart des institutions internationales prévoient des prix pétroliers élevés sur les deux années à venir¹. Certains facteurs ayant été à l'origine des pics de prix sont moins présents actuellement (sous-capacités, tensions politiques) mais des hausses futures des prix pétroliers (à des niveaux supérieurs à ceux retenus pour le scénario central² du STATEC) ne sont pas à exclure. L'imprévisibilité absolue des prix constitue *per se* un facteur de risque important.

Un risque supplémentaire est associé aux effets retardés des hausses observées jusqu'en 2005 dans la mesure où les répercussions sur les tendances sous-jacentes de l'inflation et les revendications salariales ont été peu marquées jusqu'ici et que l'activité mondiale semble avoir été épargnée par le choc.

Par ailleurs, la manière dont les surplus de revenus pétroliers seront dépensés par les pays producteurs constitue un élément à suivre. L'Europe serait davantage affectée dans la mesure où elle a une part d'exportations vers les pays de l'OPEP relativement élevée. A ce titre, l'OCDE, dans ses Perspectives économiques no. 78 de janvier 2006 mentionne le fait que les pays producteurs d'Afrique et du Moyen-Orient dépenseraient entre 60% et 65% des revenus supplémentaires au cours des deux années suivant le choc.

Déséquilibres mondiaux

Par déséquilibres mondiaux, on entend généralement les "déficits jumeaux" des Etats-Unis: le déficit public (-3.7% du PIB en 2005) et le déficit extérieur (-6.5%). Ils sont d'habitude mis en relation avec les avoirs importants en USD de résidents non originaires des USA et la valeur extérieure du USD. Une dépréciation (lente et progressive) de ce dernier pourrait, aux dires d'aucuns, agir de façon bénigne sur ces déséquilibres.

Mais les risques d'une rupture brutale des déséquilibres (mieux: "équilibres instables") existe et pourrait mener à un scénario "catastrophe"³:

- dépréciation rapide et importante du USD;
- pressions inflationnistes aux USA;
- hausse des taux d'intérêts sur le USD;
- baisse de la demande nationale aux USA (consommation);
- perte de compétitivité et baisse d'activité dans d'autres régions (Europe, Asie).

¹ quelque 60.6 USD en moyenne par an en 2006 et 57.1 USD en 2007.

² 63.0 USD en 2006 et 2007, cf. partie 3 c et NDC 2-05 pp. 37 et 38.

³ Cf. "Dollar hard landing scenarios: calibration and simulation"; Perspectives Economiques no. 77, OECD, juin 2005.

Réformes structurelles

D'après la Commission Européenne, les réformes actuelles et futures entreprises dans certains Etats membres pourraient se traduire par un gain de confiance auprès des consommateurs, ce qui pourrait les amener à baisser leur taux d'épargne. Une consommation privée plus élevée à court terme en serait la conséquence.

Il n'est toutefois pas à exclure que ces réformes, lorsqu'elles mènent à des conflits sociaux prolongés, puissent aboutir au contraire et retarder une reprise de la demande intérieure. A long terme toutefois, les effets bénins de ces réformes sont moins contestés et devraient améliorer la situation économique globale en Europe.

Appréciation d'ensemble de la situation de risques

En ce qui concerne les risques domestiques (secteurs financier et public), il semble plutôt qu'ils soient neutres, voire orientés à la hausse, du moins à court terme.

Les prévisions pour le secteur financier sont prudentes, avec une croissance tendancielle sur l'horizon de prévision nettement inférieure aux tendances observées entre 1985 et 2004. Même si les résultats pour 2005 sont très encourageants, il semble que le secteur financier entre dans une nouvelle phase de son développement et qu'il faudrait plusieurs années afin de pouvoir juger du nouveau rythme d'expansion tendanciel ou potentiel.

Pour ce qui est du secteur public, la prévision des principales catégories de dépenses est soit inférieure (formation de capital) soit supérieure (masse salariale, consommation intermédiaire) aux prévisions officielles (Budget, Programme de stabilité et de croissance PSC). Sur 2005-2006 toutefois, la correction à la baisse (par le STATEC) de la FBCF domine, et une évolution plus favorable de cet agrégat aurait un impact positif sur le PIB. Sur 2007-2008, l'évolution des dépenses prévue par le STATEC est en revanche plus forte que celle figurant dans le PSC. De nouvelles mesures politiques visant à freiner les dépenses publiques auraient donc un effet de freinage sur l'économie et le scénario central du STATEC pourrait, sur le moyen terme, être trop optimiste.

Les risques au niveau mondial sont peut-être légèrement orientés à la baisse. En effet, selon les prévisions des organisations internationales, l'Europe serait la seule des grandes régions à connaître une accélération de la croissance en 2006. En l'absence de stimuli extérieurs, cette reprise serait tributaire d'une demande intérieure plus favorable. Or, même si le chômage baisse dans quelques uns des grands pays, la reprise entamée demande une confirmation statistique basée sur les comptes nationaux trimestriels.

4. Annexes

Annexe 1: Quel impact macro-économique d'un investissement public plus élevé?

Tableau 33: Résultats de la simulation d'un investissement public plus élevé

	2005	2006	2007	2008
<i>Investissement public (val.)</i>				
Evolution scén. base (%)	7.0	3.0	3.0	7.5
Evolution scén. alternatif (%)	7.0	23.6	3.0	-1.5
Ecart (en points de % de croissance)	...	20.6	0.0	-9.0
Ecart absolu (mia Eur courants)	...	0.26	0.27	0.1
Ecart relatif (en %)	...	20.0	20.0	10.0
<i>PIB (vol.)</i>				
Evolution scén. base (%)	4.5	4.0	4.2	4.5
Evolution scén. alternatif (%)	4.5	4.8	4.2	4.2
Ecart (en points de % de croissance)	...	0.8	0.0	-0.3
Ecart absolu (mio Eur)	...	0.17	0.18	0.11
Ecart relatif (en %)	...	0.8	0.8	0.4
<i>Finances publiques (écarts par rapport au scénario de base)</i>				
Total dépenses (mia Eur courants)	...	0.34	0.35	0.21
Total recettes (mia Eur courants)	...	0.06	0.08	0.07
Solde nominal (mia EUR)	...	-0.29	-0.27	-0.14
Solde nominal (% PIB nom.)	...	-1.0	-0.9	-0.4
<i>Marché du travail (écarts par rapport au scénario de base)</i>				
Emploi total (1000 pers.)	...	0.42	0.95	1.24
dont: Frontaliers (nets)	...	0.32	0.71	0.92
Résidents	...	0.10	0.24	0.32
Chômage (1000 pers.)	...	-0.02	-0.04	-0.05
Taux d'activité (points de % de la pop. active)	...	0.02	0.06	0.07
Taux de chômage (points de % de la pop. active)	...	-0.01	-0.02	-0.03
<i>Prix et salaires (écarts par rapport au scénario de base)</i>				
Prix à la consommation (en %)	...	0.1	0.2	0.2
Taux d'inflation (en points de %)	...	0.1	0.1	0.0
Coût salarial moyen (écart relatif, %)	...	0.2	0.2	0.1
Productivité (en %)	...	0.6	0.4	0.0
Revenu disp. ménages (mia Eur)	...	0.01	0.02	0.03
Excédent d'exploitation (mia EUR)	...	0.18	0.21	0.15
Revenu disp. réel ménages (en %)	...	0.0	0.0	0.0

Source: STATEC (1985-2004: comptes nationaux observés; 2005-2008: prévisions janvier 2006)

Les Budgets 2005 et 2006 prévoient une hausse cumulée de la formation brute de capital fixe du secteur public de près de 30%. Pour plusieurs raisons, le STATEC est d'avis que cette hausse est trop ambitieuse et a donc revu à la baisse les chiffres pour établir ses prévisions (dénommées scénario central ou de base, commenté ci-avant):

- les projets d'investissement de l'Etat ne sont jamais exécutés à 100%; une comparaison

historique du STATEC entre les chiffres du projet de Budget et ceux du compte final révèle une décote d'environ 3.5%¹;

- la BCL avance un taux d'exécution des investissements publics de l'ordre de 60 à 100%²

¹ Le chiffre de 3.5% est l'écart relatif moyen entre la FBCF des services non-marchands (optique SEC95) telle que prévue dans le projet de Budget soumis au vote à la Chambre et l'exécution finale. Le calcul est rendu difficile par un changement de méthodologie entré en vigueur en 2005 concernant les partenariats privés-publics en matière d'investissements. A ce moment, toute la série historique des dépenses de FBCF de l'Etat a été révisée à la hausse (cf. NDC 1-05 pp. 153-55) avec un impact moyen de +3.7% sur la période 1995-2004, ce qui rend toute comparaison des chiffres, pour une même année, impossible.

² Dans son avis de 2004 sur le projet de Budget 2005, la BCL explique les différentes décotes qu'elle applique sur les dépenses prévues par les différents fonds (d'investissement et autres). Elle avance que les données historiques ne permettent pas d'y voir clair et que le taux d'exécution peut varier de 60% à 100%. A titre d'exemple, elle applique une décote de 10% sur les dépenses prévues aux fonds d'investissement pour 2005.

- la part des investissements publics dans le PIB ou dans le total des dépenses était à un niveau historiquement élevé en 2002/2003; dans une période de consolidation des finances publiques, il est à supposer que ces ratios peuvent prendre des valeurs inférieures à la moyenne de long terme (cf. graphique 38).

Le STATEC propose donc une évolution de la FBCF du secteur public qui aboutit à des taux

$$\frac{\text{FBCF services non - marchands}}{\text{PIB}}$$

et

$$\frac{\text{FBCF services non - marchands}}{\text{Total dépenses publiques}}$$

dont la valeur moyenne sur la période 1990-2008 est égale à la valeur moyenne sur la période 1990-2004. Il en découle une légère baisse de ces ratios sur l'horizon de projection, voire une évolution de la FBCF du secteur public inférieure à celle prévue dans les documents budgétaires.

Afin d'évaluer l'impact macro-économique d'une évolution plus favorable que prévue des investissements publics sur l'horizon de projection (soit une évolution proche de celle figurant dans les documents budgétaires), le STATEC a procédé à des simulations avec un niveau plus élevé en 2006, 2007 et 2008.

Rappelons que le scénario central est celui qui correspond à la prévision retenue et commentée dans le corps du texte: la révision à la baisse par le STATEC de la part de la FBCF dans le PIB et dans le total des dépenses publiques entraîne une hausse cumulée de la FBCF de l'Etat de 10% en 2005/06 (au lieu des 30% prévus par les Budgets respectifs) puis une ré-accélération progressive, mais inférieure aux moyennes de long terme.

Pour évaluer l'effet macro-économique d'une hausse plus élevée de la FBCF en 2005 et 2006, un taux de croissance de 24% en 2006 a été retenu. En 2007 et 2008, la FBCF reviendrait progressivement (mais pas complètement) sur le niveau retenu dans le scénario central, ce qui se traduit par une légère baisse de la FBCF des services non-marchands (cf. tableau 33).

En d'autres mots, il en découle un écart relatif, par rapport au scénario central de +20% en 2006 et 2007 et de +10% en 2008. En termes monétaires, le surplus de

dépenses publiques d'investissement serait de quelque 260 Mio EUR en 2006 et 2007 et de 100 Mio EUR en 2008.

Avant d'en venir au commentaire des résultats de ces simulations, un point important reste à clarifier. Les dépenses supplémentaires d'investissement de l'Etat vont générer de l'activité dans le chef de certaines branches économiques, notamment dans la construction, mais pas exclusivement (cf. ingénierie, services de sécurité, de nettoyage, etc.). Comment ces acteurs vont-ils réagir au surplus de demande?

- vont-ils embaucher du personnel supplémentaire?
- vont-ils accroître leurs capacités de production en investissant eux-mêmes (acheter des machines-outils, etc.)?

Les résultats des simulations montrent un investissement accru au niveau des *autres branches* bénéficiant du surplus de demande par un *effet d'accélérateur*: plus d'activité génère automatiquement (avec des délais) plus d'investissements, donc, plus de capital fixe en place (donc un potentiel de capacité de production plus élevé).

Or, la hausse de l'investissement public est un phénomène temporaire: l'Etat ne voudrait pas maintenir cet effort supplémentaire au-delà de 2008 et les acteurs économiques concernés le savent: une hausse plus élevée de la FBCF en 2006 et 2007 *entraîne* ainsi mécaniquement une baisse de la FBCF à partir de 2008. Comme les acteurs économiques concernés, qui profitent temporairement de la demande supplémentaire, ne sont pas dupes, (on pourrait dire: ils ont des anticipations rationnelles), ils ne vont pas accroître leurs capacités de production. Corrélativement, il en découle qu'une hausse *temporaire* de l'investissement de l'Etat n'accroît pas le potentiel de croissance de l'économie¹.

La hausse (nominale) de l'investissement public de quelque 260 Mio EUR en 2006 entraîne une hausse du PIB (en volume) de 170 Mio EUR (constants). Une partie de ces dépenses est en effet consacrée aux importations et disparaît ainsi du circuit économique national.

La hausse de la FBCF du secteur public de 20% (en 2006) pourrait augmenter le PIB en volume de 0.8%. Comme l'effet d'investissement supplémentaire est maintenu jusqu'en 2008, le PIB s'écarte de sa trajectoire centrale tout au long de cette période.

¹ En fait, les deux cas de figure ont été simulés avec modux, c.-à-d. également celui où les acteurs privés bénéficiant du surplus de demande investissent davantage: il en résulte un impact sur le PIB plus élevé. Cette démarche semble plus cohérente lorsque l'effort supplémentaire d'investissement de l'Etat est plus durable et elle n'a donc pas été retenue.

L'impact sur l'emploi serait plus modéré: quelque 1 200 nouveaux postes pourraient être créés en 2008 (420 en 2006, 950 en 2007). Ce chiffre peut paraître élevé, mais il convient de préciser que la construction occupe à elle seule 30 000 personnes, sans compter les emplois dans l'ingénierie, la sécurité, le nettoyage, l'industrie des matériaux de construction, etc.

Dès 2008, la croissance du PIB perdrait 0.3% (en points de % de croissance, par rapport au scénario central). L'emploi supplémentaire ne se réduirait que progressivement. A propos d'emplois, il convient de préciser que la grande majorité des nouveaux emplois serait occupée par des frontaliers. Le chômage *résident* ne serait donc que peu affecté. L'inflation serait marginalement plus élevée (0.1-0.2 points de pour-cent chaque année), surtout par le biais d'une hausse des salaires accrue qui bénéficieraient d'une productivité plus élevée¹.

Les résultats de ces simulations sont à considérer avec précaution. L'impact sur le PIB est, **dans une première phase**, purement mécanique: le surplus de dépenses d'investissement d'environ 260 Mio EUR correspond à 1% du PIB: l'impact en termes d'activité qu'on retrouve au

niveau du PIB y est inférieur car une partie de la demande supplémentaire est consacrée aux importations.

Des doutes concernent la réaction des agents entreprises concernées: vont-elles embaucher, investir? Le modèle économétrique ne peut donner qu'une réponse partielle. Cette réponse se base sur les évolutions moyennes du passé qui sont coulées en équations. Une réponse à un choc de demande de 1% est *habituellement* une hausse de l'emploi de 1% (après x années) ainsi qu'une hausse du stock de capital de 1% (après y années). Or l'option a été prise de déclarer que les entreprises ne vont pas investir. Mais il est bien plus probable qu'elles vont embaucher afin de satisfaire au surplus de demande².

Dans une **deuxième phase**, l'emploi supplémentaire crée une demande induite (consommation, etc.). L'effet sur la consommation des résidents est toutefois limité, d'autant plus que le pouvoir d'achat additionnel est en partie "mangé" par un surplus d'inflation³. Les frontaliers vont également consommer davantage, le modèle prend bien en compte ces réactions. Toutefois, la hausse induite de la demande nationale est petite par rapport à la hausse initiale de la FBCF des services non-marchands, car on a interdit toute réaction de la FBCF des autres secteurs.

¹ L'effet sur la productivité ne doit pas être mal interprété. On ne parle pas de productivité totale des facteurs ou de progrès technique. Il s'agit de *productivité apparente du travail*, qui augmente, car l'évolution de l'emploi a tendance à suivre celle de l'activité avec retard. Lors d'un choc de demande, l'effort à fournir par chaque travailleur doit s'accroître dans un premier temps avant que de nouveaux travailleurs soient embauchés.

² Si jamais elles investissaient en matériel et équipements supplémentaires (hypothèse qui n'est après tout pas complètement irréaliste...) l'effet maximal sur le PIB serait plus conséquent, et pourrait aller jusqu'à 1.5% en 2008.

³ Le revenu disponible réel s'écarte en tout de 0.1% du scénario de base, à comparer avec la hausse du PIB de 1%. Cela veut dire également que le gros du surplus de demande génère des bénéfices dans le chef des entreprises, bénéfiques qui de surcroît sont supposés ne pas être investis.

Annexe 2: Une croissance durablement plus élevée en Europe

Tableau 34: Une croissance durablement plus élevée en Europe

	2005	2006	2007	2008
<i>Principales hypothèses exogènes modifiées</i>				
		<i>Ecart en % du scénario favorable par rapport au scénario central</i>		
PIB UE15	...	0.5	1.0	1.5
Demande mondiale, volume ¹	...	1.1	2.3	3.4
dont biens	...	1.2	2.4	3.6
dont services	...	1.1	2.1	3.2
Indice boursier Eurostoxx 50	...	1.5	3.0	4.5
Taux de chômage dans la Grande Région (points de %)	...	-0.2	-0.5	-0.8
Prix étrangers	...	0.2	0.5	0.7
Revenus disponibles dans la Grande Région	...	0.7	1.5	2.2
Taux d'intérêt (long terme et court terme, points de %)	...	0.2	0.3	0.2
<i>Résultats</i>				
<i>PIB en vol.</i>				
Evolution scénario central (%)	4.5	4.0	4.2	4.5
Evolution scénario favorable (%)	4.5	4.4	4.7	5.1
Ecart (en points de % de croissance)	...	0.4	0.5	0.5
Ecart relatif (en %)	...	0.3	0.8	1.3
<i>Prix à la consommation (concept comptes nationaux)</i>				
Evolution scénario central (%)	2.5	2.5	2.2	2.1
Evolution scénario favorable (%)	2.5	2.6	2.3	2.3
Ecart (en points de % de croissance)	...	0.0	0.1	0.2
Ecart relatif (en %)	...	0.0	0.2	0.4
<i>Emploi total intérieur (concept comptes nationaux)</i>				
Evolution scénario central (%)	3.1	2.8	2.9	2.9
Evolution scénario favorable (%)	3.1	2.9	3.0	3.1
Ecart (en points de % de croissance)	...	0.1	0.1	0.2
Ecart relatif (en %)	...	0.1	0.2	0.4
<i>Taux de chômage² (% de la population active)</i>				
Niveau scénario central (% de la pop. active)	4.7	5.0	5.1	5.1
Niveau scénario favorable (% de la pop. active)	4.7	5.0	4.9	4.8
Ecart (en points de %)	...	-0.1	-0.2	-0.3
<i>Coût salarial nominal moyen</i>				
Evolution scénario central (%)	3.7	3.5	3.0	3.6
Evolution scénario favorable (%)	3.7	3.6	3.3	4.2
Ecart (en points de % de croissance)	...	0.1	0.4	0.6
Ecart relatif (en %)	...	0.1	0.4	1.0

Source: STATEC (prévisions janvier 2006)

¹ Moyenne simple des biens et services² Concept ADEM, au sens strict

Dans la Note de Conjoncture no. 3-2004, le STATEC avait pour la dernière fois présenté un exercice complet de prévisions. Les scénarii alternatifs, construits à l'époque autour d'une évolution plus ou moins favorable de la conjoncture européenne, avaient permis, au courant de l'année 2005, de "rectifier le tir" et de recalculer la prévision luxembourgeoise sur l'évolution conjoncturelle plus récente¹.

A l'époque, on avait simulé une croissance plus ou moins élevée de 1% en Europe. Cette hypothèse paraît toutefois exagérée dans la mesure où l'on essaie de construire un scénario alternatif de *moyen/long terme*. Une croissance de 1% plus élevée en Europe, à moyen terme, paraît être hors de portée, à ce moment².

¹ Rappelons à ce sujet que le STATEC avait révisé sa prévision de croissance du PIB en volume à la baisse en juin 2005, de 4% à 3% – ce qui est devenu par la suite la prévision dont le Gouvernement s'est servi pour établir son Budget 2006 – et révisé à nouveau à la hausse à partir d'octobre lorsque les indicateurs conjoncturels mensuels ont annoncé une reprise. Cette dernière a été confirmée par une évolution très favorable du PIB de la zone euro au troisième trimestre 2005. Ex post, il s'est avéré que le point bas de la conjoncture avait été atteint au deuxième trimestre et qu'une reprise plus durable et plus solide était finalement peut-être en train de s'établir. C'est du moins ce qu'anticipent aujourd'hui les principales organisations internationales pour l'Europe, pour 2006.

² Une autre raison de refaire une simulation analogue réside dans le fait que la structure du modèle a évolué et qu'un nombre plus élevé de variables internationales exogènes doit être prise en compte.

Voilà pourquoi on suppose aujourd'hui, comme scénario alternatif, **une croissance de 0.5% plus élevée en Europe**, sur l'horizon de projection 2006-2008¹. Le scénario d'une croissance durablement *plus faible* se déduisent automatiquement du fait de la symétrie des résultats.

La difficulté de cet exercice consiste à déterminer des évolutions pour les autres variables (internationales) exogènes, qui sont cohérentes avec la croissance plus élevée du PIB au niveau européen. Il s'agit de la demande internationale qui s'adresse plus spécifiquement au Luxembourg, des prix étrangers, qui déterminent la compétitivité, des indices boursiers, des taux d'intérêt et de change. Plus particulièrement, dans le cas du Luxembourg et vu la structure du modèle économétrique, il convient de faire des hypothèses sur le chômage et les revenus des ménages dans la Grande Région.

En principe ces variables devraient être rendues cohérentes par leur intégration dans un modèle économétrique international, multi-pays, comme celui de l'OCDE (Interlink), du FMI (Multimod) ou de la Commission européenne (Quest). D'ailleurs, pour l'établissement du scénario central, dans la mesure où le STATEC s'appuie sur les prévisions de ces organisations internationales, cette cohérence est assurée.

Dans le cas des simulations alternatives, le STATEC doit se baser sur quelques réflexions économiques élémentaires, voire des régressions économétriques très simples, afin de déterminer un ensemble le plus cohérent possible de variables internationales exogènes, pertinentes pour l'économie luxembourgeoise.

Ainsi, on obtient, à long terme, une élasticité de 2.5 entre la demande de biens adressée au Luxembourg et le PIB européen² et une élasticité de 2.1 pour ce qui concerne les services³. Pour ce qui est de l'indice boursier Eurostoxx 50, les résultats économétriques ne sont pas fiables. On admet une élasticité de 3 mais celle-ci pourrait être également supérieure⁴.

On a donc construit un scénario alternatif où la croissance est durablement plus élevée en Europe, de 0.5%. Donc, le potentiel de croissance de l'Europe augmente de 0.5% également. On suppose en revanche que cette croissance est non-inflationniste dans

le long terme. Ce qui veut dire que la BCE arrive à stabiliser l'inflation (mesurée par les prix à la consommation) à quelque 2%, à long terme. Dans le court terme, on suppose toutefois une réaction sur l'inflation en Europe. Le taux d'inflation serait au maximum de 0.3% plus élevé que dans le scénario de base⁵. Cette inflation supérieure entraînerait une réaction de la BCE qui accroîtrait les taux à court terme exactement du même ordre (cf. tableau 34).

Dans le cas du Luxembourg, il faut s'interroger plus spécifiquement sur l'impact dans la Grande Région de cette situation européenne plus favorable. En particulier, il faudrait savoir si le taux de chômage dans la Grande Région baisse et si les revenus disponibles des ménages y augmentent⁶? Ce serait le cas si le choc favorable au niveau pan-européen se répandait de manière uniforme sur tous les pays, toutes les régions... C'est cette éventualité qui a été retenue.

Le taux de chômage Grande Région baisserait donc de 0.2 à 0.8 points de %, en réaction à la croissance européenne plus élevée⁷. Le revenu disponible des ménages dans la Grande Région augmenterait autant que le PIB *nominal* européen (soit de 0.7% en 2006 à 2.2% en 2008). Toutes les hypothèses sont résumées au tableau 34.

La façon dont le choc favorable sur la conjoncture européenne se répercute sur le Luxembourg est traditionnelle: il s'agit d'un choc de demande étrangère qui initie une relance de l'activité. Il en résulte, dans un deuxième temps une hausse de la demande intérieure, via la consommation privée et les investissements.

Le choc est inflationniste dans la mesure où le surplus de demande (intérieure et extérieure) génère une hausse des prix et des salaires – par divers cheminements – et entraîne donc potentiellement une détérioration de la compétitivité. Pour être plus précis, cette détérioration de la compétitivité dépend (entre autres) de l'évolution des prix étrangers qui sont supposés augmenter. Or la compétitivité ne se dégrade que si les prix domestiques (à l'exportation) *augmentent plus* que les prix étrangers. Les résultats des simulations révèlent que les prix domestiques augmenteraient moins que les prix étrangers. Il y aurait donc un gain marginal de compétitivité⁸.

¹ La Commission européenne simule, à l'occasion des ses prévisions d'automne 2005, un choc favorable en Europe, où la croissance du PIB est de 0.3 point de % plus élevée dans la Zone euro au cours de la première année et de 0.1 point lors de la deuxième année.

² Si le PIB de l'UE15 augmente de 1%, la demande de biens adressée au Luxembourg augmente de 2.5%...

³ Ces élasticités ont été estimées par une équation faisant dépendre l'indicateur de demande mondiale respectif du PIB UE15 comme seule variable explicative, à l'aide d'un ECM (error correction model).

⁴ La fourchette résultant des estimations économétriques consiste en une élasticité comprise entre 3 et 4.5. Les simulations ont montré que l'impact sur les simulations ne serait pas qualitativement modifié en prenant comme élasticité le haut de la fourchette, soit une valeur de 4.5.

⁵ Ce chiffre découle d'une estimation économétrique très simple et semble être cohérent avec l'intuition économique.

⁶ Dans modux, ces deux variables impactent sur l'offre de travail étrangère qui s'adresse au Luxembourg. Toutes choses égales par ailleurs, une hausse du chômage dans la Grande Région ou une baisse des revenus disponibles augmenterait l'offre de travail étrangère au Luxembourg et pousserait donc le chômage luxembourgeois à la hausse.

⁷ Il s'agit essentiellement d'une baisse dans le court terme. En 2005, le chômage Grande Région était à 8.9%, soit au-dessus de ce que l'OCDE prévoit, à long terme, comme chômage "d'équilibre" pour la zone euro. Ce dernier serait de 7.5% environ, en 2012, d'après le dernier "medium term reference scenario".

⁸ Ce résultat doit être interprété avec beaucoup de prudence étant donné la très grande insécurité qui entoure la définition du choc sur les prix étrangers... Qui plus est, des simulations à plus long terme (au-delà de 2008) montrent une réaction *plus forte* des prix domestiques, par rapport aux prix étrangers, donc perte de compétitivité...

Il y a un deuxième canal de transmission, à travers les variables relatives à la Grande Région (chômage et revenus). La baisse du chômage et la hausse du revenu des ménages accompagnent favorablement le choc de demande étrangère dans la mesure où l'offre de travail étrangère pour le Luxembourg diminue et que le chômage résident en est d'autant plus affecté. Si l'on simulait le même choc sans impact sur le revenu des ménages dans la Grande Région et sans y faire varier le chômage, l'impact sur le PIB ne serait pas différent par rapport au choc "plein". Par contre, le chômage ne baisserait plus, l'essentiel des nouveaux emplois serait occupé par des frontaliers. L'impact sur les salaires serait également moins important dans la mesure où le chômage domestique ne bougerait pas, alors que lors du

choc "plein" il avait baissé et donc entraîné les salaires davantage à la hausse.

Quels sont les enseignements qu'on peut tirer des ces simulations pour la prévision et l'analyse conjoncturelle à court et moyen terme? Il serait osé de miser aujourd'hui sur une évolution conjoncturelle plus favorable en Europe à l'horizon de 2006/2007, à un moment où la plupart des risques sont généralement perçus comme "à la baisse" plutôt "qu'à la hausse". Toutefois, en raison de la symétrie des résultats, la simulation devrait pouvoir servir de référence si, à un moment où un autre, au courant de l'année 2006, l'évolution conjoncturelle internationale prenait une tournure nouvelle.

Annexe 3: La grande révision des comptes nationaux et l'impact sur les prévisions

A l'instar des autres instituts statistiques des Etats Membres de l'Union européenne, le STATEC a procédé en 2005 à une première révision des comptes économiques depuis l'introduction du SEC95 en 1999. Les travaux en question sont sur le point d'être finalisés et des séries statistiques vont être publiées sous peu. Les données provisoires, connues (en interne) au moment de la clôture

1) Les changements de méthodologie

La révision méthodologique comprend 2 volets:

a) Une révision méthodologique concernant le traitement des services financiers et plus précisément le mode de calcul et l'allocation des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM).

Le système des comptes nationaux des Nations Unies de 1993 (SCN93) avait introduit la possibilité d'une répartition des SIFIM entre emplois finaux (consommation privée et publique, exportations) et emplois intermédiaires comme option à côté de la méthode traditionnelle qui considère ces services comme une consommation intermédiaire de l'économie nationale dans son ensemble. Le système européen des comptes de 1995 (SEC95, la version européenne du SCN93), a renoncé dans sa première version à cette allocation, faute de méthode statistique adéquate et agréée par les Etats membres.

Une révision du traitement des services financiers (sur la base du principe de la ventilation) a été décidée au début de 1998. La décision définitive a toutefois été reportée à 2002, après une période d'essai qui devait permettre l'amélioration des sources statistiques ainsi que l'analyse de l'impact des différentes méthodes de répartition proposées. Un règlement de la Commission européenne (No. 1889/2002 du 23 octobre 2002) fixe la méthodologie de la répartition des SIFIM, la méthode du calcul à prix constants, l'année de mise en œuvre de la nouvelle méthodologie (2005) et la période pour les calculs rétroactifs (depuis l'année de référence 1995).

Dans le cas du Luxembourg, l'incidence de cette révision sur le niveau du PIB est sensible et se situe entre 14% en 1995 et 2.8% en 2001 (6.4% en moyenne sur la période 1995 à 2004).

b) Une révision statistique intégrant de nouvelles enquêtes ou sources statistiques et de nouvelles méthodes d'estimation dans l'évaluation des comptes nationaux.

Cette révision tient également compte des recommandations émises par la Commission européenne dans le cadre du calcul des contributions des Etats membres à la quatrième ressource propre, après vérification de l'inventaire des sources et méthodes pour l'évaluation du PIB et du RNB selon le SEC95.

de rédaction, permettent de dégager des premiers enseignements intéressants, pertinents surtout pour (re-) juger la situation conjoncturelle, telle qu'elle a évolué depuis le grand ralentissement de 2001. Cette annexe propose un survol des changements méthodologiques effectués (section 1) et une tentative d'analyse de l'impact des nouvelles séries sur les prévisions (section 2).

La révision a touché nombre d'aspects de l'élaboration des comptes. Les principaux points à relever sont les suivants:

- Amélioration des méthodes d'extrapolation des enquêtes par sondage (enquête structurelle).
- Nouvelle exploitation des statistiques structurelles en tenant compte d'informations plus complètes sur les succursales à l'étranger d'entreprises résidentes, du phénomène de la "fraude carrousel TVA" et des entreprises "boîte aux lettres".
- Révision du traitement des entreprises maritimes et des entreprises de navigation fluviale établies au Luxembourg, dans le cadre des possibilités d'affiliation de leur personnel à la Sécurité sociale luxembourgeoise en vertu de dérogations au principe de la "Lex loci laboris" mais dont la direction effective et l'activité de production de services se situent hors du territoire national.
- Révision du traitement du secteur des assurances, en intégrant les données plus détaillées disponibles auprès du Commissariat aux Assurances.
- Révision du calcul du stock de capital et de la consommation de capital fixe (incluant la modification des durées de vie des biens d'investissement, et surtout des bâtiments et ouvrages de génie civil, telle que proposée par Eurostat).
- Révision du secteur des auxiliaires financiers par l'intégration de l'enquête structurelle spéciale auprès de ces entreprises avec les statistiques de la Commission de Surveillance du Secteur Financier sur les Professionnels du Secteur Financier.
- L'incidence de ces révisions sur le niveau du PIB se situe à -1.5% en moyenne pour la période 1995 à 2004 (entre -0.3% et -2.4%).

L'incidence globale des révisions (a) + (b) peut être évaluée à quelque +5% sur le niveau du PIB en valeur en moyenne pour la période de 1995 à 2004 (près de 14% en 1995 et moins de 1 % en 1998).

2) L'impact de ces révisions sur les prévisions

Au moment de la rédaction de ce document, les comptes nationaux révisés ne sont pas encore connus dans leur version définitive. Les prévisions sont de ce fait établies avec les anciennes données, SEC95, non-révisées. Même si elles étaient disponibles, la prise en compte, selon les règles de l'art, des données révisées nécessiterait plusieurs semaines, retardant d'autant la publication des prévisions.

Néanmoins, la disponibilité, interne au STATEC, d'une version provisoire des comptes révisés, entraîne la possibilité d'effectuer des comparaisons et des analyses sommaires¹. Précisons toutefois que ces analyses ne sont effectuées que dans le seul but de valider (ou non) la publication des prévisions dans cette Note de conjoncture.

Il est proposé de répondre aux questions suivantes, avec la prudence qui s'impose:

- est-ce que les données révisées changent la croissance tendancielle ou potentielle de l'économie luxembourgeoise?
- est-ce que les données révisées obligent à reconsidérer le profil conjoncturel récent?
- quelle serait la prévision du PIB avec les séries révisées?

Si la réponse aux deux premières questions est "oui", alors l'exercice de prévision, établi avec les anciens chiffres non-révisés, devrait être revu et corrigé, et ces prévisions seraient peu utiles, pour ce qui est des comptes nationaux. Les prévisions de l'emploi, du chômage, des salaires et des prix restent par contre valides car peu ou pas affectées par le changement méthodologique au niveau des comptes nationaux.

Il convient d'abord de clarifier la nature des chiffres analysés. Il s'agit de trois séries du PIB, de surcroît provisoire:

- la première est le PIB ancienne version (SEC95);
- la deuxième est le PIB nouvelle version;
- une troisième série est un PIB nouvelle version, mais où les SIFIM (services d'intermédiation financière indirectement mesurés) ont été déduits globalement comme consommation intermédiaire.

Cette dernière est de ce fait comparable avec la première série, le PIB SEC95, sous réserve des autres changements méthodologiques (cf. sub 1).

La comparaison des séries 1 et 3 fait apparaître que le jugement sur la croissance potentielle ou tendancielle ne doit pas forcément être revu: cette dernière reste légèrement supérieure à 5% en vol. au cours de la période 1995-2004. Les nouveaux chiffres entraînent en fait une révision à la hausse de 0.1% par an. Cette dernière se concentre sur les années 2001-2004 (+0.3% par an). Toutefois, en affectant les SIFIM comme consommations finales ou exportations (PIB nouvelle méthode, 2^e série), la croissance tendancielle est révisée à la baisse: -0.5% par an sur l'ensemble de la période et -0.1% sur les années les plus récentes (cf. graphiques 51 et 52). La croissance potentielle n'est donc pas affectée par les calculs relatifs aux agrégats mais uniquement par les règles "techniques", relatives à la comptabilisation des SIFIM.

Pour ce qui est du profil conjoncturel, il est encore une fois opportun de scinder la période d'analyse en deux: 1995-2000 d'un côté et 2001-2004 de l'autre. Sur le premier épisode, le profil conjoncturel est peu altéré par les nouvelles données. En fait, il devient plus régulier, le pic de croissance de 1997 étant éliminé et il colle mieux au cycle européen. Sur le deuxième par contre, on observe que la croissance est plus élevée sur 2001-2002 et plus faible sur 2003-2004.

Là encore, les nouvelles données semblent mieux coller à la réalité conjoncturelle européenne:

- avant, sur base du SEC95, le creux du cycle conjoncturel luxembourgeois aurait été en 2001;
- maintenant, avec les nouvelles séries, celui-ci est déplacé en 2003, conformément avec ce que l'on observe au niveau européen;
- ces analyses sont confirmées par le calcul de simples taux de corrélation (entre les taux de croissance) qui confirment que les données révisées (que les SIFIM soient alloués ou non) collent mieux au cycle européen;
- relevons encore que les taux de corrélation entre les séries révisées avec et sans allocation des SIFIM sont tels que chacune des deux séries véhicule la même image du cycle conjoncturel.

¹ Sous réserve que des changements ultérieurs au niveau des données révisées invalide les constatations effectuées à ce stade.

En guise de conclusion, retenons que les nouveaux chiffres ne forcent pas vraiment un jugement révisé sur la croissance tendancielle, dans la mesure où, sur les années plus récentes, elle n'est que marginalement revue à la baisse (-0.1 points de %). Pour ce qui est du profil conjoncturel, il est légèrement altéré avec les nouvelles séries, mais semble correspondre mieux à l'évolution observée dans la zone euro.

Quel impact les nouveaux comptes nationaux révisés peuvent-ils avoir concrètement sur la prévision du PIB? L'année 2004, point de départ pour l'établissement des prévisions en l'absence de données de comptes nationaux pour 2005, est marquée par une révision à la baisse de la croissance, de 0.5% en se référant aux données comparables (séries 1 et 3 mentionnés, cf. graphique 52), voir même de 1% si l'on prend en compte l'allocation des SIFIM. La croissance du PIB pour 2004 se présente de la façon suivante:

- SEC95: 4.4%
- Comptes révisés: 3.5%
- Comptes révisés, sans affectation des SIFIM: 4.0%

Rappelons que d'un point de vue méthodologique, seules les séries 1 et 3 sont comparables.

Il serait maintenant intéressant de vérifier l'impact des nouvelles séries sur les prévisions. Pour bien faire, il faudrait intégrer ces comptes révisés dans le modèle économétrique, ré-estimer les équations et refaire complètement les prévisions. Or ceci n'est pas possible à court terme.

Ce qui a été fait par contre, c'est une prévision, avec la nouvelle base (jusqu'en 2004) extrapolée avec les taux de croissance, pour 2005 et au-delà (base SEC95), tels qu'issus des prévisions:

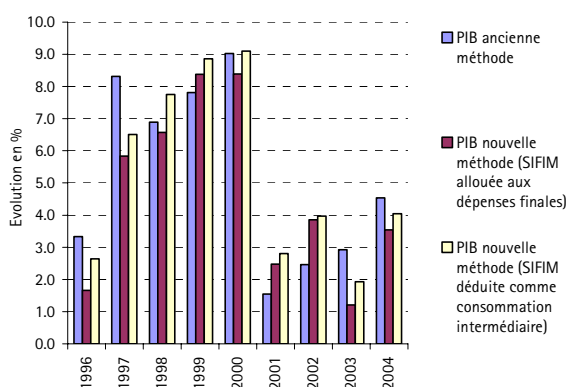
- point de départ = niveaux en valeur pour 2004 comptes révisés;
- estimation de la croissance du PIB pour 2005, suivant une méthodologie "aux prix de l'année précédente", c.-à-d. en calculant les agrégats en volume, de 2005, en extrapolant les niveaux "en valeur" de 2004 avec les taux de croissance en volume, issus des prévisions (SEC 95);
- comparaison de ces prévisions avec la prévision SEC95 pure, cette dernière restant la prévision officielle.

Cet exercice aboutirait à une croissance du PIB de 5.0% en 2005 et de 4.3% en 2006. Rappelons que la prévision est de 4.5% pour 2005 et de 4.0% pour 2006. La différence semble due au fait que dans la nouvelle base, pour l'année 2004, la part du solde extérieur dans le PIB (exportations de biens et services moins importations) est plus élevée que dans l'ancien SEC95. L'année 2004 étant le point de départ des prévisions, cette différence influe sur les prévisions, dans la mesure où les exportations augmentent plus vite que la demande nationale.

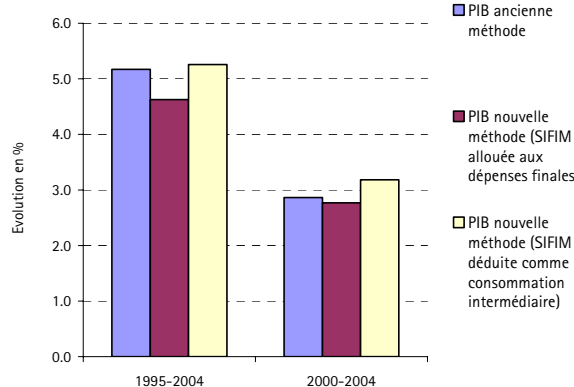
En tout état de cause, l'exercice de prévision devra être ré-effectué, avec les nouvelles séries, rétrolées jusqu'en 1970, et injectées dans le modèle économétrique modux. Ensuite, les équations devront être ré-estimées et vérifiées quant à leur pertinence pour expliquer les séries. A défaut, la spécification du modèle devra être adaptée. Ce n'est qu'après ces démarches qu'on pourra juger de l'impact sur les prévisions des données de comptes nationaux révisées.

A ce stade, il semble prudent de retenir surtout l'évolution du PIB en deuxième différence, c.-à-d. le fait qu'il accélère ou ralentit. En 2005, la prévision retenue table sur une stagnation de la croissance (à quelque 4.5%, version SEC95, pour rappel) tandis qu'en 2006, un léger ralentissement devrait intervenir, ramenant la croissance à environ 4%.

Graphiques 51 et 52: Comparaisons de la croissance du PIB



Source: STATEC



Source: STATEC

Annexe 4: Principales mesures de politique économique et sociale

Cette section vise à retracer les principales mesures législatives d'ordre économique et/ou social qui sont susceptibles d'avoir des répercussion macro-économiques. En effet, il s'agit de retracer, sur l'horizon de projection¹, les mesures qui sont susceptibles d'avoir des effets quantifiables sur la croissance, l'inflation, le chômage, etc...

Salaires social minimum (SSM): +2% au 1.1.2005²

Le SSM constitue le salaire minimum que l'employeur doit payer, par heure ou par mois. Il en existe un pour travailleur qualifié et un pour travailleur non qualifié. Le SSM est réévalué, sur proposition du Gouvernement, tous les deux ans, sur base de l'évolution des autres salaires³.

Le paramètre de réévaluation constitue la progression, sur les deux années révolues où des statistiques sont disponibles, soit 2002 et 2003, du salaire horaire moyen d'une certaine population de salariés dite "de référence", hors indexation automatique. La population de référence est constituée par une distribution tronquée: sont éliminés 20% des salariés en bas de l'échelle des salaires et 5% en haut.

En 2002 et 2003, ce salaire horaire moyen de référence a progressé de 3.4% resp. 2.8% soit 6.30% en cumul^{4,5}. Sur les deux années, la hausse annuelle moyenne des cotes d'application de l'échelle mobile des salaires se monte à 2.1% par an, soit 4.24% en cumul. L'évolution de l'indicateur de référence est donc de $1.063/1.0424=1.0197$ et la progression proposée (et retenue) du SSM est de 2.0%.

Outre l'adaptation à l'évolution réelle (hors inflation) des autres salaires, le SSM est encore adapté en fonction de l'évolution de l'échelle mobile. Le dernier relèvement date

d'octobre 2005 et il a généré une hausse du SSM de 2.5%.

Au 1.10.2005, le SSM mensuel est ainsi de 1503.42 EUR (travailleur non qualifié) et de 1804.11 EUR pour un travailleur qualifié. Les taux horaires sont de resp. 8.69 EUR et 10.43 EUR.

Réforme du Pacte de stabilité et de croissance (PSC)⁶

Le PSC, qui est entré en vigueur le 1.1.1999, constitue un ensemble de règles à caractère préventif et correctif visant le renforcement de la surveillance budgétaire des pays membres de la zone euro et la coordination des politiques économiques⁷. Les textes d'origine ont été amendés en mars 2005 par un rapport intitulé "Améliorer la transposition du Pacte de stabilité et de croissance"⁸.

Cette réforme maintient les plafonds de déficit de 3% du PIB et de 60% de dette publique mais elle modifie les procédures dans la mesure où un certain nombre de facteurs pertinents – à l'origine de la dégradation des finances publiques – peuvent être invoqués⁹.

Les délais de correction de la situation déficitaire sont portés de un an à deux ans (voire plus) mais en contrepartie, les Etats membres sont tenus de fournir des efforts de consolidation en cas de période économique favorable.

Les objectifs de moyen terme sont assouplis dans la mesure où des pays faiblement endettés et à fort potentiel de croissance peuvent viser un déficit de 1% du PIB (au lieu de 0%)¹⁰. Les pays devant exécuter des mesures correctives devront réduire leur déficit structurel de 0.5 point de PIB par an pour atteindre les objectifs de finances publiques équilibrées.

¹ Les mesures prises en 2005, susceptibles d'avoir un impact sur la prévision en 2006 et au-delà, sont comprises.

² Numéro du dossier parlementaire sur le portail www.chd.lu: 5399 (lien exact: <http://www.chd.lu/archives/ArchivesPortlet> - insérer le numéro dans la rubrique "Dossier parlementaire" du masque de recherche).

³ La loi en question du 12 mars 1973 stipule que "...le Gouvernement a la faculté..." de proposer un relèvement; la hausse n'est donc en principe pas automatique.

⁴ $1.034 \times 1.028 = 1.063$

⁵ En 2002 et 2003, d'après les comptes nationaux, le coût salarial moyen a progressé en cumul de 5.9%.

⁶ <http://www.fi.etat.lu/>

⁷ Règlements du Conseil (EC) No 1466/97 et 1467/97.

⁸ Règlements du Conseil (EC) No 1056/05.

⁹ Croissance potentielle, cycle économique, réformes structurelles, politiques de R&D, solidarité internationale en relation avec des objectifs politiques européens.

¹⁰ Les pays à dette élevée devraient viser l'équilibre, voire un excédent.

Directive européenne en matière de fiscalité de l'épargne: introduction d'une retenue à la source sur les revenus d'intérêts au Luxembourg¹

Le but de la directive est l'harmonisation à travers l'Europe de la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts (UE25 + pays assimilés²). Selon la directive, chaque Etat membre devra informer les autres des intérêts versés à partir de cet Etat membre à des particuliers résidant dans d'autres Etats membres. Le Luxembourg, la Belgique et l'Autriche sont autorisés, au lieu de communiquer ces informations, à prélever une retenue à la source.

Cette dernière s'élèvera à 15% pour les trois premières années à compter de l'application des dispositions de la directive, à 20% pour les trois années suivantes et à 35% par la suite. Le Luxembourg conserve 25% de ces recettes et en transfèrera 75% aux Etats membres dont sont originaires les bénéficiaires des intérêts³.

La retenue à la source est appliquée sur quatre types de produits financiers:

- a) les intérêts payés, ou inscrits en compte, qui se rapportent à des créances de toute nature;
- b) les intérêts courus ou capitalisés, obtenus lors de la cession, du remboursement ou du rachat des créances de toute nature⁴;
- c) les revenus distribués par des OPCVM ou autres entités qui sont qualifiés comme des paiements d'intérêts⁵;
- d) les revenus réalisés lors de la cession, du remboursement ou du rachat de parts d'OPCVM (énumérés au point c), lorsque ceux-ci investissent directement ou indirectement, par l'intermédiaire d'autres organismes ou entités, plus de 40% de leurs actifs en créances visées au point a⁶.

Sont cependant exclus de façon générale les revenus provenant de biens immobiliers, les prestations d'assurance, les pensions, les produits dérivés et innovants, ainsi que les commissions.

La loi s'applique à l'ensemble des personnes physiques qui sont des résidents de l'UE, à l'exception des résidents luxembourgeois, sans distinguer si ces personnes reçoivent des intérêts dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé ou dans le cadre d'une activité professionnelle. Sont donc exclues en principe les personnes morales.

Introduction d'une retenue à la source pour les résidents; abolition de l'impôt sur la fortune

La loi du 23 décembre 2005⁷ a pour objet l'introduction d'une retenue libératoire à la source de 10% sur les intérêts générés par les produits d'épargne des personnes physiques résidentes ainsi que l'abolition de l'impôt sur la fortune des personnes physiques résidentes et non résidentes.

Sont soumis à la retenue libératoire les revenus et produits "qui se rapportent à des créances de toute nature [...] et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts [...]". Sont exempts toutefois "les revenus provenant de paiements d'intérêts [...] distribués par des OPCVM".

Les revenus visés par la loi se rapportent notamment

- aux comptes courants et dépôts à vue, si le taux d'intérêt et supérieur à 0.75%;
- aux comptes d'épargne, dépôts à terme et à l'épargne rente;
- aux bons de caisse et aux obligations dont la date d'émission a été postérieure au 1^{er} mars 2001;
- aux contrats d'épargne-logement; mais ne vise par contre pas:

¹ La directive européenne porte le no. 2003/48/CE et a été publiée dans le Journal Officiel le 26 juin 2003 (pages L 157/38 à L 157/48). Elle a été adoptée en droit luxembourgeois par la loi du 21 juin 2005, portant le numéro de dossier parlementaire 5297 et publiée au Mémorial A no. 86 en date du 22 juin 2004.

² Suisse, Liechtenstein, Andorre, Monaco, Saint-Marin et territoires dépendants ou associés.

³ Au projet de Budget 2006, une recette de 45 mio Eur a été inscrite à ce titre.

⁴ Ces intérêts ne reprennent pas les diminutions ou les augmentations de prix des créances sous-jacentes.

⁵ mais uniquement dans la mesure où ces revenus ont leur origine dans des intérêts tels qu'ils sont mentionnés aux points a et b.

⁶ le principe de la transparence est appliqué à l'endroit des OPCVM ou des entités de capitalisation, au cas où une plus-value est réalisée.

⁷ No. du dossier parlementaire: 5504.

- les intérêts des comptes courants et dépôts à vue, si la rémunération des comptes ne dépasse pas le taux de 0.75%;
- les dividendes et plus-values des SICAV;
- les intérêts des bons de caisse et de la plupart des obligations si la date d'émission a été antérieure au 1^{er} mars 2001.

Le champ d'application de la retenue à la source est donc plus limité que celui de la loi du 21 juin sur la fiscalité de l'épargne. Qui plus est, les intérêts qui ne sont bonifiés qu'une seule fois par année sur des dépôts d'épargne et qui ne dépassent pas le montant de 250 euros par personne et par agent payeur (banque) sont dispensés de la retenue.

Revalorisation des traitements des agents publics: +1% au 1.1.2005; +0.8% au 1.1.2006

La loi du 21 août 2005¹ fixe les nouveaux barèmes en matière de traitements des fonctionnaires de l'Etat, employés privés au service de l'Etat et employés/ouvriers assimilés. Elle se réfère à un "accord salarial" signé entre le Gouvernement et la Confédération Générale de la Fonction Publique (CGFP) en date du 31 mai 2005.

L'indice de base des traitements des agents publics est augmenté de 1% avec effet au 1^{er} janvier 2005 et de 0.8% avec effet au 1^{er} janvier 2006. D'autres dispositions concernent (entre autres):

- la proratisation de l'allocation de repas compte tenu de la durée de travail (25%, 50%, 75%);
- la fixation de l'indemnité kilométrique à 0.40 EUR/km;
- l'augmentation du congé de circonstances en cas d'accouchement de deux jours.

Politique monétaire de la BCE

Le taux directeur de la Banque Centrale Européenne est le principal instrument de politique monétaire. Il constitue le taux d'intérêt auquel la BCE prête aux banques commerciales et détermine donc indirectement le coût du crédit dans une économie.

En influant sur le coût du crédit, la BCE désire réguler l'offre et la demande de biens et de services² afin de contenir l'inflation (des prix à la consommation). La cible d'inflation de la BCE est une inflation qui ne dépasse pas 2%³. La cible d'inflation est asymétrique⁴, la BCE n'étant pas supposée intervenir lorsque l'inflation est "trop basse". Les autres pays ou zones monétaires qui ciblent l'inflation sont l'Australie, la Nouvelle Zélande, la Suède, l'Afrique du Sud et le Royaume-Uni⁵.

Le principal taux directeur de la BCE est de **2.25% depuis le 6 décembre 2005**. Les modifications précédentes ont eu lieu de la façon suivante:

- de 2.50% à 2% le 6 juin 2003;
- de 2.75% à 2.50% le 7 mars 2003;
- de 3.25% à 2.75% le 6 décembre 2002.

Politique fiscale (Gouvernement luxembourgeois)

- au 1.1.2005⁶:
 - relèvement de la contribution sociale sur le Diesel de 1.25 Euro-cents par litre;
 - hausse de la TVA sur l'essence et les tabacs manufacturés de 12% à 15%;
- au 1.1.2006
 - relèvement de la contribution sociale sur le Diesel de 1.25 Euro-cents par litre;
 - relèvement de 0.30% des droits d'accises autonomes sur les cigarettes; ce droit s'élèvera alors à 1.30% au lieu de 1.00% du droit *ad valorem*;
 - introduction d'une taxe spécifique sur certaines boissons alcoolisées sucrées de 1.50 EUR par 25 cl.;
 - abolition de l'impôt sur la fortune (voir ailleurs);
 - introduction d'une retenue à la source pour les résidents (voir ailleurs).

¹ publiée au Mémorial A no. 138 en date du 24 août 2005, pages 2474 à 2475. Le numéro du dossier parlementaire est le 5486.

² En augmentant le coût du crédit, la BCE peut influencer sur la demande de consommation et d'investissement dans une économie: les taux d'intérêt plus élevés feront en sorte que les ménages et les entreprises auront moins tendance à consommer ou investir via des emprunts. Une baisse de la demande, toutes choses étant égales par ailleurs est censée influencer négativement (à la baisse) sur les prix et contribuer à ralentir l'inflation.

³ Texte précis (en anglais) de la BCE: *The ECB has adopted a specific strategy to ensure the successful conduct of monetary policy. The ECB has defined price stability as a year-on-year increase in the Harmonised Index of Consumer Prices (HICP) for the euro area of below 2%. In the pursuit of price stability, the ECB aims at maintaining inflation rates below, but close to, 2% over the medium term.*

⁴ D'autres banques centrales ont des cibles d'inflation symétriques, comme la Banque d'Angleterre ou la Banque du Canada.

⁵ http://en.wikipedia.org/wiki/Monetary_policy et <http://www.ecb.int/mopo/intro/html/index.en.html>

⁶ Budget de l'Etat 2005, page 49*.

Politique sociale¹

○ au 1.1.2005

- relèvement des taux de cotisation: entreprises² +0.05 point de %, ménages +0.15 point de %³;
- relèvement du forfait d'hospitalisation: la participation journalière aux frais d'hospitalisation passe de 9.45 EUR/jour à 11.45 EUR/jour;
- abolition de l'indemnité de voyage à l'intérieur du pays (qui était de 0.17 EUR/km)

- divers: limitation des analyses et examens de laboratoire, participation au coût de certains moyens accessoires, etc.

○ au 1.1.2006

augmentation de la participation des assurés aux honoraires médicaux: le remboursement passe de 95% à 90%, ce qui entraîne une hausse de la participation du patient de 1.5 EUR par visite médicale⁴.

¹ L'ensemble des paramètres sociaux peut être consulté sur <http://www.secu.lu/legis/ParamSoc/Paramsoc20050101.htm>. Les commentaires ne reprennent en général que les principales mesures.

² Pour les entreprises, le taux de cotisation à la caisse de maladie est relevé de 0.15 point mais celui à la caisse "accidents" baisse de 0.10 point.

³ Cette mesure "rapporterait" environ 72 mio EUR de cotisations sociales supplémentaires (en tenant compte des transferts budgétaires de l'Etat).

⁴ d'après des sources diverses, cette mesure "coûterait" 5.5 mio EUR aux patients, soit environ 0.05% du revenu disponible total des ménages résidents.

Annexe 5: Références Bibliographiques

Sont référencées uniquement des publications comportant des prévisions.

Organisme	Titre	Date de parution	Internet
Bank for International settlements (BIS)	Annual Report	Juin 2005	http://www.bis.org/pub/ar2005e.htm
Bureau Federal du Plan, Belgique	A Medium-Term Outlook for the World Economy, 2005-2011	Août 2005	http://www.plan.be/en/pub/ecofofor/detail_ef.php?pub=EFNIME0501
International Monetary Fund	World Economic Outlook	Septembre 2005	http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2005/02/index.htm
Euroframe (European Forecasting Research Association for the Macroeconomy)	Economic assessment of the Euro Area: Forecasts and Policy Analysis	Octobre 2005	http://www.euroframe.org/index.php?id=3
Organization for Economic Cooperation and Development (OECD)	Economic Outlook no. 78	Janvier 2006	http://www.oecd.org/document/4/0,2340,fr_2649_201185_20347588_1_1_1_1,00.html
Organization for Economic Cooperation and Development (OECD)	The OECD medium term reference scenario	Janvier 2006	(pas disponible publiquement)
European Commission	Economic Forecasts (European Economy no. 5/2005)	Novembre 2005	http://europa.eu.int/comm/economy_finance/publications/european_economy/forecasts_en.htm
Organisme Français des Conjonctures Economiques	Perspectives 2005/2006 (Revue de l'OFCE n° 95)	Décembre 2005	http://www.ofce.sciences-po.fr/chapitre.php?wh=2

Annexe 6: Sources de données

a. Comptes nationaux

Les prévisions sont effectuées sur base des premières estimations trimestrielles des comptes nationaux portant sur 2004 et de deux trimestres de données infra-annuelles portant sur 2005 (dont seul le premier a été publié officiellement).

La grande révision des comptes nationaux, effectuée au cours du deuxième semestre 2005 et portant sur les années 1995 – 2004 (cf. annexe 3) n'a pas été incorporée dans cet exercice prévisionnel. Toutefois, des chiffres révisés préliminaires agrégés, connus au moment de la clôture de la prévision, constituent en quelque sorte un gage pour la validité de l'exercice, dans la mesure où les déviations, par rapport aux anciens chiffres, ne sont pas de nature à remettre en question profondément l'histoire économique récente, telle qu'on la connaissait jusqu'ici. Dans la mesure où les chiffres révisés n'ont pas encore été publiés, les commentaires dans le texte sur les prévisions se basent sur les anciens chiffres.

Le dernier point d'observation du PIB et de ses sous-agrégats revêt une grande importance pour l'établissement des prévisions puisqu'il en constitue le point de départ. Les chiffres relatifs au passé plus lointain (1970-2004, par exemple) au contraire, permettent de se faire une idée sur les tendances sous-jacentes, les tendances lourdes. La croissance tendancielle ou potentielle en est un exemple préminent.

Les chiffres relatifs à l'année courante, 2005, permettent de "caler" la prévision. L'évolution du premier semestre constitue une contrainte, permettant de prévoir ou d'estimer avec une certaine marge d'erreur, l'évolution sur l'ensemble de 2005. L'acquis de croissance mesure ainsi la croissance totale d'un agrégat – du PIB – sur une année, connaissant les valeurs des x premiers trimestres, sous l'hypothèse que l'agrégat en question reste au niveau du dernier trimestre connu. A ce moment, pour caler la prévision pour 2005 sur les données trimestrielles connues, c.-à-d. deux trimestres, il faut établir une "prévision" pour l'évolution au cours du deuxième semestre 2005.

b. Finances publiques

Le projet de Budget de l'Etat, qui a été voté le 14 décembre 2005 à la Chambre des Députés, définit les évolutions des principales variables de dépenses du secteur public: investissements, rémunérations, prestations de Sécurité sociale, etc... Les dépenses prévues dans le Budget ont été converties en données comptables, au sens du SEC 95, pour être intégrées dans le modèle macro-économétrique.

Les recettes sont moins intéressantes dans une optique de prévision de l'activité du secteur public dans la mesure où elles agissent moins comme déterminantes de l'activité future et plus comme résultantes. Cette dernière remarque doit toutefois être nuancée: les taux d'imposition et de cotisation, définis par des mesures législatives et faisant partie intégrante des documents budgétaires, sont censés influencer sur l'activité (décisions de consommation, d'investissement, etc...).

Généralement, les données budgétaires sont intégrées telles quelles dans la prévision, car elles traduisent la volonté du législateur, représentent la politique économique et fiscale. Toutefois, les chiffres prévisionnels doivent parfois être corrigés, car ils ne sont pas complètement cohérents dans une approche macro-économique globale. Ainsi, les dépenses d'investissements, prévues pour 2005 et 2006 (+30% au total sur les deux ans) sont probablement surestimées, ceci au regard de l'évolution passée¹ et de la situation financière de l'Etat dans son ensemble.

Pour ce qui concerne plus particulièrement les dépenses d'investissement, le programme d'investissement pluriannuel 2006-2009, déposé ensemble avec le projet de Budget 2006 a également été pris en compte, afin d'évaluer les investissements futurs de l'Etat, moyennant les mêmes réserves que celles émises plus haut.

¹ Une analyse des données historiques montre que les investissements sont généralement surestimés dans les projets de Budget, par rapport aux dépenses finalement exécutées. Un chiffre précis est difficile à établir en raison d'un changement de méthodologie intervenu en 2005 (affectant toutes les dépenses, rétro-activement jusqu'en 1990). Pour les données 2000-2003, pour lesquelles on dispose de suffisamment d'observations non affectées par le changement méthodologique, l'écart "final – initial" est d'environ -3.5%.

c. Demande mondiale

En principe, les variables relatives à la demande mondiale (marchés à l'exportation étrangers, prix relatifs, taux de change et taux d'intérêt, prix des matières premières, etc...) sont fixées eu égard à la dernière prévision de la Commission européenne. D'un point de vue technique, l'obtention des chiffres est particulièrement facile à travers la base de données AMECO¹. Toutefois, des analyses et comparaisons avec les prévisions des autres institutions internationales (FMI, OCDE) permettent parfois de rectifier le tir ou de combler des lacunes (la Commission européenne ne publie pas de prévision de taux d'intérêts, contrairement à l'OCDE). Aussi, les diverses dates de parution de ces prévisions² permettent de disposer, à pratiquement à chaque instant de la phase d'élaboration des prévisions, d'informations relativement

fraîches, incorporant les dernières nouvelles conjoncturelles.

Notons qu'en dépit de cette multitude de sources et de l'établissement échelonné dans le temps de ces prévisions, il y a généralement concordance en ce qui concerne les principales variables, du moins pour les grandes tendances. L'utilisation des prévisions de la Commission européenne se justifie alors par le plus grand détail de données disponibles pour ce qui est des pays européens (principaux marchés pour l'économie luxembourgeoise) ainsi que par la mise à disposition d'une version électronique d'AMECO, sous forme de base de données, très peu de temps après la clôture des prévisions.

¹ http://europa.eu.int/comm/economy_finance/indicators/annual_macro_economic_database/ameco_en.htm

² En ce qui concerne l'exercice prévisionnel d'automne, le FMI sort ses prévisions à la mi-septembre, les chiffres préliminaires de la Commission européenne sont connus à la mi-octobre tandis que les chiffres définitifs de la Commission et de l'OCDE sortent généralement avant la fin novembre.

D. Annexe statistique

Mise à jour: 10 février 2006

Sommaire

	page
Tableau 1a: PIB optique dépenses (prix courants)	96
Tableau 1a – suite: PIB optique dépenses (prix constants)	97
Tableau 1b: Formation brute de capital fixe (prix courants)	98
Tableau 1b – suite: Formation brute de capital fixe (prix constants)	99
Tableau 1c: Exportations et Importations (prix courants)	100
Tableau 1c – suite: Exportations et Importations (prix constants)	101
Tableau 2a: Indice des prix à la consommation, désagrégation de l'indice luxembourgeois (IPCN)	102
Tableau 2b: Indice des prix à la consommation harmonisé, comparaison internationale	104
Tableau 2c: Prix à la production, industrie et construction	105
Tableau 2c – suite: Prix à la production, industrie et construction	106
Tableau 2d: Taux de change et termes de l'échange (liés aux exportations de biens)	107
Tableau 2e: Coût salarial, Luxembourg	108
Tableau 2f: Coût salarial, comparaison par pays	109
Tableau 2f – suite: Coût salarial moyen, comparaison par pays, industrie	110
Tableau 3a – 1: Enquête d'activité dans l'industrie – Production du mois en volume	111
Tableau 3a – 2: Enquête d'activité dans l'industrie – Production par jour ouvrable en volume	112
Tableau 3a – 3: Enquête d'activité dans l'industrie – Commandes nouvelles totales en valeur	113
Tableau 3a – 4: Enquête d'activité dans l'industrie – Nombre de salariés	114
Tableau 3a – 5: Enquête d'activité dans l'industrie – Heures travaillées	115
Tableau 3a – 6: Enquête d'activité dans l'industrie – Coût salarial unitaire	116
Tableau 3b: Activité dans la construction	117
Tableau 3c: Activité dans le commerce	118
Tableau 3d: Activité dans les services financiers	119
Tableau 4a: Enquête de conjoncture, Industrie	120
Tableau 4b: Enquête de conjoncture, Construction	120
Tableau 5a: Marché du travail	121
Tableau 5b: Travail intérimaire, autres indicateurs du marché du travail	122
Tableau 5c-1: Taux de chômage harmonisé, total et jeunes, comparaison internationale	123
Tableau 5c-2: Taux de chômage harmonisé, par sexe, comparaison internationale	124
Tableau 6a: Statistiques du commerce extérieur	125
Tableau 6b: Balance des paiements: compte des transactions courantes	126
Tableau 6c: Balance des paiements: compte des opérations financières	127

De brèves notes explicatives font suite à certains tableaux. Des explications plus détaillées (commentaires méthodologiques et historiques) peuvent être trouvées aux pages correspondantes de l'annuaire statistique du STATEC ou sur le site Internet www.statec.public.lu.

A noter que la mention "taux de variation" fait référence à des taux de variation interannuels, c'est-à-dire par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Notes méthodologiques:

- Résultat rigoureusement nul.
- .
- ... Le renseignement n'est pas disponible ou bien ne peut être communiqué pour cause de secret statistique.
- blanc Résultat non publié

La reproduction totale ou partielle de la présente annexe est autorisée à condition d'en citer la source.

Renseignements:

STATEC

Centre Administratif Pierre Werner
13, rue Erasme
L-1468 Luxembourg-Kirchberg
Tél: 478 – 4234/4339
Fax: 241812
E-mail: statec.post@statec.etat.lu
<http://www.statec.public.lu>

Pour en savoir plus:

Pascale Armstrong
Tél: 478 – 4234
E-mail: Pascale.Armstrong-Pax@statec.etat.lu

Bastien Larue
Tél: 478 – 4339
E-mail: Bastien.Larue@statec.etat.lu

Tableau 1a: PIB optique dépenses (prix courants)

	Produit Intérieur Brut (PIB)	Consommation finale nationale des ménages (yc les ménages collectifs)	Consommation publique	Formation brute de capital ¹	Exportations	Importations
Prix courants, Mio EUR						
1995	13 215	6 330	2 435	2 831	14 414	12 796
1996	13 928	6 698	2 632	3 013	15 482	13 897
1997	15 491	7 058	2 776	3 570	18 481	16 393
1998	17 007	7 601	2 851	4 031	21 653	19 128
1999	18 739	7 914	3 145	4 597	25 509	22 426
2000	21 279	8 490	3 343	4 999	32 320	27 874
2001	22 020	9 212	3 729	5 245	33 708	29 873
2002	22 805	9 706	4 018	4 827	32 758	28 505
1T 2003	5 611	2 400	1 009	1 047	8 007	6 852
2T 2003	5 944	2 516	1 020	1 296	8 114	7 002
3T 2003	5 918	2 520	1 041	1 267	8 091	7 001
4T 2003	6 483	2 612	1 291	1 449	8 713	7 582
2003	23 956	10 048	4 361	5 059	32 924	28 437
1T 2004	6 115	2 559	1 129	1 133	8 985	7 691
2T 2004	6 371	2 570	1 121	1 451	9 339	8 109
3T 2004	6 302	2 576	1 105	1 187	9 182	7 748
4T 2004	6 875	2 699	1 353	1 229	10 017	8 422
2004	25 664	10 404	4 708	4 999	37 522	31 970
Taux de variation en % (glissement annuel)						
1996	5.4	5.8	8.1	6.4	7.4	8.6
1997	11.2	5.4	5.5	18.5	19.4	18.0
1998	9.8	7.7	2.7	12.9	17.2	16.7
1999	10.2	4.1	10.3	14.0	17.8	17.2
2000	13.6	7.3	6.3	8.7	26.7	24.3
2001	3.5	8.5	11.5	4.9	4.3	7.2
2002	3.6	5.4	7.8	-8.0	-2.8	-4.6
1T 2003	2.3	2.2	9.8	41.3	-7.7	-4.8
2T 2003	1.4	3.0	8.5	15.5	-2.9	0.1
3T 2003	7.1	5.1	7.0	-4.2	5.5	2.4
4T 2003	9.3	3.7	8.8	-11.7	8.1	1.4
2003	5.0	3.5	8.5	4.8	0.5	-0.2
1T 2004	9.0	6.6	11.9	8.2	12.2	12.2
2T 2004	7.2	2.1	9.9	11.9	15.1	15.8
3T 2004	6.5	2.2	6.2	-6.3	13.5	10.7
4T 2004	6.1	3.3	4.8	-15.2	15.0	11.1
2004	7.1	3.5	8.0	-1.2	14.0	12.4

¹ Formation brute de capital fixe, y compris variation de stocks et acquisitions moins cessations de valeurs.

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

L'ensemble de la documentation (méthodologie, tableaux) relative aux comptes nationaux selon le système européen harmonisé de comptes nationaux (SEC 95) est disponible sur le site Internet www.statistiques.public.lu/fr/economie/index.html. Y sont fournis notamment des explications quant au passage du SEC 79 au SEC 95, ainsi que tous les détails statistiques (principaux agrégats selon les optiques production, dépenses et revenus à prix courants et à prix constants ainsi que les tableaux détaillés par branches d'activité à prix courants et à prix constants).

Tableau 1a – suite: PIB optique dépenses (prix constants)

	Produit Intérieur Brut (PIB) ¹	Consommation finale nationale des ménages (yc les ménages collectifs)	Consommation publique	Formation brute de capital ²	Exportations	Importations
Prix constants, année de référence 1995, Mio EUR						
1995	13 215	6 330	2 435	2 831	14 414	12 796
1996	13 656	6 604	2 572	3 000	15 247	13 768
1997	14 790	6 859	2 651	3 468	17 496	15 677
1998	15 809	7 309	2 686	3 929	19 967	18 079
1999	17 044	7 496	2 882	4 426	22 918	20 718
2000	18 582	7 840	3 021	4 687	26 888	23 918
2001	18 870	8 239	3 217	4 761	27 383	24 792
2002	19 335	8 502	3 319	4 333	27 221	24 154
1T 2003	4 760	2 073	853	935	6 812	5 952
2T 2003	4 981	2 177	862	1 166	6 894	6 143
3T 2003	4 913	2 170	858	1 122	6 767	6 029
4T 2003	5 246	2 220	913	1 263	7 247	6 424
2003	19 900	8 640	3 486	4 483	27 720	24 548
1T 2004	5 037	2 181	924	1 012	7 377	6 503
2T 2004	5 225	2 174	918	1 283	7 497	6 680
3T 2004	5 098	2 173	901	1 035	7 287	6 337
4T 2004	5 444	2 237	951	1 074	7 832	6 693
2004	20 803	8 766	3 693	4 406	29 994	26 213
Taux de variation en % (glissement annuel)						
1996	3.3	4.3	5.6	6.0	5.8	7.6
1997	8.3	3.9	3.0	15.6	14.7	13.9
1998	6.9	6.6	1.3	13.3	14.1	15.3
1999	7.8	2.6	7.3	12.6	14.8	14.6
2000	9.0	4.6	4.8	5.9	17.3	15.4
2001	1.5	5.1	6.5	1.6	1.8	3.7
2002	2.5	3.2	3.2	-9.0	-0.6	-2.6
1T 2003	2.6	-0.5	5.9	36.5	-2.9	-1.1
2T 2003	-0.6	1.8	4.9	16.2	0.1	4.5
3T 2003	3.4	3.5	4.1	-4.6	3.9	2.6
4T 2003	6.3	1.6	5.3	-14.0	6.5	0.6
2003	2.9	1.6	5.0	3.5	1.8	1.6
1T 2004	5.8	5.2	8.3	8.3	8.3	9.3
2T 2004	4.9	-0.1	6.4	10.0	8.8	8.7
3T 2004	3.8	0.1	5.0	-7.7	7.7	5.1
4T 2004	3.8	0.8	4.2	-14.9	8.1	4.2
2004	4.5	1.5	6.0	-1.7	8.2	6.8

¹ En raison du calcul des agrégats à prix constants "par rapport à l'année de référence 1995" figurant ci-dessus par chaînage sur base de données calculées "aux prix de l'année précédente", il existe une erreur statistique que nous n'avons pas relevé dans ce tableau.

² Formation brute de capital fixe, y compris variation de stocks et acquisitions moins cessations de valeurs.

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1b: Formation brute de capital fixe (prix courants)

	Produits métalliques et machines	Matériel de transport	Construction		Autres	Total
			Logement	Autres constructions		
Prix courants, Mio EUR						
1985	370	-37	201	390	17	942
1986	539	93	228	427	29	1 314
1987	575	161	269	504	67	1 576
1988	571	254	336	544	59	1 763
1989	650	269	425	543	79	1 968
1990	708	194	479	675	94	2 154
1991	735	472	562	707	93	2 566
1992	648	168	593	761	123	2 295
1993	649	555	584	904	118	2 811
1994	702	335	513	1 032	265	2 852
1995	588	486	496	1 179	98	2 851
1996	687	450	465	1 236	140	2 976
1997	765	697	496	1 248	237	3 448
1998	814	697	536	1 524	275	3 849
1999	820	1 193	527	1 652	263	4 458
2000	970	760	531	1 881	287	4 434
2001	990	925	647	2 199	252	5 015
2002	920	923	615	2 335	202	4 998
2003	968	377	633	2 503	254	4 738
2004	1 036	285	660	2 577	399	4 959
Taux de variation en %						
1986	45.4	-349.9	13.2	9.5	71.0	39.5
1987	6.7	73.4	18.0	18.0	129.1	20.0
1988	-0.7	57.9	24.7	7.9	-12.8	11.9
1989	13.9	6.2	26.6	-0.1	34.6	11.6
1990	8.9	-28.0	12.9	24.3	18.8	9.4
1991	3.7	143.1	17.2	4.7	-0.8	19.1
1992	-11.8	-64.4	5.5	7.6	31.4	-10.6
1993	0.1	230.0	-1.4	18.8	-3.7	22.5
1994	8.3	-39.6	-12.2	14.1	124.8	1.5
1995	-16.3	45.1	-3.2	14.3	-63.1	0.0
1996	16.8	-7.5	-6.4	4.8	42.5	4.4
1997	11.3	55.1	6.7	1.0	69.9	15.9
1998	6.4	-0.1	8.1	22.1	15.9	11.6
1999	0.7	71.2	-1.7	8.4	-4.2	15.8
2000	18.3	-36.2	0.7	13.9	9.1	-0.5
2001	2.1	21.7	21.9	16.9	-12.2	13.1
2002	-7.1	-0.2	-5.0	6.2	-19.9	-0.3
2003	5.2	-59.2	3.0	7.2	25.9	-5.2
2004	7.0	-24.5	4.2	2.9	57.1	4.7

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1b – suite: Formation brute de capital fixe (prix constants)

	Produits métalliques et machines	Matériel de transport	Construction			Autres	Total
			Logement	Autres constructions			
Prix constants, année de référence 1995, Mio EUR							
1985	404	-44	295	573		27	1 227
1986	586	106	326	611		45	1 683
1987	621	181	375	703		98	1 982
1988	633	279	461	747		83	2 209
1989	705	294	546	699		105	2 361
1990	760	208	561	791		118	2 441
1991	783	500	627	789		114	2 826
1992	679	174	615	790		142	2 400
1993	656	575	601	931		128	2 894
1994	706	339	522	1 050		274	2 895
1995	588	486	496	1 179		98	2 851
1996	704	433	461	1 226		137	2 960
1997	779	619	487	1 225		219	3 336
1998	878	612	519	1 474		248	3 729
1999	924	1 013	501	1 569		233	4 274
2000	1 090	595	492	1 742		245	4 124
2001	1 122	708	576	1 957		202	4 535
2002	1 064	720	534	2 028		158	4 485
2003	1 130	298	539	2 132		194	4 204
2004	1 195	222	556	2 169		204	4 349
Taux de variation en %							
1986	45.2	-339.5	10.4	6.7		64.3	37.1
1987	6.0	70.4	15.1	15.0		119.0	17.7
1988	1.8	54.2	22.8	6.3		-15.3	11.5
1989	11.4	5.4	18.5	-6.5		26.5	6.9
1990	7.8	-29.3	2.8	13.2		12.5	3.4
1991	3.0	140.2	11.7	-0.2		-2.8	15.8
1992	-13.3	-65.1	-1.8	0.1		23.6	-15.1
1993	-3.4	230.0	-2.3	17.8		-9.7	20.6
1994	7.7	-40.9	-13.2	12.8		114.3	0.0
1995	-16.7	43.2	-5.0	12.3		-64.2	-1.5
1996	19.6	-10.8	-7.1	3.9		40.4	3.8
1997	10.7	42.7	5.6	-0.1		59.2	12.7
1998	12.7	-1.2	6.6	20.3		13.2	11.8
1999	5.2	65.6	-3.5	6.5		-6.1	14.6
2000	18.0	-41.2	-1.8	11.0		5.1	-3.5
2001	2.9	18.9	17.2	12.4		-17.6	10.0
2002	-5.2	1.8	-7.3	3.6		-21.8	-1.1
2003	6.2	-58.6	1.0	5.1		22.8	-6.3
2004	5.8	-25.3	3.0	1.8		5.2	3.5

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1c: Exportations et Importations (prix courants)

	Exportations			Importations			Prix courants, Mio EUR
	Biens	Services	Consommation des non-résidents sur le territoire	Biens	Services	Consommation des luxembourgeois à l'étranger	
1995	6 390	6 832	1 192	7 700	4 728		368
1996	6 224	7 988	1 270	7 747	5 761		389
1997	7 056	9 944	1 480	8 878	7 094		420
1998	7 826	12 185	1 641	9 870	8 786		472
1999	8 073	15 460	1 976	10 631	11 304		491
2000	9 561	20 429	2 330	12 027	15 339		508
2001	10 399	21 069	2 240	13 158	16 162		554
2002	10 384	19 813	2 561	12 785	15 164		556
1T 2003	2 688	4 687	632	3 219	3 527		106
2T 2003	2 505	4 963	646	3 162	3 705		135
3T 2003	2 287	5 168	635	2 926	3 879		196
4T 2003	2 465	5 599	650	3 168	4 281		133
2003	9 945	20 416	2 563	12 474	15 392		571
1T 2004	2 670	5 694	621	3 240	4 316		134
2T 2004	2 726	5 828	784	3 568	4 388		153
3T 2004	2 606	5 783	792	3 239	4 309		200
4T 2004	2 887	6 264	866	3 539	4 743		140
2004	10 889	23 570	3 063	13 611	17 756		627
							Taux de variation en % (glissement annuel)
1996	-2.6	16.9	6.5	0.6	21.8		5.8
1997	13.4	24.5	16.6	14.6	23.2		8.1
1998	10.9	22.5	10.9	11.2	23.8		12.2
1999	3.2	26.9	20.4	7.7	28.7		4.1
2000	18.4	32.1	17.9	13.1	35.7		3.5
2001	8.8	3.1	-3.9	9.4	5.4		9.0
2002	-0.1	-6.0	14.3	-2.8	-6.2		0.4
1T 2003	-5.1	-10.5	4.9	4.7	-12.1		-4.4
2T 2003	-4.7	-1.1	-8.6	2.3	-1.8		0.3
3T 2003	-4.9	11.2	3.1	-6.2	9.9		7.1
4T 2003	-2.0	14.0	2.2	-9.4	11.1		4.9
2003	-4.2	3.0	0.1	-2.4	1.5		2.6
1T 2004	-0.7	21.5	-1.8	0.7	22.4		26.6
2T 2004	8.8	17.4	21.4	12.9	18.4		13.0
3T 2004	13.9	11.9	24.7	10.7	11.1		1.9
4T 2004	17.1	11.9	33.3	11.7	10.8		5.3
2004	9.5	15.4	19.5	9.1	15.4		9.9

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 1c – suite: Exportations et Importations (prix constants)

	Exportations			Importations		
	Biens	Services	Consommation des non-résidents sur le territoire	Biens	Services	Consommation des luxembourgeois à l'étranger
Prix constants, année de référence 1995, Mio EUR						
1995	6 390	6 832	1 192	7 700	4 728	368
1996	6 356	7 655	1 236	7 845	5 761	384
1997	7 149	8 919	1 419	8 788	7 094	408
1998	7 966	10 407	1 557	9 848	8 786	453
1999	8 504	12 460	1 812	10 748	11 304	465
2000	9 621	15 012	1 988	11 476	15 339	463
2001	10 562	14 855	1 881	12 469	16 162	496
2002	10 527	14 548	2 106	12 148	15 164	487
1T 2003	2 685	4 132	504	3 006	3 006	91
2T 2003	2 539	4 313	516	3 064	3 064	116
3T 2003	2 332	4 352	504	2 828	2 828	168
4T 2003	2 524	4 640	514	3 038	3 038	113
2003	10 079	15 374	2 039	11 936	15 392	488
1T 2004	2 680	4 643	478	3 043	3 043	113
2T 2004	2 627	4 790	584	3 183	3 183	127
3T 2004	2 439	4 742	581	2 827	2 827	166
4T 2004	2 667	5 062	628	3 010	3 010	116
2004	10 413	16 941	2 270	12 063	17 732	522
Taux de variation en %						
1996	-0.5	12.0	3.6	1.9	21.8	4.3
1997	12.5	16.5	14.8	12.0	23.2	6.4
1998	11.4	16.7	9.8	12.1	23.8	11.1
1999	6.7	19.7	16.3	9.1	28.7	2.6
2000	13.1	20.5	9.7	6.8	35.7	-0.4
2001	9.8	-1.0	-5.4	8.7	5.4	7.0
2002	-0.3	-2.1	12.0	-2.6	-6.2	-1.8
1T 2003	-6.5	-1.2	-0.6	2.6	2.6	-6.6
2T 2003	-5.3	2.6	-11.3	4.9	4.9	-1.7
3T 2003	-4.4	7.6	0.2	-4.4	-4.4	4.7
4T 2003	-0.5	9.7	0.0	-8.9	-8.9	2.4
2003	-4.3	5.7	-3.2	-1.8	1.5	0.3
1T 2004	-0.2	12.3	-5.3	1.2	1.2	23.9
2T 2004	3.5	11.1	13.1	3.9	3.9	9.9
3T 2004	4.6	9.0	15.2	0.0	0.0	-1.0
4T 2004	5.7	9.1	22.2	-0.9	-0.9	2.2
2004	3.3	10.2	11.4	1.1	15.2	7.0

Aux erreurs d'arrondi près

Source: STATEC (comptes nationaux SEC 95)

Tableau 2a: Indice des prix à la consommation, désagrégation de l'indice luxembourgeois (IPCN)

	Décomposition de l'indice général par catégories de produits														
	Indice général	Indice général hors produits pétroliers		Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	Boissons alcoolisées, tabacs	Habillement et chaussures	Logement, eau, électricité et combustibles	Ameublement, équipement de ménage, entretien	Santé	Transports	Communications	Loisirs, spectacles, culture	Enseignement	Hôtels, cafés, restaurants	Biens et services divers
		Indice général	produits pétroliers												
	2005=100														
1995	82.7	84.3	56.3	80.6	73.9	91.0	74.5	85.9	89.9	81.0	147.9	88.1	71.5	77.4	84.1
1996	83.7	85.0	60.2	81.3	75.6	91.0	77.2	86.7	90.7	82.1	151.1	88.0	73.0	78.2	85.0
1997	84.8	86.0	63.1	82.1	75.8	91.9	79.4	87.4	91.6	83.0	155.5	89.0	73.6	79.8	86.3
1998	85.6	87.3	58.6	85.9	78.9	92.9	79.3	88.5	92.3	82.1	153.3	90.1	77.3	81.4	86.9
1999	86.5	88.0	61.2	85.3	81.2	93.1	80.4	89.7	93.1	83.5	137.9	90.4	80.5	82.1	87.8
2000	89.3	89.7	79.9	87.1	83.4	93.9	86.6	91.8	104.0	87.7	129.8	91.5	81.7	84.2	88.2
2001	91.6	92.2	78.6	91.2	85.7	95.9	88.1	93.8	105.8	90.2	114.6	93.7	83.3	87.0	91.8
2002	93.5	94.5	73.4	94.8	88.9	97.5	88.2	95.4	100.3	91.5	109.7	96.5	90.4	90.9	94.1
2003	95.4	96.5	74.8	96.6	92.2	98.9	90.7	96.8	97.8	93.5	107.1	98.5	97.2	93.8	96.1
2004	97.6	98.2	84.3	98.4	96.1	99.4	93.6	98.5	99.9	96.9	104.7	99.1	98.2	96.8	98.1
2005	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1T 2005	98.7	99.2	89.4	99.2	98.7	98.6	97.2	98.9	99.1	98.3	101.7	99.4	98.3	98.7	99.3
2T 2005	99.8	100.0	96.3	100.0	100.3	101.2	98.9	100.5	99.1	99.4	99.9	100.1	98.4	99.5	99.9
3T 2005	100.3	100.0	105.5	100.3	100.5	98.7	101.0	99.8	100.4	100.9	99.3	99.8	100.0	100.6	99.8
4T 2005	101.2	100.8	108.7	100.5	100.5	101.6	102.9	100.8	101.4	101.4	99.1	100.7	103.2	101.1	101.0
nov-05	101.1	100.8	107.3	100.6	100.7	101.5	103.0	100.8	101.2	101.0	99.1	100.7	103.2	101.0	101.1
déc-05	101.0	100.8	103.1	100.4	100.3	101.6	101.9	100.8	101.2	100.8	98.9	101.0	103.2	101.4	101.1
janv-06	100.5	100.2	104.5	101.0	101.1	91.4	103.4	98.3	103.6	101.2	98.8	99.9	103.3	102.0	101.0
	Taux de variation annuels en %														
1996	1.2	0.9	7.0	0.8	2.3	0.0	3.7	1.0	0.9	1.4	2.2	-0.1	2.1	1.0	1.1
1997	1.4	1.2	4.8	1.1	0.3	0.9	2.9	0.8	1.0	1.1	2.9	1.1	0.8	2.1	1.5
1998	1.0	1.5	-7.2	4.6	4.0	1.2	-0.2	1.2	0.7	-1.1	-1.4	1.3	5.1	2.0	0.7
1999	1.0	0.9	4.4	-0.7	3.0	0.2	1.4	1.4	0.9	1.6	-10.1	0.3	4.1	0.9	1.1
2000	3.2	1.9	30.5	2.0	2.7	0.9	7.7	2.4	11.7	5.0	-5.9	1.3	1.4	2.6	0.4
2001	2.7	2.8	-1.6	4.8	2.7	2.1	1.7	2.1	1.8	2.9	-11.7	2.4	2.0	3.3	4.0
2002	2.1	2.5	-6.6	3.9	3.7	1.7	0.2	1.7	-5.2	1.4	-4.3	3.0	8.6	4.4	2.5
2003	2.0	2.1	1.9	1.9	3.8	1.5	2.8	1.5	-2.5	2.1	-2.4	2.1	7.5	3.1	2.2
2004	2.2	1.8	12.7	1.8	4.2	0.5	3.1	1.7	2.1	3.6	-2.3	0.6	0.9	3.2	2.1
2005	2.5	1.8	18.6	1.6	4.0	0.6	6.9	1.6	0.1	3.2	-4.4	0.9	1.9	3.3	1.9
1T 2005	2.2	1.7	16.5	1.1	5.0	0.5	6.4	1.5	-0.6	2.9	-4.0	0.2	0.2	3.2	1.9
2T 2005	2.3	1.7	16.8	1.6	4.9	0.6	6.8	1.6	-1.1	2.8	-4.7	0.8	0.3	3.1	2.0
3T 2005	2.7	1.8	22.9	1.7	3.5	0.8	7.7	1.6	0.9	3.7	-5.0	1.0	1.9	3.7	1.8
4T 2005	2.7	1.9	17.7	2.2	2.9	0.6	6.6	1.6	1.3	3.6	-4.1	1.5	5.1	3.4	1.8
nov-05	2.5	1.9	13.8	2.4	2.7	0.6	6.1	1.5	0.9	3.0	-5.1	1.5	5.1	3.2	1.9
déc-05	2.5	1.9	13.4	1.9	2.6	0.5	5.6	1.4	1.0	3.1	-2.2	1.7	5.1	3.8	1.9
janv-06	2.9	2.0	21.9	2.3	2.6	-1.9	7.5	1.9	3.4	3.5	-3.4	1.5	5.2	3.6	2.7

Source: STATEC

L'indice des prix à la consommation est établi mensuellement par le STATEC. Du point de vue technique, la méthode de pondération est du type "Laspeyres" jusqu'en décembre 1998. A partir de 1.1.1999 un "indice chaîne" a été mis en place.

Jusqu'en 1999, le Luxembourg établissait uniquement un indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) conforme aux réglementations en vigueur au niveau communautaire. A partir du 1.1.2000, le Luxembourg établit également un indice national (IPCN), différent de l'indice harmonisé européen. Tandis que la pondération de l'IPCH se base sur la consommation privée *sur le territoire*, celle de l'IPCN prend comme référence la structure de la consommation des habitants (résidents). L'IPCN est utilisé pour l'indexation automatique des salaires au Luxembourg.

Pondérations dans l'IPCN en %

	2002	2003	2004	2005	2006		2002	2003	2004	2005	2006
Produits pétroliers	4.2	3.7	3.4	4.7	5.8	Santé	2.6	2.3	2.0	1.9	2.0
Inflation "sous-jacente"	94.6	95.2	95.4	94.2	93.0	Transports	16.7	18.0	19.1	20.2	20.6
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	15.4	15.0	14.5	13.7	13.8	Communications	2.1	2.2	2.4	2.3	2.2
Boissons alcoolisées, tabacs	4.3	4.3	4.1	4.0	4.1	Loisirs, spectacles, culture	10.3	10.8	11.1	10.7	10.1
Habillement et chaussures	7.0	6.9	6.4	5.9	5.7	Enseignement	0.5	0.6	0.5	0.6	0.6
Logement, eau, électricité et combustibles	12.4	11.8	11.5	11.9	11.9	Hôtels, cafés, restaurants	7.1	7.2	7.1	6.7	6.3
Ameublement, équipement de ménage, entret	11.4	10.8	11.4	11.8	11.8	Biens et services divers	10.1	9.9	10.0	10.3	10.8

Tableau 2b: Indice des prix à la consommation harmonisé, comparaison internationale

	Luxembourg	Allemagne	France	Belgique	Pays-Bas	Moyenne pondérée des quatre pays	Zone euro	UE25
								1996=100
1995	98.8	98.8	98.0	98.3	98.6	98.5	97.9	97.0
1996	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1997	101.4	101.5	101.3	101.5	101.9	101.5	101.6	102.6
1998	102.4	102.1	102.0	102.4	103.7	102.2	102.7	104.7
1999	103.4	102.8	102.5	103.6	105.8	103.0	103.8	106.4
2000	107.3	104.2	104.4	106.4	108.2	104.8	106.0	109.0
2001	109.9	106.2	106.3	109.0	113.8	107.0	108.5	111.7
2002	112.1	107.6	108.3	110.7	118.2	109.0	110.9	114.1
2003	115.0	108.8	110.7	112.3	120.8	110.7	113.2	116.3
2004	118.7	110.7	113.3	114.4	122.5	112.9	115.7	118.8
2005	123.2	112.8	115.4	117.3	124.3	115.0	118.2	121.4
1T 2005	120.6	111.7	114.3	115.6	123.5	113.9	116.7	120.0
2T 2005	122.8	112.4	115.4	117.4	124.5	114.8	118.1	121.3
3T 2005	124.2	113.5	115.8	117.9	124.4	115.5	118.6	121.8
4T 2005	125.2	113.8	116.2	118.4	124.9	115.9	119.3	122.5
oct-05	126.2	113.8	116.3	118.4	125.3	116.0	119.4	122.5
nov-05	124.9	113.2	116.0	118.4	124.9	115.5	119.1	122.3
déc-05	124.4	114.3	116.2	118.4	124.4	116.1	119.5	122.6
								Taux de variation annuels en %
1996	1.2	1.2	2.1	1.8	1.4	1.5	1.5	3.1
1997	1.4	1.5	1.3	1.5	1.9	1.5	1.5	2.6
1998	1.0	0.6	0.7	0.9	1.8	0.7	0.7	2.1
1999	1.0	0.6	0.6	1.1	2.0	0.8	0.8	1.6
2000	3.8	1.4	1.8	2.7	2.3	1.7	1.7	2.5
2001	2.4	1.9	1.8	2.4	5.1	2.2	2.2	2.5
2002	2.1	1.3	1.9	1.6	3.9	1.8	1.8	2.1
2003	2.5	1.0	2.2	1.5	2.2	1.6	1.6	2.0
2004	3.2	1.8	2.3	1.9	1.4	1.9	1.9	2.2
2005	3.8	1.9	1.9	2.5	1.5	1.9	1.9	2.2
1T 2005	3.2	1.7	1.9	2.4	1.4	1.8	2.0	2.0
2T 2005	3.5	1.6	1.8	2.5	1.3	1.7	2.0	2.0
3T 2005	4.3	2.1	2.1	2.8	1.6	2.1	2.3	2.3
4T 2005	4.0	2.3	1.8	2.5	1.7	2.1	2.3	2.3
oct-05	5.0	2.4	2.0	2.2	1.5	2.2	2.5	2.4
nov-05	3.6	2.3	1.8	2.4	1.6	2.0	2.3	2.3
déc-05	3.4	2.1	1.8	2.8	2.1	2.0	2.2	2.1

Source: STATEC, EUROSTAT

Les indices de prix relatifs aux quatre pays voisins du Luxembourg sont établis sur base de la méthodologie communautaire harmonisée. La moyenne pondérée est calculée à l'aide des pondérations suivantes (pour l'année 2004): Allemagne 50%, France 35.3%, Pays-Bas 9%, et Belgique 5.7%. Celle-ci se base sur les pondérations des différents pays dans l'indice des prix à la consommation harmonisé dans l'Union monétaire (IPCUM).

Tableau 2c: Prix à la production, industrie et construction

	Prix industriels			Prix industriels, par catégories de biens			Prix industriels, par destination		
	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Produits sidérurgiques et	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation	Marché intérieur	UE15	Hors UE15
			ferro-alliages, tubes						
									2000=100
1995	101.1	98.5	108.2	104.5	92.2	92.9	n.d.	95.1	103.6
1996	96.9	97.1	96.5	97.5	94.1	93.3	n.d.	91.0	99.2
1997	98.5	97.7	100.7	99.6	95.2	94.0	n.d.	93.7	100.2
1998	100.2	99.0	103.5	102.1	96.8	93.4	n.d.	96.2	101.7
1999	95.4	96.8	91.4	94.8	96.8	96.9	n.d.	94.1	95.8
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	99.8	101.6	94.9	98.2	100.7	102.1	109.1	104.1	98.4
2002	99.0	99.9	96.7	97.3	102.7	103.3	101.8	103.0	97.7
2003	100.2	100.5	99.6	98.0	103.4	105.0	106.5	106.7	98.2
2004	109.3	102.4	128.6	110.6	109.1	105.0	105.3	116.4	106.9
2005	118.0	108.2	145.3	121.9	109.2	105.9	117.1	121.0	116.3
1T 2005	118.2	105.6	153.6	123.1	110.4	104.9	109.9	120.2	116.9
2T 2005	117.0	107.3	144.4	121.2	107.5	106.2	112.8	119.3	115.6
3T 2005	117.7	110.7	137.0	120.5	110.3	106.3	123.4	121.5	115.6
4T 2005	119.0	109.2	146.3	122.8	108.5	106.3	122.1	122.9	117.0
oct-05	118.3	109.8	142.1	121.7	109.1	106.3	122.9	123.5	115.4
nov-05	117.5	108.6	142.6	121.0	107.4	106.2	122.0	122.5	114.7
déc-05	121.0	109.2	154.2	125.9	109.0	106.2	121.6	122.6	121.0
									Taux de variation annuels en %
1996	-4.1	-1.5	-10.9	-6.6	2.1	0.4	n.d.	-4.3	-4.3
1997	1.6	0.7	4.4	2.1	1.1	0.7	n.d.	2.9	1.1
1998	1.7	1.3	2.8	2.5	1.7	-0.7	n.d.	2.7	1.5
1999	-4.8	-2.3	-11.6	-7.2	0.1	3.8	n.d.	-2.1	-5.8
2000	4.8	3.3	9.4	5.5	3.3	3.2	n.d.	6.2	4.3
2001	-0.2	1.6	-5.1	-1.8	0.7	2.1	9.1	4.1	-1.6
2002	-0.8	-1.7	1.9	-0.9	2.0	1.2	-6.7	-1.1	-0.8
2003	1.2	0.6	3.0	0.8	0.7	1.7	4.5	3.6	0.5
2004	9.0	1.9	29.1	12.8	5.6	0.0	-1.1	9.0	8.8
1T 2005	17.4	6.0	48.1	24.4	4.3	1.0	7.0	10.5	18.3
2T 2005	8.1	5.7	13.4	10.9	-0.6	1.0	7.5	1.2	9.7
3T 2005	4.7	6.5	0.8	5.1	0.7	0.7	14.1	2.1	5.5
4T 2005	2.8	4.5	-0.7	2.8	-3.9	0.8	15.9	2.5	3.0
oct-05	3.0	5.2	-1.6	3.0	-3.3	0.8	15.6	2.9	2.6
nov-05	1.9	4.3	-3.0	0.8	0.8	0.8	15.9	1.9	1.4
déc-05	3.5	4.0	2.4	4.6	-8.6	0.7	16.3	2.8	5.1

Source: STATEC

L'indice des prix à la production dans l'industrie (Nace 14 à 37) est basé sur une enquête mensuelle auprès des entreprises, qui sont questionnées sur les prix de vente de leurs produits à la première commercialisation.

La moyenne des prix à la production de l'industrie est calculée à l'aide des pondérations suivantes: (pour les principaux groupes de production) biens intermédiaires 67.15%, biens d'équipement 11.57%, biens de consommation 21.27%, prix sur le marché intérieur 19.73%, (par destination) prix sur le marché UE15 64.71%, prix à l'exportation (hors UE15) 15.56%.

Tableau 2c – suite: Prix à la production, industrie et construction

	Prix à la construction		
	Prix à la construction (indice agrégé)	Gros œuvre, bâtiment	Installations techniques, parachèvement
	1970=100		1990=100
1995	481.5	114.8	119.9
1996	486.6	115.9	121.3
1997	493.2	117.8	122.4
1998	502.1	120.6	123.8
1999	512.3	123.4	125.8
2000	527.5	127.6	128.8
2001	550.2	134.1	133.0
2002	564.6	137.6	136.8
2003	576.6	140.2	140.5
2004	592.3	144.1	143.9
4T 2004	600.9	146.0	145.7
1T 2005	604.5	147.1	146.7
2T 2005	608.1	148.3	147.7
3T 2005	613.3	149.2	148.9
			Taux de variation annuels en %
1996	1.1	1.0	1.1
1997	1.4	1.6	0.9
1998	1.8	2.4	1.1
1999	2.0	2.3	1.6
2000	3.0	3.4	2.4
2001	4.3	5.1	3.3
2002	2.6	2.6	2.8
2003	2.1	1.9	2.7
2004	2.7	2.8	2.4
4T 2004	3.6	3.9	3.2
1T 2005	3.4	3.6	3.2
2T 2005	3.3	3.3	3.2
3T 2005	3.1	3.1	3.1

Source: STATEC

Les prix de la construction (NACE 450) sont relevés de façon semestrielle. Les valeurs trimestrielles sont obtenues par interpolation quadratique.

Pondérations: Gros œuvre, bâtiment 59%; installations techniques, parachèvement 41%.

Tableau 2d: Taux de change et termes de l'échange (liés aux exportations de biens)

	Taux de change ¹		Indices des valeurs unitaires		
	Taux de change effectif, exportations de biens	idem, importations	Indices des valeurs unitaires à l'exportation de biens	idem, importation	Termes de l'échange 2000=100
1995	93.3	95.3	108.5	97.0	111.8
1996	95.0	96.1	103.6	98.9	104.7
1997	97.8	97.9	103.5	98.6	105.0
1998	98.0	98.1	102.3	97.7	104.7
1999	98.5	98.6	98.4	97.2	101.3
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	100.0	100.1	101.2	100.4	100.8
2002	99.6	99.7	102.8	102.0	100.8
				Taux de variation annuels en %	
1996	1.9	0.9	-4.5	1.9	-6.3
1997	2.9	1.9	-0.1	-0.3	0.2
1998	0.3	0.2	-1.2	-0.9	-0.3
1999	0.5	0.6	-3.8	-0.5	-3.3
2000	1.5	1.4	1.6	2.9	-1.2
2001	0.0	0.1	1.2	0.4	0.8
2002	-0.4	-0.4	1.6	1.5	0.1

¹ Une augmentation du taux de change effectif correspond à une dépréciation de la devise luxembourgeoise (LUF, respectivement EUR depuis janvier 1999).

Source: STATEC

Les taux de change effectifs et les indices des valeurs unitaires sont établis grâce aux statistiques du commerce extérieur de biens (Intrastat et Extrastat). Les taux de change effectifs sont obtenus en pondérant les taux de change nominaux par la part respective du pays concerné dans le commerce extérieur (exportations ou importations) du Luxembourg. Une diminution du taux de change correspond à une appréciation de la monnaie nationale.

Les indices des valeurs unitaires, qui sont en fait une sorte de prix, sont obtenues en divisant les valeurs (à prix courants) des exportations et importations par des indices de quantités y relatifs. En raison des problèmes liés au contrôle de la qualité d'une marchandise donnée, beaucoup de prudence doit être appliquée lors de l'interprétation de ces chiffres, particulièrement à l'égard des valeurs unitaires à l'importation. Les termes de l'échange sont censés donner une image de la position compétitive d'un pays par la comparaison des "prix" à l'exportation et à l'importation.

Tableau 2e: Coût salarial, Luxembourg

	Coût salarial moyen par mois et par personne, emploi salarié total		Coût salarial par personne dans l'industrie	
	Economie totale	Industrie totale	Sidérurgie	Industrie hors sidérurgie
	EUR par mois			2000=100
1995	...	92.0	88.7	91.1
1996	...	92.3	90.2	91.5
1997	...	94.1	93.2	93.5
1998	2 847	95.8	92.5	96.0
1999	2 932	96.3	93.9	96.5
2000	3 059	100.0	100.0	100.0
2001	3 227	103.9	105.2	104.1
2002	3 328	106.2	107.9	106.5
2003	3 433	109.1	110.9	109.5
2004	3 538	111.7	114.2	112.3
4T 2004	3 918	122.0	110.1	125.4
1T 2005	3 519	106.6	111.8	107.0
2T 2005	3 633	115.3	130.1	114.1
3T 2005	3 458	107.1	110.6	107.9
août-05	3 461	107.2	111.4	107.9
sept-05	3 442	107.1	110.1	108.0
oct-05	...	112.1	112.4	113.5
				Taux de variation annuels en %
1996	...	0.4	1.7	0.5
1997	...	1.9	3.4	2.1
1998	...	1.8	-0.8	2.7
1999	3.0	0.5	1.6	0.6
2000	4.3	3.9	6.5	3.6
2001	5.5	3.9	5.2	4.1
2002	3.1	2.2	2.6	2.3
2003	3.2	2.7	2.7	2.9
2004	3.1	2.4	3.0	2.6
4T 2004	3.6	1.4	2.5	1.5
1T 2005	3.1	1.4	4.3	1.3
2T 2005	4.0	1.5	0.0	2.2
3T 2005	3.8	1.0	1.1	1.3
août-05	4.3	0.9	0.3	1.3
sept-05	3.9	2.5	2.0	2.9
oct-05	...	5.0	3.3	5.4

Sources: IGSS, STATEC

Le coût salarial dans l'industrie est issu des enquêtes d'activité dans l'industrie (voir aussi le tableau 3a-6). Les fichiers de la Sécurité sociale, provenant de l'IGSS (Inspection Générale de la Sécurité Sociale) permettent de suivre l'évolution des salaires (coût salarial) à brève échéance pour l'ensemble de l'économie. Le *niveau* du coût salarial figurant ci-dessus (salaire brut + gratifications + cotisations) doit être interprété en sachant qu'il existe des minima et des maxima de cotisation.

Tableau 2f: Coût salarial, comparaison par pays

	Belgique	Allemagne	France	Luxembourg	Zone Euro	UE25
						Indice 2000=100
1996	90.2	91.7	88.1	...	...	87.2
1997	92.7	93.0	89.8	91.2	91.8	90.4
1998	95.2	94.5	91.9	93.5	93.5	92.9
1999	98.0	96.7	94.7	95.9	96.2	96.0
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	105.0	102.4	104.8	104.7	103.9	104.7
2002	110.2	104.7	108.8	108.8	107.5	108.7
2003	111.6	107.3	111.5	112.9	110.8	112.4
2004	114.1	108.6	114.8	114.9	113.6	116.3
4T 2004	127.5	114.7	121.9	126.14	120.6	121.0
1T 2005	...	101.5	117.3	116.66	109.3	115.2
2T 2005	...	114.1	116.4	118.38	118.1	120.2
3T 2005	...	107.6	113.7	110.25	115.0	118.5
						Taux de variation annuels en %
1997	2.8	1.5	2.0	...	...	...
1998	2.7	1.6	2.3	2.5	1.9	2.8
1999	2.9	2.4	3.0	2.6	2.8	3.3
2000	2.0	3.4	5.6	4.3	4.0	4.2
2001	5.0	2.4	4.8	4.7	3.9	4.7
2002	5.0	2.2	3.9	3.9	3.5	3.8
2003	1.3	2.5	2.5	3.8	3.0	3.4
2004	2.2	1.2	3.0	1.7	2.5	3.4
4T 2004	3.3	0.5	2.9	1.9	2.4	3.3
1T 2005	...	1.4	3.3	3.8	3.2	3.2
2T 2005	...	1.0	2.8	3.8	2.5	2.7
3T 2005	...	1.1	2.8	3.1	2.2	2.7

Source: EUROSTAT, STATEC (pour le Luxembourg)

Les indices du coût total horaire de la main-d'œuvre sont établis par Eurostat pour l'Union européenne (UE15), l'Union monétaire et les différents pays membres. Ils couvrent l'ensemble de l'économie (à l'exception de l'agriculture, de la pêche, de l'exploitation forestière, de l'éducation, des activités diverses, de l'information et des services personnels). Le coût de la main-d'œuvre comprend les salaires et traitements bruts (y compris toutes les primes), les cotisations auprès de la Sécurité sociale et les taxes de l'employeur, déduction faite des subventions liées à l'emploi.

Tableau 2f – suite: Coût salarial moyen, comparaison par pays, industrie

	Belgique	Allemagne	France	Luxembourg	Zone Euro	UE25
						Indice 2000=100
1996	91.1	89.6	88.6	91.9	89.1	...
1997	93.5	91.1	90.6	94.4	91.7	90.2
1998	96.2	93.0	92.8	95.3	93.5	92.8
1999	98.9	95.4	95.4	97.1	96.2	95.9
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	104.7	103.0	104.4	102.9	103.8	104.4
2002	110.2	105.3	108.1	106.8	107.1	108.2
2003	112.0	107.8	111.2	110.9	110.4	111.8
2004	115.1	109.4	115.3	112.9	113.4	115.7
4T 2004	134.6	114.3	123.6	125.0	121.4	121.8
1T 2005	...	103.1	115.4	111.2	107.9	112.7
2T 2005	...	119.8	118.9	117.3	119.6	120.7
3T 2005	...	105.1	114.5	109.8	114.0	117.3
						Taux de variation annuels en %
1997	2.7	1.7	2.2	2.7	2.9	...
1998	2.9	2.1	2.5	0.9	2.0	2.9
1999	2.8	2.6	2.8	2.0	2.9	3.4
2000	1.1	4.8	4.8	3.0	3.9	4.3
2001	4.7	3.0	4.5	2.9	3.8	4.4
2002	5.2	2.2	3.5	3.8	3.2	3.6
2003	1.6	2.4	2.9	3.8	3.0	3.4
2004	2.8	1.5	3.7	1.8	2.8	3.4
4T 2004	4.9	1.2	3.4	1.8	2.8	3.7
1T 2005	...	1.9	3.6	3.9	3.3	3.5
2T 2005	...	0.9	3.3	3.3	2.7	2.5
3T 2005	...	1.6	3.2	3.4	2.4	2.6

Source: EUROSTAT, STATEC (pour le Luxembourg)

Tableau 3a - 1: Enquête d'activité dans l'industrie - Production du mois en volume

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Energie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
	2000=100						
1995	81.7	80.4	90.6	93.3	76.8	83.1	93.4
1996	82.3	82.2	82.9	92.8	77.9	92.5	87.4
1997	86.8	86.5	88.7	91.6	84.7	88.8	90.8
1998	93.9	94.5	89.7	95.2	91.2	101.8	97.8
1999	95.3	95.2	95.9	93.0	93.9	102.6	96.7
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	103.5	103.7	102.0	108.9	101.9	93.8	111.0
2002	105.8	107.2	97.4	115.9	103.2	94.4	114.7
2003	111.0	114.1	91.9	131.7	107.8	93.3	119.6
2004	118.6	122.6	94.0	152.4	115.1	98.5	122.5
4T 2004	121.1	127.1	83.1	181.9	112.1	103.6	123.2
1T 2005	124.4	132.4	74.5	225.6	110.5	100.3	122.2
2T 2005	120.8	127.4	78.8	165.3	112.5	105.2	128.8
3T 2005	116.7	121.9	84.4	139.5	112.5	108.1	121.3
sept-05	127.0	131.6	97.9	150.5	123.2	117.3	130.5
oct-05	130.3	135.2	99.6	182.7	124.3	117.8	125.8
nov-05	129.5	133.9	101.7	204.1	120.5	109.8	125.4
	Taux de variation annuels en %						
1996	0.7	2.2	-8.4	-0.5	1.4	11.3	-6.5
1997	5.5	5.2	6.9	-1.3	8.8	-4.0	3.9
1998	8.2	9.3	1.2	3.9	7.7	14.7	7.7
1999	1.5	0.8	6.9	-2.3	2.9	0.8	-1.1
2000	4.9	5.0	4.3	7.5	6.5	-2.6	3.4
2001	3.5	3.7	2.0	8.9	1.9	-6.2	11.0
2002	2.3	3.3	-4.5	6.4	1.3	0.7	3.3
2003	4.9	6.5	-5.7	13.7	4.5	-1.1	4.3
2004	6.8	7.4	2.3	15.7	6.7	5.5	2.4
4T 2004	4.7	5.7	-3.7	10.5	3.3	4.0	4.2
1T 2005	1.2	5.0	-27.8	21.7	-5.3	6.7	-1.1
2T 2005	1.1	4.4	-23.4	28.9	-6.7	3.4	5.2
3T 2005	5.0	5.9	-3.0	22.3	1.5	14.2	0.4
sept-05	4.3	6.0	-8.6	28.9	0.2	4.3	2.8
oct-05	4.4	6.0	-7.8	23.8	0.6	14.1	-2.7
nov-05	4.9	3.0	24.1	9.0	5.4	5.3	0.0

Source: STATEC

L'activité dans l'industrie est suivie grâce aux enquêtes mensuelles, qui relèvent un ensemble de variables, dont la production, l'emploi salarié, le coût salarial et les nouvelles commandes. Il s'agit d'enquêtes harmonisées au niveau communautaire. Au niveau des agrégations, les biens de consommation durables et non-durables sont regroupés en une seule branche d'activité.

Pondérations dans l'industrie en %

	Production	Commandes nouvelles	Nombre de salariés	Heures travaillées
	unité: en %			
Industrie totale	100.0	100.0	100.0	100.0
Industrie hors Sidérurgie	86.3	66.2	86.4	85.9
Sidérurgie	13.7	33.8	13.6	14.1
Energie	11.2	n.d.	2.5	1.4
Biens intermédiaires	56.2	70.3	56.2	57.7
Biens d'équipement	12.6	18.6	18.8	19.0
Biens de consommation	20.1	11.1	22.5	21.9

Tableau 3a - 2: Enquête d'activité dans l'industrie - Production par jour ouvrable en volume

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Energie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							2000=100
1995	81.8	80.5	90.7	93.5	77.0	83.0	93.5
1996	81.9	81.9	82.6	92.8	77.6	91.6	87.0
1997	86.7	86.4	88.8	91.9	84.8	88.0	90.7
1998	93.8	94.3	89.8	95.4	91.2	101.0	97.6
1999	95.2	95.1	95.9	93.3	93.8	101.9	96.5
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	103.3	103.4	101.9	108.3	102.0	92.8	111.7
2002	105.6	106.6	97.5	115.7	103.4	92.9	115.4
2003	111.3	113.7	92.2	131.9	108.1	92.3	120.0
2004	117.9	121.7	93.8	151.3	114.7	97.4	122.9
4T 2004	120.5	126.2	82.8	179.1	111.8	102.2	123.5
1T 2005	124.9	132.0	74.6	224.2	110.3	99.3	122.4
2T 2005	125.6	131.1	81.2	165.3	116.0	108.4	130.2
3T 2005	117.5	122.3	84.2	138.0	112.8	108.0	120.8
sept-05	123.4	128.7	95.3	146.5	120.3	113.4	128.5
oct-05	132.0	137.6	101.0	183.9	126.2	121.1	127.0
nov-05	130.5	135.5	100.6	208.1	119.6	114.3	124.0
							Taux de variation annuels en %
1996	0.2	1.7	-8.8	-0.8	0.9	10.4	-7.0
1997	5.8	5.6	7.4	-1.0	9.2	-4.0	4.3
1998	8.1	9.2	1.1	3.9	7.6	14.7	7.6
1999	1.5	0.8	6.9	-2.2	2.9	0.9	-1.1
2000	5.1	5.2	4.2	7.2	6.6	-1.8	3.7
2001	3.3	3.4	1.9	8.3	2.0	-7.2	11.7
2002	2.3	3.1	-4.3	6.8	1.4	0.1	3.3
2003	5.4	6.6	-5.4	14.0	4.6	-0.7	4.0
2004	5.9	7.0	1.7	14.7	6.0	5.5	2.4
4T 2004	4.6	5.5	-4.8	7.8	3.6	2.2	4.0
1T 2005	3.0	5.5	-27.7	20.7	-4.8	4.6	-0.8
2T 2005	3.4	6.4	-21.9	30.3	-5.3	7.5	4.1
3T 2005	8.6	9.0	-1.4	21.7	3.9	18.1	1.0
sept-05	4.9	7.2	-8.7	25.2	1.4	3.8	4.1
oct-05	3.3	5.5	-7.6	25.2	-0.4	15.8	-3.6
nov-05	6.0	6.0	23.5	11.6	4.7	14.4	-0.4

Source: STATEC

Tableau 3a - 3: Enquête d'activité dans l'industrie - Commandes nouvelles totales en valeur

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
	2000=100					
1995	77.7	73.4	90.6	79.0	69.9	77.2
1996	77.0	76.5	78.6	79.4	65.5	72.1
1997	87.0	86.8	87.5	88.2	80.9	84.7
1998	91.1	91.7	89.4	91.7	91.7	84.6
1999	91.5	92.7	88.1	92.2	86.9	92.2
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	95.1	94.5	96.4	92.2	95.5	113.2
2002	94.3	94.3	94.2	90.9	90.3	122.8
2003	94.2	100.1	82.6	88.7	91.9	133.0
2004	107.7	108.1	107.1	107.3	95.3	131.2
4T 2004	109.4	110.2	107.8	107.6	105.8	126.4
1T 2005	108.7	116.1	94.1	103.2	108.4	144.0
2T 2005	102.8	111.4	85.9	96.1	105.4	140.4
3T 2005	105.3	112.2	91.8	98.5	114.8	132.7
sept-05	117.5	128.1	96.8	109.2	135.6	140.2
oct-05	114.3	115.5	112.1	106.2	135.8	129.6
nov-05	106.5	102.7	114.0	104.7	101.1	127.2
	Taux de variation annuels en %					
1996	-0.9	4.2	-13.3	0.5	-6.3	-6.6
1997	12.9	13.5	11.4	11.1	23.5	17.5
1998	4.8	5.7	2.1	4.0	13.4	-0.2
1999	0.4	1.0	-1.4	0.5	-5.2	9.0
2000	9.2	7.9	13.5	8.5	15.0	8.5
2001	-4.9	-5.5	-3.6	-7.8	-4.5	13.2
2002	-0.9	-0.2	-2.3	-1.4	-5.5	8.5
2003	-0.1	6.1	-12.4	-2.4	1.8	8.3
2004	14.4	7.9	29.7	21.0	3.7	-1.3
4T 2004	16.3	11.9	43.3	23.2	3.4	3.3
1T 2005	-0.7	8.7	-5.8	-3.1	8.4	0.0
2T 2005	-5.7	6.3	-23.9	-12.2	12.0	7.8
3T 2005	2.1	1.6	-14.8	-6.7	41.3	6.7
sept-05	4.2	17.7	-19.7	-6.1	57.2	3.5
oct-05	0.1	10.2	-15.4	-5.0	15.9	4.6
nov-05	-8.2	-16.0	9.9	-11.7	-1.0	3.3

Source: STATEC

Tableau 3a - 4: Enquête d'activité dans l'industrie - Nombre de salariés

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Énergie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							2000=100
1995	96.4	90.1	135.4	115.2	101.4	81.2	95.3
1996	96.2	91.6	124.3	111.7	101.0	83.4	93.5
1997	95.9	93.0	114.0	107.5	99.5	85.5	94.7
1998	97.1	95.1	109.4	101.5	99.3	92.0	95.2
1999	98.6	97.8	103.7	101.0	100.0	96.2	96.7
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	101.5	102.6	94.7	102.6	99.8	100.1	107.0
2002	100.7	102.1	91.9	105.6	97.7	96.8	110.8
2003	99.8	101.6	87.8	107.6	96.2	96.9	110.2
2004	99.2	101.7	83.2	108.6	93.7	97.9	112.8
4T 2004	99.1	102.1	80.1	107.7	92.4	99.4	114.6
1T 2005	98.7	101.8	79.1	108.0	91.6	99.9	114.4
2T 2005	99.0	102.1	79.4	107.6	91.4	100.5	115.9
3T 2005	99.6	103.1	77.9	107.7	91.8	101.7	116.7
sept-05	99.0	102.4	77.3	108.1	90.8	102.1	115.7
oct-05	98.6	101.9	77.4	109.1	90.2	102.1	115.4
nov-05	98.7	102.0	77.3	109.1	90.1	102.2	115.9
							Taux de variation annuels en %
1996	-0.3	1.7	-8.2	-3.1	-0.4	2.7	-1.9
1997	-0.3	1.5	-8.3	-3.7	-1.5	2.5	1.3
1998	1.2	2.3	-4.0	-5.6	-0.1	7.5	0.6
1999	1.5	2.8	-5.2	-0.5	0.6	4.6	1.5
2000	1.4	2.3	-3.5	-1.0	0.0	3.9	3.4
2001	1.5	2.6	-5.3	2.6	-0.2	0.1	7.0
2002	-0.8	-0.5	-3.0	3.0	-2.0	-3.3	3.6
2003	-0.9	-0.4	-4.4	1.8	-1.6	0.1	-0.6
2004	-0.6	0.1	-5.3	1.0	-2.5	1.0	2.3
4T 2004	-0.8	0.2	-7.6	-0.7	-3.5	2.4	2.8
1T 2005	-0.5	0.6	-8.6	-0.3	-3.6	3.6	3.1
2T 2005	-0.1	0.6	-5.5	-1.4	-3.1	3.8	3.6
3T 2005	0.3	1.0	-5.0	-1.4	-1.6	2.9	2.6
sept-05	0.0	0.7	-5.4	-0.5	-2.2	3.8	1.8
oct-05	-0.6	-0.1	-4.1	0.8	-2.6	2.7	0.9
nov-05	-0.5	0.0	-3.7	1.6	-2.5	3.0	1.0

Source: STATEC

Tableau 3a - 5: Enquête d'activité dans l'industrie - Heures travaillées

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Énergie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							2000=100
1995	102.3	96.2	139.2	143.7	104.5	86.8	108.7
1996	100.0	95.7	125.8	137.0	103.1	84.9	103.1
1997	100.3	97.6	116.8	127.7	103.1	87.2	102.8
1998	99.8	98.5	107.6	113.6	100.4	93.6	103.0
1999	100.6	99.8	105.9	111.6	101.5	96.5	101.5
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	100.0	101.1	93.3	93.5	99.6	95.3	105.4
2002	98.2	99.6	89.5	84.0	97.1	89.8	109.3
2003	97.7	99.5	86.7	50.0	96.5	90.2	110.6
2004	97.9	100.4	82.7	7.3	95.6	91.0	115.6
4T 2004	98.2	101.3	78.9	169.0	93.5	93.0	120.9
1T 2005	95.7	98.7	77.2	208.8	91.0	94.2	114.9
2T 2005	98.4	101.8	77.4	153.5	92.3	96.4	121.9
3T 2005	91.3	94.1	74.6	129.4	86.1	86.6	114.7
sept-05	100.1	103.3	80.7	7.5	94.3	99.1	122.0
oct-05	101.5	104.6	82.6	7.7	96.0	98.4	124.7
nov-05	102.4	105.1	86.3	6.6	96.2	101.3	125.8
							Taux de variation annuels en %
1996	-2.3	-0.5	-9.6	-4.7	-1.3	-2.1	-5.2
1997	0.3	1.9	-7.2	-6.8	0.0	2.7	-0.2
1998	-0.5	0.9	-7.9	-11.0	-2.6	7.4	0.2
1999	0.9	1.3	-1.6	-1.8	1.1	3.1	-1.5
2000	-0.6	0.2	-5.5	-10.4	-1.5	3.6	-1.4
2001	0.0	1.1	-6.7	-6.5	-0.4	-4.7	5.4
2002	-1.8	-1.5	-4.0	-10.2	-2.6	-5.8	3.7
2003	-0.5	-0.1	-3.1	-40.4	-0.6	0.5	1.2
2004	0.2	0.8	-4.6	-85.4	-0.9	0.9	4.5
4T 2004	-0.9	0.0	-7.1	11.4	-4.1	0.5	5.4
1T 2005	-5.5	-4.2	-14.4	22.1	-9.3	0.7	-0.9
2T 2005	-0.3	0.7	-7.9	30.6	-5.5	5.2	7.6
3T 2005	-2.3	-2.1	-3.9	24.0	-5.4	0.8	2.2
sept-05	-2.0	-1.6	-5.0	12.6	-4.0	0.5	0.6
oct-05	-1.5	-1.2	-3.7	-5.4	-3.3	-0.5	1.5
nov-05	0.7	0.2	5.0	-9.9	-0.8	2.4	2.8

Source: STATEC

Tableau 3a - 6: Enquête d'activité dans l'industrie - Coût salarial unitaire

	Industrie totale	Industrie hors sidérurgie	Sidérurgie	Énergie	Biens intermédiaires	Biens d'équipement	Biens de consommation
							2000=100
1995	108.8	102.5	130.9	93.6	121.8	89.9	93.5
1996	108.4	102.6	136.7	95.5	120.2	83.6	98.2
1997	104.2	100.8	119.0	98.2	110.9	91.0	96.8
1998	99.8	97.3	114.3	94.1	105.6	86.4	93.0
1999	99.5	99.0	102.4	96.4	102.1	91.9	96.8
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
2001	102.5	103.5	97.7	97.6	102.7	110.2	101.5
2002	101.5	101.9	101.5	97.1	100.5	109.6	105.9
2003	98.4	97.9	107.9	95.3	97.4	113.8	102.1
2004	93.5	93.2	104.7	81.8	90.7	112.2	104.8
4T 2004	99.7	100.5	110.4	89.6	97.3	122.2	116.6
1T 2005	84.2	82.0	117.4	48.2	87.6	105.6	102.8
2T 2005	94.1	91.1	128.0	71.2	95.4	104.5	102.8
3T 2005	91.9	91.7	102.5	77.5	86.8	107.7	107.1
sept-05	83.0	83.7	85.1	70.8	77.8	92.9	98.8
oct-05	84.4	85.2	85.5	59.8	80.7	98.3	104.7
nov-05	95.3	98.3	84.2	132.7	88.8	108.8	114.9
							Taux de variation annuels en %
1996	-0.4	0.1	4.4	2.0	-1.3	-7.0	5.0
1997	-3.8	-1.7	-12.9	2.8	-7.7	8.8	-1.5
1998	-4.2	-3.4	-4.0	-4.2	-4.8	-5.1	-3.9
1999	-0.3	1.8	-10.4	2.5	-3.3	6.4	4.1
2000	0.5	1.0	-2.3	3.7	-2.0	8.8	3.3
2001	2.5	3.5	-2.3	-2.4	2.7	10.2	1.5
2002	-1.0	-1.6	3.9	-0.6	-2.1	-0.5	4.3
2003	-3.1	-3.9	6.2	-1.8	-3.0	3.8	-3.6
2004	-5.0	-4.9	-2.9	-14.2	-6.9	-1.4	2.7
4T 2004	-4.6	-4.5	-2.5	-6.9	-6.6	-5.3	1.8
1T 2005	-0.7	-3.2	32.3	-17.3	2.8	-1.5	6.3
2T 2005	0.0	-1.6	20.7	-19.8	5.3	2.2	-0.6
3T 2005	-3.8	-3.4	-9.9	-14.3	-3.2	-8.1	4.3
sept-05	-1.7	-2.4	5.6	-18.3	0.0	1.0	2.6
oct-05	0.0	-0.7	7.4	-15.5	4.1	-11.9	9.2
nov-05	-3.8	-1.9	-19.6	0.5	-3.8	0.9	-6.2

Source: STATEC

Tableau 3b: Activité dans la construction

	Production par jour ouvrable (en volume)			Indice du chiffre d'affaires (en valeur)			Nombre d'heures payées
	Total	Bâtiment	Génie civil	Total	Bâtiment	Génie civil	Construction au total
	2000=100			2000=100			1 000 heures
1995	96.6	104.4	88.8	72.0	86.0	61.0	3 757
1996	89.7	99.1	80.3	79.0	93.7	67.6	3 758
1997	91.7	97.4	86.2	73.7	81.6	67.4	3 840
1998	92.3	97.6	87.1	79.5	90.3	71.1	3 979
1999	95.8	95.0	96.6	86.1	90.1	82.9	4 177
2000	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	4 364
2001	104.2	106.4	97.3	105.5	111.5	90.2	4 594
2002	106.3	107.6	102.1	112.2	120.4	91.1	4 755
2003	107.6	108.3	104.8	119.1	129.2	93.0	4 851
2004	106.2	111.3	89.9	116.8	129.9	83.2	5 058
4T 2004	106.4	113.0	84.6	127.9	141.7	92.4	5 211
1T 2005	95.3	104.3	66.7	103.4	117.4	67.6	4 530
2T 2005	117.7	124.0	97.9	120.0	133.3	85.6	5 333
3T 2005	98.5	105.6	76.3	113.7	125.0	84.7	5 411
sept-05	120.2	127.6	96.2	128.6	140.3	98.6	5 535
oct-05	122.5	128.9	103.9	127.1	135.7	105.0	...
nov-05	120.2	127.3	97.5	121.0	129.6	98.9	...
Taux de variation annuels en %							
1996	-7.2	-5.1	-9.6	9.8	9.0	10.7	0.0
1997	2.3	-1.8	7.3	-6.8	-12.9	-0.2	2.2
1998	0.6	0.2	1.1	8.0	10.6	5.5	3.6
1999	3.8	-2.7	10.9	8.2	-0.2	16.6	5.0
2000	4.4	5.2	3.6	16.2	10.9	20.6	4.5
2001	4.2	6.4	-2.7	5.5	11.5	-9.8	5.3
2002	2.0	1.2	4.9	6.3	7.9	0.9	3.5
2003	1.2	0.6	2.7	6.2	7.4	2.1	2.0
2004	-1.3	2.8	-14.2	-1.9	0.5	-10.5	4.3
4T 2004	-4.8	0.1	-21.9	-9.0	-7.7	-13.7	3.4
1T 2005	-6.1	-2.4	-22.5	-4.6	-4.0	-7.2	-2.5
2T 2005	-0.4	1.5	-6.9	2.4	1.4	6.9	3.5
3T 2005	-0.3	2.1	-8.8	-0.2	0.6	-3.2	3.6
sept-05	0.2	1.5	-4.6	8.1	5.8	17.6	3.9
oct-05	1.1	0.9	3.0	-0.9	-3.9	10.6	...
nov-05	2.8	2.7	3.9	-2.2	-6.2	14.0	...

Source: STATEC, IGSS

L'activité dans la construction peut être suivie grâce à différentes sources statistiques. La production par jour ouvrable (1) est tirée des enquêtes d'activité mensuelles du STATEC. Les pondérations utilisées sont: bâtiment 75.8% et génie civil 24.2%. Les séries statistiques y relatives sont publiées sur l'Indicateur Rapide B2.

Le chiffre d'affaires nominal (2) est tiré des fichiers de déclaration de la TVA auprès de l'Administration de l'Enregistrement et couvre quasiment l'ensemble de la construction.

Enfin, les fichiers de la Sécurité sociale, qui sont habituellement utilisés pour suivre l'emploi et les salaires, contiennent aussi le nombre d'heures payées, qui constitue un indicateur de l'évolution de l'activité dans la construction.

Tableau 3c: Activité dans le commerce

	Indice du chiffre d'affaires (en valeur)				Indice du chiffre d'affaires (en volume)			
	Total	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros	Commerce de détail	Total	Commerce et réparation automobile	Commerce de gros	Commerce de détail
								1995=100
1995	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1996	103.1	105.4	103.3	100.0	102.3	104.0	102.7	98.9
1997	121.5	121.8	124.9	107.4	121.0	118.3	125.3	105.8
1998	126.5	129.0	128.9	114.0	126.6	127.1	130.4	110.6
1999	130.1	138.2	131.3	117.0	129.4	132.3	132.9	111.9
2000	154.1	157.0	160.8	122.8	149.0	138.5	159.6	115.1
2001	158.5	167.6	163.4	128.7	151.4	146.2	160.7	117.4
2002	162.7	180.2	164.6	137.0	154.7	156.2	162.1	122.0
2003	185.9	214.6	189.0	144.0	174.3	182.9	183.6	126.4
2004	195.9	233.3	197.7	150.2	173.4	186.4	180.8	129.4
4T 2004	205.0	224.3	208.9	169.1	177.4	175.5	185.6	145.1
1T 2005	197.9	244.5	199.5	143.8	171.3	191.6	178.0	122.7
2T 2005	207.9	267.2	207.3	150.2	176.9	203.6	182.4	126.9
3T 2005	205.8	245.6	208.6	153.6	171.6	180.5	179.5	129.2
août-05	188.8	217.5	193.3	140.6	157.8	160.0	166.6	118.1
sept-05	215.1	258.2	218.8	155.6	177.5	187.3	186.3	130.7
oct-05	225.1	266.4	228.7	168.1	184.1	189.5	193.1	140.8
								Taux de variation annuels en %
1996	3.1	5.4	3.3	0.0	2.3	4.0	2.7	-1.1
1997	17.9	15.5	20.9	7.3	18.3	13.8	22.0	7.0
1998	4.1	6.0	3.2	6.2	4.6	7.4	4.0	4.5
1999	2.8	7.1	1.8	2.7	2.2	4.1	1.9	1.2
2000	18.4	13.6	22.5	4.9	15.1	4.7	20.1	2.8
2001	2.9	6.7	1.6	4.8	1.6	5.6	0.7	2.0
2002	2.7	7.5	0.7	6.5	2.2	6.9	0.8	3.9
2003	14.3	19.1	14.8	5.1	12.7	17.1	13.3	3.6
2004	5.3	8.7	4.6	4.3	-0.5	1.9	-1.6	2.4
4T 2004	5.1	9.1	4.6	2.2	-2.9	0.4	-4.3	0.8
1T 2005	6.3	9.4	6.2	2.3	0.5	4.1	-0.4	0.7
2T 2005	4.3	4.5	4.6	2.2	0.2	-0.4	0.4	0.2
3T 2005	6.6	6.9	6.6	6.4	1.3	-0.7	1.4	4.1
août-05	5.6	5.1	5.7	5.3	0.3	-2.4	0.5	2.9
sept-05	10.6	13.6	10.1	8.7	4.9	4.1	4.9	6.2
oct-05	10.3	12.2	10.1	8.7	4.1	1.9	4.4	5.9

Source: Administration de l'Enregistrement, STATEC

L'activité dans le commerce est suivie grâce aux fichiers de TVA. Des indices "volume" sont calculés par le STATEC en déflatant les indices "valeurs" par des indicateurs de prix y correspondants.

Pondérations 2002: Commerce et réparation automobile 16.3%, commerce de gros 67.3%, commerce de détail 16.4%

Tableau 3d: Activité dans les services financiers

	Banques		Comptes de pertes et profits des banques			OPC	
	Nombre de banques	Somme de bilans	Marge d'intérêt	Résultat brut	Résultat avant provisions	Nombre d'OPC	Actifs nets
	Unités	En Mio EUR			En Mio EUR	Unités	En Mio EUR
1995	221	446 884	3 075	4 692	2 531	1 308	246 626
1996	222	466 747	3 119	5 037	2 717	1 360	289 478
1997	218	503 701	3 249	5 703	3 275	1 408	357 750
1998	215	550 008	3 085	6 855	4 203	1 476	455 541
1999	210	567 408	3 274	6 472	3 510	1 569	597 500
2000	209	630 065	3 548	7 679	4 265	1 702	859 915
2001	197	685 944	4 350	8 021	4 320	1 858	892 275
2002	183	687 026	4 093	8 113	4 567	1 941	899 369
2003	175	660 734	4 081	7 608	4 184	1 919	886 332
2004	167	680 249	3 907	7 356	3 865	1 923	1 046 464
2005	159	746 623	...	...	...	2 021	1 315 834
1T 2005	161	713 922	942	2 011	1 096	1 981	1 173 267
2T 2005	160	735 136	1 990	3 971	2 173	2 009	1 291 586
3T 2005	157	750 058	2 933	6 128	3 416	2 039	1 374 038
4T 2005	156	787 376	...	...	...	2 057	1 471 252
							Taux de variation annuels en %
1996		4.4	1.4	7.4	7.3	4.0	17.4
1997		7.9	4.2	13.2	20.5	3.5	23.6
1998		9.2	-5.0	20.2	28.3	4.9	27.3
1999		3.2	6.1	-5.6	-16.5	6.3	31.2
2000		11.0	8.4	18.6	21.5	8.5	43.9
2001		8.9	22.6	4.5	1.3	9.2	3.8
2002		0.2	-5.9	1.1	5.7	4.5	0.8
2003		-3.8	-0.3	-6.2	-8.4	-1.2	-1.4
2004		3.0	-4.3	-3.3	-7.6	0.2	18.1
2005		9.8	...	...	...	5.1	25.7
1T 2005		7.8	-2.0	4.9	6.3	5.0	16.3
2T 2005		7.2	6.6	6.0	7.1	5.3	24.6
3T 2005		10.4	6.5	12.7	20.0	5.4	30.8
4T 2005		13.6	...	...	...	4.9	35.0

Source: Banque centrale du Luxembourg

Tableau 4a: Enquête de conjoncture, Industrie

	Appréciation du carnet des commandes		Estimation de la tendance de la production au cours des prochains mois		Durée d'activité assurée et capacité de production	
	Solde des réponses positives et négatives	Situation qualifiée de stable	Solde des réponses positives et négatives	Situation qualifiée de stable	Durée de production assurée	Degré d'utilisation de la capacité de production
1995	7.8	61.4	7.1	69.8	2.6	81.8
1996	-33.2	52.5	-6.7	73.5	2.6	79.3
1997	11.6	63.7	9.9	77.4	2.9	85.3
1998	-2.5	60.8	11.8	43.5	3.1	87.0
1999	-10.0	60.8	4.1	75.8	3.0	86.0
2000	9.2	58.6	7.8	78.3	3.0	88.3
2001	-22.1	56.9	-17.1	65.6	2.9	89.0
2002	-36.5	52.8	-8.9	67.4	3.0	89.0
2003	-35.4	61.6	-10.6	67.3	2.8	85.0
2004	-7.7	62.3	12.5	66.0	3.2	85.8
2005	-21.8	59.9	-0.1	69.8	3.2	82.3
1 T 2005	-18.7	58.0	16.3	63.0	3.3	84.0
2 T 2005	-28.0	56.7	-2.7	61.3	3.5	83.0
3 T 2005	-27.3	56.0	-8.0	68.7	3.1	80.0
4 T 2005	-13.0	69.0	-6.0	86.0	3.0	82.0
nov-05	-15.0	71.0	-10.0	80.0		
déc-05	-13.0	69.0	-5.0	87.0		
janv-06	-17.0	67.0	12.0	80.0		

Source: STATEC

Tableau 4b: Enquête de conjoncture, Construction

	Appréciation du carnet des commandes		Durée d'activité assurée
	Solde des réponses positives et négatives	Situation qualifiée de stable	
1995	-53.5	42.3	3.9
1996	-61.9	36.3	3.7
1997	-41.3	52.8	4.1
1998	-12.5	71.5	4.4
1999	-4.2	73.2	4.7
2000	5.3	62.6	4.9
2001	-5.2	61.0	4.7
2002	-29.0	57.0	4.3
2003	-51.0	44.2	3.6
2004	-35.0	55.0	4.2
2005	-27.5	49.0	4.5
1 T 2005	-39.7	43.0	4.6
2 T 2005	-25.7	53.7	4.4
3 T 2005	-26.7	52.0	4.5
4 T 2005	-18.0	47.3	4.3
nov-05	-19.0	47.0	4.3
déc-05	-18.0	50.0	4.2
janv-06	-17.0	52.0	4.4

Source: STATEC

Les enquêtes de conjoncture sont des enquêtes mensuelles *qualitatives*, harmonisées au niveau communautaire. En principe, les entreprises sondées ne doivent répondre aux questions que par une des trois réponses suivantes: stabilité, augmentation ou diminution. Les réponses agrégées sont exprimées à l'aide des pourcentages respectifs de personnes ayant répondu par l'une de ces trois options.

Les enquêtes sont censées donner une représentation rapide de la situation conjoncturelle. Le périmètre de l'enquête est équivalent à celui des enquêtes d'activités *quantitatives* (tableaux 3a et 3b).

Tableau 5a: Marché du travail

	Demandes d'emploi non satisfaites (1)*	Emploi salarié intérieur (2)	Emploi indépendant intérieur (3)	Emploi intérieur (4)=(2+3)	Frontaliers étrangers travaillant au Luxembourg (5)	Frontaliers luxembourgeois travaillant à l'étranger (6)	Fonction- naires interna- tionaux (7)	Frontaliers nets (8)= (5-6-7)	Emploi national (9)=(4-8)	Population active (10)=(9+1)	Taux de chômage (11)=(1/10)
										1000 personnes	En % de la population
1995	5.1	197.5	18.0	215.5	55.5	0.7	7.8	47.0	168.5	173.7	3.0
1996	5.7	203.1	18.3	221.4	59.6	0.7	7.8	51.1	170.3	176.0	3.2
1997	5.9	210.0	18.6	228.6	64.4	0.7	7.8	56.0	172.7	178.5	3.3
1998	5.5	219.7	18.9	238.6	70.8	0.7	7.8	62.3	176.3	181.8	3.0
1999	5.4	231.5	19.1	250.6	78.4	0.7	7.7	70.0	180.6	186.0	2.9
2000	5.0	245.4	19.4	264.8	87.4	0.7	7.8	78.9	185.9	190.9	2.6
2001	4.9	260.1	19.6	279.7	97.3	0.7	7.6	89.0	190.7	195.6	2.5
2002	5.8	268.8	19.8	288.6	103.0	0.7	7.7	94.6	194.0	199.8	2.9
2003	7.6	274.2	19.9	294.1	106.9	0.7	7.9	98.2	195.9	203.4	3.7
2004	8.7	281.3	20.3	301.6	111.9	0.7	7.9	103.2	198.4	207.1	4.2
2005	9.8	290.5	20.8	311.3	118.4	0.7	7.9	109.8	201.5	211.4	4.7
1 T 2005	9.8	285.7	20.7	306.4	115.3	0.7	7.9	106.6	199.7	209.5	4.7
2 T 2005	9.4	289.8	20.8	310.7	117.5	0.7	7.9	108.9	201.8	211.2	4.5
3 T 2005	9.7	291.7	20.9	312.6	119.7	0.7	7.9	111.1	201.5	211.2	4.6
4 T 2005	10.5	294.6	21.0	315.6	121.1	0.7	7.9	112.5	203.1	213.6	4.9
<i>oct-05</i>	10.32	294.87	20.94	315.8	120.7	0.7	7.9	112.1	203.7	214.0	4.8
<i>nov-05</i>	10.48	296.50	21.01	317.5	122.4	0.7	7.9	113.8	203.7	214.2	4.9
<i>déc-05</i>	10.65	292.45	21.06	313.5	120.2	0.7	7.9	111.5	202.0	212.6	5.0
											Taux de variation annuels en %
1995	10.5	2.7	11.8	3.4	8.3	0.0	3.5	9.3	1.9	2.2	
1996	10.7	2.8	1.7	2.7	7.4	0.0	-0.2	8.7	1.1	1.4	
1997	3.2	3.4	1.8	3.3	8.1	0.0	-0.2	9.5	1.4	1.4	
1998	-5.6	4.6	1.3	4.4	9.9	0.0	0.0	11.4	2.1	1.8	
1999	-3.3	5.3	1.3	5.0	10.7	0.0	-0.7	12.2	2.5	2.3	
2000	-7.2	6.0	1.3	5.7	11.5	0.0	1.1	12.7	2.9	2.6	
2001	-0.7	6.0	1.2	5.6	11.4	0.0	-2.1	12.9	2.6	2.5	
2002	18.2	3.3	1.2	3.2	5.8	0.0	0.6	6.3	1.7	2.2	
2003	30.3	2.0	0.3	1.9	3.8	0.0	3.3	3.9	0.9	1.8	
2004	14.9	2.6	1.9	2.5	4.7	0.0	0.0	5.1	1.3	1.8	
2005	13.0	3.3	2.8	3.2	5.9	0.0	0.0	6.3	1.6	2.1	
1 T 2005	9.6	3.2	3.2	3.2	5.8	0.0	0.0	6.3	1.6	2.0	
2 T 2005	14.4	3.0	3.2	3.1	5.5	0.0	0.0	6.0	1.6	2.1	
3 T 2005	14.5	3.2	2.5	3.2	5.9	0.0	0.0	6.4	1.5	2.1	
4 T 2005	13.4	3.5	2.2	3.4	6.3	0.0	0.0	6.8	1.7	2.2	
<i>oct-05</i>	14.8	3.4	2.0	3.3	5.9	0.0	0.0	6.4	1.7	2.3	
<i>nov-05</i>	12.4	3.6	2.1	3.5	6.3	0.0	0.0	6.8	1.7	2.1	
<i>déc-05</i>	13.0	3.6	2.3	3.5	6.6	0.0	0.0	7.1	1.7	2.2	

Les chiffres *en italique* sont provisoires dans la mesure où l'emploi salarié est estimé (et donc aussi la population active).

* Rupture de série en 1997. Jusqu'à la fin de 1997, une partie des personnes "en mesures" ont été incluses dans les DENS, ce qui a conduit à une surévaluation du chômage. Depuis le début de 1998, l'Administration de l'Emploi (ADEM) publie séparément les chiffres concernant le chômage (série révisée) et ceux se rapportant aux personnes en mesures. Pour 1997, un calcul rétroactif a été effectué, où les personnes, "en mesures" en 1997, ont été éliminées de la série de DENS. La différence entre les deux séries est de 496 personnes en 1997, soit 0.3% de la population active.

Source: ADEM (Administration de l'Emploi), IGSS, STATEC

Le tableau 5a reprend l'ensemble des variables du marché du travail luxembourgeois qui sont pertinentes pour le calcul du taux de chômage. Celui-ci étant un concept "résident" (ou national, même si la nationalité ne joue pas), les frontaliers sont éliminés de l'emploi salarié. En tenant compte des fonctionnaires internationaux travaillant (et résident) au Luxembourg et de quelques frontaliers luxembourgeois travaillant à l'étranger, on passe de l'emploi intérieur (colonne 4) à l'emploi national (colonne 9) et puis à la population active et au chômage. A noter que toutes les séries ont une fréquence mensuelle, mise à part celles des frontaliers luxembourgeois sortants et des fonctionnaires internationaux. Par ailleurs, l'emploi salarié est disponible avec un retard de 3 mois sur les statistiques du chômage.

Le chômage ADEM va être soumis à certaines modifications au mois de janvier 2006. Les données relatives au chômage présentées dans les tableaux 5a et 5b sont encore issues des anciennes séries de chômage, c.-à-d. avant révision des chiffres de l'ADEM.

Tableau 5b: Travail intérimaire, autres indicateurs du marché du travail

	Travail intérimaire				Autres indicateurs			
	Nombre d'heures prestées	Travailleurs intérimaires (fin de mois)	Taux de chômage désaisonnalisé au sens stricte	Taux de chômage désaisonnalisé au sens large	Chômage complet indemnisé	Offres d'emplois non satisfaites	Bénéficiaires de mesures pour l'emploi	demandeurs d'emplois inscrits à l'ADEM
	1000 heures	Nombre de personnes		En % de la population active				Nombre de personnes
1995	1367	2 483	...	...	2 639	438	...	...
1996	1450	2 736	...	...	2 837	1 107	...	...
1997	1759	3 248	3.3	4.0	3 191	931	1 317	7 178
1998	2101	3 902	3.0	4.0	2 450	1 443	1 718	7 252
1999	2136	3 932	2.9	3.8	2 222	1 530	1 751	7 102
2000	2471	4 473	2.6	3.6	2 025	1 364	1 922	6 886
2001	2640	4 758	2.5	3.6	2 080	1 381	2 210	7 137
2002	2601	4 720	2.9	4.2	2 775	940	2 585	8 408
2003	2771	5 055	3.7	5.2	3 938	842	2 931	10 518
2004	3017	5 489	4.2	5.8	4 709	1 003	3 197	11 913
2005	...	...	4.7	6.3	5 450	1 210	3 418	13 263
1T 2005	790	5 851	4.5	6.1	5 426	1 052	3 469	13 254
2T 2005	928	6 424	4.6	6.2	5 347	1 346	3 489	12 936
3T 2005	907	6 497	4.7	6.4	5 251	1 212	3 279	12 943
4T 2005	...	...	4.8	6.5	5 775	1 232	3 434	13 919
oct-05	...	...	4.8	6.5	5 590	1 118	3 419	13 743
nov-05	...	...	4.8	6.5	5 802	1 373	3 504	13 983
déc-05	...	...	4.9	6.6	5 934	1 206	3 378	14 031
								Taux de variation annuels en %
1996	6.1	10.2			7.5	153.0	...	...
1997	21.3	18.7			12.5	-15.9	...	...
1998	19.4	20.1			-23.2	55.0	30.4	1.0
1999	1.7	0.8			-9.3	6.0	1.9	-2.1
2000	15.7	13.8			-8.9	-10.8	9.8	-3.0
2001	6.8	6.4			2.7	1.2	15.0	3.6
2002	-1.5	-0.8			33.4	-31.9	17.0	17.8
2003	6.6	7.1			41.9	-10.4	13.4	25.1
2004	8.9	8.6			19.6	19.2	9.1	13.3
2005	...	...			15.7	20.6	6.9	11.3
1 T2005	21.0	20.5			12.7	32.5	13.8	10.7
2 T2005	18.7	11.7			17.5	21.7	7.7	12.5
3 T2005	10.9	7.8			15.0	2.7	6.8	12.5
4 T2005	...	...			17.8	31.9	0.1	9.8
oct-05	...	...			19.0	6.5	0.6	10.9
nov-05	...	...			18.4	38.4	1.1	9.3
déc-05	...	...			16.2	58.5	-1.5	9.2

Source: ADEM (Administration de l'Emploi), STATEC

Le taux de chômage désaisonnalisé est calculé par le STATEC et les chiffres sont censés donner une indication sur l'évolution "fondamentale" du chômage, en faisant abstraction du phénomène saisonnier. Le chômage complet indemnisé reprend les personnes touchant une indemnité de chômage. Les offres d'emploi non satisfaites correspondent aux places déclarées vacantes auprès de l'Administration de l'emploi à la fin du mois de référence. Les mises au travail et mesures de formation reprennent l'ensemble des personnes qui sont dans une des mesures chapeautées par l'Administration de l'Emploi. Touchant des indemnités pécuniaires, ces personnes ne peuvent être considérées comme chômeurs (demandeurs d'emplois non satisfaits). Le total des demandeurs d'emplois additionne les personnes "en mesure" ainsi que les chômeurs.

Tableau 5c-1: Taux de chômage harmonisé, total et jeunes, comparaison internationale

	Belgique	France	Allemagne	Luxembourg	Zone Euro	UE25
	En % de la population					
	Total					
1995	9.7	11.2	8.0	...	10.6	...
1996	9.6	11.6	8.6	...	10.8	...
1997	9.2	11.5	9.2	2.7	10.8	...
1998	9.3	11.1	8.8	2.7	10.3	9.5
1999	8.5	10.5	7.9	2.4	9.5	9.1
2000	6.9	9.1	7.2	2.3	8.5	8.6
2001	6.6	8.4	7.4	2.1	8.0	8.4
2002	7.5	8.9	8.2	2.8	8.4	8.7
2003	8.2	9.5	9.1	3.7	8.9	9.0
2004	8.4	9.7	9.5	4.8	8.9	9.0
2005	8.4	9.5	9.5	5.3	8.5	8.7
1T 2005	8.4	9.6	9.7	4.9	8.8	8.9
2T 2005	8.5	9.6	9.6	5.3	8.6	8.8
3T 2005	8.4	9.4	9.2	5.5	8.4	8.6
4T 2005	8.5	9.3	9.3	5.6	8.3	8.5
oct-05	8.5	9.3	9.1	5.6	8.3	8.5
nov-05	8.5	9.3	9.3	5.6	8.3	8.5
déc-05	8.5	9.2	9.5	5.6	8.4	8.5
	Jeunes (moins de 25 ans)					
1995	22.9	27.1	14.9	7.2	22.8	...
1996	22.1	28.4	15.6	8.2	23.2	...
1997	22.0	28.5	16.2	7.9	22.7	...
1998	22.2	25.7	15.0	6.9	20.9	19.4
1999	21.2	23.4	12.7	7.0	18.6	18.4
2000	16.7	20.1	10.7	7.2	16.3	17.4
2001	17.0	19.4	12.7	7.3	16.2	17.7
2002	17.8	20.0	14.2	8.3	16.8	18.1
2003	21.7	21.1	14.7	11.9	17.6	18.6
2004	21.2	22.0	15.1	18.2	18.0	18.7
2005	21.6	21.8	15.1	19.4	17.6	18.5
1T 2005	20.8	21.9	16.8	18.2	18.3	18.9
2T 2005	21.8	22.0	14.8	19.6	17.6	18.5
3T 2005	22.0	21.7	13.6	19.7	17.1	18.2
4T 2005	21.9	21.7	15.1	20.2	17.5	18.3
oct-05	21.9	21.5	14.6	19.9	17.4	18.3
nov-05	21.9	21.9	15.1	20.3	17.5	18.3
déc-05	21.8	21.7	15.5	20.5	17.6	18.4

Sources: STATEC, EUROSTAT

Le taux de chômage harmonisé d'Eurostat est calculé sur base des résultats des enquêtes sur les forces de travail EFT (enquête trimestrielle pour le cas du Luxembourg) et des données mensuelles administratives sur le chômage enregistré (demandes d'emploi inscrites à l'ADEM pour le cas du Luxembourg). Ainsi, ce taux de chômage tient, à côté des personnes inscrites à l'Administration de l'emploi, également compte des personnes non-inscrites à la recherche d'un emploi. Comme les données EFT sont utilisées, ces taux de chômage sont basés sur les définitions recommandées par l'Organisation internationale du travail (OIT). Suivant la définition d'Eurostat, les chômeurs sont les personnes âgées de 15 à 74 ans, sans travail, disponibles pour commencer à travailler dans les deux semaines et qui ont activement recherché un emploi pendant les quatre semaines précédentes.

Tableau 5c-2: Taux de chômage harmonisé, par sexe, comparaison internationale

	Belgique	France	Allemagne	Luxembourg	Zone Euro	UE25
	En % de la population					
	Femmes					
1995	12.7	13.2	10.9	4.3	13.4	...
1996	12.5	13.4	11.0	4.2	13.4	...
1997	11.9	13.3	11.6	4.0	13.3	...
1998	11.6	12.9	11.1	4.0	12.8	11.4
1999	10.2	12.2	9.9	3.3	11.7	10.8
2000	8.5	10.9	8.7	3.1	10.5	10.2
2001	7.5	10.0	8.9	2.7	9.9	9.9
2002	8.7	10.0	9.4	3.8	10.1	10.0
2003	8.9	10.5	10.1	4.7	10.5	10.2
2004	9.5	10.7	10.5	6.8	10.5	10.2
2005	9.5	10.4	10.3	7.5	10.0	9.7
1T 2005	9.5	10.5	10.6	7.0	10.3	9.9
2T 2005	9.5	10.5	10.5	7.4	10.1	9.8
3T 2005	9.5	10.3	9.7	7.7	9.8	9.6
4T 2005	9.6	10.2	10.3	7.9	9.8	9.6
oct-05	9.6	10.2	9.7	7.9	9.7	9.7
nov-05	9.6	10.2	10.3	7.9	9.8	9.8
déc-05	9.7	10.2	10.8	8.0	9.9	9.9
	Hommes					
1995	7.6	9.4	5.8	2.0	8.4	...
1996	7.4	10.0	6.7	2.0	8.7	...
1997	7.3	10.1	7.3	2.0	8.6	...
1998	7.6	9.5	7.0	2.0	8.0	8.0
1999	7.2	9.0	6.4	2.0	7.3	7.7
2000	5.6	7.6	6.0	2.0	6.5	7.3
2001	5.9	7.0	6.3	2.0	6.3	7.3
2002	6.7	7.9	7.2	2.0	6.9	7.7
2003	7.7	8.6	8.2	2.0	7.4	8.0
2004	7.5	8.8	8.8	2.0	7.6	8.1
2005	7.6	8.7	8.8	2.0	7.4	7.8
1T 2005	7.5	8.8	9.0	3.5	7.6	8.0
2T 2005	7.6	8.8	8.9	3.8	7.5	7.9
3T 2005	7.6	8.6	8.8	3.9	7.4	7.8
4T 2005	7.5	8.4	8.5	3.9	7.2	7.7
oct-05	7.5	8.5	8.6	3.9	7.2	7.7
nov-05	7.5	8.4	8.5	3.9	7.2	7.7
déc-05	7.6	8.4	8.4	3.9	7.2	7.6

Sources: STATEC, EUROSTAT

Tableau 6a: Statistiques du commerce extérieur

	Exportations en valeur				Importations en valeur				Solde commercial			
	Total	à l'intérieur de l'UE	dont: Union monétaire	à l'extérieur de l'UE	Total	à l'intérieur de l'UE	dont: Union monétaire	à l'extérieur de l'UE	Total	à l'intérieur de l'UE	dont: Union monétaire	à l'extérieur de l'UE
	Mio EUR											
1995	5 720	4 929	4 379	792	7 488	6 661	6 456	827	-1 768	-1 732	-2 078	-36
1996	5 533	4 816	4 275	716	7 573	6 829	6 629	744	-2 040	-2 013	-2 354	-28
1997	6 260	5 390	4 713	870	8 543	7 489	7 274	1 054	-2 283	-2 100	-2 561	-184
1998	7 222	6 201	5 377	1 021	9 736	8 649	8 297	1 087	-2 513	-2 448	-2 919	-65
1999	7 290	6 417	5 541	873	10 286	8 633	8 234	1 653	-2 996	-2 216	-2 692	-780
2000	8 498	7 368	6 405	1 130	11 633	10 150	9 587	1 483	-3 135	-2 782	-3 182	-353
2001	9 165	7 988	6 773	1 177	12 584	11 164	10 391	1 420	-3 419	-3 176	-3 619	-243
2002	9 005	7 870	6 801	1 136	12 276	11 223	10 491	1 053	-3 271	-3 354	-3 690	83
2003	8 834	7 691	6 715	1 143	12 109	11 219	10 682	890	-3 275	-3 528	-3 967	253
2004	9 797	8 549	7 562	1 248	13 553	12 295	11 800	1 258	-3 755	-3 746	-4 237	-9
4T 2004	2 621	2 286	2 018	335	3 562	3 296	3 165	266	-941	-1 010	-1 147	69
1T 2005	2 501	2 149	1 955	353	3 416	3 085	2 994	331	-915	-937	-1 039	22
2T 2005	2 563	2 157	1 951	405	3 435	3 180	3 072	255	-872	-1 022	-1 121	150
3T 2005	2 422	2 044	1 861	378	3 298	3 011	2 919	287	-876	-967	-1 057	91
sept-05	874	759	696	115	1 214	1 110	1 077	103	-339	-351	-381	12
oct-05	883	748	681	135	1 172	1 065	1 029	107	-289	-317	-348	28
nov-05	891	781	714	111	1 377	1 075	1 048	302	-486	-294	-333	-192
	Taux de variation annuels en %											
1996	-3.3	-2.3	-2.4	-9.6	1.1	2.5	2.7	-10.1				
1997	13.1	11.9	10.2	21.5	12.8	9.7	9.7	41.7				
1998	15.4	15.1	14.1	17.4	14.0	15.5	14.1	3.1				
1999	0.9	3.5	3.1	-14.5	5.7	-0.2	-0.8	52.1				
2000	16.6	14.8	15.6	29.5	13.1	17.6	16.4	-10.3				
2001	7.9	8.4	5.7	4.2	8.2	10.0	8.4	-4.3				
2002	-1.7	-1.5	0.4	-3.5	-2.4	0.5	1.0	-25.8				
2003	-1.9	-2.3	-1.3	0.7	-1.4	0.0	1.8	-15.5				
2004	10.9	11.2	12.6	9.2	11.9	9.6	10.5	41.3				
4T 2004	17.0	16.6	17.9	19.7	15.1	14.8	15.3	19.1				
1T 2005	7.4	4.0	6.3	34.5	4.8	4.8	6.1	4.4				
2T 2005	3.8	1.0	3.3	21.6	-2.4	2.4	3.0	-38.3				
3T 2005	1.8	-0.9	2.5	19.1	2.7	2.1	3.2	9.9				
sept-05	-2.0	-3.2	-0.3	6.7	5.8	3.9	4.9	31.7				
oct-05	-0.7	-2.6	0.3	11.1	1.3	-0.4	-0.1	21.3				
nov-05	-2.4	-2.6	1.4	-0.7	12.7	-4.7	-2.7	221.1				

Source: STATEC

Tableau 6b: Balance des paiements: compte des transactions courantes

	Marchandises			Services				Revenus				
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	dont: solde services financiers et d'assurance	Crédit	Débit	Solde	dont: solde revenus des rémunérations	dont: solde revenus des investissements
	Mio EUR											
1995	6 264	7 502	-1 238	7 830	5 491	2 340	1 616	35 652	34 497	1 156	-1 086	2 242
2000	9 387	11 956	-2 569	21 712	14 324	7 388	5 992	54 754	56 165	-1 411	-2 329	918
2001	10 087	12 850	-2 763	22 067	14 881	7 186	5 891	58 404	60 241	-1 838	-2 863	1 026
2002	10 129	12 266	-2 137	21 606	12 996	8 610	6 521	52 275	55 765	-3 490	-3 328	-162
2003	9 779	12 367	-2 589	22 424	13 587	8 837	6 545	45 243	49 305	-4 061	-3 523	-539
2004	10 990	13 763	-2 772	26 691	16 689	10 002	7 619	49 555	52 884	-3 329	-3 842	514
4T 2004	2 943	3 690	-747	6 920	4 380	2 540	1 992	11 943	12 779	-836	-1 109	273
1T 2005	2 816	3 414	-598	7 387	4 411	2 977	2 213	12 743	13 750	-1 007	-987	-20
2T 2005	2 931	3 769	-838	7 558	4 640	2 918	2 207	15 841	17 688	-1 847	-1 058	-789
3T 2005	2 887	3 427	-541	8 065	5 259	2 806	2 401	13 525	14 490	-965	-1 005	40
	Taux de variation annuels en %											
2000	16.7	14.1		37.0	32.9			21.8	23.7			
2001	7.5	7.5		1.6	3.9			6.7	7.3			
2002	0.4	-4.5		-2.1	-12.7			-10.5	-7.4			
2003	-3.5	0.8		3.8	4.5			-13.5	-11.6			
2004	12.4	11.3		19.0	22.8			9.5	7.3			
4T 2004	20.8	15.6		12.2	17.1			8.4	6.3			
1T 2005	4.0	6.3		11.8	11.8			9.1	9.5			
2T 2005	7.6	5.7		14.8	15.4			14.9	18.5			
3T 2005	10.3	4.0		22.6	21.2			11.4	14.9			
	Transferts courants			Balance des transactions courantes								
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde						
	Mio EUR											
1995	1 309	1 731	-422	51 055	49 220	1 835						
2000	2 974	3 474	-500	88 827	85 918	2 909						
2001	2 881	3 490	-609	93 439	91 463	1 976						
2002	3 792	4 124	-332	87 802	85 152	2 651						
2003	3 285	3 834	-549	80 731	79 093	1 638						
2004	3 567	4 618	-1 051	90 803	87 952	2 851						
4T 2004	955	1 144	-188	22 761	21 993	769						
1T 2005	913	1 248	-335	23 859	22 822	1 037						
2T 2005	1 000	1 164	-163	27 330	27 261	69						
3T 2005	944	1 339	-396	25 421	24 515	905						
	Taux de variation annuels en %											
2000	38.8	30.0		25.1	23.9							
2001	-3.1	0.5		5.2	6.5							
2002	31.6	18.2		-6.0	-6.9							
2003	-13.4	-7.0		-8.1	-7.1							
2004	8.6	20.4		12.5	11.2							
4T 2004	0.4	11.8		10.6	10.1							
1T 2005	9.0	11.0		9.3	9.5							
2T 2005	10.6	-1.9		13.9	15.0							
3T 2005	8.5	15.1		14.5	14.5							

Source: STATEC, BCL

La balance courante reprend les transactions effectuées avec l'étranger et portant sur les biens, services, revenus ou résultant de transferts courants. Elle est établie conjointement par le STATEC et la BCL sur base de diverses sources statistiques, suivant une méthodologie internationale.

L'écart entre le solde des échanges de biens, respectivement dans la statistique du commerce extérieur (tableau 6a) et dans la balance courante (ci-dessus), s'explique surtout par la prise en considération dans la balance des paiements de la vente de produits pétroliers aux transporteurs professionnels non-résidents. La différence au niveau des montants des exportations et des importations est due à des divergences méthodologiques (e.a. concept de changement de propriété "balance des paiements" versus mouvement physique "commerce extérieur").

Tableau 6c: Balance des paiements: compte des opérations financières

Période	Solde	Investissements directs		Investissements de portefeuille		Produits fin. dérivés	Autres investissements		Avoirs de réserve
		A l'étranger	Au Luxembourg	Avoirs	Engagements		Avoirs	Engagements	
									Mio EUR
2002	-2 927	-133 575	122 270	7 027	70 443	-75	-47 892	-21 087	-38
2003	-1 588	-88 389	79 949	-69 724	87 010	5 947	-29 821	13 533	-94
2004	-2 836	-65 769	62 186	-69 713	111 213	-2 542	-92 971	54 766	-5
4T 2004	-1 289	-34 738	36 698	-25 371	46 756	1 765	-37 601	11 235	-33
1T 2005	-961	-4 284	4 994	-51 379	61 632	1 535	-28 008	14 543	6
2T 2005	-52	-2 321	284	-45 634	46 240	903	-61 674	62 140	11
3T 2005	-1 507	-4 534	3 533	-60 589	77 324	-1 206	-25 310	9 282	-8

Source: BCL, STATEC

Le compte des opérations financières englobe les contreparties financières des transactions de l'économie réelle, ainsi que les opérations sur actifs financiers. Un montant positif indique une entrée, un montant négatif une sortie. Pour les avoirs de réserve, un montant négatif indique une augmentation, un montant positif une diminution.

E. Index des tableaux et graphiques

Tableaux

Tableau 1: Conjoncture internationale, observations récentes.....	7
Tableau 2: Indicateurs conjoncturels.....	10
Tableau 3: Aperçu synoptique de l'économie luxembourgeoise	11
Tableau 4: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: indicateurs d'activité par branches.....	14
Tableau 5: Évolution récente de l'économie luxembourgeoise: autres indicateurs.....	14
Tableau 6: Enquêtes qualitatives de conjoncture auprès des chefs d'entreprise.....	16
Tableau 7: Activité récente dans la construction: production par jour ouvrable	18
Tableau 8: Évolution récente dans le commerce; chiffre d'affaires en volume.....	22
Tableau 9: Évolution récente dans l'Horeca: chiffre d'affaires en valeur.....	25
Tableau 10: Transports et communications: chiffre d'affaires en valeur	26
Tableau 11: Transports et communications: emploi salarié.....	27
Tableau 12: Transports: variables annexes.....	27
Tableau 13: Services marchands divers: tableau de synthèse	28
Tableau 14: Principaux chiffres relatifs aux différents postes de l'actif du bilan des banques.....	30
Tableau 15: Emploi salarié dans les services collectifs et domestiques	33
Tableau 16: Inflation selon les douze divisions de l'indice du prix à la consommation national (IPCN).....	35
Tableau 17: Prévisions sur l'inflation au Luxembourg	36
Tableau 18: Inflation en Europe	36
Tableau 19: Comparaison européenne des douze divisions de l'IPCH (décembre 2005)	37
Tableau 20: Emploi salarié et décomposition du coût salarial.....	41
Tableau 21: Balance courante du Luxembourg.....	43
Tableau 22: Emploi salarié par branches	49
Tableau 23: Travail intérimaire	49
Tableau 24: Chômage partiel	55
Tableau 25: Demandes d'indemnisation de frontaliers ayant perdu leur emploi au Luxembourg.....	56
Tableau 26: Principaux résultats.....	60
Tableau 27: Hypothèses exogènes.....	63
Tableau 28: Évolution de la masse salariale dans le secteur public en 2005 et 2006	66
Tableau 29: Autres hypothèses exogènes.....	66
Tableau 30: Résultats détaillés.....	67

Tableau 31: Marché du travail.....	69
Tableau 32: Résultats des prévisions mensuelles d'inflation.....	74
Tableau 33: Résultats de la simulation d'un investissement public plus élevé en 2005 et 2006.....	78
Tableau 34: Une croissance durablement plus élevée en Europe.....	81

Graphiques

Graphique 1: PIB.....	9
Graphique 2: Formation brute de capital.....	9
Graphique 3: Consommation finale des ménages.....	9
Graphique 4: Consommation publique.....	9
Graphique 5: Exportations de biens et services.....	9
Graphique 6: Importations de biens et services.....	9
Graphique 7: Croissance du PIB dans la zone euro.....	10
Graphique 8: Activité récente dans l'industrie.....	15
Graphique 9: Enquête de conjoncture, production et carnets de commandes, industrie.....	16
Graphique 10: Prix des produits industriels.....	17
Graphique 11: Production par jour ouvrable dans le génie civil (données corrigées des variations saisonnières).....	19
Graphique 12: Résultats des enquêtes de conjoncture, construction.....	19
Graphique 13: Autorisations de bâtir à la fin du 3 ^{ième} trimestre (cumul).....	20
Graphique 14: Loyers d'habitation réels ¹	21
Graphique 15: Prix à la construction.....	21
Graphique 16: Nouvelles immatriculations de voitures particulières et commerciales.....	22
Graphique 17: Chiffre d'affaires en valeur des hôtels.....	25
Graphique 18: Indicateurs financiers pour l'Europe.....	29
Graphique 19: Somme des comptes de profits et pertes à la fin du troisième trimestre.....	31
Graphique 20: Emploi dans les banques (données trimestrielles).....	31
Graphique 21: Organismes de placement collectif.....	32
Graphique 22: Services collectifs et domestiques – évolution de l'emploi salarié depuis 2000.....	33
Graphique 23: Inflation et prix pétroliers.....	34
Graphique 24: Prix du baril de pétrole (brent) en euros et en dollars US.....	34
Graphique 25: Evolution de l'inflation sous-jacente (désaisonnalisée, hors soldes).....	35
Graphique 26: Évolution du coût salarial nominal moyen (par mois et par salarié) au Luxembourg.....	40
Note de conjoncture n° 3-05.....	129

Graphique 27: Indice du coût horaire du travail, comparaison européenne.....	42
Graphique 28: Évolution des échanges internationaux de services.....	43
Graphique 29: Évolution des échanges de biens.....	44
Graphique 30: Soldes partiels de la balance courante du Luxembourg 1999-2005	45
Graphique 31: Emploi et chômage	46
Graphique 32: Évolution de l'emploi salarié et des heures de travail déclarées à l'IGSS	48
Graphique 33: Évolution du travail intérimaire	49
Graphique 34: Taux de chômage au Luxembourg*	53
Graphique 35: Les faillites d'entreprises.....	56
Graphique 36: Attestations E301 selon les branches d'activité.....	56
Graphique 37: Taux de chômage harmonisés en Europe, décembre 2004 / décembre 2005.....	57
Graphique 38: Part des investissements publics	66
Graphique 39: Contributions à la croissance	68
Graphique 40: Population, migrations et mouvement naturel.....	69
Graphique 41: Population totale et flux migratoires.....	69
Graphique 42: Taux d'activité.....	70
Graphique 43: Taux d'activité et pénétration des frontaliers.....	70
Graphique 44: Évolution de l'emploi, heures et nombre de personnes.....	70
Graphique 45: Évolution de la durée de travail	72
Graphique 46: Taux de chômage au sens du BIT.....	72
Graphique 47: Productivité apparente du travail, économie entière	75
Graphique 48: Productivité apparente du travail, secteur privé hors banques et assurances	75
Graphique 49: Coût salarial unitaire	75
Graphique 50: Part salariale.....	75
Graphiques 51 et 52: Comparaisons de la croissance du PIB.....	86

BON DE COMMANDE

Veillez enregistrer ma commande pour:

la Note de conjoncture n°/2006

le Rapport annuel 2005 (Note de conjoncture n° 1-2006)

un abonnement annuel 2006 (deux notes de conjoncture et un Rapport annuel)

Nom, prénom:

Société:

Adresse complète:

.....

.....

Signature:

Date:

A retourner au: **STATEC**

Tél: 478-4377

Fax: 46 42 89

Boîte postale 304
L-2013 Luxembourg
E-mail: info@statec.etat.lu

Prix de l'abonnement annuel: 16.00 euros

Prix du Rapport annuel (n° 1): 8.00 euros

Prix des Nos 2 et 3: 5.00 euros

Prix hors frais de port

Paiement après réception de la facture